



Secrétariat du
Conseil du Trésor

Comptes publics de l'Ontario

États des ministères
et annexes

2021–2022

COMPTES PUBLICS, 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	iii
Sources de renseignements supplémentaires	vii
Section 1 – Annexes – Recettes et dépenses	
Détails des recettes	1-1
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale	1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	1-20
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Fonctionnement	1-22
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Immobilisations	1-24
Fonds ontarien d'initiative	1-26
Section 2 – États financiers des ministères	
Affaires autochtones	2-1
Affaires francophones	2-9
Affaires municipales et Logement	2-17
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	2-33
Bureau de la vérificatrice générale	2-49
Bureau de l'Assemblée législative	2-53
Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario	2-61
Bureau du Conseil des ministres	2-67
Bureau du directeur général des élections	2-73
Bureau du lieutenant-gouverneur	2-79
Cabinet du premier ministre	2-83
Collèges et Universités	2-87
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	2-101
Éducation	2-113
Énergie, Développement du Nord et Mines	2-129
Environnement, Protection de la nature et Parcs	2-151
Finances	2-173
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	2-197
Infrastructure	2-223
Procureur général	2-233
Richesses naturelles et Forêts	2-265
Santé	2-283
Secrétariat du Conseil du Trésor	2-313
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	2-341
Services aux aînés et Accessibilité	2-359
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	2-371
Soins de longue durée	2-401
Solliciteur général	2-409
Transports	2-445
Travail, Formation et Développement des compétences	2-471
Compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange	2-497

COMPTES PUBLICS, 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES – Suite

	Page
Section 3 – Annexes – Dette	
Dette à long terme	3-1
Remboursement de la dette à long terme.....	3-6
Variation nette de la dette à court terme.....	3-12
Sommaire de l'encours de la dette	3-13
Encours de la dette.....	3-16
Opérations de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO).....	3-38
 Section 4 – Autres annexes supplémentaires	
 Prêts et investissements.....	 4-1
Fonds et autre passif	4-10
Passif éventuel – Obligations garanties par la province de l'Ontario	4-17
Demandes à l'encontre de la Couronne	4-19
Pertes radiées des comptes.....	4-26
Remise de revenus.....	4-27

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1 PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2021-2022 comprennent le **Rapport annuel et états financiers consolidés** et sont présentés en deux volumes :

Les États des ministères et annexes contient les états des ministères et des annexes détaillées sur la dette et d'autres éléments. Les états des ministères portent sur les activités financières de chaque ministère. Ils sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice et comparent les crédits autorisés aux dépenses réelles. Les charges des ministères comprennent toutes les charges autorisées par l'Assemblée législative, mais excluent les redressements découlant de la consolidation des organismes publics dont les charges ne sont pas autorisées.

Les Détails des paiements contient les détails de paiements effectués par les ministères aux fournisseurs (y compris la taxe de vente) et aux bénéficiaires de paiements de transfert, si cette divulgation n'est pas réputée être interdite en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

Les états financiers individuels des principaux conseils, commissions et sociétés de la province qui font partie du périmètre comptable du gouvernement, ainsi que divers autres états financiers sont disponibles à ontario.ca/comptespublics et de cliquer sur le lien menant au site Web des organismes et ils sont aussi disponibles sur demande.

2 GUIDE D'INTERPRÉTATION DU ÉTATS DES MINISTÈRES ET ANNEXES DES COMPTES PUBLICS

(1) Annexes — Recettes et dépenses

(2) États financiers des ministères

La présente section renferme des états financiers pour chaque ministère. Les cinq états financiers suivants sont présentés, s'il y a lieu :

a) « État des dépenses et des actifs par programme »

Cet état donne un aperçu des dépenses et des actifs par programme. Ils sont comparés aux crédits alloués et aux chiffres réels des exercices précédents.

b) « État des dépenses et des actifs par crédits et postes »

Cet état énumère les différents postes de chaque crédit ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'exercice avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses* ou approuvés par le Conseil du Trésor. Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* ont pour but de donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

c) « Détail des dépenses et des actifs par postes et selon la classification »

Pour chaque crédit ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différents postes, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. Les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

d) « Sommaire des paiements de transfert d'une durée limitée et discrétionnaires »

Ce sommaire présente une liste détaillée des paiements de transfert et indique s'ils sont d'une durée limitée et s'ils sont discrétionnaires. Il présente les paiements de transfert par crédit et par poste, ainsi que les montants réels.

e) « État des recettes »

Cet état présente les recettes perçues au cours de l'exercice selon les sources de recettes figurant dans les comptes de la province. On trouvera également, s'il y a lieu, une analyse plus détaillée des montants pour chaque source. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

f) « État des remboursements des prêts et investissements »

Cet état présente, de manière comparative, les remboursements de prêts et les recouvrements d'investissements effectués par le ministère. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

(3) Annexes de la dette

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette à la fin de l'exercice, pertes radiées des comptes et remise de revenus.

(4) Annexes supplémentaires

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel, les créances exigibles de la Couronne.

3 TERMES ET DÉFINITIONS UTILISÉS

Mandats spéciaux

Si l'Assemblée législative n'est pas en session et des dépenses sont requises sans avoir été autorisées par une loi portant affectation anticipée de crédits ou par une loi de crédits, des mandats spéciaux peuvent être délivrés pour autoriser ces dépenses.

Recouvrement des coûts

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 \$.

Crédits législatifs

Ils représentent des paiements autorisés par un texte législatif précis et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les crédits législatifs figurent dans le Budget des dépenses aux fins d'information et ne sont pas votés par l'Assemblée législative. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique « Classification par catégorie de dépenses » associée à chaque poste.

Catégories de dépenses

Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2018-2019 sont présentées par poste dans la rubrique « Catégories de dépenses ». Les descriptions des catégories de dépenses qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

DÉPENSES

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend l'achat des machines et du matériel dont les coûts ne sont pas immobilisés, ainsi que des matériaux, des fournitures et des services publics.

Paiements de transfert

Inclut les crédits d'impôt sur le revenu remboursables, les subventions et les soutiens à des personnes; le secteur des entreprises, les institutions non commerciales; et d'autres organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts, les subventions remboursables et une provision pour pertes sur l'aliénation des immobilisations.

ACTIFS

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Inventaire détenu à des fins de revente

Actif qui n'est pas en service et qui est détenu en vue de son aliénation.

Terrains

Cette catégorie comprend les terrains achetés ou acquis comme terrains à bâtir ou pour leur utilisation, leur préservation, l'aménagement de parcs et d'aires de loisir, l'infrastructure et d'autres usages dans le cadre des programmes.

Immeubles

Cette catégorie comprend les vastes et complexes tours de bureaux de grande hauteur, les immeubles à destination particulière comme les prisons et les tribunaux, ainsi que les structures simples comme les dômes de sel et les remises à outils. Elle englobe également toute construction rendue nécessaire par les fonctions opérationnelles des occupants ou pour des besoins esthétiques au-delà du budget prévu dans l'enveloppe de base affectée aux locaux (que le gouvernement en soit propriétaire ou qu'il les loue).

Infrastructure des transports

Cette catégorie englobe un réseau complexe de routes, de ponts et d'ouvrages et d'installations connexes. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Barrages et ouvrages d'art

Comprend des infrastructures d'envergure qui ne relèvent pas d'une autre catégorie; par exemple, les réseaux d'approvisionnement en eau, d'égouts et de distribution électrique, les plates-formes d'hélicoptère et les systèmes de ravitaillement, les étangs de stockage, les systèmes d'alimentation, les tours faisant partie l'équipement de communications mobile du gouvernement et les structures du même genre.

Machines et équipement

Comprend des articles comme le mobilier de bureau, les installations et les appareils, le matériel hospitalier et de laboratoire ainsi que les machines et l'équipement de bureau.

Matériel de technologie de l'information

Cette catégorie englobe les réseaux physiques de transmission vocale et de données, les plates-formes, les appareils sans fil, les réseaux et les points d'accès, les macro-ordinateurs et les ordinateurs personnels, les serveurs et les dépôts de données, l'équipement de communications mobile du gouvernement de même que les systèmes d'exploitation et les logiciels s'y rattachant.

Logiciels d'application de gestion

Cette catégorie englobe les éléments logiciels qui automatisent et optimisent les fonctions opérationnelles, les processus, les tâches et les activités. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Parc automobile et flotte de bateaux

Cette catégorie comprend les véhicules automobiles immatriculés qui appartiennent aux ministères : les voitures de tourisme, les véhicules utilitaires moyens et lourds et d'autres véhicules spéciaux. Elle englobe également les traversiers et les bateaux de taille moyenne ou grande.

Avions

Cette catégorie englobe les aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport annuel et États financiers consolidés de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait état des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web Secrétariat du Conseil du Trésor à www.ontario.ca/comptespublics.

Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à <https://www.ontario.ca/fr/page/budget-de-lontario-editions-anterieures> et de cliquer sur « Budget de l'Ontario ».

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le président du Conseil du Trésor, le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1^{er} avril est déposé devant l'Assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'Assemblée législative est appelée à approuver en vertu de la *Loi de crédits*. Pour une version électronique, visitez <https://www.ontario.ca/fr/page/budget-des-depenses>.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice.

Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/budget/finances.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/economy/ecaccts.

NOTA

Le présent document est publié en français et en anglais.

Site Web: www.ontario.ca/comptespublics

This publication is available in English and French.

Website: www.ontario.ca/publicaccounts

section 1
annexes –
recettes et dépenses
(non vérifié)

DÉTAILS DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

La présente annexe établit le sommaire des sources de recettes de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale¹.

RECETTES FISCALES	2022 \$	2021 \$
Impôt sur le revenu des particuliers	46 749 700 490	40 332 921 073
Taxe de vente.....	30 356 811 914	26 575 706 536
Impôt des sociétés	25 227 149 098	17 774 878 443
Impôt-santé des employeurs	7 223 220 976	6 536 709 496
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires.....	5 827 126 187	3 697 668 240
Contribution-santé de l'Ontario.....	5 713 281 774	6 039 926 257
Droits de cession immobilière	4 414 335 133	4 329 622 398
Taxe sur l'essence	2 202 221 352	1 898 038 231
Taxe sur le tabac.....	926 550 834	1 099 217 702
Taxe sur les carburants.....	770 718 438	686 177 611
Paiements tenant lieu d'impôt (électricité)	665 500 000	563 000 000
Taxe sur la bière, le vin et les spiritueux.....	623 894 410	624 179 524
Impôt sur l'administration des successions.....	301 219 576	235 796 342
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés	234 341 536	228 966 083
Composante ontarienne du droit d'accise fédéral sur la vente du cannabis	214 766 702	106 525 925
Impôt sur les bénéfices miniers	176 217 610	107 559 538
Impôt foncier provincial.....	37 799 657	35 590 707
Redevances sur les revenus bruts – Élément impôt foncier.	4 444 751	5 631 445
Taxe sur le pari mutuel.....	3 481 977	3 164 236
Impôt calculé sur la superficie en acres – <i>Loi sur les mines</i> .	1 974 037	2 063 102
TOTAL DES RECETTES FISCALES.....	131 674 756 454	110 883 342 889

L'impôt sur le revenu des particuliers est perçu par le gouvernement fédéral pour le compte de la province. Les montants déclarés par la province en 2021-2022 ont été réduits de 542 550 502 \$ en crédits d'impôt de l'Ontario, à l'exclusion des crédits d'impôt passés en charges.

¹ Crédits d'impôt sur le revenu remboursables :

La section 2 porte aussi sur les crédits d'impôt sur le revenu remboursables. Les charges de fonctionnement publiées dans les Comptes publics au titre d'un crédit d'impôt remboursable représentent la valeur estimée des crédits d'impôt pour l'exercice en cours, en sus de tout rajustement lié aux montants des années antérieures publiés.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

Pour 2022, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 46 226 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 46 226 \$ jusqu'à 92 454 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 92 454 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 \$. Pour 2021, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 45 142 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 45 142 \$ jusqu'à 90 287 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 90 287 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 \$. Pour 2020, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 44 740 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 44 740 \$ jusqu'à 89 482 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 89 482 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 \$. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex., le montant de base, la déduction relative au conjoint, les frais médicaux) et sont à raison de 5,05 % (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance dépassant 200 \$), avant le calcul de la surtaxe provinciale et la réduction de l'impôt ontarien. Beaucoup de crédits d'impôt non remboursables de l'Ontario sont indexés annuellement. Les crédits d'impôt pour dividendes de l'Ontario sont calculés après la surtaxe provinciale, mais avant la réduction de l'impôt de l'Ontario. Ces crédits sont versés à un taux de 10 % dans le cas des dividendes déterminés et de 2,9863 % dans le cas des dividendes non déterminés.

Les particuliers qui doivent un montant plus élevé au titre de l'impôt sur le revenu sont assujettis à une surtaxe. En 2022, elle équivaut à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 991 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 6 387 \$. En 2021, elle équivaut à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 874 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 6 237 \$. En 2020, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 830 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 6 182 \$.

Si l'impôt de l'Ontario d'un contribuable de l'Ontario dépasse le seuil applicable, le Programme ontarien de réduction de l'impôt sur le revenu peut réduire l'impôt dû à l'Ontario. Pour 2022, le montant déterminant de base est de 257 \$, auquel on ajoute 475 \$ par enfant à charge de 18 ans ou moins et par personne handicapée à charge. Pour 2021, le montant déterminant de base est de 251 \$, auquel on ajoute 464 \$ par enfant à charge de 18 ans ou moins et par personne handicapée à charge. Pour 2020, le montant déterminant de base est de 249 \$, auquel on ajoute 460 \$ par enfant à charge de 18 ans ou moins et par personne handicapée à charge.

La taxe de vente harmonisée (TVH) est une taxe de vente unique sur la valeur ajoutée fondée sur la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale. La portion provinciale de la TVH est de 8 % et la portion fédérale est de 5 %, pour un taux combiné de TVH de 13 %. La responsabilité de percevoir la taxe a été confiée au gouvernement fédéral et les revenus en découlant sont versés à la province à l'aide d'une formule de répartition des revenus. L'Ontario conserve également une taxe de vente de 8 % sur les primes de certains types d'assurance et de 13 % sur la cession de véhicules automobiles entre particuliers, ces deux taxes étant perçues et administrées par la province. Les montants de taxes de vente sont déclarés par la province, déduction faite des crédits de taxe de vente de 2 173 204 342 \$ en 2021-2022 et de 2 006 629 462 \$ en 2020-2021.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

L'impôt des sociétés comporte trois genres d'impôt à acquitter par les sociétés : l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les primes d'assurance et un impôt supplémentaire spécial pour les compagnies d'assurance-vie. Voici les détails de ces impôts.

Impôt sur le revenu : Le taux général d'imposition du revenu des sociétés (IRS) prévu par la loi est de 11,5 %. Les revenus des entreprises actives dans les secteurs minier, forestier, agricole, et ceux de la pêche et de la fabrication et de la transformation sont assujettis à un taux d'IRS moindre de 10 %. Les petites sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC) sont également soumises à un taux d'IRS plus bas, soit de 3,2 % pour la première tranche de 500 000 \$ de revenus provenant d'une entreprise exploitée activement. Le taux de l'IRS applicable aux petites entreprises est éliminé progressivement dans le cas des grandes SPCC, et des groupes de SPCC associées, dont le capital imposable utilisé au Canada était de plus de 10 millions de dollars l'année précédente. Ce taux était éliminé entièrement lorsque ce montant était de plus de 15 millions de dollars. La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur le revenu des sociétés. L'IMS est la partie du montant équivalant à 2,7 % du revenu redressé net qui dépasse l'IRS à payer, aux fins de la comptabilité.

Impôt sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance sont assujetties à un impôt sur les primes d'assurance de 2 % dans le cas de l'assurance-vie, accident et maladie, de 3,5 % pour l'assurance de biens et de 3 % pour les autres types d'assurance (p. ex, IARD).

Impôt supplémentaire spécial : Les compagnies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital imposable utilisé en Ontario dépassant une exemption de capital minimum de 10 millions de dollars, l'impôt sur le revenu des sociétés et l'IMS donnant droit à un crédit sur cet impôt.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario est de 200 000 \$ ou moins versent un impôt correspondant à 0,98 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario se situe entre 200 000 \$ et 400 000 \$ versent l'impôt à un taux progressif variant de 1,101 % à 1,829 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario dépasse 400 000 \$ versent l'impôt à un taux de 1,95 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario. La masse salariale annuelle en Ontario pour les employeurs du secteur privé, y compris leurs entités associées, est exonérée de l'impôt-santé, jusqu'à un certain seuil. Le seuil d'exonération de l'impôt-santé des employeurs pour 2021 est de 1 million de dollars. En 2021, le gouvernement de l'Ontario a rendu permanente la hausse temporaire de l'exonération qu'il avait accordée en 2020 pour faire passer celle-ci de 490 000 \$ à 1 million de dollars. L'exonération est rajustée pour tenir compte de l'inflation tous les cinq ans en fonction de l'indice des prix à la consommation de l'Ontario. Le prochain rajustement est prévu pour le 1^{er} janvier 2029. En règle générale, les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario dépasse 5 000 000 \$ ne sont pas exonérés de l'impôt-santé.

Les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires sont perçus par les municipalités et transférés aux conseils scolaires pour le financement de l'éducation élémentaire et secondaire. Les taux de ces impôts sont établis annuellement par le ministère des Finances pour chaque catégorie de biens immeubles. Ces impôts sont prélevés sur la valeur imposable des biens à un taux uniforme de 0,153 % pour les biens résidentiels en 2021. Les taux pour les biens commerciaux et industriels, les pipelines et les décharges sont établis pour chaque municipalité de palier supérieur et à palier unique. Ces taux sont régis par la *Loi sur l'éducation*. Les montants tirés des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires indiqués sont présentés en chiffres nets après déduction de crédits d'impôts fonciers et de subventions représentant 1 362 526 751 \$ en 2021-2022 et 1 222 103 521 \$ en 2020-2021. Les montants tiennent aussi compte d'un certain nombre de remboursements, de réductions et d'exemptions offerts à l'échelle de la province.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

La Contribution-santé de l'Ontario (CSO) aide le gouvernement à investir dans le système de santé de la province. Tout l'argent provenant de la CSO est affecté à l'amélioration des services de santé de l'Ontario. Les revenus générés par la CSO ont augmenté de 84 millions de dollars, passant de 4 330 millions de dollars en 2020-2021 à 4 414 millions de dollars en 2021-2022. Au cours de la même période, les charges du secteur de la santé se sont accrues de 6 258 millions de dollars pour se chiffrer à 75 729 millions de dollars, par rapport aux 69 471 millions de dollars affichés en 2020-2021.

En 2021-2022, les revenus tirés de la CSO se sont élevés à 4 414 millions de dollars, ce qui représente 5,8 % des charges totales de 75 729 millions de dollars consacrées au secteur de la santé. En comparaison, ces revenus avaient atteint 4 330 millions de dollars ou 6,2 % des charges de 69 471 millions de dollars consacrées au secteur en 2020-2021. Le tableau ci-dessous illustre de quelle façon les revenus découlant de la CSO soutiennent d'importants investissements dans le secteur de la santé ainsi que le niveau de soutien qui serait accordé à chaque secteur si le pourcentage partagé en 2020-2021 et en 2021-2022 était réparti proportionnellement dans chaque secteur.

Exemple de la façon dont la Contribution-santé de l'Ontario appuie les investissements dans le secteur de la santé : Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé réparties proportionnellement entre les secteurs (en millions de dollars)	2021-2022 5,8 %	2020-2021¹ 6,2 %
Hôpitaux	1 389	1 566
Assurance-santé de l'Ontario	989	959
Soins à domicile et en milieu communautaire et services de santé mentale et de lutte contre les dépendances	432	435
Foyers de soins de longue durée	395	370
Programmes de médicaments de l'Ontario	310	317
Santé publique, traitement et dépistage du cancer, et autre	899	683
Total	4 414	4 330

La Contribution-santé de l'Ontario est versée par les particuliers qui habitent en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser sont les suivants : 0 \$ si le revenu imposable est de 20 000 \$ ou moins; 6 % du revenu imposable pour un revenu imposable se situant entre 20 000 \$ et 25 000 \$; 300 \$ pour un revenu imposable entre 25 000 \$ et 36 000 \$; 300 \$ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 \$ pour un revenu imposable entre 36 000 \$ et 38 500 \$; 450 \$ pour un revenu imposable entre 38 500 \$ et 48 000 \$; 450 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 \$ pour un revenu imposable entre 48 000 \$ et 48 600 \$; 600 \$ pour un revenu imposable entre 48 600 \$ et 72 000 \$; 600 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 \$ pour un revenu imposable entre 72 000 \$ et 72 600 \$; 750 \$ pour un revenu imposable entre 72 600 \$ et 200 000 \$; 750 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 \$ pour un revenu imposable entre 200 000 \$ et 200 600 \$; et 900 \$ pour un revenu imposable supérieur à 200 600 \$.

¹ Montants retraités pour tenir compte des changements dans le calcul des renseignements publiés en 2020-2021.
non vérifié

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

Les droits de cession immobilière sont perçus à la cession de biens immobiliers et sont payables sur la valeur de la contrepartie, qui est généralement le prix d'achat. Les taux de ces droits sont de 0,5 % du montant jusqu'à 55 000 \$ inclusivement, de 1 % du montant de plus de 55 000 \$ jusqu'à 250 000 \$ inclusivement, de 1,5 % du montant de plus de 250 000 \$ jusqu'à 400 000 \$ inclusivement, et de 2 % du montant de plus de 400 000 \$. Le taux de ces droits applicable aux biens-fonds qui comportent une ou deux habitations unifamiliales d'une valeur supérieure à 2 000 000 \$ est de 2,5 %. Les acheteurs d'un premier logement admissibles peuvent recevoir une remise des droits de cession immobilière pour un montant maximal de 4 000 \$. Un impôt sur la spéculation pour les non-résidents supplémentaire de 15 % s'applique lors de l'achat ou de l'acquisition d'un intérêt dans un bien résidentiel dans la région élargie du Golden Horseshoe par des personnes qui ne sont pas citoyens ou résidents permanents du Canada, ou par des sociétés étrangères (entités étrangères) et des fiduciaires imposables. Les exonérations et les remises ayant trait à l'impôt sur la spéculation pour les non-résidents peuvent être assujetties à des critères d'admissibilité précis. Le 30 mars 2022, le taux de l'impôt sur la spéculation pour les non-résidents a augmenté à 20 %, son application a été élargie à l'ensemble de la province et deux remises autrefois offertes aux étrangers étudiant ou travaillant en Ontario ont été éliminées. Des dispositions transitoires d'exonération peuvent être appliquées aux conventions de vente conclues avant le 30 mars 2022.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence, le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane utilisé dans les véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est de 6,7 cents le litre, sauf dans le Nord de l'Ontario (régions géographiques d'Algoma, de Cochrane, de Kenora, de Manitoulin, de Nipissing, de Parry Sound, de Rainy River, de Sudbury, de Thunder Bay et de Timiskaming), où la taxe est de 2,7 cents le litre. La taxe sur l'essence est pré-perçue par les percepteurs et importateurs enregistrés.

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Le taux spécifique de taxe par cigarette ou gramme, en tout ou en partie, de tabac finement haché et pour tous les autres produits du tabac à l'exception des cigares, est de 18,475 cents. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable du cigare. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les carburants à base de pétrole de distillat moyen clairs, tels que ceux qui sont utilisés dans des véhicules à moteur diesel. Le taux de taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre, sauf pour le carburant utilisé dans le matériel ferroviaire, auquel cas le taux est de 4,5 cents le litre. La taxe sur les carburants est perçue au préalable par des percepteurs et des importateurs inscrits.

Les taxes sur la bière, le vin et le spiritueux s'appliquent aux achats lorsque la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) n'est ni le détaillant ni le grossiste du produit. Les taxes sur la bière s'appliquent aux bières achetées dans un magasin sur les lieux de fabrication, dans un bistro-brasserie, à The Beer Store ou dans un établissement pourvu d'un permis. Les taxes sur le vin sont imposées sur le vin et le vin panaché achetés dans un magasin d'établissement vinicole situé sur les lieux de fabrication ou ailleurs. Les taxes sur les spiritueux s'appliquent aux achats de spiritueux et de refroidisseurs de spiritueux dans le magasin sur place d'un fabricant de spiritueux.

Ontario Power Generation Inc. et ses filiales ainsi que les services municipaux d'électricité qui sont exonérés de l'impôt sur le revenu des sociétés ordinaire doivent verser à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) les paiements tenant lieu d'impôt fédéral et provincial sur le revenu des sociétés. Ces paiements sont égaux à l'IRS fédéral et ontarien qui est prélevé en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'imposition des sociétés* et de la *Loi de 2007 sur les impôts* sur le revenu des sociétés non exonérées.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

La SFIEO, société ayant succédé à Ontario Hydro, est chargée du service et du remboursement de la dette et d'un certain nombre d'autres paiements de passif d'Ontario Hydro. Tous les paiements tenant lieu d'impôt que reçoit la SFIEO sont affectés au service et au remboursement de ses obligations. En raison d'un premier appel public à l'épargne portant sur des actions ordinaires d'Hydro One en 2015, Hydro One n'est plus exonérée des impôts fédéral et provincial sur le revenu des sociétés et n'est plus assujettie au régime de paiements tenant lieu d'impôt sur les sociétés. Le ministre des Finances est tenu par la loi de verser à la SFIEO des paiements équivalents à l'impôt provincial payable par Hydro One Inc. en vertu de la *Loi de 2007 sur les impôts*.

Ontario Power Generation (OPG), Hydro One et les services municipaux d'électricité versent également à la SFIEO des paiements tenant lieu d'impôts municipaux et scolaires supplémentaires. La portion des redevances sur les revenus bruts (RRB) payable à la SFIEO est aussi constatée sous Paiements tenant lieu d'impôt (électricité).

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Pour les demandes d'un certificat successoral présentées le 1^{er} janvier 2020 ou par la suite, il n'y a pas d'impôt à payer si la valeur de la succession est de 50 000 \$ ou moins. Pour les successions de plus de 50 000 \$, le montant d'impôt à payer équivaut à 15 \$ pour chaque tranche de 1 000 \$ (ou partie de ce montant) de la valeur de la succession supérieure à 50 000 \$. Pour les demandes présentées avant le 1^{er} janvier 2020, le montant de l'impôt à acquitter équivaut à 5 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, en tout ou en partie, de la première tranche de 50 000 \$ de la valeur de la succession et à 15 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, en tout ou en partie, de la valeur de la succession dépassant 50 000 \$. Les successions d'une valeur de 1 000 \$ ou moins sont exonérées de cette taxe.

L'Ontario perçoit un impôt sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 \$ provenant des substances minérales tirées et vendues par les exploitants des mines en Ontario. La déduction annuelle de 500 000 \$ doit être partagée par les sociétés associées. Le taux d'imposition sur les bénéfices assujettis à l'impôt sur l'exploitation minière est de 10 % pour les mines non éloignées et de 5 % pour les mines éloignées. Chaque nouvelle mine a le droit, durant une période prescrite, d'exclure de l'impôt sur l'exploitation minière des bénéfices allant jusqu'à 10 millions de dollars. Cette période d'exemption est de trois ans pour une nouvelle mine qui n'est pas éloignée et de 10 ans pour une nouvelle mine éloignée. Cette exonération est aussi applicable à l'agrandissement important d'une mine existante si elle n'est pas éloignée. L'impôt sur l'exploitation minière n'est pas applicable à l'extraction des diamants. L'extraction des diamants est assujettie à des redevances sur la valeur de la production de la mine. Le taux de la redevance est égal à 13 % ou au montant calculé sur la valeur de la production en fonction d'une échelle graduée, selon le moins élevé des deux.

L'impôt foncier provincial est perçu sur les biens-fonds situés en territoire non municipalisé selon les taux prescrits par règlement. Le taux s'appliquant dépend de la catégorie de biens dans laquelle est classé le bien-fonds en vertu de la *Loi sur l'évaluation foncière*.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

Le droit d'accise sur le cannabis est imposé par le gouvernement fédéral sur les produits du cannabis et payable par les titulaires de licence fédérale qui emballent des produits du cannabis (généralement les producteurs) ou, dans le cas des importations, payable par l'importateur, le propriétaire ou toute autre personne assujettie à la Loi sur les douanes (Canada). Le gouvernement fédéral est responsable de la perception et de l'administration de la taxe. Dans le cas de la fleur de cannabis séché, le taux du droit d'accise est le plus élevé des deux montants suivants : 1 \$ le gramme ou 10 % du prix de vente demandé par le titulaire de licence fédérale pour le produit emballé livré à un acheteur, et pour le cannabis comestible, les extraits de cannabis et le cannabis pour usage topique, le taux du droit d'accise est de 0,01 \$ le milligramme de tétrahydrocannabinol (THC). Différents taux s'appliquent selon le type de produit. L'Ontario reçoit 75 % du droit d'accise perçu sur les produits du cannabis destinés à la vente en Ontario ainsi qu'un rajustement supplémentaire de 3,9 % de la taxe de vente sur le prix de vente demandé par un titulaire de licence fédérale.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par des impôts et des redevances sur les revenus bruts de centrales hydro-électriques.

L'élément impôt foncier payable à la SFIEO est inclus dans les paiements tenant lieu d'impôt en regard de la consolidation avec la province. L'élément impôt foncier payable à la province est constaté à la rubrique Revenus fiscaux. L'élément utilisation d'énergie hydraulique des RRB est inclus à la rubrique Autres revenus – Redevances.

La taxe sur le pari mutuel est de 0,5 % de tous les paris faits en Ontario, et est perçue et remise à la province par les exploitants d'hippodromes.

L'impôt sur les terrains miniers est un impôt prélevé, en vertu de la *Loi sur les mines*, sur les terrains ou les droits miniers assujettis à la Loi, à un taux de 4 \$ l'hectare par année.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022 \$	2021 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé.....	16 730 071 440	16 206 062 095
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	6 002 910 000	5 814 833 000
Entente sur le développement du marché du travail.....	768 422 198	741 361 740
Convention de développement de la main d'œuvre.....	708 269 356	581 758 588
Soins à domicile et santé mentale	581 481 725	484 604 654
Programmes d'infrastructure.....	561 757 689	768 813 390
Transferts directs aux hôpitaux, aux conseils scolaires et aux collèges.....	438 917 719	458 612 807
Services de bien-être aux Autochtones.....	332 843 464	318 070 263
Entente sur le logement social.....	305 394 117	338 188 310
Accord sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants	218 812 214	154 364 957
Expansion du bilinguisme.....	121 146 170	115 989 795
Aide juridique – Droit criminel.....	93 279 487	86 188 478
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents.....	66 936 548	53 259 716
Partenariat canadien pour l'agriculture.....	48 951 903	49 032 716
Aide financière aux études.....	25 065 561	28 740 989
Personnes gardées pour des raisons d'immigration.....	8 288 903	5 732 345
Cadre de relance sécuritaire.....	-	5 094 542 000
Fonds de soutien aux travailleurs essentiels de la COVID-19.....	-	1 129 036 821
Fonds pour une rentrée scolaire sécuritaire.....	-	763 340 000
Autre.....	3 594 442 547	731 595 561
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA.....	30 606 991 041	33 924 128 225

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses de santé des provinces et des territoires. Depuis 2014-2015, le TCS est alloué aux provinces et aux territoires selon un montant égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les principes de la *Loi canadienne sur la santé*.

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux, dont le développement de la petite enfance, l'apprentissage des jeunes enfants et les services de garde d'enfants. Depuis 2007-2008, le TCPS est versé aux provinces et aux territoires sous forme de soutien égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert en au titre du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas, lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale, imposer d'exigences en matière de résidence aux citoyens canadiens, aux résidents permanents, aux personnes ayant un permis de séjour temporaire, aux demandeurs d'asile qui attendent de recevoir leur statut de résident permanent.

En vertu de l'Accord sur la relance sécuritaire (ARS), un financement ponctuel a été versé en 2020-2021 pour la réouverture sécuritaire des économies provinciales et territoriales post-pandémie COVID-19. Les provinces et les territoires ont accepté sept catégories de dépense prioritaires, à savoir : dépistage; recherche de contacts et gestion des données; capacité du système de soins de santé; populations vulnérables; municipalités et transports en commun; EPI; garde d'enfants pour les personnes retournant au travail; congé de maladie pancanadien (fourni par le gouvernement fédéral). L'ARS a été conclu le 16 septembre 2020. L'Ontario a envoyé une lettre d'accord au gouvernement fédéral énonçant ses engagements en matière de dépenses pour ces sept catégories. L'Ontario a reçu le montant qui lui était alloué en vertu de l'ARS pour l'accord de 2020 le 30 septembre 2020.

Le Fonds de soutien aux travailleurs essentiels prévoyait un financement ponctuel en 2020-2021 dans le cadre des mesures prises pour lutter contre la pandémie de COVID-19. Ce financement soutenait le programme de primes temporaires aux travailleurs de première ligne de l'Ontario combattant la COVID-19.

Le Fonds pour une rentrée scolaire sécuritaire est un transfert ponctuel du gouvernement fédéral aux provinces et aux territoires pour soutenir différentes initiatives telles que l'adaptation des aires d'apprentissage, l'amélioration des systèmes de ventilation, les mesures d'hygiène accrues, le nettoyage additionnel, l'achat d'équipement de protection individuelle, le soutien à l'apprentissage à distance ainsi que la formation du personnel en matière de santé et de sécurité. Le financement prévu dans cet accord a été versé en deux temps. L'Ontario a reçu le premier paiement en septembre 2020, après avoir reçu une lettre du premier ministre du Canada confirmant l'engagement du gouvernement fédéral. Le second paiement a été reçu en janvier 2021 après que le premier ministre de l'Ontario eut écrit au gouvernement fédéral pour lui faire savoir que les fonds de la première phase avaient été dépensés et lui faire part des dépenses prévues pour la deuxième phase. L'accord de financement a été finalisé le 29 janvier 2021.

Aux termes de l'Entente sur le développement du marché du travail (EDMT), l'Ontario reçoit du financement pour la conception et la prestation des programmes d'emploi et de formation destinés aux participants (au sens de la Partie II de la Loi sur l'assurance-emploi du Canada) et pour le financement de mesures de soutien destinées à aider les clients à trouver un emploi, à faciliter les partenariats du marché du travail et à soutenir les activités de recherche et d'innovation. L'EDMT est une entente continue. Le financement obtenu après la renégociation de l'entente en 2017-2018 sera versé jusqu'en 2022.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

Le financement de l'infrastructure est fourni à l'Ontario par l'entremise du Programme d'infrastructure Investir dans le Canada, de l'entente sur l'investissement dans le logement abordable, du Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires, du Fonds Chantiers Canada, du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées, du Fonds pour l'infrastructure de transport en commun et d'autres programmes d'infrastructure fédéraux-provinciaux et de différentes autres ententes qui soutiennent la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion du capital physique de la province, dont les routes, les ponts, les transports en commun, logement abordable et les réseaux hydrographiques.

L'Entente sur le perfectionnement de la main-d'œuvre finance la formation et le développement des compétences, y compris des compétences essentielles, des Ontariennes et des Ontariens, ainsi que les programmes pour les personnes handicapées, les jeunes, les nouveaux arrivants et les apprenants adultes. En 2020-2021, du financement ponctuel supplémentaire a été versé aux provinces et aux territoires pour offrir aux Canadiennes et aux Canadiens la formation professionnelle et l'aide à l'emploi dont ils ont besoin dans le cadre des initiatives de redressement en riposte à la COVID-19. Le financement est inscrit en 2020-2021 et 2021-2022.

Financement fédéral ciblé pour l'accès aux soins à domicile et en milieu communautaire ainsi que pour les services de santé mentale et de lutte contre les dépendances, étalé sur une période de 10 ans à compter de 2017-2018. Ce financement est fondé sur un énoncé de principes communs sur les priorités partagées en santé que toutes les provinces et les territoires ont entériné.

Les transferts directs aux organismes du secteur parapublic (hôpitaux, conseils scolaires et collèges) représentent le financement versé par le gouvernement fédéral à ces organismes pour la recherche, les soins hospitaliers complexes et à long terme dispensés aux anciens combattants, les soins communautaires bonifiés pour le Nord de l'Ontario, les cours Language Instruction for Newcomers to Canada (LINC) et Cours de langue pour les immigrants au Canada (CLIC), l'aide à l'emploi et les programmes d'éducation postsecondaire.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

Le Protocole d'entente sur les programmes d'aide sociale pour les Indiens (« Accord de 1965 sur les programmes de bien-être ») est une entente bilatérale de partage des coûts en vertu de laquelle le Canada rembourse l'Ontario pour une partie des dépenses engagées pour la prestation de services sociaux admissibles aux membres des Premières Nations inscrits vivant dans des réserves (ou hors réserve pour une période pouvant atteindre 12 mois). L'entente prévoit un engagement de financement partagé entre l'Ontario et le Canada pour fournir aux membres des Premières Nations inscrits qui vivent dans des réserves, et à ceux qui ne vivent plus dans des réserves, jusqu'à un an après leur départ de la réserve, des services sociaux admissibles qui sont offerts à la population de la province qui ne vit pas dans des réserves. Comme il s'agit d'une entente bilatérale entre le Canada et l'Ontario, les Premières Nations n'en sont pas signataires. L'entente renferme une formule permettant de déterminer la contribution financière du Canada pour des services dans quatre secteurs de programmes énoncés dans l'entente, et fournis et financés par l'Ontario : protection de l'enfance et prévention quant aux services à l'enfance, garde d'enfants, aide financière/à l'emploi (programme Ontario au travail), et services d'entretien ménager et de soins infirmiers.

Dans le cadre de l'Accord Canada-Ontario sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, le gouvernement fédéral accorde des contributions à l'Ontario afin d'améliorer le système d'apprentissage et de garde d'enfants de l'Ontario.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates afin de permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, comme l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

Les paiements au titre de l'aide juridique représentent la contribution que fait le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes économiquement défavorisées d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont impliquées dans des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de veiller à ce que des normes minimales d'aide juridique soient maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale, la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* ainsi que les questions touchant les immigrants et les réfugiés.

Les programmes de justice pour les jeunes sont continus, et fournis en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (fédérale) par le ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires ou des partenaires bénéficiaires de paiements de transfert. Comme l'administration de la justice est une responsabilité que se partagent le gouvernement fédéral et les provinces et territoires, une partie des dépenses de l'Ontario peut faire l'objet d'un soutien financier chaque année en vertu d'une entente de contribution conclue avec le ministère fédéral de la Justice.

Le Partenariat canadien pour l'agriculture est un engagement de cinq ans pris par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada pour soutenir les secteurs de l'agroalimentaire et des produits agricoles qui met l'accent sur les secteurs prioritaires que sont le développement économique, la gestion environnementale, ainsi que la protection et l'assurance. Le Partenariat est entré en vigueur le 1er avril 2018 et a remplacé Cultivons l'avenir 2.

L'aide aux étudiantes et aux étudiants comprend la Bourse canadienne servant à l'achat d'équipement et de services pour étudiants ayant une incapacité permanente et l'administration du Programme canadien de prêts aux étudiants.

Dans le cadre de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration, le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen, une enquête de l'immigration ou la déportation.

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

- a) fonds pour appuyer des services propres à certains secteurs faisant l'objet de différentes ententes, telles que l'entente sur les services policiers des Premières Nations, l'entente sur le programme de contribution pour les analyses biologiques (analyses d'ADN), l'entente sur l'accès prioritaire à des lits pour les vétérans, l'entente sur le contrôle des armes à feu, entente d'échange de services et fonds canadien de justice familiale pour des services en droit familial;
- b) subsides annuels en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907*;
- c) intérêts sur le fonds des écoles publiques.
- d) soutien ponctuel en nature pour l'EPI;
- e) financement ponctuel par l'entremise de l'Accord bilatéral Canada-Ontario sur les priorités pancanadiennes en matière de soins virtuels pour lutter contre la COVID-19.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022 \$	2021 \$
DROITS, DONS ET AUTRES REVENUS PROVENANT DES HÔPITAUX, DES CONSEILS SCOLAIRES ET DES COLLÈGES (SECTEUR PARAPUBLIC)		
Hôpitaux.....	4 411 754 450	3 510 470 852
Conseils scolaires.....	1 239 189 502	1 112 960 678
Collèges.....	4 036 744 607	3 166 569 088
TOTAL DES DROITS, DONS ET AUTRES REVENUS PROVENANT DES HÔPITAUX, DES CONSEILS SCOLAIRES ET DES COLLÈGES (SECTEUR PARAPUBLIC)	9 687 688 559	7 790 000 618

Les droits, dons et autres revenus provenant des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges (organismes du secteur parapublic) désignent les revenus tiers que ces organismes reçoivent du public comme les droits payés par les patients, les frais de scolarité, les frais pour services auxiliaires, les dons et les autres revenus provenant de sources non provinciales.

	2022 \$	2021 \$
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Régie des alcools de l'Ontari.....	2 543 284 000	2 538 395 000
Ontario Power Generation Inc.....	1 672 000 000	1 175 000 000
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	1 561 401 000	358 738 000
Hydro One Limited.....	478 444 524	868 417 958
Société ontarienne de vente du cannabis.....	186 094 654	68 431 424
TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES	6 441 224 178	5 008 982 382

DÉTAILS DES RECETTES – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Les recettes des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) met sur pied et administre des jeux pour le compte de la province de l'Ontario, notamment les loteries, les casinos, les bingos électroniques et le site de jeu en ligne OLG.ca. Les fournisseurs de services privés prennent en charge l'exploitation courante de la plupart des casinos d'OLG afin d'optimiser les revenus et d'accroître l'efficacité opérationnelle. OLG continue d'intégrer les courses de chevaux à sa stratégie de jeux, y compris l'administration de fonds permanents.

La Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) est chargée de l'importation, de la distribution et de la vente de l'alcool en Ontario d'une manière efficace et socialement responsable. Son réseau de vente au détail compte plus de 660 magasins et près de 400 magasins-agences et comprend les ventes en ligne par l'entremise de LCBO.com. La LCBO est le grossiste exclusif qui approvisionne près de 450 épiceries et services, et approvisionne les bars et les restaurants titulaires d'un permis. Ses profits sont générés par la vente de bière, de vin et de spiritueux.

Hydro One Incorporated (maintenant une filiale d'Hydro One Limited) et Ontario Power Generation Incorporated (OPG) ont été créées dans le cadre de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro. La part du revenu net d'Hydro One Limited (et anciennement d'Hydro One Inc.) qui revient à la province et le revenu net tiré d'OPG sont consolidés dans les finances de la province. Les revenus d'OPG proviennent principalement de la vente d'électricité produite par ses centrales. Les revenus d'Hydro One sont tirés principalement du transport et de la distribution de l'électricité.

La Société ontarienne de vente du cannabis (SOVC), faisant affaire sous le nom de Société ontarienne du cannabis (SOC), est le vendeur en ligne de cannabis récréatif en Ontario et le fournisseur exclusif de cannabis récréatif aux détaillants privés autorisés de la province. Son bénéfice net est généré par la vente de cannabis récréatif.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

AUTRES RECETTES	2022 \$	2021 \$
Ventes et locations.....	1 046 205 245	679 911 924
Droits, permis et autorisations :		
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules	33 009 318	1 951 738 656
Autres droits et permis :		
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i>	54 160 526	60 647 210
Constitutions en société	30 837 990	31 028 045
Greffiers locaux	12 010 872	18 627 813
Revenus tirés des jeux	3 123 904	1 817 239
Air pur Ontario	1 889 265	1 191 705
Autres	850 254 458	680 722 636
Total des droits, permis et autorisations.....	985 286 333	2 745 773 304
Redevances :		
Redevances sur les revenus bruts – Utilisation d'énergie hydraulique.....	113 365 597	120 282 161
Teranet – Redevances, FIEF	51 783 812	46 469 882
Droits sur le bois de la Couronne.....	235 894 888	122 347 149
Autres.....	67 322 980	70 037 428
Total, redevances.....	468 367 277	359 136 620
Recouvrement de dépenses des années précédentes.....	1 430 396 104	887 648 164
Remboursement des dépenses.....	1 232 886 718	1 276 812 940
Divers :		
Recettes de la SIERE.....	221 893 580	222 620 154
Amendes et pénalités.....	68 730 726	48 675 102
Recouvrements – Contrats d'achat d'électricité.....	66 760 000	116 000 000
Réduction nette des contrats d'achat d'électricité.....	5 000 000	28 000 000
Autres.....	1 126 399 545	921 803 700
Total, divers.....	1 488 783 851	1 337 098 956
TOTAL DES AUTRES RECETTES.....	6 651 925 528	7 286 381 908

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

Sous la rubrique « Ventes et locations », on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures et de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne.

Les droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules englobent les droits d'immatriculation des véhicules et ceux associés aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation des véhicules servent à autoriser la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules utilitaires lourds, les droits actuels varient entre 265,25 \$ et 4 693 \$. Les droits touchant les véhicules de tourisme et les véhicules utilitaires légers pesant 3 000 kg ou moins, les motocyclettes et les cyclomoteurs ont été fixés à 0,00 \$ cette année. Les frais de validation acquittés depuis mars 2020 ont été remboursés pour tous les véhicules de tourisme et les véhicules utilitaires légers pesant 3 000 kg ou moins, les motocyclettes et les cyclomoteurs. Les droits exigés des conducteurs concernent principalement le renouvellement du permis de conduire.

Les droits exigés pour les services d'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement des sûretés ou les recherches de sûretés mobilières données en garantie pour obtenir un prêt.

Les droits liés aux constitutions en société sont versés pour l'enregistrement et les recherches liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et à d'autres entités non constituées en personne morale. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les frais relatifs aux jeux perçus par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les frais d'inscription des exploitants, des fournisseurs liés aux jeux et non liés aux jeux, des syndicats et des employés des sites de jeux pour les secteurs caritatifs, commerciaux et iGaming. Sont également inclus les frais de délivrance de licences de loterie aux organisations caritatives ou religieuses admissibles.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, les personnes qui ont le droit, en vertu d'une entente, d'un bail ou d'un autre document, d'occuper des terres de la Couronne sont tenues d'acquitter des redevances relatives à l'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts de la centrale hydro-électrique. Ces redevances constituent l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB, dont il est fait mention à la page 1-7.

Teranet – Redevances, FIEF – La province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. En 2010-2011, elle a négocié la prolongation de l'entente initiale avec Teranet, ce qui a donné lieu à une prolongation de 50 ans du calendrier d'amortissement initial. Une somme de 1 milliard de dollars en espèces a été reçue de Teranet en 2010-2011 en vue de conserver les droits exclusifs liés à l'exploitation du système d'enregistrement immobilier électronique. Ce montant représente les redevances reportées qui seront amorties sur une période de 56 ans, soit de l'exercice 2011-2012 à l'exercice 2066-2067. L'amortissement annuel pour la prolongation est de 18 millions de dollars.

Conformément à l'entente de prolongation entre Teranet et la province, en vigueur pour la période débutant le 1^{er} avril 2017, Teranet a recommencé à verser des redevances à la province. Ces versements établis selon un pourcentage des divers revenus admissibles de Teranet seront effectués chaque trimestre. Les redevances doivent être versées jusqu'à la fin de la licence exclusive de Teranet en 2067.

En 2021-2022, la province a déclaré un total de 51,8 millions de dollars (46,5 millions de dollars en 2020-2021) en revenus tirés de redevances de Teranet.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

Les redevances – Droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne ou lorsque les droits sur le bois sont réservés à la Couronne par lettres patentes. Ces droits sont habituellement calculés au mètre cube selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Un prix de base par mètre cube, rajusté tous les ans, constitue un minimum. Les prix de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois en 2021-2022 étaient de 4,85 \$, 0,64 \$ ou 0,00 \$ (bioproduits seulement) le mètre cube, selon les essences et le groupe de produits. Le tarif de 0,64 \$ par mètre cube a été imposé sur les essences de bois d'œuvre dont l'offre est excédentaire en raison de leur valeur marchande relativement faible ou parce qu'elles ont des applications limitées ou sont cultivées principalement pour l'amélioration des forêts. Des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés selon un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers, sont également exigés. Ces droits sont rajustés chaque mois et varient entre 0,00 \$ et 74,68 \$ le mètre cube, selon les différents groupes d'essence et les secteurs de production.

Depuis 2006, les fonds destinés à l'Inventaire des ressources forestières (IRF) sont perçus par l'entremise des droits de coupe prélevés. En 2021-2022, les droits à l'IRF étaient de 2,50 \$ ou de 0,64 \$, compte tenu des groupes d'essence et de l'utilisation finale, et ont été mis de côté dans le compte du Fonds de réserve forestier au titre des charges de l'IRF jusqu'à l'obtention d'un solde de 10 millions de dollars. Une fois le niveau de 10 millions de dollars atteint, les droits liés à l'IRF sont fixés à 0,00 \$¹. Les droits perçus au titre de l'IRF n'ont eu aucune incidence nette sur l'industrie forestière pour ce qui est des droits de coupe, car les droits minimums sont réduits d'un montant équivalant aux droits à l'IRF lorsque les droits à l'IRF sont perçus.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées après l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « Amendes et pénalités » est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois, règlements et règles.

Les revenus tirés des recouvrements liés aux contrats d'approvisionnement en électricité découlent de la revente de l'électricité et du recouvrement auprès des consommateurs d'électricité du coût de l'électricité en vertu d'accords d'approvisionnement conclus avec la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), le successeur légal d'Ontario Hydro.

L'ancienne société Ontario Hydro a conclu des contrats d'achat d'électricité avec des producteurs indépendants de l'Ontario. En tant que successeur légal d'Ontario Hydro depuis le 1^{er} avril 1999, la SFIEO est la société de contrepartie à ces contrats. Ceux-ci prévoyaient l'achat d'électricité à des prix qui devaient être supérieurs à ceux du marché. Par conséquent, un passif lié aux contrats d'achat d'électricité a été comptabilisé selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Le 1^{er} janvier 2005, en vertu des réformes législatives du marché de l'électricité, la SFIEO a commencé à facturer les prix contractuels réels aux consommateurs et elle ne subit donc plus de pertes relativement à ces contrats d'achat d'électricité. À l'époque, la décision a été prise d'amortir le passif en l'imputant aux revenus au cours de la période où la plupart des contrats d'achat d'électricité existants expireraient, le passif étant totalement éliminé durant l'exercice 2021-2022.

¹ La seule exception à cette règle est le secteur des bioproduits, pour lequel le taux de l'IRF est de 0,59 \$/m³ au cours de l'exercice.

DÉTAILS DES RECETTES – Fin**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

La réduction des contrats d'achat d'électricité représente effectivement l'élimination au fil du temps du passif lié à ces contrats. La variation représente la déduction des pertes estimées durant l'exercice utilisée dans le calcul du passif antérieurement aux réformes législatives du marché de l'électricité qui ont permis d'éliminer le passif lié aux contrats d'achat d'électricité au cours d'une certaine période.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*. Il s'agit d'une société sans capital-actions et sans but lucratif qui fonctionne sans liens de dépendance. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise du ministère de l'Énergie, du Développement du Nord et des Mines. Elle dirige le fonctionnement et maintient la fiabilité du réseau d'électricité de la province, établit un équilibre entre l'offre et la demande d'électricité par l'entremise du marché de gros et dirige l'acheminement de l'électricité à l'aide du réseau de transport. Les revenus de la SIERE proviennent principalement des droits approuvés par la CEO pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau dirigé par la SIERE.

	2022	2021
TOTAL DES RECETTES.....	185 062 585 761 \$	164 892 836 021 \$

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-18

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE

Pour l'exercice se terminant

Ministère	Impôts et taxes \$	Gouvernement du Canada \$	Recettes des entreprises publiques \$	Remboursements de dépenses \$	Droits, permis et autorisations \$	Ventes et locations \$
Affaires autochtones	-	-	-	-	1 068	-
Affaires francophones	-	1 400 000	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	513 776 781	-	34 751 513	1 584 185	209 747
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	49 991 639	-	53 747	439 155	52 000 000
Bureau de l'Assemblée législative	-	-	-	-	788	71 336
Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario	-	-	-	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	147	-
Bureau du directeur général des élections	-	-	-	-	-	-
Collèges et Universités	-	118 881 854	-	676 819	2 024 961	-
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	-	-	324 172	-
Éducation	-	677 084 114	-	-	865 632	-
Énergie, Développement du Nord et Mines	1 974 037	16 133 744	300 825 953	250 018 230	5 241 439	6 426 405
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	75 000	-	636 018	25 274 155	617
Finances	130 748 432 772	24 680 448 306	4 316 401 000	144 273 896	84 442 967	-
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	-	6 908 431	-	-	129 126	250 027
Infrastructure	-	179 648 534	-	-	15	-
Procureur général	-	111 581 394	-	60 155 068	117 034 378	155 761
Richesses naturelles et Forêts	-	2 156 970	-	14 280 050	20 447 604	12 361 291
Santé	-	1 511 543 894	-	26 305 393	7 343 282	-
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	-	164	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	465 707 292	-	(1 260 870)	988 229	-
Services aux aînés et Accessibilité	-	268 978	-	-	-	-
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	-	66 827 191	-	655 305	134 301 886	200 795 013
Soins de longue durée	-	479 056 184	-	-	31 725	-
Solliciteur général	-	62 425 086	-	449 893 531	28 858 124	158 735
Transports	-	207 121 906	-	14 400	110 083 071	43 077 051
Travail, Formation et Développement des compétences	-	1 258 114 852	-	253 812 291	17 241 972	7 200
Total avant la consolidation	130 750 406 809	30 409 152 150	4 617 226 953	1 234 265 392	556 658 243	315 513 183
Redressements de consolidation et autres	924 349 644	197 838 891	1 823 997 225	(1 378 673)	428 628 090	730 692 062
Selon les états financiers consolidés	131 674 756 454	30 606 991 041	6 441 224 178	1 232 886 718	985 286 333	1 046 205 245

non vérifié

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

le 31 mars 2022

Redevances \$	Recouvrements de dépenses des années précédentes \$	Divers \$	Total avant la consolidation \$	Redressements de consolidation et autres \$	Résultats après la consolidation \$	Ministère
-	6 125 400	146	6 126 613	-	6 126 613	Affaires autochtones
-	69 563	56	1 469 619	-	1 469 619	Affaires francophones
-	19 235 146	148 983	569 706 356	6 520 604	576 226 960	Affaires municipales et Logement
-	5 616 979	4 073 812	112 175 332	241 061 967	353 237 299	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
-	159 710	197 998	429 832	-	429 832	Bureau de l'Assemblée législative
-	184 404	23 114	207 518	-	207 518	Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario
-	-	-	147	-	147	Bureau du Conseil des ministres
-	-	437 832	437 832	-	437 832	Bureau du directeur général des élections
-	77 580 549	3 479 177	202 643 360	4 086 458 352	4 289 101 712	Collèges et Universités
965 433	312 475 696	11 462 477	325 227 778	50 881 868	376 109 646	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
-	258 288 143	2 781 419	939 019 308	784 150 157	1 723 169 465	Éducation
7 060 128	12 292 998	4 931 060	604 903 994	2 141 333 249	2 746 237 243	Énergie, Développement du Nord et Mines
-	934 705	17 813	26 938 308	358 211 345	385 149 652	Environnement, Protection de la nature et Parcs
51 783 812	37 154 798	28 825 733	160 091 763 284	1783 455 512	161 875 218 796	Finances
-	6 181 814	2 631	13 472 029	132 094 483	145 566 512	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
-	5 311 393	451 290	185 411 232	72 598 411	258 009 643	Infrastructure
-	4 319 270	92 007 929	385 253 799	51 231 960	436 485 759	Procureur général
355 545 293	356 110	8 984 747	414 132 065	152 051 507	566 183 571	Richesses naturelles et Forêts
-	407 750 629	470 868	1 953 414 065	4 589 524 503	6 542 938 568	Santé
-	18 705 739	-	18705903	-	18 705 903	Secrétariat du Conseil du Trésor
-	171 557 803	5 813 657	642 806 111	(3 620 868)	639 185 242	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	1 554 241	169	1 823 388	-	1 823 388	Services aux aînés et Accessibilité
-	10 610 751	114 223 072	527 413 219	(150 220 185)	377 193 034	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
-	21 175 735	-	500 263 644	(4 164 621)	496 099 023	Soins de longue durée
-	8 640 278	536 014	550 511 768	(1 028 151)	549 483 617	Solliciteur général
-	266 660 681	10 434 898	637 392 008	446 909 416	1 084 301 423	Transports
-	98 271 043	2 292 740	1 629 740 098	(16 252 355)	1 613 487 742	Travail, Formation et Développement des compétences
415 354 666	1 751 213 577	291 597 634	170 341 388 608			Total avant la consolidation
53 012 611	(320 817 474)	10 884 874 776		14 721 197 153		Redressements de consolidation et autres
468 367 277	1 430 396 104	11 176 472 410			185 062 585 761	Selon les états financiers consolidés

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
Pour l'exercice se terminant**

Ministère	Traitements et salaires \$	Avantages sociaux \$	Transports et communications \$	Services \$	Fournitures et matériel \$
Affaires autochtones	15 787 048	2 072 460	151 170	11 120 114	296 490
Affaires francophones	2 190 667	281 432	33 608	1 559 852	3 742
Affaires municipales et Logement	43 867 843	6 350 625	428 774	15 112 925	68 124
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	82 377 128	12 699 695	1 608 435	25 888 952	670 189
Bureau de l'Assemblée législative	98 078 339	23 230 475	4 412 016	34 529 932	5 934 938
Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario	12 914 532	3 045 225	195 278	4 128 733	595 429
Bureau de la vérificatrice générale	16 078 606	4 122 301	155 040	4 919 437	567 467
Bureau du Conseil des ministres	30 165 321	4 028 667	311 448	1 978 017	240 697
Bureau du directeur général des élections	11 539 257	2 823 897	8 505	691 311	32 446
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 310 823	137 905	28 560	138 247	35 155
Bureau du premier ministre	1 951 259	236 584	163 952	4 513	21 814
Collèges et Universités	34 976 075	4 860 161	669 067	24 603 805	102 275
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	60 057 533	8 383 806	678 699	36 641 802	192 894
Éducation	157 565 281	23 563 677	1 473 666	79 527 242	54 631 057
Énergie, Développement du Nord et Mines	56 884 092	8 555 822	796 574	232 572 591	898 791
Environnement, Protection de la nature et Parcs	178 736 960	28 531 855	2 318 581	79 309 804	14 454 346
Finances	111 393 018	17 207 586	2 307 351	188 205 437	1 887 332
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	44 498 154	6 645 563	551 711	27 419 955	1 479 911
Infrastructure	16 692 399	2 180 937	82 420	21 591 610	22 967
Procureur général	876 591 506	122 629 902	21 194 517	385 752 252	10 100 894
Richesses naturelles et Forêts	238 713 791	38 027 362	8 814 469	487 377 949	40 610 040
Santé	294 999 855	50 395 272	10 987 653	547 703 518	234 496 999
Secrétariat du Conseil du Trésor	162 331 081	2 701 104 053	994 203	41 304 962	482 913
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	471 838 395	86 841 661	13 231 568	178 332 151	11 713 817
Services aux aînés et Accessibilité	14 668 317	1 980 497	130 596	2 808 971	55 073
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	306 561 455	49 701 191	43 219 820	760 777 190	33 023 568
Soins de santé	43 339 927	6 919 723	1 239 320	13 274 939	114 760
Solliciteur général	1 932 990 608	331 004 364	67 920 053	523 295 776	157 557 943
Transports	220 456 702	38 287 139	5 646 002	678 638 229	29 841 284
Travail, Formation et Développement des compétences	230 654 813	37 819 405	3 621 314	72 367 440	1 405 987
	5 770 210 783	3 623 669 240	193 374 373	4 481 577 655	601 539 343
Reclassification des dépenses**	138 009 907	13 726 941	75 123	(151 816 558)	4 586
Total avant la consolidation	5 908 220 690	3 637 396 182	193 449 496	4 329 761 098	601 543 929
Redressements de consolidation et autres	41 932 790 904	10 893 337 535	385 085 213	9 303 600 790	9 946 504 962
Selon les états financiers consolidés	47 841 011 594	14 530 733 717	578 534 709	13 633 361 888	10 548 048 891

* On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par catégorie de dépenses est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Secrétariat du Conseil Trésor), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs).

non vérifié

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*
le 31 mars 2022

Paiements de transfert \$	Autres opérations \$	Total avant la consolidation \$	Redressements de consolidation et autres \$	Résultats après la consolidation \$	Ministère
212 435 585	-	241 862 867	(515 754)	241 347 113	Affaires autochtones
4 732 360	-	8 801 661	-	8 801 661	Affaires francophones
1 486 876 012	4 346 932	1 557 051 234	(109 571 814)	1 447 479 420	Affaires municipales et Logement
441 951 815	279 665	565 475 879	108 936 580	674 412 459	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
307 514	-	166 493 213	(12 601 315)	153 891 898	Bureau de l'Assemblée législative
-	-	20 879 197	(1 107 997)	19 771 200	Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario
13 500	-	25 856 350	(1 366 263)	24 490 087	Bureau de la vérificatrice générale
2 195 043	-	38 919 193	-	38 919 193	Bureau du Conseil des ministres
-	72 437 345	87 532 761	(1 357 538)	86 175 223	Bureau du directeur général des élections
-	156 502	1 807 192	-	1 807 192	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	2 378 122	-	2 378 122	Bureau du premier ministre
6 436 193 078	63 746 563	6 565 151 023	4 044 987 909	10 610 138 932	Collèges et Universités
874 593 929	8 544 935	989 093 598	1 430 496	990 524 094	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
31 916 380 697	6 231 427	32 239 373 048	(731 894 838)	31 507 478 210	Éducation
6 933 894 950	361 286 194	7 594 889 014	196 604 597	7 791 493 612	Énergie, Développement du Nord et Mines
64 291 665	13 755 445	381 398 655	322 613 633	704 012 288	Environnement, Protection de la nature et Parcs
880 005 172	12 648 984 845	13 849 990 742	489 647 049	14 339 637 791	Finances
1 679 334 916	82 596	1 760 012 806	161 709 166	1 921 721 972	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
878 560 981	-	919 131 313	121 817 397	1 040 948 710	Infrastructure
527 250 150	159 194 698	2 102 713 919	(229 071 766)	1 873 642 153	Procureur général
94 040 394	26 441 730	934 025 735	(75 219 405)	858 806 330	Richesses naturelles et Forêts
65 121 897 994	54 003 276	66 314 484 566	7 065 054 644	73 379 489 210	Santé
1 137 709	9 918 458	2 917 273 380	(45 463 391)	2 871 809 989	Secrétariat du Conseil du Trésor
16 433 377 175	111 800 382	17 307 135 148	(230 540 957)	17 076 594 191	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
96 247 012	26 169	115 916 634	-	115 916 634	Services aux aînés et Accessibilité
25 461 813	71 271 436	1 290 016 474	712 207 342	2 002 223 816	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
7 295 115 806	-	7 360 004 475	(5 010 122 764)	2 349 881 712	Soins de santé
313 346 486	121 860 197	3 447 949 231	(283 275 970)	3 164 699 457	Solliciteur général
7 370 942 320	1 210 780 014	9 554 591 690	(3 763 688 521)	5 790 903 170	Transports
2 019 374 917	3 992 375	2 369 236 251	(447 525 704)	1 921 710 547	Travail, Formation et Développement des compétences
151 109 958 993	14 949 141 182	180 729 471 569	2 281 684 818	183 011 156 387	Reclassification des dépenses
-	-	-	-	-	
151 109 958 993	14 949 141 182	180 729 471 569	-	-	Total avant la consolidation
(77 208 599 345)	7 028 964 759		2 281 684 818		Redressements de consolidation et autres
73 901 359 647	21 978 105 940		-	183 011 156 387	Selon les états financiers consolidés

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2021-2022 a été publié.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
Pour l'exercice se terminant

Ministère	Traitements et salaires \$	Avantages sociaux \$	Transports et communications \$	Services \$	Fournitures et matériel \$
Affaires autochtones	15 787 048	2 072 460	151 170	11 120 114	296 490
Affaires francophones	2 190 667	281 432	33 608	1 559 852	3 742
Affaires municipales et Logement	43 867 843	6 350 625	428 774	15 112 925	68 124
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	82 377 128	12 699 695	1 608 435	25 888 952	670 189
Bureau de l'Assemblée législative	98 078 339	23 230 475	4 412 016	34 529 932	5 934 938
Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario	12 914 532	3 045 225	195 278	4 128 733	595 429
Bureau de la vérificatrice générale	16 078 606	4 122 301	155 040	4 919 437	567 467
Bureau du Conseil des ministres	30 165 321	4 028 667	311 448	1 978 017	240 697
Bureau du directeur général des élections	11 539 257	2 823 897	8 505	691 311	32 446
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 310 823	137 905	28 560	138 247	35 155
Bureau du premier ministre	1 951 259	236 584	163 952	4 513	21 814
Collèges et Universités	34 976 075	4 860 161	669 067	24 603 805	102 275
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	60 057 533	8 383 806	678 699	36 641 802	192 894
Éducation	157 565 281	23 563 677	1 473 666	79 527 242	54 631 057
Énergie, Développement du Nord et Mines	56 884 092	8 555 822	796 574	21 875 417	539 655
Environnement, Protection de la nature et Parcs	178 736 960	28 531 855	2 295 941	73 106 091	12 142 035
Finances	111 393 018	17 207 586	2 307 351	188 205 437	1 887 332
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	44 498 154	6 645 563	551 711	12 635 317	1 063 643
Infrastructure	16 692 399	2 180 937	82 420	21 591 610	22 967
Procureur général	876 591 506	122 629 902	21 194 517	385 752 252	10 100 894
Richesses naturelles et Forêts	238 713 791	38 027 362	8 762 374	268 255 823	33 533 351
Santé	294 999 855	50 395 272	10 987 653	547 703 518	234 496 999
Secrétariat du Conseil du Trésor	162 331 081	2 701 104 053	994 203	41 304 962	482 913
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	471 838 395	86 841 661	13 231 568	178 332 151	11 713 817
Services aux aînés et Accessibilité	14 668 317	1 980 497	130 596	2 808 971	55 073
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	306 561 455	49 701 191	43 191 291	655 926 845	33 023 568
Soins de longue durée	43 339 927	6 919 723	1 239 320	13 274 939	114 760
Solliciteur général	1 932 990 608	331 004 364	67 920 053	498 491 794	157 365 025
Transports	220 456 702	38 287 139	5 574 484	676 228 155	26 735 218
Travail, Formation et Développement des compétences	230 654 813	37 819 405	3 621 314	72 367 440	1 405 987
	5 770 210 783	3 623 669 240	193 199 590	3 898 705 602	588 075 954
Reclassification des dépenses**	138 009 907	13 726 941	75 123	(151 816 558)	4 586
Total avant la consolidation	5 908 220 690	3 637 396 182	193 274 713	3 746 889 044	588 080 541
Redressements de consolidation et autres	41 932 790 904	10 893 337 535	385 085 213	9 646 610 672	9 946 504 962
Selon les états financiers consolidés	47 841 011 594	14 530 733 717	578 359 926	13 393 499 716	10 534 585 502

* On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par catégorie de dépenses est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Secrétiariat du Conseil Trésor), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs).

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES – FONCTIONNEMENT*

le 31 mars 2022

Paiements de transfert \$	Autres opérations \$	Total avant la consolidation \$	Redressements de consolidation et autres \$	Résultats après la consolidation \$	Ministère
205 869 059	-	235 296 340	(515 754)	234 780 586	Affaires autochtones
4 732 360	-	8 801 661	-	8 801 661	Affaires francophones
1 071 158 903	3 742 533	1 140 729 727	(2 064 902)	1 138 664 825	Affaires municipales et Logement
434 451 815	279 665	557 975 879	110 752 918	668 728 797	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
307 514	-	166 493 213	(12 601 315)	153 891 898	Bureau de l'Assemblée législative
-	-	20 879 197	(1 107 997)	19 771 200	Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario
13 500	-	25 856 350	(1 366 263)	24 490 087	Bureau de la vérificatrice générale
2 195 043	-	38 919 193	-	38 919 193	Bureau du Conseil des ministres
-	72 437 345	87 532 761	(1 357 538)	86 175 223	Bureau du directeur général des élections
-	156 502	1 807 192	-	1 807 192	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	2 378 122	-	2 378 122	Bureau du premier ministre
6 216 505 575	56 977 179	6 338 694 137	3 770 275 501	10 108 969 638	Collèges et Universités
874 593 929	8 544 935	989 093 598	1 430 496	990 524 094	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
30 103 991 355	-	30 420 752 279	(487 495 971)	29 933 256 307	Éducation
6 869 064 484	(8 551)	6 957 707 492	211 568 269	7 169 275 761	Énergie, Développement du Nord et Mines
42 771 899	82 325	337 667 106	320 987 787	658 654 893	Environnement, Protection de la nature et Parcs
880 005 172	12 648 984 845	13 849 990 742	482 512 021	14 332 502 763	Finances
1 637 623 107	82 596	1 703 100 091	135 527 562	1 838 627 653	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
199 206	-	40 769 539	119 505 717	160 275 255	Infrastructure
527 250 150	57 026 402	2 000 545 623	(230 602 979)	1 769 942 644	Procureur général
89 182 154	10 681 086	687 155 940	128 743 694	815 899 634	Richesses naturelles et Forêts
63 558 817 061	37 565 847	64 734 966 205	6 493 462 451	71 228 428 655	Santé
1 137 709	9 918 458	2 917 273 380	(45 463 391)	2 871 809 989	Secrétariat du Conseil du Trésor
16 396 405 873	69 612 678	17 227 976 141	(222 945 606)	17 005 030 535	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
96 247 012	26 169	115 916 634	-	115 916 634	Services aux aînés et Accessibilité
23 405 121	53 034 773	1 164 844 244	530 194 885	1 695 039 130	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
6 783 362 831	-	6 848 251 500	(4 498 369 789)	2 349 881 712	Soins de longue durée
305 594 130	16 468 716	3 309 834 691	(184 135 378)	3 125 699 313	Solliciteur général
1 341 159 408	35 898 746	2 344 339 851	632 409 103	2 976 748 953	Transports
1 995 000 119	15 186	2 340 884 264	(425 075 449)	1 915 808 815	Travail, Formation et Développement des compétences
139 461 044 488	13 081 527 434	166 616 433 092	6 824 268 071	173 440 701 163	
-	-	-	-		Reclassification des dépenses**
139 461 044 488	13 081 527 434	166 616 433 092	-	-	Total avant la consolidation
(67 718 117 129)	1 738 055 914		6 824 268 071		Redressements de consolidation et autres
71 742 927 359	14 819 583 348		-	173 440 701 163	Selon les états financiers consolidés

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2021-2022 a été publié.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
Pour l'exercice se terminant

Ministère	Traitements et salaires \$	Transports et communications \$	Services \$	Fournitures et matériel \$
Affaires autochtones	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	-
Collèges et Universités	-	-	-	-
Éducation	-	-	-	-
Énergie, Développement du Nord et Mines	-	-	210 697 174	359 136
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	22 640	6 203 713	2 312 311
Finances	-	-	-	-
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	-	-	14 784 638	416 268
Infrastructure	-	-	-	-
Procureur général	-	-	-	-
Richesses naturelles et Forêts	-	52 095	219 122 127	7 076 689
Santé	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	-	-	-
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	-	28 529	104 850 345	-
Soins de longue durée	-	-	-	-
Solliciteur général	-	-	24 803 982	192 918
Transports	-	71 519	2 410 075	3 106 066
Travail, Formation et Développement des compétences	-	-	-	-
Total avant la consolidation	-	174 783	582 872 054	13 463 389
Redressements de consolidation et autres	-	-	(343 009 881)	-
Selon les états financiers consolidés	-	174 783	239 862 172	13 463 389

*On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par catégorie de dépenses est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES – IMMOBILISATIONS*

le 31 mars 2022

Paiements de transfert \$	Autres opérations \$	Total avant la consolidation \$	Redressements de consolidation et autres \$	Selon les états financiers consolidés \$	Ministère
6 566 527	-	6 566 527	-	6 566 527	Affaires autochtones
415 717 109	604 398	416 321 507	(107 506 912)	308 814 595	Affaires municipales et Logement
7 500 000	-	7 500 000	(1 816 338)	5 683 662	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
219 687 503	6 769 383	226 456 886	274 712 408	501 169 295	Collèges et Universités
1 812 389 342	6 231 427	1 818 620 769	(244 398 866)	1 574 221 903	Éducation
64 830 466	361 294 745	637 181 522	(14 963 672)	622 217 850	Énergie, Développement du Nord et Mines
21 519 766	13 673 120	43 731 549	1 625 845	45 357 395	Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	-	-	7 135 028	7 135 028	Finances
41 711 809	-	56 912 715	26 181 604	83 094 319	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
878 361 775	-	878 361 775	2 311 680	880 673 455	Infrastructure
-	102 168 296	102 168 296	1 531 213	103 699 509	Procureur général
4 858 241	15 760 644	246 869 795	(203 963 098)	42 906 696	Richesses naturelles et Forêts
1 563 080 933	16 437 429	1 579 518 362	571 592 194	2 151 110 555	Santé
36 971 302	42 187 705	79 159 007	(7 595 351)	71 563 656	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
2 056 692	18 236 663	125 172 230	182 012 457	307 184 687	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
511 752 975	-	511 752 975	(511 752 975)	-	Soins de longue durée
7 752 356	105 391 480	138 140 736	(99 140 593)	39 000 144	Solliciteur général
6 029 782 912	1 174 881 268	7 210 251 839	(4 396 097 623)	2 814 154 216	Transports
24 374 798	3 977 189	28 351 987	(22 450 255)	5 901 732	Travail, Formation et Développement des compétences
11 648 914 505	1 867 613 747	14 113 038 477	-	-	Total avant la consolidation
(9 490 482 216)	5 290 908 845		(4 542 583 253)		Redressements de consolidation et autres
2 158 432 288	7 158 522 592		-	9 570 455 224	Selon les états financiers consolidés

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2021-2022 a été publié.

FONDS ONTARIEN D'INITIATIVE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Pour l'exercice se terminant le 31 mars	2022	2021
Fonds ontarien d'initiative		
Contribution d'Ontariens ¹	180 832 \$	154 389 \$
	180 832 \$	154 389 \$

1. Représente les fonds versés à la province de l'Ontario pour la réduction du déficit et de la dette.

section 2

États financiers des

ministères

(non vérifié)

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

EXERCICE 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-2
PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES.....	2-3
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-5
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-6
ÉTAT DES RECETTES.....	2-7

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
<u>254 280 599</u>	Programme des affaires autochtones	<u>107 077 900</u>	<u>235 296 341</u>
254 280 599	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	107 077 900	235 296 341
	DU MINISTÈRE		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
<u>2 961 768</u>	Programme des affaires autochtones	<u>6 785 400</u>	<u>6 566 527</u>
2 961 768	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	6 785 400	6 566 527
	DU MINISTÈRE		

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES
4	11 848 600	(142 700)	11 705 900	Administration du ministère..... 10 652 342
1	69 864 900	7 138 400	77 003 300	Affaires autochtones..... 72 795 805
				Revendications territoriales et initiatives
2	2 000	17 412 700	17 414 700	sur l'autonomie gouvernementale.... 17 390 694
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	0	de la Loi sur le Conseil exécutif..... 0
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la
L	16 173	0	0	Loi sur le Conseil exécutif..... 0
				Fonds pour cas d'invalidité dus au
				mercure – fiduciaire, bassins des
				rivières English et Wabigoon,
				convention de règlement relative à la
				contamination par le mercure du
				réseau hydrographique English-
L	954 000	0	954 000	Wabigoon, 1986..... 134 457 500
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	0	Loi sur l'administration financière.... 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES..... 235 296 341
	82 734 514	24 408 400	107 077 900	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Programme d'immobilisations,
3	6 733 900	51 500	6 785 400	Affaires autochtones..... 6 566 527
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES..... 6 566 527
	6 733 900	51 500	6 785 400	

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Description du programme :

Le mandat du ministère des Affaires autochtones consiste à améliorer la qualité de vie des Autochtones en faisant la promotion des possibilités économiques, en réglant les revendications territoriales, en s'acquittant des obligations juridiques de l'Ontario relativement aux traités et aux droits des Autochtones et en sensibilisant davantage le gouvernement aux questions liées aux Autochtones et aux pratiques exemplaires pour la consultation et la participation des Autochtones.

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES – CRÉDIT 2001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 4)			Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	4 409 732		Services.....		55 280
Avantages sociaux.....	587 116		Paiements de transfert		
Transports et communications.....	79 325		Règlement des revendications		
Services.....	5 302 943		territoriales.....	17 335 414	
Fournitures et matériel.....	273 226				17 335 414
	<u>10 652 342</u>				<u>17 390 694</u>
Affaires Autochtones (Poste 1)			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	11 377 316		Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure –		
Avantages sociaux.....	1 485 344		fiduciaire, <i>bassins des rivières English et</i>		
Transports et communications.....	71 845		<i>Wabigoon, convention de règlement relative</i>		
Services.....	7 671 491		<i>à la contamination par le</i>		
Fournitures et matériel.....	23 264		<i>mercure du réseau hydrographique English-</i>		
Paiements de transfert			<i>Wabigoon, 1986.....</i>		134 457 500
Fonds pour les organisations					<u>134 457 500</u>
autochtones représentatives					
de l'Ontario.....	1 675 555		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
Fonds de développement			PROGRAMME DES AFFAIRES		
Economique pour les			AUTOCHTONES.....		235 296 341
Autochtones.....	6 996 008				
Fonds de participation.....	6 698 273				
Soutien au fonds de			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
négotiations Communautaires...	11 550 823		Affaires autochtones (Poste 3)		
Fonds pour cas d'invalidité dus au			Paiements de transfert		
mercure - administration.....	861 082		Programme de subventions		
Fonds pour la participation à			d'immobilisations de la		
l'élaboration des politiques.....	2 569 756		communauté autochtone.....		5 915 422
Fonds pour les nouvelles relations	12 967 044		Règlements négociés.....		651 105
Fonds de développement					<u>6 566 527</u>
économique des Métis.....	3 010 000				
Soutien aux sites résidentiels.....			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)		
indiens sites d'inhumation.....	<u>7 747 605</u>		PROGRAMME DES AFFAIRES		
	<u>54 076 145</u>		AUTOCHTONES.....		6 566 527
	<u>74 705 405</u>				
Moins : Recouvrements.....	1 909 600				
	<u>72 795 805</u>				

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT TEMPORISÉS ET DISCRETIONNAIRES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	CRÉDIT et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021–2022
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Fonds de participation	200101	Oui	Oui	6 698 273
Fonds de développement économique des Autochtones de l'Ontario	200101	Oui	Oui	6 996 008
Fonds de soutien aux négociations communautaires	200101	Oui	Oui	11 550 823
Fonds pour les nouvelles relations	200101	Oui	Oui	12 967 044
Fonds d'engagement pour l'élaboration de politiques	200101	Oui	Oui	2 569 756
Fonds de développement économique des Métis	200101	Oui	Oui	3 010 000
Fonds pour les organisations autochtones représentatives de l'Ontario	200101	Oui	Oui	1 675 555
Soutien aux lieux de sépulture des pensionnats indiens	200101	Oui	Oui	7 747 605
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Programme de subventions d'équipement pour les communautés autochtones	200103	Oui	Oui	5 915 422
TOTAL				59 130 485

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur le développement de la main-d'œuvre.....	0	6 000 000
	0	6 000 000
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Demande d'information FOI.....	1 068	75
	1 068	75
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	6 125 400	1 726 074
DIVERS.....	146	52
TOTAL RECETTES DU MINISTÈRE.....	6 126 614	7 726 201

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2021–2022

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-10
AFFAIRES FRANCOPHONES.....	2-11
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-14
ÉTAT DES RECETTES.....	2-15

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
<u>6 315 394</u>	Programme des affaires francophones	<u>9 272 773</u>	<u>8 801 661</u>
<u>6 315 394</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
	– PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	<u>9 272 773</u>	<u>8 801 661</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
<u>0</u>	Programme des affaires francophones	<u>1 000</u>	<u>0</u>
<u>0</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)		
	– PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	<u>1 000</u>	<u>0</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
<u>0</u>	Programme des affaires francophones	<u>1 000</u>	<u>0</u>
<u>0</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)		
	– PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	<u>1 000</u>	<u>0</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES
				Coordination des affaires
1	8 756 600	500 000	9 256 600	francophones..... 8 784 994
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la
L	16 173	0	16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME
	8 772 773	500 000	9 272 773	DES AFFAIRES FRANCOPHONES 8 801 661
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES
	1 000	0	1 000	AFFAIRES FRANCOPHONES..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Programme des affaires
2	1 000	0	1 000	francophones..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES
	1 000	0	1 000	AFFAIRES FRANCOPHONES..... 0

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Description du programme :

Le ministère des Affaires francophones (MAFO) conseille le gouvernement de l'Ontario sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation des services en français. Le principal programme du MAFO comprend les activités suivantes : la collaboration avec les ministères, les organismes et le commissaire aux services en français pour assurer une prestation efficace des services en français dans toute la province; la conception d'outils comme la Lentille francophone pour faire en sorte que les services en français soient pris en compte et planifiés dès les premières étapes de l'élaboration des politiques et des programmes; la formulation de recommandations concernant la désignation de nouvelles régions et de nouveaux organismes en vertu de la Loi sur les services en français et la coordination de la mise en œuvre des services dans les régions nouvellement désignées; l'analyse des données du recensement et la production de profils statistiques sur la population franco-ontarienne de la province; la coordination du transfert des fonds fédéraux aux autres ministères et organismes pour les initiatives et les projets financés en vertu de l'Entente Canada-Ontario sur les services en français; la gestion du Programme d'appui à la francophonie ontarienne; la supervision de la participation de l'Ontario à des organismes nationaux et internationaux, notamment la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES – CRÉDIT 1301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Coordination des affaires francophones (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		2 174 000
Avantages sociaux.....		281 432
Transports et communications.....		33 608
Services.....		1 559 852
Fournitures et matériel.....		3 742
Paievements de transfert		
Programme d'appui à la francophonie ontarienne.....	1 968 380	
Entente de coopération et d'échange conclue entre le Québec et l'Ontario.....	263 980	
Soutien pour le développement économique francophone à long terme.....	500 000	
Fonds de secours pour les organismes francophones sans but lucratif suite à la COVID-19.....	2 000 000	
		4 732 360
		8 784 994
Crédits législatifs		
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
		16 667
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES		8 801 661

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	CRÉDIT et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021–2022
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Entente de coopération et d'échange conclue entre le Québec et l'Ontario	130101	Oui	Oui	263 980
Fonds de secours pour les organismes francophones sans but lucratif suite à la COVID-19	130101	Oui	Oui	2 000 000
Programme d'appui à la francophonie ontarienne	130101	Oui	Non	1 968 380
Soutien pour le développement économique francophone à long terme	130101	Oui	Non	500 000
TOTAL				4 732 360

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
GOVERNEMENT DU CANADA		
<i>Mise en œuvre de la Loi sur les services en français.....</i>	<u>1 400 000</u>	<u>1 400 000</u>
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>69 563</u>	<u>73 224</u>
DIVERS.....	<u>56</u>	<u>0</u>
TOTAL DES RECETTES POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES...	<u>1 469 619</u>	<u>1 473 224</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-18
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-19
SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.....	2-21
ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT.....	2-24
PROGRAMME DE LOGEMENT	2-26
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-20, 2-23, 2-28
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-29
ÉTAT DES RECETTES.....	2-30
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-32

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
18 731 783	Administration du ministère	20 259 387	19 585 848
	Services aux municipalités et		
1 916 254 611	réglementation du bâtiment	89 634 000	87 667 870
18 421 281	Administrations locales et politiques d'aménagement	16 766 900	16 061 008
1 621 649 296	Programme de logement	1 017 438 900	1 017 415 001
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
3 575 056 971	DU MINISTÈRE	1 144 099 187	1 140 729 727
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
	Services aux municipalités et		
0	réglementation du bâtiment	3 600 000	0
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)			
0	DU MINISTÈRE	3 600 000	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	1 000	0
	Services aux municipalités et		
5 985 306	réglementation du bâtiment	8 822 000	8 463 089
296 705 710	Programme de logement	408 640 900	407 858 418
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
302 691 016	DU MINISTÈRE	417 463 900	416 321 507

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	20 278 200	(100 000)	20 178 200	Administration du ministère..... 19 516 315
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	32 346	0	32 346	Traitement versés aux adjoints parlementaires en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 20 232
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
	20 359 387	(100 000)	20 259 387	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 19 585 848
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000	0	1 000	Administration du ministère – immobilisations..... 0
	1 000	0	1 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme :

Les objectifs de ce programme sont les suivants : orienter, diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des obligations des organismes centraux (y compris la conformité avec les lois et les règlements), les programmes organisationnels et les activités du ministère; fournir du soutien efficace en communication et dans la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services et conseils juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services ministériels de gestion des situations d'urgence et de la sécurité, du soutien en gestion du risque et en gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, des normes de service et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation des ressources humaines et financières, des ressources en gestion de l'information et en technologie de l'information et des biens matériels du ministère. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel au ministère et à ses organismes.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Ressources humaines		
Traitements et salaires.....	10 940 864		Traitements et salaires.....	1 184 387	
Avantages sociaux.....	1 573 265		Avantages sociaux.....	228 553	
Transports et communications.....	140 794		Transports et communications.....	14 872	
Services.....	6 844 295		Services.....	109 211	
Fournitures et matériel.....	17 096		Fournitures et matériel.....	393	
	<u>19 516 315</u>				<u>1 537 416</u>
Bureau principal			Services juridiques		
Traitements et salaires.....	2 651 817		Transports et communications.....	18 014	
Avantages sociaux.....	343 250		Services.....	4 731 343	
Transports et communications.....	40 628		Fournitures et matériel.....	2 368	
Services.....	98 742				<u>4 751 725</u>
Fournitures et matériel.....	7 988		Systèmes informatiques		
	<u>3 142 425</u>		Services.....	1 003 887	
Services de communication					<u>1 003 887</u>
Traitements et salaires.....	3 203 630		Crédits législatifs		
Avantages sociaux.....	509 298		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Transports et communications.....	31 269		Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
Services.....	430 872		Traitement versé aux adjoints		
Fournitures et matériel.....	3 093		parlementaires en vertu de		
	<u>4 178 162</u>		la Loi sur le Conseil exécutif.....		20 232
Services financiers et administratifs					<u>69 533</u>
Traitements et salaires.....	3 901 030		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Avantages sociaux.....	492 164		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Transports et communications.....	36 011				<u><u>19 585 848</u></u>
Services.....	470 240				
Fournitures et matériel.....	3 255				
	<u>4 902 700</u>				

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	4 002 000	4 820 000	8 822 000	
				SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT
				Services aux municipalités et réglementation du bâtiment.....
				8 463 089
				TOTAL (CHARGE D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				AUX MUNICIPALITÉS ET
				RÉGLEMENTATION DU
				BÂTIMENT.....
	4 002 000	4 820 000	8 822 000	8 463 089

Description du programme :

Ce programme a pour objectif de bâtir des administrations locales puissantes, d'encourager des collectivités bien planifiées, sûres et florissantes et d'accroître l'offre de logements par la participation directe des clients municipaux responsables de la prestation des services et de la mise en œuvre des programmes se rattachant aux activités essentielles liées aux services aux municipalités et à la réglementation du bâtiment. Il est aussi le principal point de contact de la province avec le secteur de la construction relativement aux questions liées au Code du bâtiment de l'Ontario. Ses grandes priorités sont les suivantes : superviser la mise en œuvre de la Loi sur les municipalités, de la Loi sur l'aménagement du territoire, de la Loi sur les services de logement, de la Loi sur le code du bâtiment ainsi que de la législation, de la réglementation, des politiques et des programmes connexes; renforcer les capacités municipales afin d'atteindre la viabilité financière, la prospérité et la résilience; diriger l'aménagement du territoire à guichet unique de la province et aider les municipalités à exercer tous leurs pouvoirs en matière d'aménagement; protéger la sécurité publique dans les bâtiments. Ce programme comprend les programmes provinciaux d'aide en cas de catastrophe et gère le Programme de gestion des situations d'urgence du ministère mis sur pied en vertu d'un décret.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT – CRÉDIT 1902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Services aux municipalités et réglementation du bâtiment (Poste 4)			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	12 350 842		Créances irrécouvrables,	
Avantages sociaux.....	1 779 355		<i>Loi sur l'administration financière</i>	69 978
Transports et communications.....	139 387			69 978
Services.....	1 068 548			
Fournitures et matériel.....	26 066			
Paiements de transfert			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
Paiements en vertu de la <i>Loi sur</i>			PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS	
<i>les subventions tenant lieu</i>			ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT	87 667 870
<i>d'impôt aux municipalités</i>	76 756 787			
Programme pour la			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
modernisation			Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	
au niveau municipal	33 496 560		(Poste 3)	
Fonds pour la simplification			Paiements de transfert	
du processus d'approbation			Programme d'aide aux municipalités pour la	
des demandes d'aménagement	15 200 000		reprise après une catastrophe.....	7 009 900
Impôts sur les propriétés			Programme national d'atténuation	
provinciales louées en vertu			des catastrophes.....	1 453 189
<i>de la Loi sur les subventions</i>				8 463 089
<i>tenant lieu d'impôt aux</i>				
<i>municipalités</i>	8 873 603		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Programme national			PROGRAMME DES SERVICES	
d'atténuation des catastrophes..	8 688 753		AUX MUNICIPALITÉS ET	
Projets prioritaires pour les			RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT	8 463 089
municipalités et les				
organisations municipales.....	6 006 011			
Programme d'aide aux sinistrés				
pour la reprise après				
une catastrophe.....	2 473 370			
Aide ponctuelle pour l'explosion				
de Wheatley.....	2 000 000			
Programme d'aide aux résidents				
de Wheatley.....	1 800 000			
Aide au Conseil de la zone de				
développement de Moosonee...	1 587 000			
Programme d'aide aux				
municipalités pour la reprise				
après une catastrophe.....	632 000			
Aide aux conseils				
d'aménagement.....	350 000			
		157 864 084		
		173 228 282		
Moins : Recouvrements.....		85 630 390		
		87 597 892		

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1903				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT
				Administrations locales et
7	11 435 300	(2 468 300)	8 967 000	politiques d'aménagement..... 8 756 464
				Secrétariat des initiatives Fonds
10	5 118 800	2 680 100	7 798 900	de croissance de l'Ontario..... 7 304 544
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>16 555 100</u>	<u>211 800</u>	<u>16 766 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT..... 16 061 008

Description du programme :

L'objectif de ce programme est de garantir que les municipalités urbaines et rurales sont des collectivités sécuritaires et solides jouissant d'économies locales dynamiques, bien planifiées, durables et saines offrant une meilleure qualité de vie, et que ces municipalités fournissent de manière rapide et efficiente des services à leurs résidents et leurs entreprises. Le programme des administrations locales et des politiques d'aménagement contribue à un cadre à long terme pour les politiques, les programmes, l'administration et la législation qui améliore la responsabilisation, la transparence et l'efficacité des administrations locales et des processus démocratiques. Ce programme inclut notamment la surveillance de la Loi sur l'aménagement du territoire, de la Déclaration de principes provinciale et de la Loi de 2001 sur les municipalités, ainsi que des politiques de réglementation propres à certaines régions comme le Plan de croissance de la région élargie du Golden Horseshoe, le Plan de la ceinture de verdure et le Plan de conservation de la moraine d'Oak Ridges. Le programme fournit le cadre législatif et les outils nécessaires pour les élections municipales et pour des administrations municipales responsables et efficaces. Il soutient les investissements dans l'infrastructure et le développement économique tout en renforçant la protection de l'environnement, la préservation des terres agricoles et la conservation des espaces verts. Il propose également, par la législation et les politiques d'aménagement du territoire, un cadre pour la planification et les approbations des demandes d'aménagement soutenant la résilience dynamique de l'infrastructure, des logements et des emplois. Le programme fournit des outils permettant d'améliorer la prestation de services à l'échelon local, de réduire les coûts, d'atteindre la viabilité financière et d'améliorer la reddition des comptes aux contribuables. Grâce au programme, des partenariats efficaces avec les municipalités, les entreprises, les organisations non gouvernementales, les Autochtones, d'autres ministères et d'autres administrations sont établis et entretenus. Tout ce travail fondé sur des politiques et des programmes est guidé par une approche fondée sur les partenariats et par une participation, une information et une consultation réelles.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT – CRÉDIT 1903

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administrations locales et politiques d'aménagement (Poste 7)	
Traitements et salaires.....	6 732 033
Avantages sociaux.....	942 279
Transports et communications.....	54 804
Services.....	1 021 757
Fournitures et matériel.....	5 591
	<u>8 756 464</u>
Secrétariat des initiatives Fonds de croissance de l'Ontario (Poste 10)	
Traitements et salaires.....	5 220 210
Avantages sociaux.....	822 049
Transports et communications.....	54 954
Services.....	1 193 309
Fournitures et matériel.....	14 022
	<u>7 304 544</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
ADMINISTRATIONS LOCALES	
ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT.....	<u>16 061 008</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1904				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LOGEMENT
				Logement communautaire et logement
2	1 039 329 300	(23 610 000)	1 015 719 300	à but lucratif..... 1 012 233 172
3	1 818 600	(100 000)	1 718 600	Location à usage d'habitation..... 1 509 274
				Intérêt de la dette, la
L	0	0	0	Loi sur l'administration financière..... 3 672 555
				Créances irrécouvrables, Loi
L	1 000	0	1 000	sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME
	1 041 148 900	(23 710 000)	1 017 438 900	DE LOGEMENT..... 1 017 415 001
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	0	0	0	Avances et montants récupérables..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) -
	0	0	0	PROGRAMME DE LOGEMENT..... 0

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1904				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE LOGEMENT
				Logement communautaire et logement
4	275 518 400	132 485 000	408 003 400	à but lucratif - immobilisations..... 407 254 020
				Logement communautaire et logement
				à but lucratif - immobilisations,
				charges liées aux biens
5	1 000	0	1 000	immobilisés..... 0
				Amortissement –
L	636 500	0	636 500	Loi sur l'administration financière..... 604 398
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) -
	276 155 900	132 485 000	408 640 900	PROGRAMME DE LOGEMENT..... 407 858 418

Description du programme :

Ce programme a les objectifs suivants : honorer les engagements du gouvernement en matière de logement communautaire, de prévention de l'itinérance et de logement du marché; créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et les locateurs et encourage l'entretien et l'investissement dans le secteur du logement locatif neuf; soutenir les municipalités, les fournisseurs de logements et autres intervenants indépendants afin de les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre un éventail complet de services : élaboration de politiques, conception et exécution de programmes, règlement des plaintes et application des décisions et financement des programmes de logement.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE – CRÉDIT 1904

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Logement social et logement à but lucratif (Poste 2)			Logement abordable – immobilisations (Poste 4)		
Traitements et salaires.....	11 228 164		Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....	1 502 025		Programmes de la Stratégie		
Transports et communications.....	43 469		nationale sur le logement.....	163 886 914	
Services.....	7 052 807		Programmes relatifs à		
Fournitures et matériel.....	2 102		l'itinérance.....	120 843 570	
Paiements de transfert			Terres provinciales - vente.....	107 529 603	
Programmes relatifs à l'itinérance..	623 968 953		Programmes relatifs au logement		
Programmes relatifs au logement			communautaire.....	14 993 933	
communautaire.....	280 685 976				407 254 020
Programmes de la Stratégie					407 254 020
nationale sur le logement.....	96 270 280				
Initiatives relatives aux			Crédits législatifs		
Autochtones et au logement					
communautaire.....	8 000 000		Autres opérations		
		1 008 925 209	Amortissement –		
Autres opérations.....	23 943 054		<i>Loi sur l'administration financière</i>		604 398
		1 052 696 830			604 398
Moins : Recouvrements.....	40 463 658				
		1 012 233 172			
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Location à usage d'habitation (Poste 3)			PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE.....		407 858 418
Traitements et salaires.....	1 199 466				
Avantages sociaux.....	238 128				
Transports et communications.....	9 127				
Services.....	58 677				
Fournitures et matériel.....	3 876				
		1 509 274			
Crédits législatifs					
Intérêt de la dette, la					
<i>Loi sur l'administration financière</i>	3 672 555				
		3 672 555			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE.....		1 017 415 001			

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021–2022
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Assistance à Moosonee	190204	Oui	Non	1 587 000
Assistance aux conseils de planification	190204	Oui	Non	350 000
Projets prioritaires pour les municipalités et les organismes municipaux	190204	Oui	Oui	6 006 011
Aide à la reprise après sinistre pour les Ontariens	190204	Oui	Non	2 473 370
Aide aux municipalités pour la reprise après sinistre	190204	Oui	Non	632 000
Programme national d'atténuation des effets des catastrophes	190204	Oui	Oui	8 688 753
Programme de modernisation des municipalités	190204	Oui	Oui	33 496 560
Aide ponctuelle pour l'explosion de Wheatley	190204	Oui	Oui	2 000 000
Programme d'aide aux résidents de	190204	Oui	Oui	1 800 000
Fonds d'approbation de développement simplifié	190204	Oui	Oui	15 200 000
Programmes de logement communautaire :	190402			
Paiement aux gestionnaires de services, y compris les opérations à but non lucratif dans les territoires non organisés	190402	Non	Oui	201 788 612
Programme de supplément au loyer de Strong Communities	190402	Oui	Oui	50 023 005
Remboursement des débentures de l'OMHC	190402	Non	Oui	28 874 359
Programmes pour les sans-abri	190402	Oui	Non	623 968 953
Programmes de la stratégie nationale du logement	190402	Oui	Oui	96 270 280
Initiatives en matière de logement autochtone et communautaire	190402	Oui	Non	8 000 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Aide à la reprise après sinistre pour les municipalités	190203	Oui	Non	7 009 900
Programme national d'atténuation des effets des catastrophes	190203	Oui	Oui	1 453 189
Terrains à bâtir - Vente	190404	Oui	Non	107 529 603
Programmes communautaires de logement	190404	Oui	Oui	14 993 933
Programmes pour les sans-abri	190404	Oui	Oui	120 843 570
Programmes de la stratégie nationale du logement	190404	Oui	Oui	163 886 914
TOTAL				1 496 876 012

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
GOVERNMENT OF CANADA		
Remboursement du logement social (C.M.H.C.).....	292 039 098	323 983 931
Financement de la stratégie nationale du logement.....	196 011 600	164 876 800
Programme de sites d'isolement volontaire sûrs.....	15 650 000	8 032 716
Programme national d'atténuation des catastrophes.....	10 076 084	1 474 898
Accord de redémarrage sécurisé.....	0	1 222 247 000
	<u>513 776 781</u>	<u>1 720 615 345</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursement par le SGMCA	25 853 960	37 299 688
du remboursement de la dette publique.....		
Remboursement de l'aménagement du territoire.....	5 797 134	0
Intérêt sur la dette publique.....	3 020 399	4 077 509
Syndicat/Association.....	3 646	196
Rénovation urbaine.....	76 374	43 792
	<u>34 751 513</u>	<u>41 419 201</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits – Qualification code du bâtiment droits prévus dans les règlements.....	1 390 075	1 400 401
Droits pour les approbations d'urbanisme.....	103 413	87 357
Évaluation de matériaux de construction.....	52 650	34 044
Formation adm. code du bâtiment.....	36 867	46 062
Demande de renseignements – Loi sur l'accès à l'information et la.....	1 140	4 442
Frais de demande de FOI.....	40	145
	<u>1 584 185</u>	<u>1 572 451</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>0</u>	<u>35</u>
VENTES ET LOCATIONS		
SOHL – conversion de bail.....	190 659	168 071
SOHL – revenus de location.....	19 088	23 699
	<u>209 747</u>	<u>191 770</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>19 235 146</u>	<u>1 563 590</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
DIVERS		
Autres.....	148 391	42 783
Pénalités – intérêts.....	592	1 002
	<u>148 983</u>	<u>43 785</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	 <u><u>569 706 355</u></u>	 <u><u>1 765 406 177</u></u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
L'ÉTAT DU REMBOURSEMENT DES PRÊTS ET DES INVESTISSEMENTS
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
Aide aux crédits d'impôt municipaux et scolaires	2 055	6 450
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DE PRÊTS ET D'INVESTISSEMENTS.....	<u>2 055</u>	<u>6 450</u>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

EXERCICE 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-34
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-35
AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	2-37
SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES.....	2-39
ÉLABORATION DES POLITIQUES.....	2-43
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-36, 2-38, 2-41
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-45
ÉTAT DES RECETTES.....	2-46
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-47

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020-2021		2021-2022	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
19 887 687	Administration du ministère	21 053 087	20 271 592
77 866 549	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	74 535 100	74 307 674
	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des		
480 560 460	bioproduits et collectivités rurales fortes	463 976 000	449 701 734
14 195 608	Élaboration des politiques	14 251 800	13 694 878
592 510 304	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	573 815 987	557 975 878
	DU MINISTÈRE		
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
1 770 800	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	5 000 000	1 149 700
1 770 800	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	5 001 000	1 149 700
	DU MINISTÈRE		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
	Secteurs dynamiques de l'agriculture,		
7 500 000	de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	7 500 000	7 500 000
7 500 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	7 500 000	7 500 000
	DU MINISTÈRE		

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	22 472 900	(1 500 000)	20 972 900	Administration du ministère..... 20 188 957
S	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
S	32 346	0	32 346	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 33 334
	<u>22 553 087</u>	<u>(1 500 000)</u>	<u>21 053 087</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.... 20 271 592
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme :

Le Programme d'administration assume le leadership de la gestion stratégique et fournit des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services administratifs à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitments et salaires.....	12 283 052		Traitments et salaires.....	3 318 696	
Avantages sociaux.....	2 228 269		Avantages sociaux.....	510 868	
Transports et communications.....	212 498		Transports et communications.....	34 674	
Services.....	5 424 189		Services.....	759 851	
Fournitures et matériel.....	40 949		Fournitures et matériel.....	15 193	
	<u>20 188 957</u>			<u>4 639 282</u>	
Bureau principal			Services juridiques		
Traitments et salaires.....	2 455 515		Transports et communications.....	8 820	
Avantages sociaux.....	355 090		Services.....	2 975 326	
Transports et communications.....	46 849		Fournitures et matériel.....	2 719	
Services.....	242 680			<u>2 986 865</u>	
Fournitures et matériel.....	7 205		Crédits législatifs		
	<u>3 107 339</u>		Traitement versé au ministre en vertu		
Services Opérationnels			de la Loi sur le Conseil exécutif.....	49 301	
Traitments et salaires.....	1 955 954		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Avantages sociaux.....	678 825		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	33 334	
Transports et communications.....	100 427			<u>82 635</u>	
Services.....	1 209 535		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Fournitures et matériel.....	8 256		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
	<u>3 952 997</u>			<u>20 271 592</u>	
Planification des activités et services financiers					
Traitments et salaires.....	2 729 103				
Avantages sociaux.....	448 834				
Transports et communications.....	11 865				
Services.....	166 920				
Fournitures et matériel.....	748				
	<u>3 357 470</u>				
Ressources Humaines					
Traitments et salaires.....	1 823 784				
Avantages sociaux.....	234 652				
Transports et communications.....	9 863				
Services.....	69 877				
Fournitures et matériel.....	6 828				
	<u>2 145 004</u>				

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
107				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	73 795 600	729 500	74 525 100	Amélioration de la santé publique et de l'environnement..... 74 305 217
S	10 000	0	10 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 2 457
	<u>73 805 600</u>	<u>729 500</u>	<u>74 535 100</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT..... 74 307 674
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	5 000 000	0	5 000 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement..... 1 149 700
	<u>5 000 000</u>	<u>0</u>	<u>5 000 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT..... 1 149 700

Description du programme :

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a recours à une panoplie complète d'outils pour gérer les risques et encourager l'adoption par l'industrie des meilleures pratiques. Parmi ces outils, mentionnons les fonctions législatives et de réglementation liées à la salubrité des aliments, à la santé des animaux, à la gestion des éléments nutritifs et au drainage, ainsi que les programmes non régis par la réglementation qui visent la salubrité des aliments, la santé et le bien-être des animaux, l'environnement et l'amélioration de la santé et de la sécurité pour les travailleurs du secteur agroalimentaire.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 1)			Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	31 919 608		Prêts et investissements	
Avantages sociaux.....	4 711 342		Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux, <i>Loi sur le drainage au moyen de tuyaux</i>	1 149 700
Transports et communications.....	1 036 413		Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalités.....	0
Services.....	10 272 405			<u>1 149 700</u>
Fournitures et matériel.....	299 607			
Paiements de transfert				
Programme d'infrastructure de drainage agricole.....	9 667 000			
Partenariat canadien pour l'agriculture – contribution environnement.....	15 910 900		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	<u>1 149 700</u>
Programme pour la croissance communautaire.....	563 686			
Partenariats agro-environnementaux pour le lac Simcoe.....	444 256			
	<u>26 585 842</u>			
	74 825 217			
Moins : Recouvrements.....	520 000			
	<u>74 305 217</u>			
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 457			
	<u>2 457</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	<u>74 307 674</u>			

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
108				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES
1	132 483 500	(1 200 000)	131 283 500	Développement économique..... 122 687 265
3	78 868 300	600 000	79 468 300	Recherche..... 78 965 012
				Paielements de transfert liés à la
4	285 389 500	(33 172 300)	252 217 200	gestion des risques des entreprises 247 772 249
				Paielements au titre des prêts
				bancaires garantis,
S	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				Créances irrécouvrables, Loi
S	5 000	0	5 000	sur l'administration financière..... 0
				Paielements au titre des prêts
				bancaires garantis,
S	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				Créances irrécouvrables, Loi
S	1 000 000	0	1 000 000	sur l'administration financière..... 277 208
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES..... 449 701 734
	497 748 300	(33 772 300)	463 976 000	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
108				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES SECTEURS
				DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE,
				DE L'ALIMENTATION ET DES
				BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS
				RURALES FORTES
				Charges d'immobilisations liées à
7	7 500 000	0	7 500 000	l'agriculture et aux affaires rurales..... 7 500 000
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SECTEURS
				DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE,
				L'ALIMENTATION ET DES
				BIOPRODUITS ET
				COLLECTIVITÉS RURALES
	<u>7 500 000</u>	<u>0</u>	<u>7 500 000</u>	FORTES..... 7 500 000

Description du programme :

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales soutient les collectivités rurales et les secteurs de l'agriculture, des produits alimentaires, des bioproduits et des courses hippiques de la province des manières suivantes : en investissant dans la recherche agroalimentaire et liée aux bioproduits; en encourageant l'adoption de pratiques de gestion exemplaires et de nouvelles technologies; en exécutant des programmes d'aide, notamment la stabilisation des revenus agricoles; en soutenant l'attraction et le maintien des investissements pour le secteur de la transformation des aliments; en encourageant les ventes de produits agricoles et agroalimentaires de l'Ontario dans les marchés intérieurs et d'exportation. Le ministère est déterminé à bâtir des régions et collectivités rurales solides et dynamiques dotées d'économies diversifiées.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION

ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales (Poste 7)		
Paiements de transfert		
Infrastructure des laboratoires		
d'hygiène vétérinaire et		
d'agroalimentaire.....	500 000	
Renouvellement de		
l'infrastructure de recherche		
et d'éducation.....	2 500 000	
Entretien et réparations de		
l'infrastructure de recherche...	4 500 000	
		7 500 000
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
 PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES		
 DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION		
 ET DES BIOPRODUITS ET		
 COLLECTIVITÉS RURALES FORTES.....		7 500 000

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
109				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES
1	16 251 800	(2 000 000)	14 251 800	Élaboration des politiques..... 13 694 878
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES..... 13 694 878
	16 251 800	(2 000 000)	14 251 800	

Description du programme :

La Division des politiques est chargée de diriger et de coordonner l'élaboration de conseils et d'analyses novateurs et fondés sur des faits à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales. Cette division accomplit cela en respectant l'objectif général du ministère de favoriser la croissance économique des secteurs agroalimentaires et des collectivités rurales de l'Ontario, tout en fournissant des services d'assurance et de surveillance du système agroalimentaire et en protégeant la capacité de production de nos ressources naturelles. Elle supervise aussi l'administration et la prestation des programmes de gestion des risques des entreprises agricoles et la gestion du partenariat stratégique du ministère avec Agricorp. □

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES – CRÉDIT 109

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Élaboration des politiques (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	10 751 760
Avantages sociaux.....	1 602 050
Transports et communications.....	63 998
Services.....	1 228 580
Fournitures et matériel.....	48 490
	<u>13 694 878</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME D'ÉLABORATION	
DES POLITIQUES.....	<u>13 694 878</u>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021–2022
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Partenariat canadien pour l'agriculture – contribution environnement	010701	Oui	Oui	15 910 900
Programme pour la croissance communautaire	010701	Oui	Oui	563 686
Partenariats agro-environnementaux pour le lac Simcoe*	010701	Oui	Non	444 256
Programme d'infrastructure de drainage agricole	010701	Non	Oui	9 667 000
Partenariat canadien pour l'agriculture – contribution fédérale - développement économique	010801	Oui	Oui	19 192 649
Programmes COVID-19	010801	Oui	Oui	15 788 041
Industrie alimentaire	010801	Oui	Oui	14 198 024
Programme pour la croissance communautaire	010801	Oui	Oui	5 470 657
Fonds de promotion des vins de L'Ontario	010801	Oui	Oui	21 674 719
Programme de développement économique des collectivités rurales	010801	Oui	Oui	4 159 546
Programme ontarien pour lespetites cidreries et distilleries	010801	Oui	Oui	3 856 465
Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédéral – Recherche	010803	Oui	Oui	8 811 106
Recherche sur l'innocuité des aliments	010803	Oui	Oui	35 208
Subventions tenant lieu d'impôt	010803	Oui	Non	1 250 000
Université de Guelph	010803	Oui	Oui	66 100 000
Administration d'AgriCorp	010804	Oui	Non	13 259 153
Agri-relance	010804	Oui	Oui	1 567 821
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Infrastructure des laboratoires d'hygiène vétérinaire et d'agroalimentaire	010807	Oui	Non	500 000
Entretien et réparations de l'infrastructure de recherche	010807	Oui	Oui	4 500 000
Renouvellement de l'infrastructure de recherche et d'éducation	010807	Oui	Oui	2 500 000
TOTAL				209 449 231

*Pleinement compensé par les recouvrements

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Partenariat canadien pour l'agriculture.....	48 951 903	49 032 716
Indemnisation des dommages causés par la faune.....	586 436	587 521
AgAgri-Stabilité – Administration.....	453 300	453 300
	<u>49 991 639</u>	<u>50 073 537</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>53 747</u>	<u>49 233</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	<u>439 155</u>	<u>467 479</u>
VENTES ET LOCATIONS.....	<u>52 000 000</u>	<u>32 000 000</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>5 616 979</u>	<u>11 455 767</u>
DIVERS.....	<u>4 073 812</u>	<u>3 988 142</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>112 175 332</u>	<u>98 034 158</u>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux.....	2 815 294	2 819 421
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario.....	19 195	15 654
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2 834 489	2 835 075

BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE

EXERCICE 2021–2022

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-50
BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE.....	2-51
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-52

BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
24 992 104	Bureau de la vérificatrice générale	25 949 400	25 856 350
24 992 104	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	25 949 400	25 856 350
	DU MINISTÈRE		

BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE
1	25 427 300	0	25 427 300	Bureau de la vérificatrice générale..... 24 576 701
L	522 100	0	522 100	<i>Loi sur le vérificateur général</i> 1 279 649
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DU BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE.....
	25 949 400	0	25 949 400	25 856 350

Description du programme :

La vérificatrice générale, qui est une fonctionnaire de l'Assemblée législative, procède à la vérification impartiale des programmes du gouvernement, des états financiers de la province, de nombreux organismes de la Couronne et d'organisations du secteur parapublic, ainsi qu'à des examens conformément à la *Loi sur le vérificateur général* et à d'autres lois et textes de référence. Ces vérifications et examens lui permettent d'offrir assurance, renseignements objectifs et conseils à l'Assemblée législative. Le Bureau de la vérificatrice générale aide ainsi l'Assemblée à tenir le gouvernement, ses administrateurs et les bénéficiaires de subventions responsables de la saine gestion des fonds publics et de l'optimisation des ressources utilisées pour dispenser les services au public.

Le 1er avril 2019, la *Loi de 2018 visant à rétablir la confiance, la transparence et la responsabilité* (la Loi) a été proclamée. Elle modifie la *Charte des droits environnementaux de 1993* de l'Ontario pour transférer certaines des responsabilités de l'ancien Bureau du commissaire à l'environnement de l'Ontario au Bureau de la vérificatrice générale de l'Ontario. Les responsabilités élargies du Bureau comprennent la présentation d'un rapport annuel sur l'application de la *Charte des droits environnementaux de 1993*.

La vérificatrice générale est également tenue, en vertu de la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale*, d'examiner certains types d'annonces publicitaires et d'imprimés proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par cette loi.

La vérificatrice générale doit, aux termes des lois, présenter directement à l'Assemblée législative un rapport annuel sur ses travaux.

En vertu de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*, dans une année électorale, la vérificatrice générale est aussi tenue d'examiner et de produire une déclaration indiquant que le Rapport préélectoral préparé par le ministère des Finances est raisonnable.

BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE

PROGRAMME DU BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE – CRÉDIT 2501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau de la vérificatrice générale (Poste 1)		
Traitments et salaires.....		15 689 353
Avantages sociaux.....		4 122 301
Transports et communications.....		155 040
Services.....		4 029 040
Fournitures et matériel.....		567 467
Paiements de transfert		
CCAF-FVCI Inc.....	13 500	
		13 500
		<u>24 576 701</u>
Crédits législatifs		
<i>Loi sur le vérificateur général</i>		
Traitments et salaires.....		389 252
Services.....		890 397
		<u>1 279 649</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DU BUREAU		
DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE.....		<u>25 856 350</u>

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-54
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.....	2-55
COMMISSAIRES.....	2-58
ÉTAT DES RECETTES.....	2-60

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020-2021		2021-2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
138 477 812	Bureau de l'Assemblée législative	158 511 600	137 220 835
27 902 724	Commissaires	30 722 700	29 272 377
166 380 536	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	189 234 300	166 493 212

* Il est à noter que les crédits autorisés et les dépenses réelles de cette entité sont calculés selon la comptabilité de caisse modifiée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
1	469 500	0	469 500	Présidence..... 102 043
2	1 229 300	0	1 229 300	Bureau du greffier..... 1 114 290
3	14 940 700	0	14 940 700	Services parlementaires..... 11 841 562
				Services d'information et de
4	14 654 500	0	14 654 500	technologie..... 12 682 753
5	8 737 400	0	8 737 400	Services administratifs..... 7 765 111
				Sergent d'armes et locaux de
6	30 734 800	0	30 734 800	l'enceinte parlementaire..... 23 844 911
				Services de soutien aux bureaux des
8	11 195 100	0	11 195 100	députés groupes parlementaires..... 10 311 532
				Indemnités et allocations de
				déplacement versées
9	24 373 000	0	24 373 000	aux députés..... 22 287 382
				Services de soutien aux bureaux
10	50 398 700	0	50 398 700	des députés..... 45 878 842
				Programme de stages à l'Assemblée
11	315 000	0	315 000	législative de l'Ontario..... 307 514
13	1 463 600	0	1 463 600	Modernisation des installations 1 084 895
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				BUREAU DE L'ASSEMBLÉE
				LÉGISLATIVE..... 137 220 835
	158 511 600	0	158 511 600	

Description du programme :

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Présidence (Poste 1)		Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire (Poste 6)	
Traitements et salaires.....	6 180	Traitements et salaires.....	10 102 985
Avantages sociaux.....	89 491	Avantages sociaux.....	2 238 279
Transports et communications.....	6 372	Transports et communications.....	15 826
	<u>102 043</u>	Services.....	9 271 222
		Fournitures et matériel.....	2 345 857
			<u>23 974 169</u>
Bureau du greffier (Poste 2)		Moins : Recouvrements.....	129 258
Traitements et salaires.....	841 062		<u>23 844 911</u>
Avantages sociaux.....	151 551		
Transports et communications.....	1 446	Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 8)	
Services.....	105 979	Traitements et salaires.....	6 310 375
Fournitures et matériel.....	14 252	Avantages sociaux.....	1 315 190
	<u>1 114 290</u>	Transports et communications.....	138 799
		Services.....	2 291 733
Services parlementaires (Poste 3)		Fournitures et matériel.....	255 435
Traitements et salaires.....	8 239 765		<u>10 311 532</u>
Avantages sociaux.....	1 926 908		
Transports et communications.....	46 826	Indemnités et allocations de déplacement	
Services.....	1 218 757	versées aux députés (Poste 9)	
Fournitures et matériel.....	462 779	Traitements et salaires.....	14 970 415
	<u>11 895 035</u>	Avantages sociaux.....	4 730 899
Moins : Recouvrements.....	53 473	Transports et communications.....	727 456
	<u>11 841 562</u>	Services.....	1 837 059
		Fournitures et matériel.....	21 553
Services d'information et de technologie (Poste 4)			<u>22 287 382</u>
Traitements et salaires.....	8 296 591		
Avantages sociaux.....	1 772 166	Services de soutien aux bureau	
Transports et communications.....	43 263	des députés (Poste 10)	
Services.....	1 914 171	Traitements et salaires.....	25 080 757
Fournitures et matériel.....	656 562	Avantages sociaux.....	5 559 849
	<u>12 682 753</u>	Transports et communications.....	2 623 274
		Services.....	10 779 747
Services administratifs (Poste 5)		Fournitures et matériel.....	1 835 215
Traitements et salaires.....	5 124 644		<u>45 878 842</u>
Avantages sociaux.....	1 173 930		
Transports et communications.....	620 194	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)	
Services.....	778 044	Paiements de transfert	
Fournitures et matériel.....	68 299	Programme de stages à l'Assemblée	
	<u>7 765 111</u>	législative de l'Ontario.....	307 514
			<u>307 514</u>

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

\$	
Modernisation des installations (Poste 13)	
Services.....	1 100 173
Fournitures et matériel.....	38 607
	1 138 780
Moins : Recouvrements.....	53 885
	1 084 895
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE	
LÉGISLATIVE.....	137 220 835

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
202				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PROGRAMME DES COMMISSAIRES	
			Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée.....	21 693 340
2	21 952 600	0	21 952 600	
3	4 803 400	0	4 803 400	Bureau du commissaire à l'intégrité..... 3 717 880
			Directeur de la responsabilité financière.....	3 861 157
6	3 966 700	0	3 966 700	
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES COMMISSAIRES.....	29 272 377
	30 722 700	0	30 722 700	

Description du programme :

Ce programme comprend les bureaux suivants : le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée de l'Ontario* ; le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la *Loi de 1994 sur l'intégrité* des députés, de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*, de la *Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte*, de la *Loi de 2009 sur l'examen des dépenses publiques* ainsi que de la divulgation et des enquêtes en matière d'actes répréhensibles et de respect de l'éthique en vertu de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* ; le Bureau du directeur de la responsabilité financière, qui a pour mandat de faire appliquer la *Loi de 2013 sur le directeur de la responsabilité financière*.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DES COMMISSAIRES – CRÉDIT 202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	14 322 327
Avantages sociaux.....	3 325 188
Transports et communications.....	124 202
Services.....	3 737 032
Fournitures et matériel.....	184 591
	<u>21 693 340</u>
Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	2 236 867
Avantages sociaux.....	495 927
Transports et communications.....	49 649
Services.....	925 508
Fournitures et matériel.....	9 929
	<u>3 717 880</u>
Directeur de la responsabilité financière (Poste 6)	
Traitements et salaires.....	2 552 552
Avantages sociaux.....	540 587
Transports et communications.....	14 902
Services.....	717 630
Fournitures et matériel.....	35 486
	<u>3 861 157</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES COMMISSAIRES.....	<u>29 272 377</u>

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022 \$	2021 \$
FRAIS, LICENCES & PERMIS.....	788	5
VENTES ET LOCATIONS.....	71 336	71 811
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	159 710	88 604
DIVERS.....	197 998	159 376
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.....	429 832	319 796

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

EXERCICE 2021–2022

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-62
OMBUDSMAN ONTARIO.....	2-63
ÉTAT DES RECETTES.....	2-65

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
23 080 167	Ombudsman Ontario	30 468 600	20 879 197
23 080 167	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR OMBUDSMAN ONTARIO	30 468 600	20 879 197

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO
1	30 468 600	0	30 468 600	Ombudsman..... 20 879 197
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME
	30 468 600	0	30 468 600	– OMBUDSMAN ONTARIO..... 20 879 197

Description du programme:

L'Ombudsman est un fonctionnaire de l'Assemblée législative dont le mandat est énoncé dans la Loi sur l'ombudsman.

L'Ombudsman promeut l'équité, la responsabilisation et la transparence dans le secteur public en enquêtant sur les plaintes et sur les problèmes systémiques qui relèvent de son mandat et en présentant des recommandations en vue d'améliorer l'administration des politiques, des programmes et des services publics.

L'Ombudsman peut enquêter sur les plaintes à propos des ministères, des sociétés, des agences, des conseils, des commissions et des tribunaux du gouvernement de l'Ontario, ainsi qu'au sujet des services en français, de la protection de l'enfance, des municipalités, et des universités et des conseils scolaires.

En 2021-2022, le Bureau de l'Ombudsman a reçu plus que 25 000 plaintes. L'effectif approuvé du Bureau en 2021-2022 était de 186 ETP.

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO – CRÉDIT 2301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Ombudsman (Poste 1)		
Traitments et salaires.....	12 914 532	
Avantages sociaux.....	3 045 225	
Transports et communications.....	195 278	
Services.....	4 128 733	
Fournitures et matériel.....	595 429	
	<u>20 879 197</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO.....	20 879 197	

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	184 404	74 644
DIVERS.....	23 114	24 003
TOTAL DES RECETTES POUR OMBUDSMAN ONTARIO.....	207 518	98 647

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2021–2022

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-68
BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES.....	2-69
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-70
ÉTAT DES RECETTES.....	2-71

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
35 591 992	Bureau du conseil des ministres	38 941 914	38 919 193
35 591 992	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	38 941 914	38 919 193

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
1	35 199 200	3 350 700	38 549 900	Bureau principal..... 38 540 121
2	328 000	0	328 000	Leader parlementaire du gouvernement.... 321 664
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 34 537
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la
L	16 173	0	16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 22 871
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DU BUREAU DU
	35 591 214	3 350 700	38 941 914	CONSEIL DES MINISTRES..... 38 919 193

Description du programme

Le Bureau du Conseil des ministres agit en qualité d'organisme central chargé de soutenir la réalisation des priorités gouvernementales en élaborant et coordonnant les politiques et les communications stratégiques. De plus, le Bureau soutient et surveille la mise en œuvre et la réalisation du mandat du gouvernement et dirige des initiatives de premier plan comme les services de marketing pour l'ensemble du gouvernement. Le ministère des Affaires intergouvernementales, qui est intégré au Bureau du Conseil des ministres, dirige les stratégies intergouvernementales ainsi que le protocole et les relations internationales. Des services administratifs sont également fournis au Cabinet du premier ministre, au Bureau du leader parlementaire et à tous les Bureaux des ministres.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES – CRÉDIT 401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Bureau principal (Poste 1)			Crédits législatifs	
Traitments et salaires.....	29 827 933		Traitement versé au ministre en vertu de la	
Avantages sociaux.....	3 997 384		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	34 537
Transports et communications.....	309 306		Traitements versés aux adjoints	
Services.....	1 969 758		parlementaires en vertu de la	
Fournitures et matériel.....	240 697		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 871
Paiements de transfert				<u>57 408</u>
Programme international				
de secours en cas			Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2)	
de catastrophe.....	2 195 043		Traitments et salaires.....	279 980
	<u>2 195 043</u>		Avantages sociaux.....	31 283
	<u>38 540 121</u>		Transports et communications.....	2 142
			Services.....	8 259
Bureau du Conseil des ministres				<u>321 664</u>
Traitments et salaires.....	23 906 384			
Avantages sociaux.....	3 230 927		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
Transports et communications.....	274 653		PROGRAMME DU BUREAU	
Services.....	1 203 996		DU CONSEIL DES MINISTRES	<u><u>38 919 193</u></u>
Fournitures et matériel.....	213 411			
	<u>28 829 371</u>			
Affaires intergouvernementales				
Traitments et salaires.....	5 921 549			
Avantages sociaux.....	766 457			
Transports et communications.....	34 653			
Services.....	765 762			
Fournitures et matériel.....	27 286			
Paiements de transfert				
Programme international				
de secours en cas				
de catastrophe.....	2 195 043			
	<u>9 710 750</u>			

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	147	123
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	0	2 540
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU CONSEIL DES MINISTRES....	147	2 663

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2021–2022

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-74
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS.....	2-75
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-76
ÉTAT DES RECETTES.....	2-77

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
49 847 936	Bureau du directeur général des élections	39 226 600	87 532 761
49 847 936	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	39 226 600	87 532 761

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
1	15 685 000	0	15 685 000	Administration des élections..... 12 477 812
				Administration du financement
2	23 541 600	0	23 541 600	des élections..... 22 292 574
L	0	0	0	<i>Loi électorale</i> 52 762 375
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME
				DU BUREAU DU DIRECTEUR
	39 226 600	0	39 226 600	GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS..... 87 532 761

Description du programme :

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 124 circonscriptions électorales.

Le directeur général des élections veille à l'application de la *Loi sur le financement des élections*. Plus de 672 associations de circonscription et 23 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement à apporter aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie tous les formulaires qui lui sont remis pour s'assurer de leur conformité à la *Loi sur le financement des élections*.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables*.

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS – CRÉDIT 501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration des élections (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	10 055 167
Avantages sociaux.....	2 422 645
	<u>12 477 812</u>
Administration du financement des élections (Poste 2)	
Traitments et salaires.....	1 484 090
Avantages sociaux.....	401 252
Transports et communications.....	8 505
Services.....	691 311
Fournitures et matériel.....	32,446
Autres opérations	
Subventionnement des dépenses électorales	
en vertu de la <i>Loi sur le financement</i>	
<i>des élections</i>	19 703 924
	<u>22 321 528</u>
Moins : Recouvrements.....	28 954
	<u>22 292 574</u>
Crédits législatifs	
Autres opérations	
<i>Loi électorale</i>	52 762 375
	<u>52 762 375</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU BUREAU DU	
DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS.....	<u>87 532 761</u>

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
DIVERS.....	437 832	562 714
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	437 832	562 714

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 2021–2022

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-80
BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....	2-81

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
<u>1 503 866</u>	Bureau du lieutenant-gouverneur	<u>1 903 500</u>	<u>1 807 192</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR			
<u>1 503 866</u>	LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	<u>1 903 500</u>	<u>1 807 192</u>

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
1	1 903 500	0	1 903 500	Bureau du lieutenant-gouverneur..... 1 807 192
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DU BUREAU DU
	1 903 500	0	1 903 500	LIEUTENANT-GOUVERNEUR..... 1 807 192

Description du programme :

Le programme fournit les services dont a besoin le lieutenant-gouverneur pour s'acquitter des fonctions constitutionnelles et communautaires, et de représentant officiel de la Reine. Dans son rôle constitutionnel, le lieutenant-gouverneur représente la Reine, nomme au poste de premier ministre le chef du parti qui a la confiance de l'Assemblée législative, fait prêter serment aux membres du Conseil exécutif, annonce les plans du gouvernement dans le Discours du Trône, accorde la sanction royale aux projets de loi afin qu'ils deviennent lois, approuve les décrets et les nominations recommandées par le Conseil des ministres et proroge ou dissout chaque session de l'Assemblée législative. Dans son rôle représentatif et communautaire, le lieutenant-gouverneur représente la population de l'Ontario; il est l'hôte officiel de la province et accueille les membres de la royauté, les chefs d'État, les dirigeants mondiaux et les membres des corps diplomatiques. Le lieutenant-gouverneur fait la promotion et met en lumière des questions d'intérêt constant devant les titulaires de fonctions vice-royales, notamment les relations entre la Couronne et les Autochtones, les forces canadiennes, le civisme, les arts et le bénévolat. Il met également de l'avant des questions d'intérêt personnel, actuellement axées sur le développement durable et la place de l'Ontario dans le monde.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	1 310 823	
Avantages sociaux.....	137 905	
Transports et communications.....	28 560	
Services.....	138 247	
Fournitures et matériel.....	35 155	
Autres opérations		
Allocation discrétionnaire.....	156 502	
	<u>1 807 192</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DU BUREAU DU		
LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....	1 807 192	

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-84
CABINET DU PREMIER MINISTRE.....	2-85
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-86

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2 292 274	Cabinet du Premier ministre	2 432 661	2 378 122
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
2 292 274	POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	2 432 661	2 378 122

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE
1	2 326 800	0	2 326 800	Cabinet du Premier ministre..... 2 269 031
				Traitement versé au premier ministre
				en vertu de la
L	89 688	0	89 688	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 92 424
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la
L	16 173	0	16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME
				DU CABINET DU PREMIER
	2 432 661	0	2 432 661	MINISTRE..... 2 378 122

Description du programme :

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Cabinet du Premier ministre (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 842 168
Avantages sociaux.....	236 584
Transports et communications.....	163 952
Services.....	4 513
Fournitures et matériel.....	21 814
	<u>2 269 031</u>
Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	92 424
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de <i>la Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667
	<u>109 091</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE.....	<u>2 378 122</u>

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-88
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-89
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....	2-91
RECHERCHE.....	2-95
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-90, 2-94
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-97
ÉTAT DES RECETTES.....	2-98
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-99

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
15 763 616	Administration du ministère	17 101 614	15 469 206
6 120 444 820	Éducation postsecondaire	6 201 344 200	6 159 742 650
185 347 832	Recherche	191 611 700	163 482 281
6 321 556 268	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	6 410 057 514	6 338 694 137
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	0	0
197 638 807	Éducation postsecondaire	422 500 000	243 739 007
197 638 807	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	422 500 000	243 739 007
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
179 790 283	Éducation postsecondaire	187 129 900	185 179 741
61 238 555	Recherche	97 657 500	41 277 145
241 028 838	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	284 787 400	226 456 886
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Éducation postsecondaire	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	1 000	0

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	15 126 600	1 910 000	17 036 600	Administration du ministère..... 15 404 198
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	<i>de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i> 49 301
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la
L	16 173	0	16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i> 15 707
				Créances irrécouvrables - coûts
				administratifs, <i>Loi sur</i>
L	1 000	0	1 000	<i>l'administration financière.....</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	15 191 614	1 910 000	17 101 614	DU MINISTÈRE..... 15 469 206
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	0	0	0	Débiteurs..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	0	0	0	DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs, et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitments et salaires.....	6 526 111		Traitments et salaires.....	2 425 445	
Avantages sociaux.....	998 667		Avantages sociaux.....	363 647	
Transports et communications.....	106 541		Transports et communications.....	23 437	
Services.....	7 763 100		Services.....	253 788	
Fournitures et matériel.....	9 779		Fournitures et matériel.....	5 826	
	<u>15 404 198</u>				<u>3 072 143</u>
Bureau principal			Services juridiques		
Traitments et salaires.....	2 037 745		Services.....	1 216 600	
Avantages sociaux.....	243 850				<u>1 216 600</u>
Transports et communications.....	73 550		Systèmes informatiques		
Services.....	101 899		Transports et communications.....	3 193	
Fournitures et matériel.....	3 771		Services.....	904 639	
	<u>2 460 815</u>				<u>907 832</u>
Services financiers et administratifs			Crédits législatifs		
Traitments et salaires.....	2 062 921		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	391 170		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
Transports et communications.....	6 361				49 301
Services.....	3 995 474		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la		
Fournitures et matériel.....	182		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
	<u>6 456 108</u>				<u>15 707</u>
Ressources humaines					<u>65 008</u>
Services.....	1 290 700		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
	<u>1 290 700</u>		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
					<u>15 469 206</u>

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3002				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE
				Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants.....
1	6 440 990 700	(294 687 500)	6 146 303 200	6 102 039 958
				Créances irrécouvrables –
				Prêts aux étudiants –
L	54 540 000	0	54 540 000	<i>Loi sur l'administration financière....</i>
				52 977 179
				Créances irrécouvrables – collèges privés d'enseignement professionnel,
L	500 000	0	500 000	<i>Loi sur l'administration financière....</i>
				500 000
				Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, <i>Loi sur les collèges privés</i>
L	1 000	0	1 000	<i>d'enseignement professionnel.....</i>
				725 513
				Dépenses de mauvaises créances pour les collèges et universités,
				<i>Loi sur la gestion des finances</i>
L	0	0	0	<i>publiques.....</i>
				3 500 000
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ÉDUCATION
	6 496 031 700	(294 687 500)	6 201 344 200	POSTSECONDAIRE..... 6 159 742 650
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants.....
4	422 500 000	0	422 500 000	243 739 007
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ÉDUCATION
	422 500 000	0	422 500 000	POSTSECONDAIRE..... 243 739 007

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3002				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE
3	178 126 800	1 942 500	180 069 300	Soutien à l'éducation postsecondaire.... 178 410 358
				Amortissement -
L	7 060 600	0	7 060 600	Loi sur l'administration financière.... 6 769 383
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME D'ÉDUCATION
	185 187 400	1 942 500	187 129 900	POSTSECONDAIRE..... 185 179 741
BIENS IMMOBILISÉS				
				Soutien aux collèges, aux universités
6	1 000	0	1 000	et aux étudiantes et étudiants..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				- PROGRAMME D'ÉDUCATION
	1 000	0	1 000	POSTSECONDAIRE..... 0

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

Description du programme :

Le programme de l'éducation postsecondaire, appuyé par la Division de l'éducation postsecondaire (DEP) et la Division du soutien aux apprenants au niveau postsecondaire (DSANP), est responsable de soutenir les établissements et les étudiants respectivement afin de créer un système d'éducation postsecondaire novateur, accessible et adapté en Ontario. Le programme établit et met en œuvre des politiques opérationnelles et stratégiques, et offre un soutien financier aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux étudiants de l'Ontario. Il travaille à l'appui des objectifs socio-économiques stratégiques du gouvernement dans le but d'offrir des possibilités d'éducation de qualité, novatrices, adaptées aux besoins et accessibles. Le programme de l'éducation postsecondaire appuie également les Ontariens et Ontariennes qui cherchent à accéder au système d'études postsecondaires en leur offrant un soutien financier et réglementaire ainsi que des canaux de prestation modernes fondés sur la technologie.

Les programmes et activités clés de la DEP sont notamment : l'élaboration de cadres stratégiques, législatifs et de financement pour les collèges, les établissements autochtones et les universités; les politiques et l'évaluation en matière d'immobilisations; l'administration des paiements de transfert aux collèges et universités pour le fonctionnement et les immobilisations; la gestion des relations financières et de gouvernance avec les établissements postsecondaires, les organismes et les organisations recevant des paiements de transfert; la gestion des mécanismes de responsabilisation (comme les comptes rendus sur les inscriptions, les programmes et l'information financière, les indicateurs de rendement clés et les rapports annuels relatifs aux ententes de mandat stratégiques); l'apport de mesures de soutien aux apprenants autochtones; la réglementation des collèges publics d'arts appliqués et de technologie conformément aux lois applicables; la fourniture de services d'assurance de la qualité aux collèges publics ainsi qu'aux établissements postsecondaires privés de l'extérieur de la province qui souhaitent proposer en Ontario des programmes menant à un grade; l'établissement de résultats d'apprentissage pour les programmes de formation professionnelle ne menant pas à un grade.

La DSANP exécute le Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario (RAFEO), un programme intégré axé sur les besoins avec le gouvernement fédéral. Le RAFEO offre une aide financière, sous forme de bourses ou de prêts, aux étudiants qualifiés inscrits à des programmes d'études postsecondaires. En plus du RAFEO, la DSANP propose différentes bourses et d'autres programmes d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire. Par l'entremise du bureau du surintendant des collèges privés d'enseignement professionnel, la DSANP réglemente aussi les collèges privés d'enseignement professionnel, en veillant à la protection du corps étudiant et à la qualité des programmes. La DSANP administre le Programme des étudiants étrangers, qui permet aux établissements de l'Ontario d'accepter des étudiants étrangers. Elle est responsable des politiques qui soutiennent l'apprentissage intégrant la technologie au palier postsecondaire et de l'élaboration d'une stratégie provinciale d'apprentissage numérique, et administre les ententes de paiements de transfert à l'appui de l'apprentissage par des voies numériques.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE – CRÉDIT 3002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 1)			Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 4)		
Traitements et salaires.....	22 765 692		Prêts et investissements		
Avantages sociaux.....	3 212 896		Prêts aux étudiants.....	243 602 885	
Transports et communications.....	536 589		Prêts aux étudiants - impayés.....	136 122	
Services.....	14 670 412			<u>243 739 007</u>	
Fournitures et matériel.....	36 121				
Paielements de transfert			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des établissements autochtones...	31 061 744		PROGRAMME D'ÉDUCATION		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges.....	1 451 491 753		POSTSECONDAIRE.....	243 739 007	
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités.....	3 610 466 805				
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada).....	766 308		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Renouvellement de l'éducation postsecondaire.....	13 600 000		Soutien à l'éducation postsecondaire (Poste 3)		
Programmes d'aide financière aux étudiantes et étudiants....	954 355 881		Paielements de transfert		
	<u>6 061 742 491</u>		Subventions d'immobilisations		
	6 102 964 201		– collèges.....	83 478 276	
Moins : Recouvrements.....	924 243		Subventions d'immobilisations		
	<u>6 102 039 958</u>		– universités.....	94 932 082	
				<u>178 410 358</u>	
Crédits législatifs			Crédits législatifs		
Autres opérations			Autres opérations		
Créances irrécouvrables - Prêts aux étudiants -			Amortissement –		
Loi sur l'administration financière.....	52 977 179		Loi sur l'administration financière.....	6 769 383	
Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation,				<u>6 769 383</u>	
Loi sur les collèges privés					
d'enseignement professionnel.....	725 513		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)		
Créances irrécouvrables – collèges privés			PROGRAMME D'ÉDUCATION		
d'enseignement professionnel,			POSTSECONDAIRE.....	185 179 741	
Loi sur l'administration financière.....	500 000				
Dépenses de mauvaises créances pour les collèges et les universités,					
Loi sur la gestion des finances publiques.....	3 500 000				
	<u>57 702 692</u>				
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME D'ÉDUCATION					
POSTSECONDAIRE.....	6 159 742 650				

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Actual
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3005				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE RECHERCHE
1	191 011 700	600 000	191 611 700	Soutien à la recherche..... 163 482 281
	191 011 700	600 000	191 611 700	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE RECHERCHE. 163 482 281

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

3	99 600 000	(1 942 500)	97 657 500	Soutien à la recherche..... 41 277 145
	99 600 000	(1 942 500)	97 657 500	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE RECHERCHE. 41 277 145

Description du programme :

Le programme de recherche œuvre au renforcement de l'écosystème de recherche et d'innovation en Ontario. Pour ce faire, il élabore et gère l'ensemble des programmes de recherche du ministère qui investissent dans l'exploitation, l'infrastructure et les talents en recherche afin de soutenir les recherches et les chercheurs de calibre international qui travaillent dans les institutions financées par des fonds publics de tout l'Ontario; il met à profit le financement fédéral; il fait avancer la recherche translationnelle et ciblée dans des domaines précis; il soutient le développement des talents; il soutient les collaborations en recherche et développement à l'échelon mondial par l'établissement de protocoles d'entente avec d'autres administrations.

Le programme de recherche dirige également les initiatives de gestion de l'information et celles relatives aux données, en particulier les mesures liées aux établissements postsecondaires et aux ententes de mandat stratégiques. Il soutient un processus décisionnel fondé sur des éléments probants et l'amélioration continue au sein du ministère.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME DE RECHERCHE – CRÉDIT 3005

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Soutien à la recherche (Poste 1)			Soutien à la recherche (Poste 3)	
Traitments et salaires.....	5 619 265		Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	648 598		Fonds pour la recherche en Ontario	
Transports et communications.....	25 937		- infrastructure de recherche.....	41 277 145
Services.....	2 369 021			<u>41 277 145</u>
Fournitures et matériel.....	56 376			
Paiements de transfert			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Subventions de recherche			PROGRAMME DE RECHERCHE.....	<u>41 277 145</u>
Coûts de fonctionnement.....	<u>154 763 084</u>			
		154 763 084		
		<u>163 482 281</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
– PROGRAMME DE RECHERCHE.....		<u>163 482 281</u>		

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	CRÉDIT et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021–2022
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Apprentissage par l'expérience et l'intégration au travail	300201	Oui	Oui	26 239
Conseil des ministres de l'éducation, Canada	300201	Oui	Oui	766 308
Subventions de soutien	300201	Oui	Oui	1 844 480
Université de l'Ontario français	300201	Oui	Oui	14 100 000
Programme d'aide à l'immobilisation (Université de langue française)	300201	Oui	Oui	2 100 000
Apprentissage numérique	300201	Oui	Oui	29 176 217
Transfert de crédits	300201	Oui	Oui	17 300 000
Accès équitable à l'éducation postsecondaire	300201	Oui	Oui	12 784 999
Soutien aux Autochtones	300201	Oui	Oui	38 575 681
Accès supplémentaire pour les étudiants handicapés	300201	Oui	Oui	102 678 932
Soutien à la langue française	300201	Oui	Oui	88 105 340
Autres subventions à des fins particulières	300201	Oui	Oui	89 301 706
Santé et ressources humaines	300201	Oui	Oui	141 735 715
Subvention d'appui au secteur de la recherche	300501	Oui	Oui	1 000 000
Bourses pour chercheurs débutants	300501	Oui	Oui	6 247 936
Programmes des unités d'affaires du Fonds pour la recherche en Ontario	300501	Oui	Oui	31 964 291
Instituts de recherche	300501	Oui	Oui	113 200 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Fonds de renouvellement de l'équipement de formation/Programme d'aide aux immobilisations	300203	Oui	Oui	10 000 000
Fonds de renouvellement de l'équipement des collèges	300203	Oui	Oui	20 007 490
Programme de renouvellement des installations	300203	Oui	Oui	143 920 900
Fonds pour la recherche en Ontario - Infrastructure de recherche	300503	Oui	Oui	41 277 145
TOTAL				906 113 379

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur le développement de la main-d'œuvre.....	51 894 274	82 840 519
Langues officielles dans l'enseignement	25 722 019	18 340 774
Programme canadien de prêts aux étudiants	20 186 866	21 986 554
Université de langue française	16 200 000	20 963 000
Subventions spéciales à des étudiants avant des handicaps permanents.....	4 878 695	6 754 435
	<u>118 881 854</u>	<u>150 885 282</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Formation d'étudiants en optométrie – Université de Waterloo.....	<u>676 819</u>	<u>686 348</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Collèges privés d'enseignement professionnel.....	1 782 721	1 559 889
Droits, permis et autorisations.....	160 000	0
Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire.....	80 000	60 000
Frais pour chèques refusés.....	2 240	1 085
	<u>2 024 961</u>	<u>1 620 974</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>(122 503)</u>	<u>316 495</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>77 580 549</u>	<u>84 278 170</u>
DIVERS		
Pénalités - intérêt.....	3 171 273	1 437 229
Autres.....	430 407	245 025
	<u>3 601 680</u>	<u>1 682 254</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u><u>202 643 360</u></u>	<u><u>239 469 523</u></u>

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
Remboursement – Prêts aux étudiants	246 183 157	219 906 548
Remboursement – Prêts aux étudiants - impayés	69 370 887	49 406 446
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS		
ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	315 554 044	269 312 994

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE**

EXERCICE 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-102
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-103
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE.....	2-105
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-104, 2-109
ÉTAT DES RECETTES.....	2-110
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-111

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020-2021		2021-2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
18 537 713	Administration du ministère	23 222 065	20 522 815
	Développement économique, de création		
3 874 941 287	d'emplois et de commerce	1 093 632 500	968 570 783
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
3 893 479 000	DU MINISTÈRE	1 116 854 565	989 093 599
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
	Développement économique, de création		
9 538 923	d'emplois et de commerce	65 000 000	3 306 902
TOTAL (ACTIF FONCTIONNEMENT)			
9 538 923	DU MINISTÈRE	65 000 000	3 306 902
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
	Développement économique, de création		
0	d'emplois et de commerce	4 000	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
0	DU MINISTÈRE	4 000	0
BIENS IMMOBILISÉS			
	Développement économique, de création		
0	d'emplois et de commerce	2 000	0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE		2 000	0

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	23 118 500	0	23 118 500	Administration du ministère..... 20 430 345
				Traitement versé au ministre
				sans portefeuille en vertu de la
L	22 378	0	22 378	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 22 378
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
				Traitements versés aux adjoints
				parlementaires en vertu de la
L	32 346	0	32 346	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 19 918
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 873
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – PROGRAMM
	23 222 065	0	23 222 065	D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 20 522 815

Description du programme :

Ce programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification et autres) aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....	14 012 299		Traitements et salaires.....	3 522 745	
Avantages sociaux.....	1 948 708		Avantages sociaux.....	536 730	
Transports et communications.....	202 372		Transports et communications.....	23 678	
Services.....	4 151 169		Services.....	515 810	
Fournitures et matériel.....	115 797		Fournitures et matériel.....	14 198	
	<u>20 430 345</u>			<u>4 613 161</u>	
<i>Bureau principal</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	4 702 667		Transports et communications.....	14 001	
Avantages sociaux.....	496 895		Services.....	2 348 705	
Transports et communications.....	80 154		Fournitures et matériel.....	1 237	
Services.....	381 843			<u>2 363 943</u>	
Fournitures et matériel.....	6 639				
	<u>5 668 198</u>				
<i>Planification et finances</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	4 266 955		Traitement versé au ministre		
Avantages sociaux.....	641 424		sans portefeuille en vertu de la		
Transports et communications.....	77 240		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	
Services.....	730 721		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Fournitures et matériel.....	93 282		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
	<u>5 809 622</u>		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
			<i>en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif</i>	19 918	
			Créances irrécouvrables,		
			<i>Loi sur l'administration financière</i>	873	
				<u>92 470</u>	
<i>Ressources humaines</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	1 519 932		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	20 522 815	
Avantages sociaux.....	273 659				
Transports et communications.....	7 299				
Services.....	174 090				
Fournitures et matériel.....	441				
	<u>1 975 421</u>				

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
902				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE
13	862 985 100	230 221 400	1 093 206 500	Développement économique, Création d'emplois et Commerce..... 960 026 722
L	426 000	0	426 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 8 544 061
	<u>863 411 100</u>	<u>230 221 400</u>	<u>1 093 632 500</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE..... 968 570 783
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
14	65 000 000	0	65 000 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce..... 3 306 902
	<u>65 000 000</u>	<u>0</u>	<u>65 000 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE..... 3 306 902
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
21	3 000	0	3 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce..... 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>4 000</u>	<u>0</u>	<u>4 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE..... 0

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
902				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE
22	2 000	0	2 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce..... 0
				TOTAL(BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE..... 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

Description du programme :

Ce programme appuie comme suit la croissance économique et la création d'emplois en Ontario : il attire et stimule les investissements dans les principaux secteurs, régions et groupements commerciaux; il exécute et gère les programmes de soutien aux entreprises et de financement connexes; il collabore avec les ministères partenaires pour élaborer des politiques et des stratégies visant à renforcer la compétitivité des entreprises; il veille à ce que les intérêts de l'Ontario soient bien représentés dans l'ensemble des négociations et des dossiers commerciaux; il élabore des stratégies commerciales et d'investissement pour accroître la compétitivité de l'Ontario sur le plan national et international; il propose des services d'investissement et des liens utiles aux investisseurs qui cherchent à établir leurs activités dans la province. Investissements Ontario, l'organisme ontarien de promotion des investissements, jouera un rôle central dans la reprise économique et la croissance de la province. Il aidera à obtenir des investissements ancrés qui créeront des emplois, diversifieront notre économie, établiront de nouvelles possibilités le long des chaînes de valeur et procureront de nouvelles sources de revenus pour soutenir la poursuite des investissements qui aident à faire de l'Ontario un endroit où il fait bon vivre et travailler.

Le ministère établit également des stratégies pour les industries prioritaires en Ontario afin de garantir la viabilité à long terme, la croissance de l'emploi et l'investissement; il fait progresser les investissements directs étrangers; il établit des partenariats stratégiques avec des intervenants et des entreprises de pointe dans des secteurs essentiels de l'économie ontarienne; il fait au pays et à l'étranger la promotion de l'Ontario comme un lieu où les entreprises s'épanouissent et prospèrent.

Le ministère exécute des programmes d'investissement, de création d'emplois, d'entrepreneuriat, d'adoption des technologies et de développement des talents; il tisse des liens solides avec les membres de l'écosystème des entreprises pour leur donner accès à du capital et à des services afin qu'ils puissent faire passer leurs activités au niveau supérieur et créer des emplois; il soutient la génération, la protection et la commercialisation de la propriété intellectuelle pour optimiser la réussite des entreprises en Ontario et dans le reste du monde.

Le Bureau du ministre associé délégué aux Petites Entreprises et à la Réduction des formalités administratives soutient l'élaboration d'initiatives de modernisation des services de conformité avec la réglementation, ainsi que d'une stratégie et de politiques pour les petites entreprises. L'objectif est que le gouvernement travaille plus efficacement pour les entreprises (à but lucratif, sans but lucratif et du secteur parapublic). Un autre axe du travail est la modernisation et la réduction des fardeaux administratifs qui pèsent sur les entreprises tout en maintenant des normes élevées en matière d'environnement, de travail, de santé et de sécurité publique.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE**

**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE
– CRÉDIT 902**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Développement économique, Création d'emplois et Commerce (Poste 13)					
Traitements et salaires.....	45 953 637		Toronto Global	2 500 000	
Avantages sociaux.....	6 435 099		Réseau Trillium pour		
Transports et communications.....	476 327		la fabrication de pointe	498 695	
Services.....	32 490 633		Futurpreneur.....	1 000 000	
Fournitures et matériel.....	77 097		Programme ontarien de soutien		
Paielements de transfert			aux petites entreprises.....	504,616	
Subvention ontarienne pour le			Subvention ontarienne de		
soutien aux petites entreprises			soutien aux petites		
du secteur du tourisme et de			entreprises.....	245 262 573	874 593 929
l'accueil.....	33 515 481				960 026 722
Fabrique en Ontario.....	975 000				
Investissements dans le			<i>Développement économique et investissements</i>		
secteur des assembleurs de			Traitements et salaires.....	19 040 317	
véhicules automobiles.....	36 080 000		Avantages sociaux.....	2 667 107	
Plan pour le secteur automobile...	6 880 409		Transports et communications.....	115 711	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour			Services.....	15 408 295	
les entreprises parrainant les			Fournitures et matériel.....	17 340	
instituts de recherche.....	39 356 685		Paielements de transfert		
Soutien aux réseaux d'innovation			Subvention ontarienne pour le		
et de commercialisation.....	21 161 717		soutien aux petites entreprises		
Communité Hub.....	4 095 000		du secteur du tourisme et de		
Renforcement de Digital Main			l'accueil.....	33 515 481	
Street.....	9 962 979		Fabrique en Ontario.....	975 000	
Fonds pour Investissements			Investissements dans le secteur		
Ontario - fonctionnement.....	3 598 685		des assembleurs de		
Site certifié – Prêt à			véhicules automobiles.....	36 080 000	
l'investissement.....	5 929 042		Plan pour le secteur		
Fonds pour l'emploi et la prospérité			automobile.....	6 880 409	
et autres programmes			Renforcement de Digital Main		
de soutien aux entreprises....	122 000 319		Street.....	9 962 979	
Centre d'innovation de l'Ontario....	16 400 000		Fonds pour Investissements		
Crédit d'impôt à l'innovation de			Ontario - fonctionnement.....	3 598 685	
l'Ontario.....	200 006 300		Site certifié – Prêt		
Fonds L'Ontario, ensemble.....	23 745 076		à l'investissement.....	5 929 042	
Réseau ontarien d'innovation			Fonds pour l'emploi et		
pour les véhicules.....	3 700 000		la prospérité.....	122 000 319	
Crédit d'impôt pour			Programme de secours pour les petites		
l'investissement dans le			entreprises de l'Ontario.....	504 616	
développement régional.....	64 466 400		Fonds L'Ontario, ensemble.....	23,745,076	
Subventions de soutien			Réseau ontarien d'innovation		
aux secteurs.....	22 151 272		pour les véhicules.....	3,700,000	
Programmes pour l'entrepreneuriat					
des Centres d'encadrement					
des petits entrepreneurs.....	10 803 680				

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE**

**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE
– CRÉDIT 902**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
<i>Développement économique et investissements</i>					
Crédit d'impôt pour l'investissement dans le développement régional.....	64 466 400		Fournitures et matériel.....	44 110	
Subventions de soutien aux secteurs.....	10 047 871		Paielements de transfert		
Toronto Global.....	2 500 000		Subventions de soutien aux secteurs.....	28 633	
Réseau Trillium pour la fabrication de pointe.....	498 695				25 569 781
Subvention ontarienne pour le soutien aux petites entreprises.....	245 262 573				
		606 915 916	<i>Innovation</i>		
<i>Stratégies et politiques</i>			Paielements de transfert		
Traitements et salaires.....	10 576 975		Crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche.....	39 356 685	
Avantages sociaux.....	1 468 305		Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation.....	21 161 717	
Transports et communications.....	42 797		Communtech Hub.....	4 095 000	
Services.....	1 625 453		Centre d'innovation de l'Ontario.....	16 400 000	
Fournitures et matériel.....	10 123		Crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario.....	200 006 300	
Paielements de transfert					281 019 702
Subventions de soutien aux secteurs.....	11 999 675		<i>Crédits législatifs</i>		
		25 723 328	<i>Autres opérations</i>		
<i>Démarrage et expansion</i>			Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière.....	8 544 061	
Traitements et salaires.....	7 344 671				8 544 061
Avantages sociaux.....	1 044 551		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Transports et communications.....	38 390		ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE.....		968 570 783
Services.....	486 086				
Fournitures et matériel.....	5 524		ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Paielements de transfert			Développement économique, Création d'emplois et Commerce (Poste 14)		
Programmes pour l'entrepreneuriat des Centres d'encadrement des petits entrepreneurs.....	10 803 680		Prêts et investissements		
Futurpreneur.....	1 000 000		Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres activités		3 306 902
Subventions de soutien aux secteurs.....	75 093				3 306 902
		20 797 994	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
<i>Commerce International</i>			PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE.....		3 306 902
Traitements et salaires.....	8 991 674				
Avantages sociaux.....	1 255 136				
Transports et communications.....	279 429				
Services.....	14 970 799				

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE**

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais de mission commerciale.....	323 310	331 469
Autres.....	862	2 229
	<u>324 172</u>	<u>333 698</u>
REDEVANCES		
Bombardier Inc.....	965 433	817 556
	<u>965 433</u>	<u>817 556</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres.....	312 373 225	15 809 319
Recouvrement lié aux radiations.....	102 471	153 695
	<u>312 475 696</u>	<u>15 963 013</u>
DIVERS		
Intérêt.....	9 161 820	12 641 462
Autres.....	2 300 566	0
	<u>11 462 386</u>	<u>12 641 462</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>325 227 687</u>	<u>29 755 729</u>

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
Fonds pour l'emploi et la prospérité.....	6 112 202	1 457 060
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	5 777 372	405 128
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe.....	3 131 194	3 009 890
MaRS Phase 2.....	1 227 263	1 079 359
Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile.....	197 656	197 938
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS		
ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	16 445 687	6 149 375

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-114
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-116
ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....	2-118
GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....	2-122
GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE.....	2-124
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-117, 2-120, 2-121, 2-126
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-127
ÉTAT DES RECETTES.....	2-128

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
23 219 855	Administration du ministère	22 817 014	19 925 458
29 690 083 196	Éducation élémentaire et secondaire	28 254 636 500	28 135 964 899
	Groupement de l'information et de la technologie		
47 703 606	de l'information pour les services à la collectivité	49 558 700	45 675 169
2 372 042 101	Garde d'enfants et la petite enfance	2 225 398 700	2 219 186 753
32 133 048 758	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	30 552 410 914	30 420 752 279
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
584 853	Éducation élémentaire et secondaire	1 000	0
	Groupement de l'information et de la technologie		
0	de l'information pour les services à la collectivité	1 000	0
584 853	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	3 000	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1 207 561 756	Éducation élémentaire et secondaire	2 005 535 100	1 815 391 647
1 544 337	Garde d'enfants et la petite enfance	4 699 100	3 229 122
1 209 106 093	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	2 010 234 200	1 818 620 769

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
2 573 671	Éducation élémentaire et secondaire	5 458 700	3 621 039
0	Garde d'enfants et la petite enfance	1 000	0
2 573 671	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	5 459 700	3 621 039

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	16 896 900	5 855 100	22 752 000	Administration du ministère..... 19 859 490
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>16 961 914</u>	<u>5 855 100</u>	<u>22 817 014</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 19 925 458
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour que le ministère de l'Éducation atteigne ses objectifs et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes opérationnels du ministère.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	12 413 910		Traitements et salaires.....	2 714 511	
Avantages sociaux.....	1 987 865		Avantages sociaux.....	382 428	
Transports et communications.....	198 590		Transports et communications.....	78 359	
Services.....	8 902 243		Services.....	2 264 558	
Fournitures et matériel.....	37 982		Fournitures et matériel.....	9 266	
	23 540 590				5 449 121
Moins : Recouvrements.....	3 681 100				
	19 859 490		Services juridiques		
Bureau principal			Transports et communications.....	13 245	
Traitements et salaires.....	3 664 082		Services.....	4 386 880	
Avantages sociaux.....	417 500		Fournitures et matériel.....	5 325	
Transports et communications.....	48 708			4 405 450	
Services.....	139 657		Moins : Recouvrements.....	1 216 600	3 188 850
Fournitures et matériel.....	4 541				
	4 274 488		Crédits législatifs		
Services financiers et administratifs			Traitement versé au ministre en vertu de		
Traitements et salaires.....	4 247 171		la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Avantages sociaux.....	916 700		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Transports et communications.....	50 765		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
Services.....	1 809 892				65 968
Fournitures et matériel.....	17 591				
	7 042 119		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
Moins : Recouvrements.....	1 173 800		POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
	5 868 319				19 925 458
Ressources humaines					
Traitements et salaires.....	1 788 146				
Avantages sociaux.....	271 238				
Transports et communications.....	7 513				
Services.....	301 255				
Fournitures et matériel.....	1 260				
	2 369 412				
Moins : Recouvrements.....	1 290 700				
	1 078 712				

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1002				PROGRAMME D'ÉDUCATION
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE
				Politiques et prestation
1	26 184 805 500	298 541 000	26 483 346 500	des programmes..... 26 397 605 594
2	140 834 300	(422 600)	140 411 700	Activités éducatives..... 128 207 085
				Régime de retraite des enseignantes et
L	1 630 877 300	0	1 630 877 300	des enseignants de l'Ontario..... 1 610 152 220
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière.....</i> 0
	<u>27 956 518 100</u>	<u>298 118 400</u>	<u>28 254 636 500</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ÉDUCATION
				ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE. 28 135 964 899
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Politiques et prestation
4	1 000	0	1 000	des programmes..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ÉDUCATION
				ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE. 0

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1002				
CHARGES D'IMMOBILISATION				PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE
				Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire.....
3	2 532 440 000	(528 664 400)	2 003 775 600	1 813 886 241
				Éducation élémentaire et secondaire – charges liées aux biens
5	1 000	0	1 000	immobilisations.....
				0
				Amortissement –
L	1 758 500	0	1 758 500	Loi sur l'administration financière.....
				1 505 406
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.
	2 534 199 500	(528 664 400)	2 005 535 100	1 815 391 647
BIENS IMMOBILISÉS				
6	5 458 700	0	5 458 700	Éducation élémentaire et secondaire.....
				3 621 039
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.
	5 458 700	0	5 458 700	3 621 039

Description du programme :

Fournir une orientation en matière de politiques et de programmes, ainsi qu'un soutien financier, aux conseils scolaires de district, aux écoles et aux organismes de l'Ontario afin d'encourager la mise en place et le renforcement pour tous les élèves de la province d'un système d'éducation de qualité qui les prépare à obtenir leur diplôme avec les compétences et les connaissances nécessaires pour réussir à l'école, au travail et dans la vie, en particulier dans le contexte d'un marché du travail en pleine évolution. Pendant que le ministère continue de se centrer sur les atouts des élèves et les besoins à combler pour que ceux-ci réalisent leur potentiel, il collabore également avec les parents et ses partenaires pour veiller à ce que les efforts restent ciblés sur l'ensemble des apprenants.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Politiques et prestation des programmes (Poste 1)			Crédits législatifs	
Traitments et salaires.....	65 682 418		Régime de retraite des enseignantes et des	
Avantages sociaux.....	8 990 200		enseignants de l'Ontario	
Transports et communications.....	432 114			
Services.....	44 192 259		Paiements de transfert	
Fournitures et matériel.....	51 621 388		Prestations prises en charge par le	
Paiements de transfert			gouvernement, <i>Loi sur le régime de</i>	
Financement des priorités et			<i>retraite des enseignants.....</i>	1 610 152 220
des partenariats - conseils				<u>1 610 152 220</u>
scolaires.....	750 283 688			
Financement des priorités et			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
des partenariats - tiers.....	147 326 062		PROGRAMME D'ÉDUCATION	
Subventions de fonctionnement			ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....	<u>28 135 964 899</u>
aux conseils scolaires.....	18 189 536 683			
Charge sans effet sur la				
trésorerie relative à l'impôt				
foncier scolaire.....	7 075 808 524			
Projets des langues officielles..	41 752 230			
Office de la qualité et de la				
responsabilité en éducation..	20 385 427			
Subventions diverses.....	<u>1 606 989</u>			
	26 226 699 603			
	<u>26 397 617 982</u>			
Moins : Recouvrements.....	12 388			
	<u>26 397 605 594</u>			
Activités éducatives (Poste 2)				
Traitments et salaires.....	37 857 816			
Avantages sociaux.....	6 632 083			
Transports et communications.....	505 031			
Services.....	12 592 722			
Fournitures et matériel.....	2 981 013			
Paiements de transfert				
Paiements tenant lieu d'impôt				
aux municipalités.....	46 875			
Programme de soutien pour le				
élèves des écoles				
provinciales.....	38 623			
Office des télécommunications				
éducatives de langue				
française de l'Ontario.....	24 793 700			
Office de la télécommunication				
éducative de l'Ontario.....	<u>42 906 800</u>			
	67 785 998			
	<u>128 354 663</u>			
Moins : Recouvrements.....	147 578			
	<u>128 207 085</u>			

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			BIENS IMMOBILISÉS	
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (Poste 3)			Éducation élémentaire et secondaire (Poste 6)	
Paiements de transfert			Matériel de technologie de l'information.....	391 485
Programme d'infrastructure			Logiciels d'application de gestion –.....	
Investir dans le Canada (PIIC) 445 368 948			coûts relatifs aux immobilisations.....	3 229 554
Subventions d'immobilisations - conseils scolaires.....	1 250 794 094			<u>3 621 039</u>
Financement des priorités et des partenariats - conseils scolaires.....	20 000 000		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
Programme d'apprentissage des jeunes enfants.....	12 411 355		PROGRAMME D'ÉDUCATION	
Conseils scolaires – Financement des immobilisations pour les services de garde d'enfants..	65 362 589		ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....	<u>3 621 039</u>
Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario.....	1 000 000			
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario.....	1 536 000			
Fonds d'incitation à l'action pour le climat (FIAC). 14 231 571				
		<u>1 810 704 557</u>		
Autres opérations				
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire.....		3 181 684		
		<u>1 813 886 241</u>		
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Amortissement - Loi sur l'administration financière.....		1 505 406		
		<u>1 505 406</u>		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –				
PROGRAMME D'ÉDUCATION				
ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....		<u>1 815 391 647</u>		

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1003				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				GROUPEMENT DE L'INFORMATION E
				DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION
				POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ
				Groupement de l'information et de la
				technologie de l'information pour
1	49 558 700	0	49 558 700	les services à la collectivité..... 45 675 169
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET
				DE LA TECHNOLOGIE DE
				L'INFORMATION POUR LES
	49 558 700	0	49 558 700	SERVICES À LA COLLECTIVITÉ... 45 675 169
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Groupement de l'information et de la
				technologie de l'information pour
2	1 000	0	1 000	les services à la collectivité..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET
				DE LA TECHNOLOGIE DE
				L'INFORMATION POUR LES
	1 000	0	1 000	SERVICES À LA COLLECTIVITÉ... 0

Description du programme :

Le Groupement ITI pour les services à la collectivité est en matière de services stratégiques d'information et de technologie de l'information le partenaire de quatre ministères : Éducation; Collèges et Universités; Affaires municipales et Logement; Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères pour concevoir des modèles opérationnels centrés sur l'utilisateur et veiller à ce que les actifs numériques soient rentables, souples et continuellement optimisés pour une contribution directe aux résultats stratégiques à l'intention du public.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE
L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ – CRÉDIT 1003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	29 864 128
Avantages sociaux.....	4 115 401
Transports et communications.....	84 349
Services.....	42 336 778
Fournitures et matériel.....	66,770
	76 467 426
Moins : Recouvrements.....	30 792 257
	45 675 169
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA	
TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR	
LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....	
	45 675 169

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1004				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE
				Élaboration des politiques et
1	2 277 896 400	(52 498 700)	2 225 397 700	prestation des programmes..... 2 219 186 753
				Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>
L	1 000	0	1 000	<i>l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMMES POUR LA
				GARDE D'ENFANTS ET LA
	2 277 897 400	(52 498 700)	2 225 398 700	PETITE ENFANCE..... 2 219 186 753
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Immobilisations pour les
2	10 001 000	(7 100 000)	2 901 000	services de garde d'enfants..... 1 684 785
				Garde d'enfants – charges liées aux
5	1 000	0	1 000	biens immobilisés..... 0
				Amortissement – <i>Loi sur</i>
L	1 797 100	0	1 797 100	<i>l'administration financière</i> 1 544 337
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMMES POUR LA
				GARDE D'ENFANTS ET LA
	11 799 100	(7 100 000)	4 699 100	PETITE ENFANCE..... 3 229 122

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Le gouvernement sait qu'un système solide pour la petite enfance et la garde d'enfants joue un rôle essentiel pour aider les familles à élever leurs enfants. Le gouvernement s'engage à veiller à ce que les enfants et les familles aient accès à un éventail de programmes sains, abordables, inclusifs, sûrs et de qualité pour la petite enfance et la garde d'enfants, où les parents ont la flexibilité de choisir les options convenant le mieux à leur famille.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE – CRÉDIT 1004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Élaboration des politiques et prestation des programmes (Poste 1)			Immobilisations pour les services de garde d'enfants (Poste 2)	
Traitments et salaires.....	14 553 896		Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	2 294 897		Immobilisations relatives aux programmes	
Transports et communications.....	296 216		pour la garde d'enfants et la petite enfance.....	1 684 785
Services.....	2 623 775			
Fournitures et matériel.....	25 811		Crédits législatifs	
Paiements de transfert			Autres opérations	
Crédit d'impôt de l'Ontario			Amortissement - <i>Loi sur</i>	
pour la garde d'enfants.....	202 115 599		<i>l'administration financière</i>	1 544 337
Garde d'enfants et petite				1 544 337
enfance.....	1 997 276 559	2 199 392 158		
		2 219 186 753		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
– PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS			– PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS	
ET LA PETITE ENFANCE.....		2 219 186 753	ET LA PETITE ENFANCE.....	3 229 122

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	CRÉDIT et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021–2022
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Financement des priorités et des partenariats conseils scolaires	10021	Oui	Non	750 283 688
Financement des priorités et des partenariats tiers	10021	Oui	Non	147 326 062
Projets des langues officielles	10021	Oui	Non	41 752 230
Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	10021	Oui	Non	20 385 427
Subventions pour la viabilité des partenaires	10021	Oui	Non	1 606 989
Programme de soutien pour les élèves des écoles provinciales	10022	Oui	Non	38 623
Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (OTÉLFO)	10022	Oui	Non	24 793 700
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (OTEO)	10022	Oui	Non	42 906 800
Garde d'enfants et petite enfance	10041	Oui	Non	1 997 276 559
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Fonds d'incitation à l'action pour le climat (FIAC)	10023	Oui	Oui	14 231 571
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada (PIIC)	10023	Oui	Oui	445 368 948
Financement des priorités et des partenariats conseils scolaires	10023	Oui	Oui	20 000 000
Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (OTÉLFO)	10023	Oui	Non	1 000 000
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (OTEO)	10023	Oui	Non	1 536 000
Immobilisations relatives aux programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	10042	Oui	Non	1 684 785
TOTAL				3 510 191 382

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada.....	356 295 151	0
Apprentissage et garde des jeunes enfants.....	218 812 214	154 364 957
Langues officielles dans l'enseignement.....	75 700 578	73 734 687
Fonds d'incitation à agir pour le climat.....	14 231 571	26 564 850
Entente sur le bien-être des Indiens.....	11 459 600	11 253 579
Fonds pour la lutte contre les bandes criminalisées et les armes à feu.....	585 000	600 000
Financement pour une rentrée scolaire sécuritaire.....	0	733 340 000
Accord sur la relance sécuritaire.....	0	234 606 000
	<u>677 084 114</u>	<u>1 234 464 073</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis – Garderies.....	838 699	705 195
Avis d'intention de faire fonctionner une école privée (AVI) - Droits à acquitter...	22 500	51 900
Demande d'accès à l'information.....	3 560	2 018
Droits d'inspection des écoles privées.....	732	217
Frais pour chèques refusés.....	140	175
	<u>865 632</u>	<u>759 505</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Général.....	13 500	2 849
	<u>13 500</u>	<u>2 849</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournisseurs.....	8 832 536	6 110 993
Autres.....	249 455 607	184 881 712
	<u>258 288 143</u>	<u>190 992 705</u>
DIVERS		
Pénalités – intérêt.....	27 919	226 262
Autres.....	2 740 000	0
	<u>2 767 919</u>	<u>226 262</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>939 019 308</u>	<u>1 426 445 394</u>

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-130
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-132
DÉVELOPPEMENT DU NORD.....	2-136
MINES ET MINÉRAUX.....	2-140
DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....	2-143
ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ.....	2-146
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-134, 2-138, 2-142
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-148
ÉTAT DES RECETTES.....	2-150

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020-2021		2021-2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
23 288 785	Administration du ministère	25 157 592	24 138 085
216 308 133	Développement du Nord	280 411 700	277 190 710
37 299 519	Mines et minéraux	53 730 500	51 615 856
919 781 349	Développement et gestion des sources d'énergie	336 244 700	291 538 157
5 538 651 914	Atténuation du prix de l'électricité	6 324 118 000	6 313 224 684
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
6 735 329 700	DU MINISTÈRE	7 019 662 492	6 957 707 492
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Développement du Nord	2 000	0
0	Mines et minéraux	1 000	0
234 800 000	Développement et gestion des sources d'énergie	282 253 800	279 600 000
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)			
234 800 000	DU MINISTÈRE	282 258 800	279 600 000

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020-2021		2021-2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
398 211 022	Développement du Nord	454 423 300	450 666 773
4 516 617	Mines et minéraux	187 500 800	186 514 750
0	Développement et gestion des sources d'énergie	2 000	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
402 727 639	DU MINISTÈRE	641 928 100	637 181 523
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
578 222 656	Développement du Nord	594 658 400	583 057 008
1 217 469	Mines et minéraux	626 000	455 433
0	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE		595 286 400	583 512 441

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	12 109 200	0	12 109 200	Administration du ministère..... 11 101 595
5	12 961 000	0	12 961 000	Programme d'administration du ministère de l'Énergie..... 12 913 762
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur L'administration financière</i> 0
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu <i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i> 89 133
L	22 378	0	22 378	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 4 786
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 28 809
	<u>25 157 592</u>	<u>0</u>	<u>25 157 592</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.... 24 138 085
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Programme d'administration du ministère..... 0
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - ADMINISTRATION DU MINISTÈRE. 0

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2201				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
3	1 000	0	1 000	Administration du ministère..... 0
				Amortissement –
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.... 0
	2 000	0	2 000	
BIENS IMMOBILISÉS				
				Administration du ministère
4	1 000	0	1 000	– biens immobilisés..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE. 0
	1 000	0	1 000	

Description du programme:

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Il appuie les activités du ministère grâce à la prestation de conseils et de services dans des domaines divers - ressources humaines, planification financière, comptabilité et administration - et à des services de soutien professionnel (p. ex., juridiques). Ce programme apporte également un soutien stratégique de base dans les domaines des communications et des politiques ministérielles.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communications</i>		
Traitements et salaires.....	6 590 517		Traitements et salaires.....	1 563 753	
Avantages sociaux.....	939 176		Avantages sociaux.....	216 670	
Transports et communications.....	181 143		Transports et communications.....	18 464	
Services.....	6 832 787		Services.....	122 901	
Fournitures et matériel.....	37 052		Fournitures et matériel.....	3 591	
	14 580 675			1 925 380	
Moins : Recouvrements.....	3 479 080				
	11 101 595		<i>Analyse et planification</i>		
<i>Bureau principal</i>			Traitements et salaires.....	1 253 313	
Traitements et salaires.....	1 072 040		Avantages sociaux.....	206 733	
Avantages sociaux.....	100 353		Transports et communications.....	5 271	
Transports et communications.....	80 250		Services.....	25 468	
Services.....	132 314		Fournitures et matériel.....	1 295	
Fournitures et matériel.....	2 312			1 492 081	
	1 387 269		<i>Services juridiques</i>		
<i>Services financiers et administratifs</i>			Transports et communications.....	7 934	
Traitements et salaires.....	1 812 249		Services.....	2 183 124	
Avantages sociaux.....	236 029		Fournitures et matériel.....	3 620	
Transports et communications.....	58 929			2 194 677	
Services.....	3 138 700		<i>Systèmes informatiques</i>		
Fournitures et matériel.....	22 809		Services.....	1 176 310	
	5 268 716			1 176 310	
Moins : Recouvrements.....	2 989 252		Moins : Recouvrements.....	489 828	
	2 279 463			686 482	
<i>Ressources humaines</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	889 161		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	179 391		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		89 133
Transports et communications.....	10 295		Traitement versé au ministre sans portefeuille		
Services.....	53 970		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		4 786
Fournitures et matériel.....	3 426		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
	1 136 243		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		28 809
				122 728	

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
Programme d'administration du ministère de l'Énergie (Poste 5)			Services de communications		
Traitements et salaires.....	6 561 822		Traitements et salaires.....	2 711 704	
Avantages sociaux.....	858 875		Avantages sociaux.....	345 115	
Transports et communications.....	57 451		Transports et communications.....	14 893	
Services.....	5 411 154		Services.....	287 649	
Fournitures et matériel.....	24 460		Fournitures et matériel.....	20 017	
	12 913 762			3 379 378	
Moins : Recouvrements.....	0				
	12 913 762		Analyse et planification		
Bureau principal			Traitements et salaires.....	1 088 496	
Traitements et salaires.....	2 385 815		Avantages sociaux.....	166 774	
Avantages sociaux.....	293 869		Transports et communications.....	9 513	
Transports et communications.....	21 404		Services.....	195 399	
Services.....	187 577		Fournitures et matériel.....	1 453	
Fournitures et matériel.....	2 693			1 461 636	
	2 891 359		Services juridiques		
Services financiers et administratifs			Traitements et salaires.....	2365	
Transports et communications.....	905		Avantages sociaux.....	220	
Services.....	17 000		Transports et communications.....	9 024	
	17 905		Services.....	4 596 111	
Ressources humaines			Fournitures et matériel.....	241	
Traitements et salaires.....	373 443			4 607 960	
Avantages sociaux.....	52 897		Systèmes informatiques		
Transports et communications.....	1 259		Transports et communications.....	452	
Services.....	18 034		Services.....	109 384	
Fournitures et matériel.....	55			109 836	
	445 688		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	24 138 085	

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2202				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD
1	271 338 100	8 972 600	280 310 700	Développement économique du Nord..... 277 307 448
S	101 000	0	101 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... (116 738)
	<u>271 439 100</u>	<u>8 972 600</u>	<u>280 411 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD..... 277 190 710
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	2 000	0	2 000	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord..... 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	83 503 000	10 589 000	94 092 000	Développement économique du Nord..... 92 391 369
L	360 331 300	0	360 331 300	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 358 275 404
	<u>443 834 300</u>	<u>10 589 000</u>	<u>454 423 300</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD..... 450 666 773

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2202				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD
4	496 658 400	98 000 000	594 658 400	Développement du Nord – biens immobilisés.....
				583 057 008
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				PROGRAMME DE
	496 658 400	98 000 000	594 658 400	DÉVELOPPEMENT DU NORD.....
				583 057 008

Description du programme:

Ce programme dirige l'élaboration et l'exécution de politiques, de programmes et de services qui soutiennent les entreprises et les collectivités du Nord de l'Ontario, et y apporte son concours. Il s'attache également à rendre le Nord de l'Ontario dynamique, sain et prospère en procurant aux entreprises et aux collectivités un soutien au développement économique et l'accès aux programmes et services gouvernementaux, en faisant la promotion du commerce et de l'investissement et en abordant les besoins régionaux et locaux d'infrastructure dans le Nord. De plus, le programme dirige la mise en œuvre des stratégies provinciales de stimulation du développement économique dans le Nord.

Le programme apporte un soutien à l'élaboration et à l'exécution des politiques et des programmes sur un éventail de questions et de possibilités relatives au Nord de l'Ontario. En faisant participer les Nord-Ontariens aux initiatives gouvernementales, notamment les activités concernant les politiques et la planification, le programme permet également aux Nord-Ontariens de contribuer à l'élaboration des programmes et services gouvernementaux qui les touchent. Le programme a la responsabilité d'appliquer une optique du Nord dans l'examen et l'élaboration des politiques, et il veille aux intérêts du Nord de l'Ontario afin de stimuler le développement économique.

Ce programme investit dans l'infrastructure du Nord de l'Ontario afin de soutenir les priorités gouvernementales. Les investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord et le Programme des routes d'hiver, et dans la technologie des télécommunications et de l'information améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario et du Canada et d'autres pays.

Le secteur de programme fournit en matière de développement économique un soutien aux entreprises et collectivités du Nord de l'Ontario. Dans le cadre de ce programme, le réseau de bureaux du ministère donne aux entreprises et aux collectivités du Nord l'accès aux programmes et services gouvernementaux de développement économique. Les programmes ministériels s'attachent à attirer des débouchés en matière de commerce et d'investissement pour aider les entreprises du Nord à s'implanter sur les marchés intérieurs et étrangers et à y étendre leurs activités. Le ministère soutient également la croissance économique des secteurs public et privé, la diversification et la création d'emplois par l'intermédiaire de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario et grâce à des initiatives telles que le Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD – CRÉDIT 2202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Développement économique du Nord (Poste 1)			Développement économique du Nord (Poste 2)		
Traitements et salaires.....		10 610 154	Services.....		25 057 369
Avantages sociaux.....		1 662 614	Paiements de transfert		
Transports et communications.....		104 828	Accès à large bande pour		
Services.....		7 686 487	Matawa.....	3 885 371	
Fournitures et matériel.....		40 913	Programme des routes d'hiver.....	6 000 000	
Paiements de transfert			Fonds du patrimoine du		
Partage des recettes liées			Nord de l'Ontario.....	40 000 000	
à l'exploitation des			Fonds de soutien à		
ressources minières.....	29 786 624		l'exploitation des richesses		
Services communautaires.....	596 486		naturelles dans le Nord de		
Développement économique.....	731 076		l'Ontario.....	14 945 095	
Programme de soutien aux					64 830 466
transporteurs aériens			Autres opérations		
desservant les collectivités			Routes d'accès aux ressources	2 503 534	
éloignées.....	13 641 500				2 503 534
Fonds du patrimoine du					92 391 369
Nord de l'Ontario.....	60 000 000				
Centres d'encadrement des			Crédits législatifs		
petits entrepreneurs.....	696 945		Autres opérations		
Programme de réduction des			Amortissement –		
tarifs d'électricité pour le			Loi sur l'administration financière.....	358 275 404	
secteur industriel du Nord.....	109 759 750				358 275 404
Développement économique des					
communautés autochtones.....	48 796 143				
		264 008 524			
		284 113 520	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Moins : Recouvrements.....		6 806 072	PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT		
		277 307 448	DU NORD.....		450 666 773
Crédits législatifs					
Autres opérations					
Créances irrécouvrables, Loi sur					
l'administration financière.....		(116 738)			
		(116 738)			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT					
DU NORD.....		277 190 710			

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD – CRÉDIT 2202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	
BIENS IMMOBILISÉS		
Développement du Nord – biens immobilisés (Poste 4)		
Infrastructure des transports – coûts		
relatifs aux immobilisations.....	583 057 008	
	<u>583 057 008</u>	
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE		
DÉVELOPPEMENT DU NORD.....	<u>583 057 008</u>	

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2203				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX
1	50 662 000	2 667 500	53 329 500	Compétitivité du secteur des minéraux... 51 587 670
				Créances irrécouvrables,
L	401 000	0	401 000	Loi sur l'administration financière..... 28 186
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX..... 51 615 856
	51 063 000	2 667 500	53 730 500	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Actif de fonctionnement pour
3	1 000	#REF!	1 000	les mines et les minéraux..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX..... 0
	1 000	0	1 000	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	5 528 500	(1 961 400)	3 567 100	Compétitivité du secteur des minéraux... 2 539 742
5	1 000	183 459 200	183 460 200	Assainissement de l'environnement..... 183 459 200
				Amortissement –
L	473 500	0	473 500	Loi sur l'administration financière..... 515 808
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX..... 186 514 750
	6 003 000	181 497 800	187 500 800	

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2203				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DES MINES
				ET DES MINÉRAUX
				Mines et minéraux –
4	626 000	0	626 000	Biens Immobilisés..... 455 433
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -
				PROGRAMME DES MINES ET
	626 000	0	626 000	DES MINÉRAUX..... 455 433

Description du programme :

Ce programme encourage, promeut et facilite les retombées économiques durables des ressources minières de l'Ontario grâce à la supervision du secteur de l'exploration et l'exploitation minières de l'Ontario. Il fait la promotion d'un Ontario dynamique, sain et durable en administrant la *Loi sur les mines* de l'Ontario de manière équitable et uniforme, afin d'assurer le développement durable et responsable de nos ressources minières. À cette fin, il veille à ce que le public ait un accès équitable aux droits miniers de la Couronne, à ce que les terrains miniers de l'Ontario soient gérés de façon équitable et efficace et à ce que l'exploitation des minéraux et la réhabilitation des terrains miniers se fassent d'une manière sécuritaire et respectueuse de l'environnement.

Le secteur de programme a également la responsabilité d'encourager et de faciliter la participation des Autochtones aux débouchés économiques associés au secteur minier de l'Ontario de manière à ce que soient respectés les droits et la culture autochtones et à ce que les obligations de l'Ontario en matière de consultation soient satisfaites.

Par ailleurs, ce programme génère et diffuse des données géoscientifiques afin d'attirer et d'orienter les investissements du secteur minier et d'alimenter un vaste éventail de priorités stratégiques gouvernementales.

Ce programme soutient également l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes visant tout un éventail d'enjeux et de possibilités liés au développement dans le Cercle de feu. Un secrétariat spécial travaille avec toutes les parties concernées en consultant les Nord-Ontariens, y compris les Autochtones, et la communauté minière afin d'encourager un développement durable et responsable dans la région.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX – CRÉDIT 2203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 1)		Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	22 557 342	Services.....	2 180 605
Avantages sociaux.....	3 620 398	Fournitures et matériel.....	359 137
Transports et communications.....	409 644		<u>2 539 742</u>
Services.....	8 281 029		
Fournitures et matériel.....	442 008	Assainissement de l'environnement (Poste 5)	
Paiements de transfert		Services.....	183 459 200
Exploitation des minéraux			<u>183 459 200</u>
et investissement.....	250 000	Crédits législatifs	
Programme ontarien d'aide aux			
petites sociétés d'exploration....			
minières.....	2 001 463		
Cartographie des ressources		Autres opérations	
géologiques de l'Ontario.....	50 000	Amortissement,	
Rapports sur les activités		<i>Loi sur l'administration financière</i>	515 808
minières en Ontario.....	221 951		<u>515 808</u>
Crédit d'impôt pour actions			
accréditives ciblées.....	13 877 000		
	<u>16 400 414</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Moins : Recouvrements.....	123 165	PROGRAMME DES MINES ET DES	
	<u>51 587 670</u>	MINÉRAUX.....	
		<u>186 514 750</u>	
Crédits législatifs		BIENS IMMOBILISÉS	
Autres opérations		Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 4)	
Créances irrécouvrables,			
<i>Loi sur l'administration financière</i>	28 186	Machines et équipement -	
	<u>28 186</u>	coûts relatifs aux immobilisations.....	455 433
			<u>455 433</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME	
PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX...		DES MINES ET DES MINÉRAUX.....	
	<u>51 615 856</u>	<u>455 433</u>	

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2205				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE
1	59 363 700	276 880 000	336 243 700	Politiques et programmes..... 291 538 157
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>59 364 700</u>	<u>276 880 000</u>	<u>336 244 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..... 291 538 157
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	507 000 000	(224 746 200)	282 253 800	Développement et gestion des sources d'énergie - actifs de fonctionnement.... 279 600 000
	<u>507 000 000</u>	<u>(224 746 200)</u>	<u>282 253 800</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..... 279 600 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000	0	1 000	Développement et gestion des sources d'énergie 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..... 0

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2205				
BIENS IMMOBILISÉS				
				DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE
4	1 000	0	1 000	Développement et gestion des sources d'énergie..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -
	1 000	0	1 000	DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..... 0

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario, qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour que l'Ontario dispose de réseaux d'approvisionnement, de transport et de distribution d'énergie propres, fiables, abordables et durables. Le programme appuie la conservation, le rendement et l'innovation en matière d'énergie. De plus, il supervise l'engagement et la consultation des Premières Nations et des Métis à l'égard des initiatives du secteur provincial de l'énergie pour encourager la participation des communautés autochtones dans le secteur de l'énergie.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE – CRÉDIT 2205

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et Programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		12 680 318
Avantages sociaux.....		1 814 072
Transports et communications.....		74 120
Services.....		1 444 007
Fournitures et matériel.....		14 778
Autres opérations.....		80 000
Paiements de transfert		
Programmes de soutien, de participation et de partenariat avec les Autochtones dans le secteur de l'énergie.....	116 400 435	
Intervention contre la COVID-19 - remise pour les coûts d'énergie à l'intention des entreprises.....	92 249 686	
Réponse à la COVID-19 - Programme ontarien de remise pour les coûts à l'intention des entreprises.....	66 580 000	
Fonds de développement du réseau intelligent.....	200 740	
		275 430 862
		291 538 157
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....		291 538 157
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Développement et gestion des sources d'énergie (Poste 3)		
Prêts et investissements.....		279 600 000
		279 600 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....		279 600 000

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2206				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ
1	6 491 181 600	(167 063 600)	6 324 118 000	Programmes d'atténuation du prix de l'électricité..... 6 313 224 684
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ..... 6 313 224 684
	<u>6 491 181 600</u>	<u>(167 063 600)</u>	<u>6 324 118 000</u>	

Description du programme :

Le Programme d'atténuation du prix de l'électricité aide les Ontariens et Ontariennes à gérer les coûts d'électricité.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ – CRÉDIT 2206

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programmes d'atténuation du prix de l'électricité (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Remboursement d'électricité		
de l'Ontario.....	167 816 405	
Programme ontarien d'aide		
relative aux frais		
d'électricité.....	354 464 520	
Programme de protection des		
tarifs dans les régions		
rurales ou éloignées.....	245 205 963	
Crédit pour les coûts d'énergie		
dans le Nord de l'Ontario.....	28 505 583	
Remise de l'Ontario pour		
l'électricité.....	2 275 564 858	
Transfert des coûts de l'énergie		
renouvelable.....	3 122 440 200	
Atténuation des tarifs		
d'électricité.....	29 200 000	
Fiducie pour des frais		
d'électricité équitables –		
coûts de financement.....	63 683 220	
Crédit relatif à la livraison		
dans les réserves pour les		
Premières Nations.....	26 222 545	
Remise de l'Ontario pour les		
consommateurs d'électricité.....	121 390	
		6 313 224 684
		6 313 224 684
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE		
L'ÉLECTRICITÉ.....		6 313 224 684

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021–2022
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Programme de soutien aux transporteurs aériens desservant les collectivités éloignées	220201	Oui	Oui	13 641 500
Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	220201	Oui	Non	696 945
Développement économique	220201	Oui	Non	731 076
Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources minières	220201	Oui	Non	29 786 624
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	220201	Oui	Non	60 000 000
Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord	220201	Oui	Oui	109 759 750
Développement économique pour les Autochtones	220201	Oui	Oui	48 672 917
Développement économique pour les Autochtones	220201	Oui	Non	123 227
Services communautaires	220201	Oui	Non	596 486
Rapports sur les activités minières en Ontario	220301	Oui	Non	221 951
Cartographie des ressources géologiques de l'Ontario	220301	Oui	Non	50 000
Exploitation des minéraux et investissement	220301	Oui	Non	250 000
Programme ontarien d'aide aux petites sociétés d'exploration minière	220301	Oui	Oui	2 001 463
Crédit d'impôt pour actions accréditatives ciblées	220301	Oui	Non	13 877 000
Programmes de soutien, de participation et de partenariat avec les Autochtones dans le secteur de l'énergie - Programmes d'économie d'énergie et partenariats sans limite de durée	220501	Oui	Non	196 654
Programmes de soutien, de participation et de partenariat avec les Autochtones dans le secteur de l'énergie - (RIDER)	220501	Oui	Non	958 322
Programmes de soutien, de participation et de partenariat avec les Autochtones dans le secteur de l'énergie - Programme d'aide aux impayés d'énergie en raison de la COVID-19	220501	Oui	Oui	16 945 460

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021-2022
				Dépenses réelles \$
Programmes de soutien, de participation et de partenariat avec les Autochtones dans le secteur de l'énergie - Tarif d'électricité en vigueur durant les heures creuses	220501	Oui	Oui	98 300 000
Intervention contre la COVID-19 - remise pour les coûts d'énergie à l'intention des entreprises	220501	Oui	Oui	92 249 686
Réponse à la COVID-19 - Programme ontarien de remise pour les coûts à l'intention des entreprises	220501	Oui	Oui	66 580 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Accès à large bande pour Matawa	220202	Oui	Oui	3 885 371
Programme des routes d'hiver	220202	Oui	Non	6 000 000
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	220202	Oui	Non	40 000 000
Fonds de soutien à l'exploitation des richesses naturelles dans le Nord de l'Ontario	220202	Oui	Oui	14 945 094
TOTAL				620 469 525

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière – Loi sur les mines.....	1 974 037	2 063 102
REVENUS DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Dividendes de Hydro One Limited.....	300 825 953	299 803 141
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'exploitation minière (Loi sur les mines).....	5 232 814	4 809 020
Droits de demande – Accès à l'information.....	8 326	1 858
Frais pour chèques refusés*.....	245	70
Droits liés aux demandes d'accès à l'information.....	55	70
	5 241 439	4 811 017
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Frais de confiscations – Impôt calculé sur la superficie en acres.....	840	310
VENTES ET LOCATIONS.....	6 426 405	6 780 330
REDEVANCES.....	7 060 128	6 404 626
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	12 292 998	7 315 407
DIVERS		
Autres.....	266 154 765	91 414 604
Prêts - Intérêts.....	4 927 403	2 815 919
	271 082 168	94 230 523
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	604 903 968	421 408 456

*Erreur de répartition dans le compte

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

EXERCICE 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-152
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-154
POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES.....	2-157
NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT.....	2-159
CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS.....	2-161
ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....	2-164
ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE.....	2-166
GESTION DES TERRES ET DES EAUX.....	2-168
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-156, 2-160, 2-163, 2-165, 2-169
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-171
ÉTAT DES RECETTES.....	2-172

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020-2021		2021-2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
55 001 516	Administration du ministère	56 967 414	56 650 106
29 154 305	Politiques environnementales	42 451 200	41 685 301
40 491 987	Normes et sciences de l'environnement	41 141 000	40 603 727
90 158 922	Conformité environnementale et opérations	92 945 400	92 665 859
29 127 939	Évaluations et permissions environnementales	29 167 200	28 570 010
	Action en matière de changement climatique		
12 049 070	et résilience	13 368 600	12 723 528
55 366 611	Gestion des terres et des eaux	65 895 600	64 768 576
0	Compte de plafonnement et de liquidation	0	0
311 350 350	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	341 936 414	337 667 107
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	135 000	0
0	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)	135 000	0

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020-2021		2021-2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	1 000	0
5 250 000	Politiques environnementales	1 000	0
3 348 025	Normes et sciences de l'environnement	3 453 200	3 083 119
11 148	Conformité environnementale et opérations	2 257 300	1 994 885
3 851 036	Évaluations et permissions environnementales	4 141 500	4 092 349
	Action en matière de changement climatique		
0	et résilience	1 000	0
21 593 812	Gestion des terres et des eaux	36 524 300	34 561 195
34 054 021	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	46 379 300	43 731 548
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	15 000	0
1 542 719	Normes et sciences de l'environnement	915 000	899 437
5 174 567	Conformité environnementale et opérations	14 900	13 908
0	Évaluations et permissions environnementales	1 000	0
9 911 889	Gestion des terres et des eaux	8 618 900	6 057 126
16 629 175	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	9 564 800	6 970 471

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	50 083 900	6 818 500	56 902 400	Administration du ministère..... 56 501 813
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables <i>Loi sur l'administration financière</i> 82 325
	<u>50 148 914</u>	<u>6 818 500</u>	<u>56 967 414</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 56 650 106
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	134 000	1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>134 000</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1101				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	Administration du ministère..... 0
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	<u>0</u>
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000	14 000	15 000	Administration du ministère..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0
	<u>1 000</u>	<u>14 000</u>	<u>15 000</u>	<u>0</u>

Description du programme :

Ce crédit comprend le soutien global à la gestion des activités ministérielles, notamment le contrôle et la gestion opérationnelle et financière au niveau organisationnel, les ressources humaines stratégiques, les installations, la gestion de l'information ainsi que les communications ministérielles et publiques, le marketing et les services juridiques.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....	18 681 494		Traitements et salaires.....	4 209 051	
Avantages sociaux.....	2 869 437		Avantages sociaux.....	600 127	
Transports et communications.....	276 625		Transports et communications.....	109 530	
Services.....	34 596 779		Services.....	239 142	
Fournitures et matériel.....	111 478		Fournitures et matériel.....	34 691	
	<u>56 535 813</u>				<u>5 192 541</u>
Moins : Recouvrements.....	34 000				
	<u>56 501 813</u>				
<i>Bureau principal</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	2 735 198		Transports et communications.....	31 623	
Avantages sociaux.....	330 554		Services.....	12 647 578	
Transports et communications.....	53 378		Fournitures et matériel.....	30 304	
Services.....	98 002				<u>12 709 505</u>
Fournitures et matériel.....	5 838				
	<u>3,222,970</u>				
<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Systèmes informatiques</i>		
Traitements et salaires.....	6 237 972		Traitements et salaires.....	3 656 096	
Avantages sociaux.....	768 837		Avantages sociaux.....	507 159	
Transports et communications.....	43 168		Transports et communications.....	24896	
Services.....	11 467 041		Services.....	9 833 222	
Fournitures et matériel.....	21 001		Fournitures et matériel.....	6 488	
	<u>18 538 019</u>				<u>14 027 861</u>
Moins : Recouvrements.....	34 000				
	<u>18 504 019</u>				
<i>Ressources humaines</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	1 843 177		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	662 760		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Transports et communications.....	14 030		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Services.....	311 794		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
Fournitures et matériel.....	13 156		Créances irrécouvrables		
	<u>2 844 917</u>		<i>Loi sur l'administration financière</i>		82 325
					<u>148 293</u>
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		<u>56 650 106</u>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1112				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				Politiques et programmes
3	38 290 800	4 160 400	42 451 200	environnementaux.....
				41 685 301
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) - POLITIQUE
	38 290 800	4 160 400	42 451 200	ENVIRONNEMENTALES.....
				41 685 301
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Politiques et programmes
4	1 000	0	1 000	environnementaux.....
				0
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) - POLITIQUE
	1 000	0	1 000	ENVIRONNEMENTALES.....
				0

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer des politiques, des règlements et des lois soutenant le mandat de protection de l'environnement du ministère, de concevoir des programmes visant à protéger l'environnement et de veiller à ce que les ressources soient utilisées de manière efficiente, puis récupérées et réutilisées. Ce crédit comprend également les secteurs responsables de la direction des relations intergouvernementales et avec les Autochtones.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

POLITIQUE ENVIRONNEMENTALES – CRÉDIT 1112

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et programmes environnementaux (Poste 3)		
Traitements et salaires.....		11 458 018
Avantages sociaux.....		1 538 715
Transports et communications.....		59 197
Services.....		8 037 621
Fournitures et matériel.....		6 694
Paiements de transfert		
Planification et action en protection		
environnementale – Généralités	50 000	
Fondation de la ceinture de verdure	4 000 000	
Participation des Autochtones		
et collaboration.....	517 000	
Centre de Walkerton pour		
l'assainissement de l'eau.....	3 000 000	
Surveillance et rapports		
publics sur les eaux usées.....	13 018 056	
		20 585 056
		41 685 301
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
POLITIQUE ENVIRONNEMENTALES.....		41 685 301

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1114				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT
1	44 365 500	(3 224 500)	41 141 000	Normes et sciences de l'environnement..... 40 603 727
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT..... 40 603 727
	<u>44 365 500</u>	<u>(3 224 500)</u>	<u>41 141 000</u>	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 636 000	339 000	1 975 000	Sciences de l'environnement – immobilisations..... 1 874 159
L	1 478 200	0	1 478 200	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 208 960
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT..... 3 083 119
	<u>3 114 200</u>	<u>339 000</u>	<u>3 453 200</u>	
BIENS IMMOBILISÉS				
3	11 365 000	(10 450 000)	915 000	Sciences de l'environnement et laboratoires - Infrastructure..... 899 437
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT..... 899 437
	<u>11 365 000</u>	<u>(10 450 000)</u>	<u>915 000</u>	

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité de la prestation d'expertise scientifique, technique et de laboratoire pour alimenter la prise de décisions stratégiques et opérationnelles, ainsi que des résultats observés issus de la surveillance et des rapports sur l'état de l'environnement en Ontario.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 1114

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			BIENS IMMOBILISÉS	
Normes et sciences de l'environnement (Poste 1)			Sciences de l'environnement et laboratoires - Infrastructure (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	29 390 013		Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations.....	899 437
Avantages sociaux.....	4 691 180			<u>899 437</u>
Transports et communications.....	415 999			
Services.....	3 356 985			
Fournitures et matériel.....	2 570 550			
Sciences de l'environnement et recherche technique.....	179 000			
	<u>179 000</u>			
	40 603 727			
	<u>40 603 727</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT.....		40 603 727	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT.....	899 437
		<u>40 603 727</u>		<u>899 437</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Sciences de l'environnement – Immobilisation (Poste 2)				
Autres opérations.....	1 874 159			
	<u>1 874 159</u>			
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Amortissement				
Loi sur l'administration financière.....	1 208 960			
	<u>1 208 960</u>			
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT.....		3 083 119		
		<u>3 083 119</u>		

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1116				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS
1	94 110 500	(1 873 700)	92 236 800	Conformité environnementale et application des lois..... 92 047 161
3	891 600	(185 300)	706 300	Programme relatif à l'eau potable pour les communautés autochtones..... 618 698
L	1 300	0	1 300	Créances irrécouvrables <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	1 000	0	1 000	Fiducie, <i>Loi de 2017 sur le financement de l'assainissement rivières English et Wabigoon</i> 0
	<u>95 004 400</u>	<u>(2 059 000)</u>	<u>92 945 400</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS..... 92 665 859
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	3 000	1 003 600	1 006 600	Assainissement de l'environnement – immobilisations..... 1 004 600
7	1 000	349 000	350 000	Conformité environnementale et application des lois immobilisations..... 205 629
L	900 700	0	900 700	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> 784 656
	<u>904 700</u>	<u>1 352 600</u>	<u>2 257 300</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS..... 1 994 885

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1116				
BIENS IMMOBILISÉS				
				CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS
				Conformité environnementale et opérations
6	1 000	13 900	14 900	- Infrastructure..... 13 908
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				CONFORMITÉ
				ENVIRONNEMENTALE
	1 000	13 900	14 900	ET OPÉRATIONS..... 13 908

Description du programme :

Ce crédit a les responsabilités suivantes : assurer la surveillance, à l'échelon provincial, de la conformité environnementale et de l'application des lois dans ce domaine et soutenir toutes les collectivités de l'Ontario par l'exécution de programmes novateurs, les enquêtes sur les infractions et le respect du droit environnemental protégeant l'air, les sols et l'eau, y compris l'eau potable salubre; faire respecter l'exigence législative qui incombe à l'inspecteur en chef de l'eau potable, qui continuera de surveiller la salubrité de l'eau potable de la province de l'Ontario et qui fait rapport sur l'état des réseaux d'eau potable dans la province.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS – CRÉDIT 1116

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Conformité environnementale et application des lois (Poste 1)			Assainissement de l'environnement – immobilisations (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	75 108 505		Services.....	1 004 600
Avantages sociaux.....	12 214 230			<u>1 004 600</u>
Transports et communications.....	871 502			
Services.....	3 221 192		Conformité environnementale et application des lois	
Fournitures et matériel.....	631 732		immobilisations (Poste 7)	
Paiements de transfert				
Fonds ontarien de protection de			Fournitures et matériel.....	205 629
l'environnement à l'échelle				<u>205 629</u>
communautaire.....	<u>223 500</u>			
	223 500		Crédits législatifs	
	<u>92 270 661</u>			
Moins : Recouvrements.....	223 500		Autres opérations	
	<u>92 047 161</u>		Amortissement - <i>Loi sur l'administration</i>	
			financière.....	784 656
				<u>784 656</u>
Programme relatif à l'eau potable pour les communautés				
autochtones (Poste 3)			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Traitements et salaires.....	519 874		CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE	
Avantages sociaux.....	63 915		ET OPÉRATIONS.....	<u>1 994 885</u>
Transports et communications.....	2 116			
Services.....	3 923			
Fournitures et matériel.....	595		BIENS IMMOBILISÉS	
Paiements de transfert				
Eau potable pour les			Conformité environnementale et opérations - Infrastructure	
communautés autochtones.....	<u>28 275</u>		(Poste 6)	
	28 275			
	<u>618 698</u>		Barrages et ouvrages d'art – coûts	
			relatifs aux bien immobilisés.....	13 908
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				<u>13 908</u>
CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE				
ET OPÉRATIONS.....	<u>92 665 859</u>		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
			CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE	
			ET OPÉRATIONS.....	<u>13 908</u>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1118				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES
1	28 571 400	595 800	29 167 200	Évaluations et permissions environnementales..... 28 570 010
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES..... 28 570 010
	28 571 400	595 800	29 167 200	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	289 500	290 500	Évaluations et permissions environnementales – immobilisations..... 241 313
L	3 851 000	0	3 851 000	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> 3 851 036
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.... 4 092 349
	3 852 000	289 500	4 141 500	
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000	0	1 000	Évaluations et permissions environnementales - Infrastructure..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES..... 0
	1 000	0	1 000	

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité d'offrir un point d'accès unique pour la délivrance et la rationalisation des permissions ministérielles en s'appuyant sur des approches axées sur le risque et sur des normes de services à la clientèle. Il soutient la délivrance des approbations, des permis, des permissions et des certificats. Le crédit est chargé de diriger la modernisation du programme d'évaluations environnementales et de veiller à la tenue d'un examen exhaustif des évaluations environnementales.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES – CRÉDIT 1118

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Évaluations et permissions environnementales (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	22 632 989
Avantages sociaux.....	3 171 801
Transports et communications.....	166 947
Services.....	2 572 151
Fournitures et matériel.....	26 122
	<u>28 570 010</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....	<u>28 570 010</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Évaluations et permissions environnementales — immobilisations (Poste 3)	
Services.....	241 313
	<u>241 313</u>
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	3 851 036
	<u>3 851 036</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....	<u>4 092 349</u>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1119				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE
L	15 768 500	(2 399 900)	13 368 600	Action en matière de changement climatique et résilience.....
				12 723 528
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE.....
	15 768 500	(2 399 900)	13 368 600	12 723 528
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000	0	1 000	Action en matière de changement climatique et résilience – immobilisations.....
				0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE.....
	1 000	0	1 000	0

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques, règlements, lois et programmes d'action en matière de changement climatique, de suivre les initiatives liées au changement climatique réalisées dans le cadre du Plan environnemental et de soutenir les mesures de lutte contre le changement climatique, de renforcement de la résilience et de facilitation d'un développement économique sobre en carbone, notamment par la collaboration avec les intervenants, les collectivités autochtones et d'autres gouvernements.

Ce crédit est aussi responsable du soutien aux mesures liées au changement climatique qui font face à un éventail de défis environnementaux pressants, par exemple les initiatives visant à protéger notre air, nos terres et notre eau, à faire face aux déchets et détritux urbains et à protéger et préserver nos parcs et nos espaces verts.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE – CRÉDIT 1119

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Action en matière de changement climatique et résilience (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		9 351 620
Avantages sociaux.....		1 309 499
Transports et communications.....		72 495
Services.....		1 841 090
Fournitures et matériel.....		8 824
Paiements de transfert		
Initiative d'évaluation des		
répercussions du		
changement climatique.....	140 000	
		140 000
		12 723 528
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT		
CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE.....		12 723 528

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1120				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				GESTION DES TERRES ET DES EAUX
1	15 361 500	7 577 500	22 939 000	Parcs Ontario..... 22 937 911
2	44 689 500	(1 733 900)	42 955 600	Conservation et protection de l'eau..... 41 830 665
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	60 052 000	5 843 600	65 895 600	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- GESTION DES TERRES ET DES EAUX... 64 768 576
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	10 947 700	108 000	11 055 700	Parcs Ontario – immobilisations..... 10 487 122
				Conservation et protection de l'eau –
5	18 200 000	0	18 200 000	immobilisations..... 18 119 766
				Amortissement - <i>Loi sur l'administration</i>
L	7 268 600	0	7 268 600	<i>financière</i> 5 954 307
	36 416 300	108 000	36 524 300	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
				GESTION DES TERRES ET DES EAUX..... 34 561 195
BIENS IMMOBILISÉS				
4	13 484 500	(4 865 600)	8 618 900	Infrastructure de Parcs Ontario..... 6 057 126
	13 484 500	(4 865 600)	8 618 900	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				GESTION DES TERRES ET DES EAUX..... 6 057 126

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité d'assurer la surveillance, l'exécution et le leadership des politiques et des programmes consacrés aux espèces en péril, aux réserves de conservation, aux Offices de protection de la nature, à la protection de l'eau de source et à la santé écologique des Grands Lacs et des eaux intérieures.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

GESTION DES TERRES ET DES EAUX – CRÉDIT 1120

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$
BIENS IMMOBILISÉS	
Infrastructure de Parcs Ontario (Poste 4)	
Immeubles - traitements et salaires.....	86 766
Immeubles - avantages sociaux.....	11 672
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations.....	3 050 559
Infrastructure des transports -	
traitements et salaires.....	11 840
Infrastructure des transports -	
- avantages sociaux.....	1 471
Infrastructure des transports - coûts relatifs	
aux immobilisations.....	93 215
Barrages et ouvrages d'art -	
traitements et salaires	187 810
Barrages et ouvrages d'art - avantages sociaux.....	25 500
Barrages et ouvrages d'art - coûts	
- relatifs aux immobilisations.....	2 076 595
Machines et équipement - coûts	
relatifs aux biens immobilisés.....	480 968
Parc automobile et flotte de bateaux -	
coûts relatifs aux immobilisations.....	30 730
	<u>6 057 126</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
 GESTION DES TERRES ET DES EAUX.....	<u><u>6 057 126</u></u>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Vote and Item	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021–2022
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Planification et action en protection environnementale – Généralités	111203	Oui	Oui	50 000
Fondation de la ceinture de verdure	111203	Oui	Oui	4 000 000
Participation des Autochtones et collaboration	111203	Oui	Oui	517 000
Surveillance et rapports publics sur les eaux usées	111203	Oui	Oui	13 018 056
Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau	111203	Oui	Non	3 000 000
Sciences de l'environnement et recherche technique	111401	Oui	Oui	179 000
Ontario Community Environment Fund	111601	Oui	Oui	223 500
Fonds ontarien de protection de l'environnement à l'échelle communautaire	111603	Oui	Oui	28 275
Initiative d'évaluation des répercussions du changement climatique	111901	Oui	Oui	140 000
Parcs Ontario - intendance des ressources	112001	Oui	Oui	60 000
Partenariat pour la protection des espaces verts	112001	Oui	Oui	1 600 000
Protection des sources d'eau potable	112002	Oui	Oui	5 393 306
Initiative pour le bassin versant de la rivière Muskoka	112002	Oui	Oui	2 438 429
Grands Lacs – Généralités	112002	Oui	Oui	6 935 034
Lac Simcoe – Généralités	112002	Oui	Oui	1 151 977
Programme d'intendance des espèces en péril	112002	Oui	Oui	4 260 822
BIENS IMMOBILISÉS				
Partenariat pour la protection des espaces verts - immobilisations	112003	Oui	Oui	3 400 000
Amélioration de la gestion des eaux usées et des eaux pluviales municipales	112005	Oui	Oui	12 119 766
Programmes de protection des terres humides	112005	Oui	Oui	6 000 000
TOTAL				64 515 165

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Autres.....	75 000	0
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	636 018	581 039
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais liés aux déchets dangereux.....	13 021 762	9 692 824
Autorisation environnementale.....	4 298 657	2 831 497
Programme Air pur.....	1 889 265	1 191 705
Autres.....	6 064 471	5 629 341
	25 274 155	19 345 367
VENTES ET LOCATIONS.....	617	0
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	934 705	281 594
DIVERS.....	17 813	15 480
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	26 938 308	20 223 480

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2021–2022

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-174
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-176
POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET RELATIONS AVEC LES ORGANISMES.....	2-178
POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES.....	2-181
TAXES, AVANTAGES FISCAUX ET RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES.	2-184
FONDS DE DURÉE LIMITÉE EN RAISON DE LA COVID-19.....	2-189
TRÉSOR.....	2-190
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-177, 2-180, 2-183, 2-187, 2-188, 2-191
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-192
ÉTAT DES RECETTES.....	2-193
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-195

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
53 947 772	Administration du ministère	51 431 914	44 539 753
	Politiques de réglementation et relations		
16 504 263	avec les organismes	16 278 900	13 792 251
	Politiques économiques, budgétaires		
469 621 388	et financières	855 564 400	884 885 714
	Taxes, avantages fiscaux et relations municipales en matière		
1 108 296 889	de finances	1 351 267 400	1 159 724 651
241 200 000	Fonds de durée limitée en raison de la COVID-19	0	0
11 305 216 526	Trésor	12 419 223 900	11 747 048 374
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
13 194 786 838	DU MINISTÈRE	14 693 766 514	13 849 990 743
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
	Politiques de réglementation et relations		
4 500 000	avec les organismes	22 600 000	3 000 000
	Taxes, avantages fiscaux et relations municipales en matière		
31 228 877	de finances	33 750 000	30 689 946
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)			
35 728 877	DU MINISTÈRE	56 351 000	33 689 946

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
	Taxes, avantages fiscaux et relations municipales en matière		
0	de finances	1 000	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
0	DU MINISTÈRE	1 000	0
BIENS IMMOBILISÉS			
	Taxes, avantages fiscaux et relations municipales en matière		
0	de finances	1 000	0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE		1 000	0

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	34 466 900	16 900 000	51 366 900	Administration du ministère..... 44 455 557
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 38 756
L	0	0	0	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 17 591
L	16 173	0	16 173	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 27 849
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
	34 531 914	16 900 000	51 431 914	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 44 539 753
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
	1 000	0	1 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère, qui comprend les bureaux du ministre, du ministre associé de l'Action pour un gouvernement numérique et du sous-ministre des Finances, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et à la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux politiques et à la législation du gouvernement de l'Ontario. Le programme gère les relations avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et les autres organismes centraux; il veille à ce que le ministère et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	14 385 749		Traitements et salaires.....	3 804 303	
Avantages sociaux.....	2 188 560		Avantages sociaux.....	637 175	
Transports et communications.....	218 574		Transports et communications.....	55 083	
Services.....	27 374 614		Services.....	17 826 405	
Fournitures et matériel.....	288 060		Fournitures et matériel.....	93 057	
	<u>44 455 557</u>				<u>22 416 023</u>
Bureau principal			Services juridiques		
Traitements et salaires.....	3 656 265		Transports et communications.....	40 758	
Avantages sociaux.....	457 450		Services.....	8 608 104	
Transports et communications.....	64 700		Fournitures et matériel.....	87 859	
Services.....	144 711				<u>8 736 721</u>
Fournitures et matériel.....	11 132		Crédits législatifs		
	<u>4 334 258</u>		Traitement versé au ministre en vertu		
Services financiers et administratifs			de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
Traitements et salaires.....	5 097 880				38 756
Avantages sociaux.....	762 235		Traitement versé au ministre		
Transports et communications.....	49 990		sans portefeuille en vertu de la		
Services.....	619 872		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
Fournitures et matériel.....	89 815				17 591
	<u>6 619 792</u>		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
Ressources humaines			en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
Traitements et salaires.....	1 827 301				<u>27 849</u>
Avantages sociaux.....	331 700				<u>84 196</u>
Transports et communications.....	8 043		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Services.....	175 522		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Fournitures et matériel.....	6 197				<u><u>44 539 753</u></u>
	<u>2 348 763</u>				

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1202				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES
				Politiques en matière de sécurité du
6	7 793 600	(2 737 500)	5 056 100	revenu et de régimes de retraite..... 4 566 703
7	8 890 000	(2 813 400)	6 076 600	Entreprises publiques 4 678 900
				Politiques en matière de
8	5 144 200	0	5 144 200	services financiers..... 4 546 648
12	1 000	0	1 000	Tribunal des services financiers..... 0
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES.....
	21 829 800	(5 550 900)	16 278 900	13 792 251
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Biens stratégiques –
9	20 000 000	(400 000)	19 600 000	Prêts et investissements..... 0
				Prêts et investissements – <i>Loi de 2016 sur</i>
				<i>l'Office ontarien de réglementation</i>
L	3 000 000	0	3 000 000	<i>des services financiers</i> 3 000 000
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES.....
	23 000 000	(400 000)	22 600 000	3 000 000

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Description du programme :

Le Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes assure la coordination et la surveillance du programme de politiques de réglementation du ministère des Finances ainsi que la surveillance des organismes s'y rattachant.

Le Programme assure l'analyse des politiques dans les domaines des régimes de retraite et de la sécurité du revenu et dirige l'élaboration de la législation et la réglementation connexes. Il suit l'évolution et les nouvelles tendances et établit les répercussions sociales, économiques et budgétaires des politiques relatives aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, et il aide le gouvernement à préparer des projets de loi et des documents de premier plan de nature économique, budgétaire et stratégique. Le programme gère également la relation du gouvernement avec la Société ontarienne de gestion des placements.

Ce programme veille à l'efficacité de la réglementation dans le secteur provincial des services financiers, notamment les assurances, les institutions de dépôts, les courtiers en hypothèques et les marchés des capitaux. Cela inclut la surveillance de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la collaboration avec d'autres autorités législatives pour faciliter le travail du régime coopératif en matière de réglementation des marchés des capitaux. Le programme supervise également l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers et gère les activités résiduelles découlant de la transition et de la dissolution de la Commission des services financiers de l'Ontario et de la Société ontarienne d'assurance-dépôts.

Ce programme soutient la coordination de l'élaboration horizontale de politiques liées à plusieurs initiatives de transformation s'étendant à plusieurs ministères, notamment la mise en œuvre de la modernisation des secteurs des boissons alcoolisées et des jeux ainsi que la vente au détail et la distribution du cannabis. Ce programme facilite la surveillance par le ministre de la Régie des alcools de l'Ontario, de la Société ontarienne de vente du cannabis et de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, de même que la reddition des comptes qui s'y rattache, et gère le Programme de consignation de l'Ontario mis en place pour les contenants boissons alcoolisées.

Le ministère procure du soutien administratif au Tribunal des services financiers, un tribunal décisionnel qui, à la demande des personnes touchées, entend des appels et tient des audiences concernant des décisions rendues ou proposées du directeur général de l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers ou de l'ancienne Commission des services financiers de l'Ontario et de la Société ontarienne d'assurance-dépôts.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES
À LA SÉCURITÉ DU REVENU ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE – CRÉDIT 1202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite (Poste 6)		Tribunal des services financiers (Poste 12)	
Traitements et salaires.....	3 804 529	Traitements et salaires.....	157 305
Avantages sociaux.....	545 501	Avantages sociaux.....	22 119
Transports et communications.....	16 306	Transports et communications.....	2 058
Services.....	196 146	Services.....	457 124
Fournitures et matériel.....	4 221	Fournitures et matériel.....	490
	<u>4 566 703</u>		<u>639 096</u>
		Moins : Recouvrements.....	<u>639 096</u>
			<u>0</u>
Entreprises publiques (Poste 7)		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
Traitements et salaires.....	3 658 528	POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET	
Avantages sociaux.....	480 842	RELATIONS AVEC LES ORGANISMES.....	
Transports et communications.....	16 364		<u>13 792 251</u>
Services.....	767 464		
Fournitures et matériel.....	1 977	ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
	<u>4 925 175</u>		
Moins : Recouvrements.....	<u>246 275</u>	Crédits législatifs	
	<u>4 678 900</u>		
Politiques en matière de services financiers (Poste 8)		Prêts et investissements - Loi de	
Traitements et salaires.....	3 505 065	2016 sur l'Office ontarien de réglementation	
Avantages sociaux.....	1 757 986	des services financiers.....	
Transports et communications.....	35 060		<u>3 000 000</u>
Services.....	522 206		<u>3 000 000</u>
Fournitures et matériel.....	1 742	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
	<u>5 822 059</u>	POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET	
Moins : Recouvrements.....	<u>1 275 411</u>	RELATIONS AVEC LES ORGANISMES.....	
	<u>4 546 648</u>		<u>3 000 000</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1203				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES
1	11 625 300	(321 400)	11 303 900	Politiques économiques..... 11 128 216
8	4 335 700	118 800	4 454 500	Bureau du budget..... 4 454 498
				Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.. 839 804 000
12	129 000	839 675 000	839 804 000	Garanties et indemnités, Loi sur l'administration financière..... 0
L	1 000	0	1 000	Hydro One Inc., provision pour l'impôt provincial sur les sociétés, Loi de 1998 sur l'électricité..... 29 499 000
L	1 000	0	1 000	
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES..... 884 885 714
	16 092 000	839 472 400	855 564 400	

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Description du programme :

Le Programme des politiques économiques, budgétaires et financières aide le gouvernement à formuler le plan budgétaire. De plus, il surveille la performance économique de l'Ontario et en rend compte par la publication du Budget de l'Ontario, des rapports trimestriels des finances de l'Ontario, des Comptes économiques de l'Ontario, du document intitulé Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario et des Comptes publics de l'Ontario. Il dirige la préparation du Rapport sur les perspectives économiques à long terme de l'Ontario et contribue à l'élaboration du Rapport préélectoral sur les finances de l'Ontario. Ce programme soutient, élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires éclairées pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il offre son expertise financière et économique et des conseils à l'appui de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de l'effet des politiques et programmes gouvernementaux sur la population ontarienne; il réalise des projections démographiques annuelles qui servent à la planification et l'affectation des ressources et prépare des prévisions démographiques pour l'Ontario et ses 49 divisions de recensement.

Ce programme aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques et les stratégies budgétaires de l'Ontario qui se rattachent aux accords fiscaux fédéraux-provinciaux; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de gestion budgétaire. Le programme facilite la collaboration avec les partenaires au sein des organismes centraux et des ministères responsables, et ce, pour la prestation de conseils sur les politiques fiscales et budgétaires et pour le soutien à l'élaboration et la priorisation des politiques. Le programme est responsable des politiques sur la statistique, dirige les efforts pour offrir de l'information et des données de haute qualité et modernise les services statistiques de l'Ontario.

Le programme reflète par ailleurs le transfert du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario des revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Politiques économiques (Poste 1)		Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (Poste 12)	
Traitements et salaires.....	9 128 894	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	1 104 290	Revenu réservé au secteur de l'électricité.....	839 804 000
Transports et communications.....	29 679		<u>839 804 000</u>
Services.....	561 409		
Fournitures et matériel.....	303 944		
	<u>11 128 216</u>	Crédits législatifs	
Bureau du budget (Poste 8)		Autres opérations	
Traitements et salaires.....	3 836 601	Hydro One Inc., provision pour l'impôt provincial sur les sociétés, Loi de 1998 sur l'électricité.....	29 499 000
Avantages sociaux.....	492 111		<u>29 499 000</u>
Transports et communications.....	24 441		
Services.....	96 595		
Fournitures et matériel.....	4 750		
	<u>4 454 498</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
		PROGRAMME DES POLITIQUES	
		ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES	
		ET FINANCIÈRES.....	<u><u>884 885 714</u></u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1209				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES
				Administration des taxes, des avantages
1	447 046 700	297 300 500	744 347 200	fiscaux et des prestations..... 566 722 158
5	9 276 100	(1 715 400)	7 560 700	Politiques fiscales..... 7 019 869
				Relations provinciales-municipales
6	24 765 100	1 010 400	25 775 500	en matière de finances 25 480 820
				Programmes de soutien aux
7	522 868 100	0	522 868 100	municipalités..... 522 857 268
				Paiements versés à des agences de
				recouvrement du secteur privé en
				vertu de la <i>Loi sur</i>
L	5 500 000	0	5 500 000	<i>l'administration financière</i> 5 011 064
				Créances irrécouvrables, <i>Loi</i>
L	45 215 900	0	45 215 900	<i>sur l'administration financière</i> 32 633 472
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES.....
	1 054 671 900	296 595 500	1 351 267 400	1 159 724 651

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1209				
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES
2	650 000	400 000	1 050 000	Actifs..... 988 603
L	20 300 000	0	20 300 000	Avances, <i>Loi sur l'éducation</i> 17 810 688
				Avances, <i>Loi sur les régies</i>
L	6 200 000	0	6 200 000	<i>des services publics du Nord</i> 5 881 671
				Avances, <i>Loi sur les régies des</i>
L	6 200 000	0	6 200 000	<i>routes locales</i> 6 008 984
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES.....
	33 350 000	400 000	33 750 000	30 689 946
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	(1 000)	0	Taxes, avantages fiscaux et prestations... 0
				Amortissement -
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES.....
	2 000	(1 000)	1 000	0

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1209				
BIENS IMMOBILISÉS				
4	1 000	0	1 000	
				Taxes, avantages fiscaux et prestations... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DES TAXES, DES
				AVANTAGES FISCAUX ET DES
				RELATIONS MUNICIPALES EN
	1 000	0	1 000	MATIÈRE DE FINANCES..... 0

Description du programme :

Le Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances élabore le cadre législatif et stratégique régissant les systèmes de taxation, d'avantages fiscaux et de prestations de l'Ontario, administre les lois fiscales de l'Ontario, les programmes liés aux revenus fiscaux et non fiscaux et divers programmes d'avantages fiscaux, préserve l'intégrité du régime fiscal de l'Ontario et gère les liens budgétaires qu'entretient la province avec les municipalités.

Le programme a pour objectif de maintenir un régime fiscal concurrentiel et transparent pour les entreprises afin de soutenir la croissance économique, tout en veillant à ce que les mesures de soutien fiscal soient équitables et efficaces pour les personnes célibataires et les familles en Ontario. À cette fin, le programme fournit des conseils et des analyses stratégiques sur la conception et les politiques fiscales touchant les particuliers, les entreprises, le secteur minier, le secteur de l'électricité, les produits de consommation, le tabac, les ventes, l'administration des successions et les cotisations sociales.

Dans le cadre de ce travail, le programme offre un service à la clientèle de première ligne dans toute la province, avec notamment de l'éducation, de la sensibilisation et des conseils concernant les programmes, ainsi que de l'aide tout au long du processus d'inscription et de gestion des comptes. De plus, le programme mène des activités axées sur l'observation des règles fiscales (vérification, inspection, enquête et recouvrement, etc.), exécute des programmes d'avantages fiscaux essentiels à l'intention des particuliers et des familles à faible revenu, ainsi que des services de vérification du revenu et des améliorations au service à la clientèle pour d'autres programmes d'avantages fiscaux, et réalise des recherches et des analyses de l'observation fiscale. Le programme gère également les relations de la province avec l'Agence du revenu du Canada.

Le programme fournit des conseils en matière d'élaboration des politiques et de textes législatifs régissant les impôts fonciers municipaux en Ontario, gère les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires et l'impôt foncier provincial, établit le cadre stratégique et législatif pour le système d'évaluation foncière de l'Ontario et assure la surveillance de la Société d'évaluation foncière des municipalités. Le programme assure aussi la surveillance du Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario, qui est le principal programme de paiements de transfert de la province aux municipalités.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES
RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES– CRÉDIT 1209

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations (Poste 1)			Politiques fiscales (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	62 441 690		Traitements et salaires.....	5 427 712
Avantages sociaux.....	10 530 865		Avantages sociaux.....	715 125
Transports et communications.....	2 094 687		Transports et communications.....	19 723
Services.....	136 255 960		Services.....	789 641
Fournitures et matériel.....	1 206 671		Fournitures et matériel.....	67 668
Paiements de transfert				<u>7 019 869</u>
Intervention contre la COVID-19 -... remise pour les impôts fonciers à l'intention des entreprises.....	214 074 749		Relations provinciales-municipales en matière de finances (Poste 6)	
Régime de revenu annuel garanti.....	143 062 849		Traitements et salaires.....	7 082 738
Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale.....	10 306		Avantages sociaux.....	847 114
	<u>357 147 904</u>		Transports et communications.....	26 720
	569 677 777		Services.....	17 515 946
Moins : Recouvrements.....	2 955 619		Fournitures et matériel.....	8 302
	<u>566 722 158</u>			<u>25 480 820</u>
Stratégies, gestion des services et politiques relatives aux programmes			Programmes de soutien aux municipalités (Poste 7)	
Traitements et salaires.....	8 167 177		Paievements de transfert	
Avantages sociaux.....	1 181 718		Fonds de partenariat avec les municipalités	
Transports et communications.....	54 211		de l'Ontario.....	
Services.....	116 442 284		Paievements spéciaux aux municipalités.....	
Fournitures et matériel.....	6 276		Paievement d'atténuation transitoire.....	
	<u>125 851 666</u>			
Observation fiscale et avantages fiscaux			<u>522 857 268</u>	
Traitements et salaires.....	54 274 513		Crédits législatifs	
Avantages sociaux.....	9 349 147		Services	
Transports et communications.....	2 040 476		Paievements versés à des agences de	
Services.....	19 813 676		recouvrement du secteur privé en vertu de la	
Fournitures et matériel.....	1 200 395		<i>Loi sur l'administration financière</i>	
Paiements de transfert				
Intervention contre la COVID-19 -... remise pour les impôts fonciers à l'intention des entreprises.....	214 074 749		Autres opérations	
Régime de revenu annuel garanti.....	143 062 849		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>	
Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale.....	10 306		<i>l'administration financière</i>	
	<u>443 826 111</u>			
Moins : Recouvrements.....	2 955 619		<u>37 644 536</u>	
	<u>440 870 492</u>		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
			PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES	
			FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES	
			EN MATIÈRE DE FINANCES.....	
			<u>1 159 724 651</u>	

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES
RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES– CRÉDIT 1209

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Actifs (Poste 2)		
Avances et montants récupérables		
Régime de revenu annuel garanti.....		988 603
		<u>988 603</u>
Crédits législatifs		
Avances et montants récupérables		
Avances, <i>Loi sur l'éducation</i>	17 810 688	
Avances, <i>Loi sur les régies des services publics du Nord</i>	5 881 671	
Avances, <i>Loi sur les régies des routes locales</i>	<u>6 008 984</u>	
		29 701 343
		<u>29 701 343</u>
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) -		
PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES.....		<u>30 689 946</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1212				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				FONDS DE DURÉE LIMITÉE EN
				RAISON DE LA COVID-19
				Fonds de durée limitée en
1	2 700 000 000	(2 700 000 000)	0	raison de la COVID-19..... 0
				TOTAL DES CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT - FONDS DE
				DURÉE LIMITÉE EN RAISON
	<u>2 700 000 000</u>	<u>(2 700 000 000)</u>	<u>0</u>	DE LA COVID-19..... 0

Description du programme :

Le fonds de durée limitée en raison de la COVID-19 a été constitué pour soutenir les initiatives à l'appui de la reprise post-COVID-19. Il est centralisé au ministère des Finances et vise à assurer la disponibilité de ressources pour soutenir les efforts continus que déploie la province pour lutter contre la pandémie pendant les étapes de réouverture et de relance.

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
L				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU TRÉSOR
				Intérêts sur la dette,
L	12 419 223 900	0	12 419 223 900	Loi sur l'administration financière..... 11 747 048 374
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
	12 419 223 900	0	12 419 223 900	PROGRAMME DU TRÉSOR..... 11 747 048 374

Program Description

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation, l'application et l'exécution des politiques de gestion de la dette de la province, de ses investissements, de ses cotes de crédit, de ses relations avec les investisseurs et des activités de gestion financière connexes. Pour ce faire, il émet et gère des titres de créance, y compris les Obligations vertes, pour exécuter le programme d'emprunt annuel de la province; il assure la liaison avec les agences de cotation concernant l'établissement de la cote de crédit de la province; il fournit au gouvernement provincial des services centralisés pour les opérations bancaires et la gestion des liquidités; il se charge d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il est responsable de l'analyse financière du secteur de l'électricité, du soutien de tout passif réel et éventuel de la province ainsi que de la surveillance des retombées budgétaires; il gère conjointement avec l'Ontario Power Generation les activités d'investissement relevant de l'Ontario Nuclear Funds Agreement; il conseille le gouvernement et le secteur parapublic sur leurs politiques et initiatives financières; il gère les garanties accordées et les prêts consentis par la province et fournit de l'aide dans le domaine des investissements aux sociétés de la Couronne et aux organismes gouvernementaux; il aide les organismes de la Couronne et d'autres organismes publics relativement aux politiques et aux projets financiers et il réalise des investissements au nom de certains organismes publics; il gère des services de garde et d'agent financier pour le gouvernement provincial et certains organismes. L'Office ontarien de financement fournit un vaste éventail de services financiers à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario et à la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario).

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR – CRÉDIT LÉGISLATIFS

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
À des fins générales.....	11 551 766 832	
Office d'investissement		
du régime de pensions du		
Canada.....	399 347 348	
Société canadienne		
d'hypothèques et de logement.	1 025 956	
Société ontarienne de		
gestion des fonds des		
investisseurs immigrants.....	11 598	
		11 952 151 734
Moins: Autres paiements à titre d'intérêts,		
de déports, d'escomptes et de commissions.....	23 128 165	
Moins: Intérêts capitalisés dans		
les crédits des ministériels.....	55 754 133	
Moins: Intérêts sur les investissements.....	526 407 603	
		<u>11 346 861 833</u>
Intérêts sur la dette payable à		
la Société financière de l'industrie		
de l'électricité de l'Ontario.....	400 186 541	
		<u>11 747 048 374</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DU TRÉSOR.....	11 747 048 374	

MINISTÈRE DES FINANCES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	CRÉDIT et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021–2022
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Intervention contre la COVID-19 – remise pour les impôts fonciers à l'intention des entreprises	120901	Oui	Oui	214 074 749
Observation fiscale et accords de partenariat	120901	Oui	Oui	10 306
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	120907	Oui	Non	501 850 000
Paievements spéciaux aux municipalités	120907	Oui	Non	16 692 996
Paievement d'atténuation transitoire	120907	Oui	Non	4 314 272
TOTAL				736 942 323

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers.....	47 292 250 991	41 233 946 973
Taxe de vente harmonisée.....	26 951 539 102	23 490 505 555
Impôt sur les sociétés.....	25 227 149 098	17 774 878 443
Impôt-santé des employeurs.....	7 223 220 976	6 536 709 496
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires.....	5 713 281 774	6 039 926 257
Contributions – santé de l'Ontario.....	4 414 335 133	4 329 622 398
Droits de cession immobilière.....	5 827 126 187	3 697 668 240
Taxe de vente au détail.....	3 405 272 812	3 085 200 981
Taxe sur l'essence.....	1 943 371 707	1 519 403 322
Taxe sur le tabac.....	926 550 834	1 099 217 702
Taxe sur les carburants.....	770 718 438	686 177 611
Taxe sur la bière et le vin.....	613 183 427	617 098 614
Impôt sur l'administration des successions.....	301 219 576	235 796 342
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés.....	234 341 536	228 966 083
Taxe sur le cannabis.....	214 766 702	106 525 925
Impôt sur les bénéfices miniers.....	176 217 610	107 559 538
Impôt foncier provincial.....	37 799 657	35 590 707
Revenus tirés de la taxe sur les spiritueux	10 710 983	7 080 910
Redevance sur le revenu brut – composante de l'impôt foncier.....	4 444 751	5 631 445
Taxe sur le pari mutuel.....	3 481 980	3 164 236
Crédits d'impôt de l'Ontario.....	0	3 092
Crédits d'impôt administrés par le gouvernement fédéral.....	(542 550 502)	(901 028 993)
	<u>130 748 432 772</u>	<u>109 939 644 877</u>
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé.....	16 730 071 440	16 206 062 095
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	6 002 910 000	5 814 833 000
Fonds de riposte à la COVID-19	1 938 559 000	1 129 036 821
Subvention annuelle par personne – Loi de 1907		
<i>sur l'Amérique du Nord Britannique</i>	8 824 387	8 824 387
Intérêts sur les Fonds des écoles communes.....	83 479	83 479
Revenus pour l'Accord sur la relance sécuritaire.....	0	2 454 959 000
	<u>24 680 448 306</u>	<u>25 613 798 782</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022 \$	2021 \$
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Régie des alcools de l'Ontario – Bénéfices.....	2 550 000 000	2 390 000 000
Société des loteries et des jeux de l'Ontario – Bénéfices des loteries.....	1 766 401 000	1 711 000
	<u>4 316 401 000</u>	<u>2 391 711 000</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Évaluation des coûts du système de santé – subrogation de		
l'Assurance-santé de l'Ontario – Commission des assurances de l'Ontario.....	142 327 944	142 372 115
Évaluations – de base et recouvrements.....	1 027	(373)
Généraux.....	1 944 925	1 785 441
	<u>144 273 896</u>	<u>144 157 183</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de garantie – Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario....	83 250 990	90 020 510
Droits de garantie – autres.....	225 323	234 397
Droits d'administration.....	1 404	11 829
Autres.....	965 250	941 765
	<u>84 442 967</u>	<u>91 208 501</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>1 141 061</u>	<u>1 200 402</u>
REDEVANCES		
Redevances - Teranet Polaris.....	51 783 812	46 469 882
	<u>51 783 812</u>	<u>46 469 882</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Autres.....	37 154 798	22 777 324
	<u>37 154 798</u>	<u>22 777 324</u>
DIVERS		
Autre revenu – Oshawa.....	24 921 790	23 651 521
Autre revenu – Toronto.....	895	2
Réserve pour le transfert des chèques en circulation.....	2 581 155	2 766 420
Dons – Fonds ontarien d'initiative.....	180 832	154 389
	<u>27 684 672</u>	<u>26 572 332</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u><u>160 091 763 284</u></u>	<u><u>138 277 540 283</u></u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier-		
Facilité de crédit renouvelable à court terme.....	1 263 000 000	1 357 000 000
Office ontarien de financement – Prêts.....	621 534 198	862 283 375
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier –		
Prêts à long terme.....	85 000 000	375 000 000
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier –		
Prêts amortissables.....	166 771 414	135 526 134
Fonds de garantie des prestations de retraite.....	11 000 000	11 000 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS		
ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2 147 305 612	2 740 809 509

MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME ET DE LA CULTURE

EXERCICE 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-198
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-200
SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES.....	2-204
IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES.....	2-207
PROGRAMMES DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE.....	2-209
FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO.....	2-212
CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS.....	2-214
PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES.....	2-216
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-203, 2-211
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-219
ÉTAT DES RECETTES.....	2-221

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020-2021		2021-2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
24 515 689	Administration du ministère	29 207 660	27 286 423
66 686 701	Sports, loisirs et programmes communautaires	89 430 400	86 035 988
	Programmes du patrimoine, du tourisme et		
108 718 453	de la culture	332 142 300	317 387 874
133 497 000	Fondation Trillium de l'Ontario	178 557 000	178 557 000
	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les		
576 151 935	médias culturels	777 248 400	777 248 336
320 890 085	Organismes	317 573 900	316 584 470
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
1 230 459 863	DU MINISTÈRE	1 724 159 660	1 703 100 091
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	0	0
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)			
0	DU MINISTÈRE	0	0

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020-2021		2021-2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	6 000	0
0	Sports, loisirs, et communautaires	0	0
81 957 408	Immobilisations touristiques et culturelles	60 294 000	56 912 715
	Programmes du patrimoine, du tourisme et		
0	de la culture	2 000	0
0	Organismes	2 000	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
81 957 408	DU MINISTÈRE	60 304 000	56 912 715
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	3 000	0
	Programmes du patrimoine, du tourisme et		
0	de la culture	1 000	0
0	Organismes	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	5 000	0

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3801				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	23 985 000	5 126 300	29 111 300	Administration du ministère..... 27 199 263
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	<i>de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i> 49 301
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la
L	48 519	0	48 519	<i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i> 37 859
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	24 081 360	5 126 300	29 207 660	DU MINISTÈRE..... 27 286 423
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	4 000	0	4 000	Administration du ministère..... 0
				Amortissement –
L	2 000	0	2 000	<i>Loi sur l'administration financière....</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	6 000	0	6 000	DU MINISTÈRE..... 0

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3801				
BIENS IMMOBILISÉS				
2	3 000	0	3 000	Administration du ministère..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	3 000	0	3 000	DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme:

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre, de l'adjoint parlementaire et du sous-ministre ainsi que la Division des services régionaux et ministériels et la Direction des communications. Le programme s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, services juridiques, ressources humaines, soutien aux programmes régionaux, politiques stratégiques, planification générale et budgétaire, activités de contrôle financier, solutions technologiques et opérationnelles, etc.). Certains secteurs offrent du soutien à plusieurs ministères et à leurs organismes.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services régionaux</i>		
Traitements et salaires.....	17 804 414		Traitements et salaires.....	5 851 298	
Avantages sociaux.....	2 678 139		Avantages sociaux.....	1 107 518	
Transports et communications.....	295 487		Transports et communications.....	76 782	
Services.....	6 231 057		Services*.....	(68 041)	
Fournitures et matériel.....	89 646		Fournitures et matériel.....	54 570	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Programme Expérience Été.....	100 520		Programme Expérience Été.....	100,520	
		100 520			7 122 647
		27 199 263			
<i>Bureau principal</i>			<i>Ressources humaines</i>		
Traitements et salaires.....	2 580 710		Traitements et salaires.....	1 857 510	
Avantages sociaux.....	371 501		Avantages sociaux.....	234 894	
Transports et communications.....	163 709		Transports et communications.....	6 139	
Services.....	365 424		Services.....	5 650	
Fournitures et matériel.....	14 027		Fournitures et matériel.....	581	
		3 495 371			2 104 774
<i>Services de communication</i>			<i>Services de soutien financier et administratif</i>		
Traitements et salaires.....	2 463 861		Traitements et salaires.....	3 241 482	
Avantages sociaux.....	316 200		Avantages sociaux.....	418 462	
Transports et communications.....	9 117		Transports et communications.....	17 390	
Services.....	852 376		Services.....	176 523	
Fournitures et matériel.....	12 837		Fournitures et matériel.....	4 367	
		3 654 391			3 858 224
<i>Technologie de l'information</i>			<i>Élaboration des politiques stratégiques et planification</i>		
Services.....	2 100 066		Traitements et salaires.....	1 809 553	
		2 100 066	Avantages sociaux.....	229 564	
<i>Services juridiques</i>			Transports et communications.....	7 504	
Transports et communications.....	14 846		Services.....	24 098	
Services.....	2 774 961				2 070 719
Fournitures et matériel.....	3 264				
		2 793 071			

*Le solde est négatif en raison des journaux pour les recouvrements ayant trait aux services communs dispensés par la Division des services régionaux et ministériels au ministère des Services aux aînés et de l'Accessibilité.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$
Crédits législatifs	
Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
Traitements versés aux l'adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	37 859
	<u>87 160</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	<u>27 286 423</u>

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3803				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES
				Sports, loisirs et programmes
1	59 979 400	29 450 000	89 429 400	communautaires..... 86 035 988
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES..... 86 035 988
	59 980 400	29 450 000	89 430 400	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Sports, loisirs et programmes
3	0	0	0	communautaires..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES..... 0
	0	0	0	

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

Description du programme:

Les programmes des sports et des loisirs et les programmes communautaires du ministère œuvrent à hausser les niveaux de participation aux sports et à l'activité physique et à former des athlètes de haut niveau dont les réalisations sont une source d'inspiration pour les gens de tout l'Ontario et du Canada.

Le soutien du ministère au sport amateur est axé sur la participation, la formation et l'excellence d'athlètes de tous âges et de tous niveaux.

Le ministère gouverne les intérêts de l'Ontario en matière de loisirs par les activités suivantes en finançant des partenaires clés pour l'exécution de projets qui haussent le niveau d'activité physique, avec des soutiens ciblés vers la mobilisation des collectivités autochtones, pour l'offre de programmes après l'école aux enfants et aux jeunes et pour la coordination des intérêts provinciaux relatifs aux sentiers, aux parcs, aux espaces ouverts et aux ressources récréatives aquatiques.

Le ministère assume également la surveillance et la responsabilité des sports de combat amateurs et professionnels et travaille pour faire de l'Ontario un chef de file de la sécurité dans le sport.

Le Secrétariat des distinctions et prix de l'Ontario administre et exécute des programmes qui célèbrent les réalisations exceptionnelles des Ontariennes et Ontariens et qui saluent les personnes ayant contribué à une variété de secteurs et de collectivités de l'Ontario. Ces programmes servent à encourager l'engagement civique et la participation citoyenne.

Chaque année, le MIPSTC planifie, exécute et administre les programmes de distinction et de reconnaissance suivants :
Programmes de distinction (c.-à-d., médailles) :

- Ordre de l'Ontario
- Médaille du mérite civique de l'Ontario
- Médaille de bravoure des pompiers de l'Ontario
- Médaille de bravoure des policiers de l'Ontario.

Programmes de reconnaissance (c.-à-d., récompenses) :

Bravoure :

- Prix de bravoure des paramédicaux de l'Ontario

Prix du lieutenant-gouverneur :

- Prix David C. Onley pour le leadership en matière d'accessibilité
- Bourse d'études Hilary M. Weston
- Prix James Bartleman pour la création littéraire des jeunes Autochtones
- Prix Lincoln M. Alexander

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES – CRÉDIT 3803

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Sports, loisirs et programmes communautaires (Poste 1)		
Traitments et salaires.....		5 652 200
Avantages sociaux.....		829 178
Transports et communications.....		103 265
Services.....		1 854 606
Fournitures et matériel.....		97 886
Paiements de transfert		
Sport.....	57 213 854	
Loisirs actifs.....	20 239 999	
Reconnaissance.....	45 000	
		<u>77 498 853</u>
		<u>86 035 988</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES.....		<u>86 035 988</u>

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3804				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES
				Immobilisations touristiques
1	85 821 100	(25 527 100)	60 294 000	et culturelles..... 56 912 715
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) -
				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS
				TOURISTIQUES ET
	<u>85 821 100</u>	<u>(25 527 100)</u>	<u>60 294 000</u>	CULTURELLES..... 56 912 715

Description du programme:

Le ministère réalise des investissements dans des immobilisations pour les secteurs dont il est responsable. Ces investissements répondent à des besoins de réparations et de rénovations, stimulent la compétitivité et la durabilité et aident l'Ontario à améliorer l'expérience des visiteurs et le caractère attrayant de la province comme destination auprès des voyageurs de la région, du pays et de l'étranger.

Le ministère dirige l'aménagement du site de la Place de l'Ontario pour en faire une destination de classe mondiale accessible à l'année qui attirera les visiteurs régionaux, provinciaux et de l'étranger – grâce à de possibles incontournables comme des attractions dans les domaines du sport et du divertissement ainsi que des commerces.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES – CRÉDIT 3804

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations touristiques et culturelles (Poste 1)		
Services.....		14 784 638
Fournitures et matériel.....		416 268
Paiements de transfert		
Réparations et rénovations -		
immobilisations.....	21 194 885	
Subventions a l'appui des sports		
et des loisirs.....	11 600 000	
Subventions pour la culture.....	8 916 924	
		41 711 809
		<u>56 912 715</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS		
TOURISTIQUES ET CULTURELLES.....		<u>56 912 715</u>

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3805				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMMES DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE
1	418 692 700	(86 551 400)	332 141 300	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture..... 317 305 278
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 82 596
	<u>418 693 700</u>	<u>(86 551 400)</u>	<u>332 142 300</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE..... 317 387 874
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture..... 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATION) PROGRAMME DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE 0
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000	0	1 000	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE 0

non vérifié

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Description du programme:

Le ministère est responsable des politiques stratégiques, des programmes et des services ainsi que des initiatives de recherche liées aux arts, aux industries culturelles, à l'archéologie, aux musées, au patrimoine, aux bibliothèques publiques et au tourisme en Ontario. Le ministère travaille avec des partenaires aux fins suivantes : stimuler les capacités communautaires en matière de conservation du patrimoine ontarien; mieux faire connaître l'Ontario comme une province riche en attractions et en ressources culturelles, patrimoniales et archéologiques; encourager et promouvoir les produits de tourisme culturel de l'Ontario; alimenter la croissance dans les industries créatives comme la production cinématographique et télévisuelle, l'édition de livres et de revues, l'enregistrement musical et les médias numériques pour faire de l'Ontario un chef de file dans l'économie du savoir; donner aux collectivités un accès élargi à l'information par l'entremise de leurs bibliothèques publiques; attirer des investissements du secteur privé; soutenir la planification et le développement économique dans les régions par l'intermédiaire des organismes touristiques régionaux afin de bâtir une industrie touristique plus solide et concurrentielle.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

PROGRAMMES DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE - CRÉDIT 3805

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		11 073 166
Avantages sociaux.....		1 703 525
Transports et communications.....		78 562
Services.....		2 243 722
Fournitures et matériel.....		22 625
Paiements de transfert		
Subventions pour les régions touristiques	37 224 499	
Subventions à l'appui du Programme de sollicitation et de soutien pour les événements et les festivals....	45 452 061	
Subvention à l'appui du développement des investissements touristiques..	100 603 203	
Relance et soutien du tourisme - Impôt sur le revenu des particuliers - crédit d'impôt pour les vacances en Ontario.	70 000 000	
Subvention de l'Ontario pour les organismes confessionnels et culturels.....	6 802 500	
Soutien au secteur des arts.....	2 162 000	
Soutien au secteur du patrimoine.....	5 942 928	
Soutien au secteur des bibliothèques.....	26 996 487	
Fonds ontarien d'investissement dans l'industrie de la musique	7 000 000	
		<u>302 183 678</u>
		<u>317 305 278</u>
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables – <i>Loi sur l'administration financière</i>		<u>82 596</u>
		<u>82 596</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE.....		<u>317 387 874</u>

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3806				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO
1	178 557 000	0	178 557 000	Fondation Trillium de l'Ontario..... 178 557 000
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO..... 178 557 000
	178 557 000	0	178 557 000	

Description du programme :

La Fondation Trillium de l'Ontario est l'une des plus importantes fondations subventionnaires de bienfaisance au Canada. Sa mission est de bâtir des collectivités saines et dynamiques dans tout l'Ontario en renforçant la capacité du secteur bénévole, par des investissements dans des initiatives communautaires.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO – CRÉDIT 3806

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Fondation Trillium de l'Ontario.....	178 557 000
	<u>178 557 000</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DE LA FONDATION	
TRILLIUM DE L'ONTARIO.....	<u><u>178 557 000</u></u>

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3808				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES CRÉDITS
				D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES
				MÉDIAS CULTURELS
				Crédits d'impôt de l'Ontario
1	602 135 900	175 112 500	777 248 400	pour les médias culturels..... 777 248 336
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME
				DES CRÉDITS D'IMPÔT DE
				DE L'ONTARIO POUR LES
	602 135 900	175 112 500	777 248 400	MÉDIAS CULTURELS..... 777 248 336

Description du programme :

Les crédits d'impôt pour les médias culturels de l'Ontario procurent des incitatifs et du soutien aux entreprises établies en Ontario pour la production de films, de programmes télévisuels et de produits multimédias interactifs numériques ou de livres en Ontario. Ces crédits d'impôt aident à stimuler la création et l'investissement dans les industries créatives de la province.

L'Agence du revenu du Canada administre le programme au nom de l'Ontario par l'entremise du système d'imposition fédéral.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS – CRÉDIT 3808

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition.....	3 706 874	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques.....	80 022 300	
Crédits d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne.....	261 417 596	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques.....	50 067 500	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les services de production.....	382 014 199	
Crédits d'impôt de l'Ontario enregistrement sonore.....	19 867	
		777 248 336
		<u>777 248 336</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS.....		<u>777 248 336</u>

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3811				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES
				Programmes relatifs
1	235 372 900	82 200 000	317 572 900	aux organismes..... 316 584 470
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) - PROGRAMMES
	235 373 900	82 200 000	317 573 900	RELATIFS AUX ORGANISMES..... 316 584 470
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Programmes relatifs
3	1 000	0	1 000	aux organismes..... 0
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMMES RELATIFS
	2 000	0	2 000	AUX ORGANISMES..... 0
BIENS IMMOBILISÉS				
				Programmes relatifs
2	39 273 000	(39 272 000)	1 000	aux organismes..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -
				PROGRAMMES RELATIFS
	39 273 000	(39 272 000)	1 000	AUX ORGANISMES..... 0

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

Description du programme :

Les attractions et les organismes du ministère font la promotion du tissu culturel de l'Ontario et favorisent la croissance économique et la création d'emplois grâce à une gamme de programmes éducatifs, récréatifs et culturels et de programmes de divertissement à l'intention des résidents et des visiteurs. Le programme relatif aux organismes est responsable de la gouvernance, des nominations, de la reddition des comptes et de la surveillance du financement de fonctionnement des organismes et des attractions relevant du portefeuille du ministère, y compris les deux attractions exploitées directement.

Le programme relatif aux organismes est chargé de mener les initiatives ministérielles de modernisation et de transformation des organismes et de veiller à ce que ceux-ci reçoivent des fonds de stabilisation à l'appui de leurs besoins opérationnels.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES – VOTE 3811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Programmes relatifs aux organismes (Poste 1)		Relations avec les organismes et responsabilité	
Traitements et salaires	9 881 213	Traitements et salaires	7 844 993
Avantages sociaux	1 434 721	Avantages sociaux	1 170 742
Transports et communications	74 397	Transports et communications	66 573
Services	2 305 933	Services	2 150 055
Fournitures et matériel	853 486	Fournitures et matériel	846 398
Paiements de transfert		Paiements de transfert	
Collection McMichael d'art		Collection McMichael d'art	
canadien.....	3 328 800	canadien.....	3 328 800
Conseil des arts de l'Ontario...	64 937 400	Conseil des arts de l'Ontario...	64 937 400
Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario.....	28 450 300	Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario.....	28 450 300
Fiducie du patrimoine ontarien	3 829 300	Fiducie du patrimoine ontarien	3 829 300
Centre des sciences de l'Ontario.....	19 364 100	Centre des sciences de l'Ontario.....	19 364 100
Jardins botaniques royaux.....	4 036 040	Jardins botaniques royaux.....	4 036 040
Musée royal de l'Ontario.....	27 280 900	Musée royal de l'Ontario.....	27 280 900
Science Nord.....	6 828 900	Science Nord.....	6 828 900
Commission des parcs du Saint- Laurent.....	7 122 800	Commission des parcs du Saint- Laurent.....	7 122 800
Société d'exploitation de la Place de l'Ontario.....	2 070 000	Société du Partenariat ontarien de marketing touristique.....	32 967 500
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique.....	32 967 500	Soutien au secteur des organismes et des attractions	80 746 380
Soutien au secteur des organismes et des attractions	80 746 380	Musée des beaux-arts de l'Ontario.....	21 072 300
Musée des beaux-arts de l'Ontario.....	21 072 300		312 043 481
	302 034 720	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -	
	316 584 470	PROGRAMMES RELATIFS	
		AUX ORGANISMES.....	316 584 470
Bureau du renouvellement et de la mise en œuvre			
Traitements et salaires	2 036 220		
Avantages sociaux	263 979		
Transports et communications	7 823		
Services	155 878		
Fournitures et matériel	7 088		
Paiements de transfert			
Société d'exploitation de la Place de l'Ontario.....	2 070 000		
	4 540 988		

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021–2022
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Programme Expérience Été	380101	Oui	Non	100 520
Sport	380301	Oui	Oui	57 213 854
Loisirs actifs	380301	Oui	Oui	20 239 999
Reconnaissance	380301	Oui	Oui	45 000
Réparations et rénovations - immobilisations	380401	Oui	Non	21 194 885
Subventions à l'appui des sports et des loisirs	380401	Oui	Oui	11 600 000
Subventions pour la culture	380401	Oui	Oui	8 916 924
Subventions pour les régions touristiques	380501	Oui	Note 2	37 224 499
Subventions à l'appui du Programme de sollicitation et de soutien pour les événements et les festivals	380501	Oui	Non	45 452 061
Subvention à l'appui du développement des investissements touristiques	380501	Oui	Note 2	100 603 203
Relance et soutien du tourisme - Impôt sur le revenu des particuliers - crédit d'impôt pour les vacances en Ontario	380501	Oui	Oui	70 000 000
Subvention de l'Ontario pour les organismes confessionnels et culturels	380501	Oui	Oui	6 802 500
Soutien au secteur des arts	380501	Oui	Non	2 162 000
Soutien au secteur du patrimoine	380501	Note 1	Non	5 942 928
Soutien au secteur des bibliothèques	380501	Note 1	Non	26 996 487
Fonds ontarien d'investissement dans l'industrie de la musique	380501	Oui	Non	7 000 000
Fondation Trillium de l'Ontario	380601	Oui	Note 2	178 557 000
Collection McMichael d'art canadien	381101	Oui	Non	3 328 800
Conseil des arts de l'Ontario	381101	Oui	Note 2	64 937 400
Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario	381101	Oui	Non	28 450 300
Fiducie du patrimoine ontarien	381101	Oui	Non	3 829 300
Centre des sciences de l'Ontario	381101	Oui	Non	19 364 100
Jardins botaniques royaux	381101	Oui	Non	4 036 040
Musée royal de l'Ontario	381101	Oui	Non	27 280 900
Science Nord	381101	Oui	Non	6 828 900
Commission des parcs du Saint- Laurent	381101	Oui	Non	7 122 800
Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	381101	Oui	Non	2 070 000
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	381101	Oui	Non	32 967 500

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021–2022
				Dépenses réelles \$
Soutien au secteur des organismes et des attractions	381101	Oui	Non	80 746 380
Musée des beaux-arts de l'Ontario	381101	Oui	Non	21 072 300
TOTAL				902 086 580

Note 1 - Le soutien pour le secteur des bibliothèques et celui du patrimoine n'est pas tout à fait discrétionnaire. Une partie des fonds qui proviennent de ce paiement de transfert est en fait une subvention fondée sur des droits.

Note 2 - Le financement qui provient de ce paiement de transfert consiste en financement continu et temporaire.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE
ÉTAT DES RECETTES**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – quote-part du gouvernement fédéral.....	5 800 000	23 200 000
L'Accord Canada-Ontario relative au programme d'infrastructure - part fédérale.....	1 108 431	9 380 128
	<u>6 908 431</u>	<u>32 580 128</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Vieux Fort William.....	82 220	50 847
Autre.....	46 906	8 188
	<u>129 126</u>	<u>59 035</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Parcs historiques de la Huronia.....	176 837	71 297
Vieux Fort William.....	73 190	32 386
	<u>250 027</u>	<u>103 683</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>6 181 814</u>	<u>2 254 063</u>
DIVERS.....	<u>2 631</u>	<u>2 525</u>
AUTRE.....	<u>0</u>	<u>5 500 000</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u><u>13 472 029</u></u>	<u><u>40 499 434</u></u>

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

EXERCICE 2021–2022

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-224
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-225
POLITIQUES ET PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES.....	2-227
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-226
ÉTAT DES RECETTES.....	2-230
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-231

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
5 564 086	Administration du ministère	6 851 814	6 638 762
17 211 618	Politiques et planification infrastructurelles	35 085 100	34 130 777
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
22 775 704	DU MINISTÈRE	41 936 914	40 769 539
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
529 090 590	Politiques et planification infrastructurelles	963 560 700	878 361 775
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
529 090 590	DU MINISTÈRE	963 560 700	878 361 775
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Politiques et planification infrastructurelles	1 000	0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)			
0	DU MINISTÈRE	1 000	0

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	5 532 800	1 255 000	6 787 800	Administration du ministère..... 6 572 794
				Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le</i>
L	47 841	0	47 841	<i>Conseil exécutif</i> 49 301
				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la
L	16 173	0	16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME
				D'ADMINISTRATION DU
				MINISTÈRE 6 638 762
	5 596 814	1 255 000	6 851 814	

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère procure des conseils stratégiques et des services de soutien pour aider le ministère à respecter les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement.

Le programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, communications et autres) aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	4 574 968		Traitements et salaires.....	1 462 053	
Avantages sociaux.....	630 020		Avantages sociaux.....	220 845	
Transports et communications.....	30 659		Transports et communications.....	6 485	
Services.....	1 327 134		Services.....	231 641	
Fournitures et matériel.....	10 013		Fournitures et matériel.....	5 708	
	<u>6 572 794</u>			<u>1 926 733</u>	
<i>Bureau principal</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	1 768 133		Transports et communications.....	1 321	
Avantages sociaux.....	240 975		Services.....	722 902	
Transports et communications.....	13 676		Fournitures et matériel.....	413	
Services.....	56 646			<u>724 636</u>	
Fournitures et matériel.....	24		<i>Crédits législatifs</i>		
	<u>2 079 455</u>				
Planification et finances			Traitement versé au ministre en vertu		
Traitements et salaires.....	1 344 781		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
Avantages sociaux.....	168 199		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Transports et communications.....	9 177		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667	
Services.....	315 944			<u>65 968</u>	
Fournitures et matériel.....	3 870		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
	<u>1 841 971</u>		PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
			DU MINISTÈRE.....		
				<u><u>6 638 762</u></u>	

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4003				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	16 530 100	18 554 000	35 084 100	Politiques et planification infrastructurelles..... 34 130 777
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière....</i> 0
	16 531 100	18 554 000	35 085 100	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES..... 34 130 777
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 373 808 900	(410 248 200)	963 560 700	Programmes d'infrastructure..... 878 361 775
	1 373 808 900	(410 248 200)	963 560 700	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATION) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES..... 878 361 775
BIENS IMMOBILISÉS				
8	1 000	0	1 000	Programmes d'infrastructure..... 0
	1 000	0	1 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES..... 0

non vérifié

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Description du programme :

Le secteur des politiques et de la planification infrastructurelles (PPI) dirige l'orientation et les politiques globales à l'échelle du gouvernement visant à moderniser l'infrastructure de la province et à assurer la rentabilité de ses investissements. Cette infrastructure comprend les routes, les réseaux de transport en commun, les hôpitaux, les collèges, les écoles, les tribunaux, les établissements correctionnels et d'autres immeubles gouvernementaux.

Le secteur des PPI est responsable de la planification nécessaire à la gestion des actifs de la province, et il élabore des outils et des mécanismes de soutien visant à assurer le suivi des biens infrastructurels ainsi que des investissements prévus à l'échelle du gouvernement. Il veille à ce que soient appliquées les pratiques exemplaires pour la gestion des actifs de la province et entame des discussions sur la politique infrastructurelle avec d'autres ministères.

Le secteur des PPI gère les relations avec le gouvernement fédéral et les administrations municipales concernant les investissements dans l'infrastructure en négociant, en mettant en oeuvre et en administrant les programmes de financement visant à soutenir l'infrastructure communautaire.

En outre, pour assurer des collectivités complètes et dynamiques, le ministère supervise le Programme d'aménagement axé sur les transports en commun, est responsable du plan du gouvernement visant à accroître l'accès à la connectivité cellulaire et à la large bande à l'échelle de l'Ontario, et gère les propositions non sollicitées, c'est-à-dire qu'il reçoit et évalue les propositions en matière d'infrastructure présentées par le secteur privé.

Le secteur des PPI élabore et conçoit la politique et les programmes d'infrastructure, et en supervise la mise en oeuvre, pour veiller à ce qu'ils s'alignent sur la politique infrastructurelle globale du gouvernement. Il élabore également les règlements visant les plans de gestion des actifs pour les municipalités afin d'aider celles-ci à planifier leur infrastructure et pour étayer les décisions de la province en matière de financement.

Dans le cadre de son rôle de supervision, le secteur des PPI collabore avec Infrastructure Ontario et Waterfront Toronto pour s'assurer que leur mandat concorde avec les priorités de la province. Il élabore aussi les politiques et supervise les programmes visant le financement des infrastructures, dont les partenariats public-privé et le programme de prêts.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES – CRÉDIT 4003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Politiques et planification infrastructurelles (Poste 1)			Programmes d'infrastructure (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	12 051 464		Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	1 550 917		Revitalisation du secteur riverain de Toronto.....	155 559 800
Transports et communications.....	51 761		Infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande.....	14 795 109
Services.....	20 264 476		Infrastructure des collectivités rurales et nordiques - contribution fédérale.....	67 129 831
Fournitures et matériel.....	12 953		Infrastructure des collectivités rurales et nordiques - contribution provinciale.....	39 609 305
Paiements de transfert			Infrastructures communautaires, culturelles et récréatives (contributions provinciales).....	16 652 318
Gestion des biens.....	199 206		Infrastructures communautaires, culturelles et récréatives (contributions fédérale).....	21 957 469
		199 206	Infrastructure verte (contributions provinciales).....	10 344 651
		<u>34 130 777</u>	Infrastructure verte (contributions fédérale).....	24 160 321
<i>Politiques infrastructurelles</i>			PIIC - volet Résilience à la COVID-19 (contribution provinciale).....	6 416 590
Traitements et salaires.....	7 237 806		PIIC - volet Résilience à la COVID-19 (contribution fédérale).....	25 666 360
Avantages sociaux.....	916 089		Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées – contributions fédérales.....	9 542 223
Transports et communications.....	30 039		Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées – contributions provinciales.....	4 647 459
Services.....	19 816 460		Programmes fédéraux-provinciaux d'infrastructure – contributions provinciales.....	54 137 650
Fournitures et matériel.....	6 657		Programmes fédéraux-provinciaux d'infrastructure – contributions fédérales.....	28 902 019
Paiements de transfert			Infrastructure municipale.....	398 840 669
Gestion des biens.....	199 206			<u>878 361 775</u>
		<u>28 206 257</u>		
<i>Recherche et financement en matière d'infrastructure</i>			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Traitements et salaires.....	4 813 658		PROGRAMME DES POLITIQUES	
Avantages sociaux.....	634 828		ET DE LA PLANIFICATION	
Transports et communications.....	21 723		INFRASTRUCTURELLES.....	<u><u>878 361 775</u></u>
Services.....	448 015			
Fournitures et matériel.....	6 296			
		<u>5 924 520</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA				
PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES.....		<u><u>34 130 777</u></u>		

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
GOVERNEMENT DU CANADA		
Infrastructure.....	143 638 536	98 943 375
Autre gouvernement du Canada.....	36 009 998	41 580 141
	<u>179 648 534</u>	<u>140 523 516</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	<u>15</u>	<u>0</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiements de transfert - Recouvrements De Dépenses Des Années	4 825 091	48 867 290
Précédentes.....		
Traitements et Salaires - Recouvrements De Dépenses Des Années		
Précédentes.....	313 606	21 271
Avantages sociaux- Recouvrements De Dépenses Des Années.....		
Précédentes.....	150 946	0
Ventes et locations: Recouvrements De Dépenses Des Années		
Précédentes.....	21 750	161 144
Transports et Communications: Recouvrements De Dépenses Des		
Années Précédentes.....	<u>0</u>	<u>492</u>
	<u>5 311 393</u>	<u>49 050 197</u>
DIVERS		
Les intérêts sur les prêts.....	374 089	360 001
Intérêt - Solde bancaire.....	77 078	111 590
Pénalités d'intérêts.....	<u>124</u>	<u>0</u>
	451 290	471 591
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>185 411 232</u>	<u>190 045 304</u>

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
Infrastructures communautaires - Prêts.....	2 993 800	0
Société foncière de l'Ontario.....	173 750	636 500
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS		
ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	3 167 550	636 500

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2021–2022

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-234
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-236
POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS.....	2-240
POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF	
AUX ORGANISMES.....	2-242
SERVICES JURIDIQUES.....	2-247
SERVICES AUX TRIBUNAUX.....	2-250
SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES.....	2-253
CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES.....	2-256
PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO.....	2-258
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-238, 2-241, 2-246, 2-249, 2-252, 2-260
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET	
DE DURÉE LIMITÉE.....	2-261
ÉTAT DES RECETTES.....	2-262

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020-2021		2021-2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
251 791 774	Administration du ministère	266 802 714	261 450 697
289 198 670	Poursuites contre les criminels	316 113 000	312 084 570
	Politiques, programmes de justice et programme relatif		
602 405 119	aux organismes	579 417 000	579 387 902
86 812 633	Services juridiques	30 457 200	79 281 735
624 178 443	Services aux tribunaux	501 883 400	493 745 186
177 683 218	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	185 222 500	181 261 441
8 964 172	Crédit d'impôt pour contributions politiques	11 259 600	8 559 241
0	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	91 021 100	84 774 850
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
2 041 034 029	DU MINISTÈRE	1 982 176 514	2 000 545 623
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
7 024	Administration du ministère	6 800	6 800
1 302 900	Poursuites contre les criminels	1 490 700	1 415 972
	Politiques, programmes de justice et programme relatif		
89 200	aux organismes	110 300	102 613
199 711	Services juridiques	225 700	205 645
73 800	Services aux tribunaux	92 100	74 707
83 583	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	94 400	84 534
0	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 000	0
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)			
1 756 218	DU MINISTÈRE	2 021 000	1 890 271

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020-2021		2021-2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
42 359 551	Administration du ministère	37 304 400	31 900 505
	Politiques, programmes de justice et programme relatif		
1 831 556	aux organismes	3 129 700	0
51 136 680	Services aux tribunaux	67 925 600	67 364 267
0	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 000	2 903 524
95 327 787	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	108 360 700	102 168 296
BIENS IMMOBILISÉS			
15 204 681	Administration du ministère	13 611 900	9 579 606
	Politiques, programmes de justice et programme relatif		
1 802 574	aux organismes	1 000	0
191 892 799	Services aux tribunaux	203 231 300	186 022 624
0	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	60 000	0
0	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	6 220 300	2 476 997
208 900 054	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	223 124 500	198 079 227

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	199 881 000	66 857 700	266 738 700	Administration du ministère..... 261 385 446
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
				Traitement versé à l'adjoint
L	16 173	0	16 173	parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le</i> <i>Conseil exécutif</i> 15 950
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	199 945 014	66 857 700	266 802 714	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 261 450 697
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Paieement anticipé des
5	1 000	5 800	6 800	cotisations au Barreau..... 6 800
10	1 000	(1 000)	0	Débiteurs..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	2 000	4 800	6 800	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 6 800
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	50 966 600	(15 305 800)	35 660 800	Renouvellement des installations..... 30 023 182
				Amortissement - <i>Loi sur</i>
L	1 643 600	0	1 643 600	<i>l'administration financière</i> 1 877 323
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	52 610 200	(15 305 800)	37 304 400	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 31 900 505

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
301				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
7	32 309 800	(18 697 900)	13 611 900	Projet de modernisation..... 9 579 606
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 9 579 606
	32 309 800	(18 697 900)	13 611 900	

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère inclut le Bureau du procureur général, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-procureur général et la Direction des communications.

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère. La Division de la gestion des services ministériels (DGSM) offre son appui et ses conseils stratégiques dans les domaines suivants : planification des activités et des finances, ressources humaines, diversité, inclusion et accessibilité, gestion des urgences, gestions des projets, données et analytique, gestion des installations et surveillance du portefeuille d'immobilisations, de locaux et de baux du ministère. La DGSM fournit aussi au secteur de la justice des services communs, notamment en matière de soutien à la sécurité, d'accès à l'information et de services en français.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	24 562 390		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	3 224 225		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
Transports et communications.....	358 084		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Services.....	232 803 391		vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	15 950	
Fournitures et matériel.....	202 356			<u>65 251</u>	
Paiements de transfert					
Projets liés à l'innovation.....	325 000		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
	<u>261 475 446</u>		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	<u><u>261 450 697</u></u>	
Moins : Recouvrements.....	90 000				
	<u>261 385 446</u>				
			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Bureau principal			Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 5)		
Traitements et salaires.....	3 480 772		Dépôts et charges payées d'avance.....	6 800	
Avantages sociaux.....	340 052			<u>6 800</u>	
Transports et communications.....	18 928				
Services.....	155 551		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Fournitures et matériel.....	<u>3 272</u>		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	<u><u>6 800</u></u>	
	<u>3 998 575</u>				
			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services de communication			Renouvellement des installations (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	2 765 454		Autres opérations		
Avantages sociaux.....	380 367		Investissements dans les immobilisations –		
Transports et communications.....	24 230		renouvellement des actifs.....	6 324 881	
Services.....	214 014		Investissements dans les		
Fournitures et matériel.....	<u>372</u>		immobilisations – charges		
	<u>3 384 437</u>		de renouvellement.....	<u>23 698 301</u>	
				<u>30 023 182</u>	
Locaux - Frais de location			Crédits législatifs		
Transports et communications.....	33 428		Autres opérations		
Services.....	<u>222 165 344</u>		Amortissement -		
	<u>222 198 772</u>		<i>Loi sur l'administration financière</i>	1 877 323	
				<u>1 877 323</u>	
Services ministériels			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Traitements et salaires.....	18 316 164		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	<u><u>31 900 505</u></u>	
Avantages sociaux.....	2 503 806				
Transports et communications.....	281 499				
Services.....	10 268 482				
Fournitures et matériel.....	198 712				
Paiements de transfert					
Projets liés à l'innovation.....	325 000				
	<u>31 893 662</u>				
Moins : Recouvrements.....	90 000				
	<u>31 803 662</u>				

non vérifié

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	
BIENS IMMOBILISÉS		
Projet de modernisation (Poste 7)		
Matériel de technologie de l'information.....	9 579 606	
	<u>9 579 606</u>	
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	<u>9 579 606</u>	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
PROGRAMME DE POURSUITES				
CONTRE LES CRIMINELS				
302				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2	297 005 300	19 106 700	316 112 000	Droit criminel..... 311 740 376
				Paielements effectués en vertu de la
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière....</i> 344 194
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE POURSUITES
	297 006 300	19 106 700	316 113 000	CONTRE LES CRIMINELS..... 312 084 570
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Paielement anticipé des cotisations
7	1 000	1 489 700	1 490 700	au Barreau..... 1 415 972
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE POURSUITES
	1 000	1 489 700	1 490 700	CONTRE LES CRIMINELS..... 1 415 972

Description du programme:

Ce programme est responsable des poursuites relatives à toutes les infractions criminelles en vertu du Code criminel et d'autres lois fédérales et provinciales de manière à inspirer la confiance du public et à faire respecter la primauté du droit. Ce programme assure également la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans toutes les affaires criminelles, y compris les poursuites dans les affaires criminelles devant tous les types de tribunaux de la province, la représentation de la Couronne en appel et la prestation de conseils juridiques au procureur général et au procureur général adjoint dans toutes les affaires relevant du droit criminel ainsi qu'aux services de police sur demande.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS – CRÉDIT 302

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Droit criminel (Poste 2)			Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 7)	
Traitments et salaires.....		253 702 665	Services.....	1 415 972
Avantages sociaux.....		27 815 842		<u>1 415 972</u>
Transports et communications.....		2 371 788		
Services.....		17 925 759		
Fournitures et matériel.....		2 269 588		
Paiements de transfert				
Programme de sécurité en				
matière de mise en liberté				
sous caution.....	1 332 639			
Centres de justice - partenariats				
communautaires.....	1 014 317			
Programmes de				
responsabilisation directe.....	3 544 757			
Indemnisation des victimes				
à partir de la confiscation				
des actifs criminels.....	1 763 021			
		<u>7 654 734</u>		
		<u>311 740 376</u>		
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Paiements effectués en vertu de la				
<i>Loi sur l'administration financière</i>		344 194		
		<u>344 194</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE POURSUITES				
CONTRE LES CRIMINELS.....		<u><u>312 084 570</u></u>		
			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
			PROGRAMME DE POURSUITES	
			CONTRE LES CRIMINELS.....	<u><u>1 415 972</u></u>

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
303				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES
2	326 864 300	61 479 300	388 343 600	Aide juridique Ontario..... 388 343 600
				Relations avec les organismes et les
4	164 790 300	(21 377 500)	143 412 800	tribunaux..... 143 376 998
8	6 482 400	258 400	6 740 800	Politiques..... 6 624 113
13	38 968 100	1 949 700	40 917 800	Justice pour les Autochtones..... 40 549 242
				Créances irrécouvrable, <i>Loi sur</i>
L	1 000	0	1 000	<i>l'administration financière</i> 16 598
				Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur</i>
L	1 000	0	1 000	<i>les services policiers</i> 477 352
	<u>537 107 100</u>	<u>42 309 900</u>	<u>579 417 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES..... 579 387 902
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Paiement anticipé des
12	3 000	107 300	110 300	cotisations au Barreau..... 102 613
	<u>3 000</u>	<u>107 300</u>	<u>110 300</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES..... 102 613

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
303				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES
5	1 000	(1 000)	0	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes... 0
				Amortissement – <i>Loi sur l'administration</i>
L	3 129 700	0	3 129 700	<i>financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES..... 0
	<u>3 130 700</u>	<u>(1 000)</u>	<u>3 129 700</u>	
BIENS IMMOBILISÉS				
				Politiques, programmes de justice et
6	7 863 000	(7 862 000)	1 000	programme relatif aux organismes... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES..... 0
	<u>7 863 000</u>	<u>(7 862 000)</u>	<u>1 000</u>	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Description du programme :

Ce programme inclut la Division des politiques et la Division de la justice pour les Autochtones.

La Division des politiques est responsable de l'élaboration de lois, de règlements et de politiques en réponse à des questions diverses dans des domaines comme le droit civil, le droit de la famille, les droits de la personne, le droit administratif et le droit commercial, ainsi que de la réglementation des secteurs des alcools, du jeu, des courses de chevaux et de la vente au détail de cannabis. La Division est également responsable de la surveillance des politiques et de l'établissement de partenariats liés aux organismes réglementaires et opérationnels, aux tribunaux décisionnels et aux programmes du ministère, notamment Tribunaux décisionnels Ontario, Tribunaux de l'aménagement du territoire Ontario, Aide juridique Ontario, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, l'Unité des enquêtes spéciales, le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police, le Conseil des experts-comptables et le Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution.

La Division des politiques dirige également l'élaboration et la mise en œuvre de la politique et du cadre ontariens applicable à la réglementation du cannabis récréatif. Par ailleurs, elle administre les nominations ministérielles à l'ensemble des organismes et des tribunaux décisionnels et gère les nominations juridiques, en assurant la prestation directe de services aux candidats aux fonctions de notaires non juristes et de commissaires. La Division fournit également du soutien administratif et autre à deux comités sur les nominations à la magistrature, qui recommandent au procureur général des nominations pour les juges et juges de paix en Ontario.

La Division de la justice pour les Autochtones se consacre au règlement des questions dans ce domaine, en se concentrant sur la réduction des taux de récidive et sur la surreprésentation des Autochtones, en tant que victimes, accusés et contrevenants, dans le système de justice. La Division est déterminée à tisser des liens solides, constructifs et respectueux avec les collectivités autochtones en Ontario afin de renforcer la compréhension du système de justice et la confiance envers ce système. À l'heure actuelle, la Division travaille notamment à la supervision des programmes de justice pour les Autochtones, à l'animation de formations en compétence culturelle autochtone, à la réforme législative, à l'élaboration de politiques et aux enquêtes de coroners. La Division fournit également au procureur général et au sous-procureur général des conseils stratégiques sur des questions relatives à la justice pour les Autochtones. Elle collabore étroitement avec d'autres divisions du ministère du Procureur général, d'autres ministères ontariens comme ceux du Solliciteur général et des Affaires autochtones, la Police provinciale de l'Ontario et les services de police des Premières Nations dans la province, et soutient ou alimente leur travail. De plus, la Division soutient le Groupe consultatif de la justice pour les Autochtones et le Conseil des aînés, ces instances offrant des conseils spécialisés essentiels au procureur général et à d'autres ministères sur demande.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES
– CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Aide juridique Ontario (Poste 2)			Commission ontarienne des droits de la personne		
Paiements de transfert			Traitments et salaires.....	4 013 914	
Aide juridique Ontario.....	388 343 600		Avantages sociaux.....	544 861	
		388 343 600	Transports et communications.....	84 046	
			Services.....	596 269	
Relations avec les organismes et les tribunaux (Poste 4)			Fournitures et matériel.....	15 242	
Traitments et salaires.....	81 978 961				5 254 331
Avantages sociaux.....	11 575 110		Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne		
Transports et communications.....	1 875 686		Paiements de transfert		
Services.....	27 478 100		Centre d'assistance juridique en		
Fournitures et matériel.....	630 347		matière de droits de la personne	5 336 200	
Paiements de transfert					5 336 200
Indemnisation des victimes			Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police		
d'actes criminels.....	2 442 727		Traitments et salaires.....	5 231 351	
Vérification et supervision			Avantages sociaux.....	690 364	
des libérations sous caution.....	12 479 040		Transports et communications.....	29 911	
Centre d'assistance juridique en			Services.....	392 972	
matière de droits de la personne.	5 336 200		Fournitures et matériel.....	16 178	
		20 257 967			6 360 775
		143 796 171	Unité des enquêtes spéciales		
Moins : Recouvrements.....	419 173		Traitments et salaires.....	7 487 118	
		143 376 998	Avantages sociaux.....	917 675	
Relations avec les organismes et gestion des programmes			Transports et communications.....	292 033	
Traitments et salaires.....	3 240 236		Services.....	924 803	
Avantages sociaux.....	489 917		Fournitures et matériel.....	118 375	
Transports et communications.....	22 030				9 740 004
Services.....	862 473		Tribunaux décisionnels Ontario		
Fournitures et matériel.....	3 627		Traitments et salaires.....	53 238 000	
	4 618 284		Avantages sociaux.....	7 754 425	
Moins : Recouvrements.....	180 000		Transports et communications.....	1 358 933	
		4 438 284	Services.....	23 222 007	
Vérification et supervision des libérations sous caution			Fournitures et matériel.....	379 173	
Transports et communications.....	5 562		Paiements de transfert		
Services.....	110		Indemnisation des victimes		
Paiements de transfert			d'actes criminels	2 442 727	
Vérification et supervision des libérés	12 479 040			88 395 266	
		12 484 712	Moins : Recouvrements.....	239 173	
					88 156 093

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES
– CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
Tribunaux de l'aménagement du territoire Ontario			Crédits législatifs		
Traitments et salaires.....	8 768 343		Autres opérations		
Avantages sociaux.....	1 177 868		Créances irrécouvrables,		
Transports et communications.....	83 170		<i>Loi sur l'administration financière</i>		16 598
Services.....	1 479 466		Audiences tenues en vertu de la		
Fournitures et matériel.....	97 752		<i>Loi sur les services policiers</i>		477 352
		11 606 599			493 950
Politiques (Poste 8)			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitments et salaires.....	5 586 472		PROGRAMME DES POLITIQUES		
Avantages sociaux.....	595 542		PROGRAMMES DE JUSTICE ET		
Transports et communications.....	27 777		PROGRAMME RELATIF AUX		
Services.....	398 115		ORGANISMES		579 387 902
Fournitures et matériel.....	16 207				
		6 624 113	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Politiques			Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 12)		
Traitments et salaires.....	5 586 472		Dépôts et charges payées d'avance.....		102 613
Avantages sociaux.....	595 542				102 613
Transports et communications.....	27 777		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Services.....	398 115		PROGRAMME DES POLITIQUES		
Fournitures et matériel.....	16 207		PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME		
		6 624 113	RELATIF AUX ORGANISMES		102 613
Division de la justice pour les Autochtones (Poste 13)					
Traitments et salaires.....	3 344 003				
Avantages sociaux.....	352 507				
Transports et communications.....	132 371				
Services.....	267 698				
Fournitures et matériel.....	16 530				
Paiements de transfert					
Programme d'assistance					
parajudiciaire aux Autochtones					
de l'Ontario.....	4 393 056				
Projets de la justice applicable					
aux Autochtones.....	19 604 143				
Services aux victimes autochtones	12 328 934				
Liste des jurés.....	110 000				
		36 436 133			
		40 549 242			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
304				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES
2	21 402 800	3 932 200	25 335 000	Droit civil..... 25 285 990
3	5 310 800	(190 600)	5 120 200	Services des conseillers législatifs..... 4 626 004
L	2 000	0	2 000	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i> 49 369 741
	<u>26 715 600</u>	<u>3 741 600</u>	<u>30 457 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES..... 79 281 735
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	1 000	224 700	225 700	Paiement anticipé des cotisations au Barreau..... 205 645
	<u>1 000</u>	<u>224 700</u>	<u>225 700</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES..... 205 645
BIENS IMMOBILISÉS				
5	3 320 000	(3 320 000)	0	Services juridiques..... 0
	<u>3 320 000</u>	<u>(3 320 000)</u>	<u>0</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				– PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES..... 0

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Description du programme:

Ce programme comprend la Division du droit civil et le Bureau des conseillers législatifs.

La Division du droit civil procure au procureur général, au sous-procureur général, à tous les ministères et à de nombreux organismes de la fonction publique de l'Ontario des services juridiques dans toutes les affaires de droit civil. La Division appuie le procureur général dans ses fonctions de premier conseiller juridique de la Couronne, notamment le déroulement des litiges pour et contre la Couronne, en veillant à ce que la primauté du droit soit respectée et à ce que les décisions du Conseil des ministres soient valides des points de vue juridique et constitutionnel, et en fournissant des conseils sur les questions de droit liées aux activités et priorités du gouvernement.

Ce programme comprend le travail du Bureau des conseillers législatifs, qui est chargé des services de rédaction législative en français et en anglais. Cela comprend la préparation des projets de loi pour le gouvernement et les députés à l'Assemblée législative et la rédaction des règlements. Le Bureau fournit également des conseils juridiques et des services de révision et de publication connexes, notamment l'apport du contenu pour le site Web Lois-en-ligne.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Droit civil (Poste 2)			Services des conseillers législatifs (Poste 3)		
Traitments et salaires.....	143 474 062		Traitments et salaires.....	6 027 046	
Avantages sociaux.....	15 189 436		Avantages sociaux.....	669 225	
Transports et communications.....	154 106		Transports et communications.....	29 456	
Services.....	11 704 458		Services.....	251 945	
Fournitures et matériel.....	656 968		Fournitures et matériel.....	13 265	
	171 179 030			6 990 937	
Moins : Recouvrements.....	145 893 040		Moins : Recouvrements.....	2 364 933	
	25 285 990			4 626 004	
Directions centrales			Crédits législatifs		
Traitments et salaires.....	31 869 528		Autres opérations		
Avantages sociaux.....	3 891 662		Loi sur les actions contre la Couronne.....	49 369 741	
Transports et communications.....	154 106			49 369 741	
Services.....	11 704 458				
Fournitures et matériel.....	656 969				
	48 276 723				
Moins : Recouvrements.....	23 675 864				
	24 600 859				
Directions des services juridiques détachés□			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitments et salaires.....	111 604 533		PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES.....		
Avantages sociaux.....	11 297 774			79 281 735	
	122 902 307				
Moins : Recouvrements.....	122 217 176				
	685 131				
			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
			Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 6)		
			Dépôts et charges payées d'avance.....	205 645	
				205 645	
			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES.....		
				205 645	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
305				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX
1	245 458 200	43 376 500	288 834 700	Administration de la justice..... 282 210 958
2	201 410 500	6 338 200	207 748 700	Services judiciaires..... 204 722 724
				Créances irrécouvrable, <i>Loi sur</i>
L	5 300 000	0	5 300 000	<i>l'administration financière</i> 6 811 504
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SERVICES
	452 168 700	49 714 700	501 883 400	AUX TRIBUNAUX..... 493 745 186
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Paielement anticipé des
6	1 000	91 100	92 100	cotisations au Barreau..... 74 707
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SERVICES
	1 000	91 100	92 100	AUX TRIBUNAUX..... 74 707
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	39 839 400	26 987 000	66 826 400	Construction de tribunaux..... 66 825 691
4	1 000	(1 000)	0	Services aux tribunaux..... 0
				Amortissement – <i>Loi sur</i>
L	1 099 200	0	1 099 200	<i>l'administration financière</i> 538 576
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
	40 939 600	26 986 000	67 925 600	AUX TRIBUNAUX..... 67 364 267

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
305				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES SERVICES AUX
				TRIBUNAUX
5	234 473 500	(31 242 200)	203 231 300	Services aux tribunaux..... 186 022 624
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
	234 473 500	(31 242 200)	203 231 300	AUX TRIBUNAUX..... 186 022 624

Description du programme :

Ce programme est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services se composent de trois volets principaux : Administration des tribunaux; Services judiciaires; Construction de tribunaux. Les volets Administration des tribunaux et Services judiciaires apportent un soutien judiciaire, dans les salles d'audience et pour l'administration des tribunaux, et sont divisés en trois secteurs de programme clés : services à la clientèle et aux tribunaux, services de soutien du programme et services judiciaires. Le volet Construction de tribunaux, qui est exécuté par la Division de la gestion des services ministériels (Direction de la gestion des installations), gère le financement de l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure de tribunaux existants afin de soutenir un système de justice moderne, sûr et accessible.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX – CRÉDIT 305

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Administration de la justice (Poste 1)			Construction de tribunaux (Poste 3)	
Traitments et salaires.....	176 648 065		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	32 155 106		Projets d'infrastructure de grande	
Transports et communications.....	13 481 406		envergure- paiements.....	66 825 691
Services.....	53 589 653			<u>66 825 691</u>
Fournitures et matériel.....	4 985 408			
Paiements de transfert			Crédits législatifs	
Loi fédérale sur les contraventions -			Autres opérations	
soutien aux services en français.....	1 351 320		Amortissement –	538 576
	<u>282 210 958</u>		Loi sur l'administration financière.....	<u>538 576</u>
Services judiciaires (Poste 2)			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Traitments et salaires.....	170 118 817		PROGRAMME DES SERVICES	
Avantages sociaux.....	13 424 773		AUX TRIBUNAUX.....	<u>67 364 267</u>
Transports et communications.....	724 524			
Services.....	19 445 496			
Fournitures et matériel.....	598 963		BIENS IMMOBILISÉS	
Paiements de transfert			Services aux tribunaux (Poste 5)	
Subventions - Institut national de la			Immeubles - partenariats publics-privés.....	185 604 229
magistrature/Conférence des juges.....	410 151		Machines et équipement - coûts relatifs aux	
	<u>204 722 724</u>		biens immobilisés.....	117 405
			Matériel de technologie de l'information.....	300,990
Crédits législatifs				<u>186,022,624</u>
Autres opérations				
Créances irrécouvrables			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
Loi sur l'administration financière.....	6 811 504		PROGRAMME DES SERVICES	
	<u>6 811 504</u>		AUX TRIBUNAUX.....	<u>186 022 624</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DES SERVICES				
AUX TRIBUNAUX.....	<u>493 745 186</u>			
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 6)				
Dépôts et charges payées d'avance.....	74 707			
	<u>74 707</u>			
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DES SERVICES				
AUX TRIBUNAUX.....	<u>74 707</u>			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
306				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	86 183 600	(5 473 900)	80 709 700	Services aux victimes..... 79 350 777
				Programme d'aide aux victimes
2	21 534 400	2 097 600	23 632 000	et aux témoins..... 22 247 850
6	98 384 200	(17 503 400)	80 880 800	Personnes vulnérables..... 79 662 814
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES
				SERVICES AUX VICTIMES ET AUX
				PERSONNES VULNÉRABLES..... 181 261 441
	206 102 200	(20 879 700)	185 222 500	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
7	1 000	93 400	94 400	Paiement anticipé des
				cotisations au Barreau..... 84 534
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SERVICES AUX
				VICTIMES ET AUX PERSONNES
				VULNERABLES..... 84 534
	1 000	93 400	94 400	
BIENS IMMOBILISÉS				
8	8 400 000	(8 340 000)	60 000	Projet de modernisation..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				PROGRAMME DES SERVICES AUX
				VICTIMES ET AUX PERSONNES
				VULNERABLES..... 0
	8 400 000	(8 340 000)	60 000	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Description du programme:

Ce programme offre des services essentiels aux victimes d'actes criminels et à leurs familles, aux enfants et aux personnes vulnérables. Les victimes d'actes criminels et les membres de leurs familles sont soutenus par la direction des Services aux victims – Ontario, qui propose un vaste éventail de services de soutien, directement ou par l'intermédiaire d'organismes communautaires financés par le ministère. Les adultes mentalement incapables reçoivent des services de tutelle à la personne et aux biens du Bureau du Tuteur et curateur public, et le Bureau de l'avocat des enfants protège les droits d'ordre personnel et patrimonial des enfants devant les cours et les tribunaux. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels, un organisme consultatif établi en vertu de la loi, relève également de ce programme.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES – CRÉDIT 306

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Services aux victimes (Poste 1)			Personnes vulnérables (Poste 6)		
Traitments et salaires.....	7 043 911		Traitments et salaires.....	45 479 703	
Avantages sociaux.....	1 024 527		Avantages sociaux.....	6 565 542	
Transports et communications.....	79 257		Transports et communications.....	890 683	
Services.....	7 274 831		Services.....	26 609 584	
Fournitures et matériel.....	16 248		Fournitures et matériel.....	216 836	
Paiements de transfert				79 762 348	
Tribunaux de traitement de			Moins : Recouvrements.....	99 534	
la toxicomanie.....	1 000 000			79 662 814	
Subventions pour les			Avocat des enfants		
Programmes d'intervention			Traitments et salaires.....	8 983 653	
auprès des partenaires			Avantages sociaux.....	1 005 172	
violents.....	10 078 989		Transports et communications....	173 330	
Projets spéciaux d'aide			Services.....	22 363 593	
aux victimes.....	4 166 450		Fournitures et matériel.....	41 800	
Subventions pour les				32 567 548	
initiatives de lutte contre			Moins : Recouvrements.....	99 534	
l'agression sexuelle.....	15 001 787			32 468 014	
Indemnisation des victimes			Tuteur et curateur public/Comptable de la		
d'actes criminels.....	839		Cour de l'Ontario (Division générale)		
Programme d'aide aux			Traitments et salaires.....	36 496 050	
enfants victimes.....	1 590 000		Avantages sociaux.....	5 560 370	
Services spécialisés.....	600 000		Transports et communications....	717 353	
Programme d'aide			Services.....	4 245 991	
immédiate aux victimes.....	21 574 713		Fournitures et matériel.....	175 036	
Visites surveillées.....	7 878 167			47 194 800	
Recours civils à l'égard d'activités illicites			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
<i>Loi sur les recours civils</i>			PROGRAMME DES SERVICES		
<i>Subventions.....</i>	1 597 963		AUX VICTIMES ET AUX		
Recours civils à l'égard d'activités			PERSONNES VULNÉRABLES.....		
illicites - <i>Loi sur les recours civils</i>				181 261 441	
- <i>Indemnisation des victimes.....</i>	423 095		ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
	63 912 003		Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 7)		
	79 350 777		Dépôts et charges payées d'avance.....	84 534	
				84 534	
Programme d'aide aux victimes et aux témoins (Poste 2)			TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitments et salaires.....	17 764 434		PROGRAMME DES SERVICES		
Avantages sociaux.....	3 244 585		AUX VICTIMES ET AUX		
Transports et communications.....	391 488		PERSONNES VULNÉRABLES.....		
Services.....	761 927			84 534	
Fournitures et matériel.....	85 416				
	22 247 850				

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
307				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES
1	13 641 900	(2 382 300)	11 259 600	Crédit d'impôt pour contributions politiques..... 8 559 241
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES..... 8 559 241
	<u>13 641 900</u>	<u>(2 382 300)</u>	<u>11 259 600</u>	

Description du programme:

Le crédit d'impôt pour contributions politiques est un crédit pour les contributions versées à un parti de l'Ontario, à une association de circonscription ou à un candidat inscrit en vertu de la Loi sur le financement des élections de l'Ontario.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES – CRÉDIT 307

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédit d'impôt pour contributions politiques (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Crédit d'impôt pour contributions politiques.....	8 559 241	
	<u>8 559 241</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES.....	<u>8 559 241</u>	

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
308				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO
				Commission des alcools et des
1	1 000	91 020 100	91 021 100	jeux de l'Ontario..... 84 767 837
				Créances irrécouvrable, Loi sur
L	0	0	0	l'administration financière..... 7 013
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE LA COMMISSION
				DES ALCOOLS ET DES JEUX
	1 000	91 020 100	91 021 100	DE L'ONTARIO..... 84 774 850
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Commission des alcools et des
3	1 000	0	1 000	jeux de l'Ontario..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE LA COMMISSION
				DES ALCOOLS ET DES JEUX
	1 000	0	1 000	DE L'ONTARIO..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Commission des alcools et des
2	1 000	0	1 000	jeux de l'Ontario..... 0
				Amortissement -
L	0	0	0	Loi sur l'administration financière..... 2 903 524
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE LA COMMISSION
				DES ALCOOLS ET DES JEUX
	1 000	0	1 000	DE L'ONTARIO..... 2 903 524

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO - CRÉDIT 308

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (Poste 1)		Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (Poste 4)	
Traitments et salaires.....	70 695 915	Matériel de technologie de l'information.....	2 476 997
Avantages sociaux.....	21 679 049		<u>2 476 997</u>
Transports et communications.....	965 002		
Services.....	18 038 689	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
Fournitures et matériel.....	<u>812 208</u>	PROGRAMME DE LA COMMISSION DES	
	112 190 863	ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO.....	<u>2 476 997</u>
Moins : Recouvrements.....	<u>27 423 026</u>		
	<u>84 767 837</u>		
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables,			
Loi sur l'administration financière.....	<u>7 013</u>		
	<u>7 013</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DE LA COMMISSION DES			
ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO.....	<u>84 774 850</u>		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement -			
Loi sur l'administration financière.....	<u>2 903 524</u>		
	<u>2 903 524</u>		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			
PROGRAMME DE LA COMMISSION DES			
ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO.....	<u>2 903 524</u>		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	CRÉDIT et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021–2022
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Projets liés à l'innovation	030101	Oui	Oui	325 000
Programmes de responsabilisation directe	030202	Non	Oui	3 544 757
Programme de sécurité en matière de mise en liberté sous caution	030202	Non	Oui	1 332 639
Centres de justice - Partenariats communautaires	030202	Non	Oui	1 014 317
Vérification et supervision des libérations sous caution	030402	Oui	Oui	12 479 040
Projets de la justice applicable aux Autochtones	030313	Oui	Oui	19 604 143
Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones de l'Ontario	030313	Oui	Oui	4 393 056
Services aux victimes autochtones	030313	Oui	Oui	12 328 934
Liste des jurés	030313	Non	Oui	110 000
Loi fédérale sur les contraventions - Soutien aux services en français	030501	Non	Oui	1 351 320
Programme d'aide aux enfants victimes et témoins (AEVT)	030601	Non	Oui	1 590 000
Tribunaux de traitement de la toxicomanie	030601	Oui	Oui	1 000 000
Intervention auprès des partenaires violents (IPV)	030601	Oui	Oui	10 078 989
Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS)	030601	Non	Oui	15 001 787
Aide immédiate aux victimes - Ontario	030601	Non	Oui	21 574 713
TOTAL				105 728 694

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Aide juridique – Criminel.....	93 279 487	86 188 478
Bandes criminalisées et armes à feu.....	9 179 462	6 389 540
Gouvernement du Canada – Fonds de soutien des familles.....	4 526 972	4 115 429
<i>Loi sur les contraventions fédérale</i>	2 123 573	1 351 320
Financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie.....	1 100 000	1 550 000
Travailleurs judiciaires autochtones.....	0	1 901 976
Langue française.....	0	200 014
Autres.....	1 371 900	1 976 500
	<u>111 581 394</u>	<u>103 673 257</u>
 REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Tuteur et curateur public de l'Ontario.....	27 201 000	26 492 520
Service d'aide relative aux indemnités d'accident automobile.....	14 476 329	14 365 229
Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la Loi sur les infractions provinciales.....	11 904 774	7 925 327
Avocat des enfants.....	86 976	58 443
Autres.....	6 485 989	2 610
	<u>60 155 068</u>	<u>48 844 128</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais judiciaires.....	76 291 707	71 294 855
Droits liés à la Commission de la location immobilière.....	10 792 724	8 221 689
Jeux – Droits d'inscription.....	3 045 034	4 006 027
Cannabis.....	7 207 541	3 645 906
Procédure/Recherche/Shérifs.....	5 486 673	3 093 959
Permis de vente d'alcool.....	3 223 813	3 300 242
Jeux – Licences des loterie.....	3 123 904	1 817 239
Droits du Tribunal d'appel en matière de permis.....	1 722 252	1 730 464
Autorisations relatives à l'alcool – épiceries.....	1 037 444	1 718 905
Droits liés à la Commission de révision de l'évaluation foncière.....	679 168	943 873
Droits de cession de permis.....	1 148 955	803 505
Droits du Tribunal d'appel en matière de permis.....	996 599	616 148
Permis – Brasseurs provinciaux.....	419 213	471 319
Permis pour occasions spéciales.....	1 510 890	(118 385)

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
Permis – Vineries ontariennes.....	196 381	236 807
Permis – Fabricants de spiritueux.....	126 525	120 750
Droits d'enregistrement – Agents/Représentants.....	14 272	14 121
Frais pour chèques refusés.....	5 898	11 515
Autres.....	5 384	5 348
	<u>117 034 377</u>	<u>101 934 288</u>
 AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration.....	38 623 194	25 147 960
Cautionnement certifié confisqué/Cautionnement non réglé/Restitution.....	325 441	283 975
Amendes – Paiements en trop.....	1 432	3 475
	<u>38 950 067</u>	<u>25 435 409</u>
 VENTES ET LOCATIONS.....	<u>155 761</u>	<u>102 701</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>4 319 270</u>	<u>8 699 152</u>
 DIVERS		
Suramendes compensatoires non spécifiées.....	2 028 202	216 117 697
Fonds d'aide aux victimes.....	43 125 200	51 192 900
Confiscations – Produits de la criminalité.....	0	3 970 898
CRIA – Loi sur les recours civils.....	3 628 110	3 274 733
Tuteur et curateur public de l'Ontario – biens en déshérence.....	1 106 565	2 849 599
Division du droit civil – Règlements.....	1 008 714	1 422 337
Autres.....	2 161 070	1 184 890
	<u>53 057 861</u>	<u>280 013 054</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>385 253 798</u>	<u>568 701 989</u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

EXERCICE 2021–2022

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-266
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-268
GESTION DES RICHESSES NATURELLES.....	2-270
PROTECTION DU PUBLIC.....	2-275
INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	
GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....	2-278
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-269, 2-273, 2-274, 2-277
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-280
ÉTAT DES RECETTES.....	2-281

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
38 788 502	Administration du ministère	36 666 814	35 383 488
269 470 832	Gestion des richesses naturelles	343 121 600	343 258 362
147 615 860	Protection du public	278 064 400	276 276 237
	Information et technologie de l'information –		
28 977 269	Groupement pour les terres et les ressources	32 737 900	32 237 853
484 852 463	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	690 590 714	687 155 940
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Gestion des richesses naturelles	3 499 300	2 003 961
53 950	Protection du public	53 500	46 500
53 950	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	3 552 800	2 050 461
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
30 332 744	Gestion des richesses naturelles	238 896 000	237 610 934
4 679 846	Protection du public	12 002 800	9 258 860
35 012 590	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	250 898 800	246 869 794

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
227 758 388	Gestion des richesses naturelles	24 877 100	23 003 194
12 010 012	Protection du public	12 867 100	5 372 149
239 768 400	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	37 744 200	28 375 343

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	38 388 500	(1 786 700)	36 601 800	Administration du ministère..... 35 362 480
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				Traitement versé au ministre en vertu de
L	47 841	0	47 841	<i>la Loi sur le Conseil exécutif</i> 10 545
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la
L	16 173	0	16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 10 463
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME
	38 453 514	(1 786 700)	36 666 814	D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 35 383 488
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	(1 000)	0	Débiteurs..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME
	1 000	(1 000)	0	D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0

Description du programme:

Le programme d'administration offre aux secteurs d'activités son leadership en matière de gestion stratégique ainsi que des conseils, des avis juridiques, des services de communications et des services administratifs.

Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification opérationnelle, la gestion financière, le contrôle financier et la gestion des ressources humaines.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	16 055 705		Traitements et salaires.....	2 951 148	
Avantages sociaux.....	5 501 875		Avantages sociaux.....	519 307	
Transports et communications.....	150 767		Transports et communications.....	22 700	
Services.....	14 030 901		Services.....	646 200	
Fournitures et matériel.....	63 427		Fournitures et matériel.....	11 543	
Paiements de transfert					4 150 898
Programmes d'emploi des jeunes	151 574				
		151 574			
		35 954 249	Services juridiques		
Moins : Recouvrements.....		591 769	Transports et communications.....	22 161	
		35 362 480	Services.....	8 075 487	
			Fournitures et matériel.....	15 143	
					8 112 791
Bureau principal			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	4 594 191		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	628 596		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
Transports et communications.....	67 458				10 545
Services.....	4 214 192		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Fournitures et matériel.....	16 854		<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i>		
		9 521 291			10 463
					21 008
Finances et administration			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	3 675 977		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Avantages sociaux.....	662 182				35 383 488
Transports et communications.....	21 518				
Services.....	763 724				
Fournitures et matériel.....	12 003				
		5 135 404			
Ressources humaines					
Traitements et salaires.....	4 834 389				
Avantages sociaux.....	3 691 790				
Transports et communications.....	16 930				
Services.....	331 298				
Fournitures et matériel.....	7 884				
Paiements de transfert					
Programmes d'emploi des jeunes	151 574				
		9 033 865			
Moins : Recouvrements.....		591 769			
		8 442 096			

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES
1	282 766 900	55 262 700	338 029 600	Gestion durable des ressources..... 332 582 672
				Créances irrécouvrables,
L	5 091 000	0	5 091 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 10 675 690
				Fonds de reboisement, <i>Loi de 1994 sur la</i>
L	1 000	0	1 000	<i>durabilité des forêts de la Couronne</i> ... 0
	<u>287 858 900</u>	<u>55 262 700</u>	<u>343 121 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE GESTION
				DES RICHESSES NATURELLES..... 343 258 362
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Gestion des richesses naturelles
5	4 394 200	(894 900)	3 499 300	– actif de fonctionnement..... 2 003 961
	<u>4 394 200</u>	<u>(894 900)</u>	<u>3 499 300</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE GESTION
				DES RICHESSES NATURELLES..... 2 003 961
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Infrastructure pour la gestion
3	27 461 900	202 137 100	229 599 000	des richesses naturelles..... 227 275 438
6	1 000	(1 000)	0	Assainissement de l'environnement..... 0
				Amortissement,
S	9 297 000	0	9 297 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 10 335 496
	<u>36 759 900</u>	<u>202 136 100</u>	<u>238 896 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE GESTION
				DES RICHESSES NATURELLES..... 237 610 934

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES
				Infrastructure pour la gestion des richesses
4	37 947 100	(13 070 000)	24 877 100	naturelles – biens immobilisés..... 23 003 194
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE GESTION
	37 947 100	(13 070 000)	24 877 100	DES RICHESSES NATURELLES..... 23 003 194

Description du programme:

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, des terres de la Couronne, de l'eau, de l'énergie renouvelable et des ressources en agrégats et en pétrole de l'Ontario par l'élaboration, la mise en œuvre et l'amélioration des lois, politiques, programmes, systèmes d'information et normes.

Le Programme s'attache à veiller à la vigueur et la viabilité de l'industrie forestière en Ontario et à favoriser un environnement d'affaires compétitif en faisant la promotion des emplois et des investissements dans le secteur forestier.

Le Programme dirige et supervise également la gestion des ressources fauniques et halieutiques de l'Ontario afin de promouvoir un environnement sain et durable, de préserver la biodiversité et d'élargir les possibilités de loisirs de plein air.

De plus, le Programme dirige et supervise la gestion des actifs d'infrastructure tels les installations piscicoles, des terres de la Couronne, de l'eau et d'autres investissements dans l'infrastructure comme l'élaboration et l'application de l'information géographique et terrestre et l'infrastructure nécessaire pour partager cette information aux fins de l'exécution des programmes du ministère.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Politiques et planification		
Traitements et salaires.....	163 323 178		Traitements et salaires.....	15 723 020	
Avantages sociaux.....	26 328 784		Avantages sociaux.....	2 197 915	
Transports et communications.....	5 386 891		Transports et communications.....	152 285	
Services.....	128 716 805		Services.....	1 497 805	
Fournitures et matériel.....	13 861 297		Fournitures et matériel.....	173 589	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Partage des recettes liées à			Partage des revenus tirés des		
l'exploitation des ressources			ressources en agrégats	249 017	
forestières.....	62 698 101		Politiques relatives aux		
Partage des revenus tirés des			richesses naturelles et		
ressources en agrégats	249 017		intendance des ressources.....	2 536 821	
Politiques relatives aux				22 530 452	
richesses naturelles et			Moins : Recouvrements.....	75 000	
intendance des ressources.....	2 536 821				22 455 452
Initiatives pour le secteur			Industrie forestière		
forestier.....	9 857 486		Traitements et salaires.....	7 923 391	
Soutien à l'exploitation de la			Avantages sociaux.....	1 173 874	
région des lacs expérimentaux....	2 000 000		Transports et communications.....	113 389	
Services provinciaux -			Services.....	50 742 897	
intendance des ressources.....	370 000		Fournitures et matériel.....	236 642	
Programmes de soutien aux			Paiements de transfert		
opérations régionales.....	10 920 567		Partage des recettes liées à		
Programme du Grand Nord.....	393 587		l'exploitation des ressources		
Protection du poisson et de la			forestières.....	62 698 101	
faune - intendance des			Initiatives pour le secteur		
ressources.....	202 500		forestier.....	9 857 486	
	89 228 079				132 745 780
	426 845 034		Services provinciaux - sciences et recherche		
Moins : Recouvrements.....	94 262 362		Traitements et salaires.....	30 463 660	
	332 582 672		Avantages sociaux.....	4 918 687	
Cartographie et information géographique			Transports et communications.....	1 369 116	
Traitements et salaires.....	8 321 005		Services.....	15 974 906	
Avantages sociaux.....	1 277 879		Fournitures et matériel.....	5 605 838	
Transports et communications.....	37 773		Paiements de transfert		
Services.....	4 637 362		Soutien à l'exploitation de		
Fournitures et matériel.....	216 319		la région des lacs		
	14 490 338		expérimentaux	2 000 000	
Moins : Recouvrements.....	5 192 461		Services provinciaux –		
	9 297 877		intendance des		
			ressources	370 000	
				60 702 207	
			Moins : Recouvrements.....	14 727 233	
					45 974 974

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
Opérations régionales			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Traitements et salaires.....	58 868 323		Gestion des ressources naturelles - actif de fonctionnement		
Avantages sociaux.....	10 033 241		(Poste 5)		
Transports et communications.....	1 830 295		Dépôts et frais payés d'avance.....	2 003 961	
Services.....	21 771 075			<u>2 003 961</u>	
Fournitures et matériel.....	2 316 113		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Paiements de transfert			PROGRAMME DE GESTION DES		
Programmes de soutien aux			RICHESSES NATURELLES.....		
opérations régionales.....	10 920 567			<u><u>2 003 961</u></u>	
Programme du Grand Nord.....	393 587		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
	<u>106 133 201</u>		Infrastructure pour la gestion		
Moins : Recouvrements.....	4 628 876		des richesses naturelles (Poste 3)		
	<u>101 504 325</u>		Transports et communications.....	48 009	
			Services.....	219 989 747	
Fonds spéciaux pour la protection			Fournitures et matériel.....	5 465 352	
du poisson et de la faune			Paiements de transfert	2 195	
Traitements et salaires.....	42 023 779		Infrastructure des offices de		
Avantages sociaux.....	6 727 188		protection de la nature.....	4 858 241	
Transports et communications.....	1 884 033			<u>4 858 241</u>	
Services.....	13 488 496			<u>230 363 544</u>	
Fournitures et matériel.....	5 312 796		Moins : Recouvrements.....	3 088 106	
Paiements de transfert				<u>227 275 438</u>	
Protection du poisson et de la			Services provinciaux - sciences et recherche		
faune – intendance des			Transports et communications.....	17 128	
ressources.....	202 500		Services.....	977 353	
	<u>69 638 792</u>		Fournitures et matériel.....	4 229 888	
Moins : Recouvrements.....	69 638 792			<u>5 224 369</u>	
	<u>0</u>		Opérations régionales		
			Transports et communications.....	25 100	
Administration du programme			Services.....	216 067 304	
Services.....	20 604 264		Fournitures et matériel.....	1 200 404	
	<u>20 604 264</u>		Paiements de transfert	2 195	
Crédits législatifs			Infrastructure des offices		
Autres opérations			de protection de la nature.....	4 858 241	
Créances irrécouvrables				<u>222 153 244</u>	
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	10 675 690		Moins : Recouvrements.....	2 437 001	
Paiements de transfert				<u>219 716 243</u>	
Fonds de reboisement, <i>Loi de</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
<i>1994 sur la durabilité des</i>			PROGRAMME DE GESTION DES		
<i>forêts de la Couronne.....</i>	77 710 568		RICHESSES NATURELLES.....		
Moins : Recouvrements.....	77 710 568			<u><u>343 258 362</u></u>	
	<u>0</u>				
	<u>10 675 690</u>				

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
Industrie forestière			Services provinciaux - sciences et recherche		
Services.....	132 517		Immeubles - coûts relatifs		
		132 517	relatifs aux immobilisations.....	1 152 450	
Infrastructure de soutien ministériel			Barrages et ouvrages d'art – coûts		
Transports et communications.....	5 781		relatifs aux immobilisations.....	180 068	
Services.....	2 812 573		Machines et équipement - coûts		
Fournitures et matériel.....	35 060		relatifs aux immobilisations.....	1 394 105	
	2 853 413		Flotte terrestre et marine - coûts		
Moins : Recouvrements.....	651 105		relatifs aux immobilisations.....	3 282 926	
		2 202 309			6 009 549
Crédits législatifs			Opérations régionales		
Autres opérations			Infrastructure des transports – coûts		
Amortissement, <i>Loi sur l'administration</i>			relatifs aux immobilisations.....	1 026 544	
<i>financière</i>		10 335 496	Barrages et ouvrages d'art – coûts		
		10 335 496	relatifs aux immobilisations.....	5 981 620	
					7 008 164
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			Industrie forestière		
PROGRAMME DE GESTION DES			Infrastructure des transports – coûts		
RICHESSES NATURELLES.....		237 610 934	relatifs aux immobilisations.....	6 000 000	
			Machines et équipement – coûts		
BIENS IMMOBILISÉS			relatifs aux immobilisations.....	294 535	
Infrastructure pour la gestion des richesses					6 294 535
naturelles – actifs d'immobilisations (Poste 4)			Infrastructure de soutien ministériel		
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations.....	4 647 433		Immeubles - coûts relatifs		
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux			relatifs aux immobilisations.....	3 494 983	
immobilisations.....	7 026 544		Améliorations locatives	144 743	
Améliorations locatives.....	144 743		Machines et équipement – coûts		
Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux			relatifs aux immobilisations.....	51 220	
immobilisations.....	6 161 688				3 690 946
Machines et équipements - coûts relatifs aux			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –		
immobilisations.....	1 739 860		PROGRAMME DE GESTION DES		
Flotte terrestre et marine - coûts relatifs aux			RICHESSES NATURELLES.....		
immobilisations.....	3 282 926				23 003 194
	23 003 194				

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2104				PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	130 480 500	147 573 900	278 054 400	Protection du public..... 276 276 237
				Créances irrécouvrables
L	10 000	0	10 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>130 490 500</u>	<u>147 573 900</u>	<u>278 064 400</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE PROTECTION
				DU PUBLIC..... 276 276 237
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	49 500	4 000	53 500	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs de fonctionnement... 46 500
	<u>49 500</u>	<u>4 000</u>	<u>53 500</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DE PROTECTION DU
				PUBLIC..... 46 500
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	5 203 800	(1 367 400)	3 836 400	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence..... 3 835 908
				Amortissement –
L	8 166 400	0	8 166 400	<i>Loi sur l'administration financière</i> 5 422 952
	<u>13 370 200</u>	<u>(1 367 400)</u>	<u>12 002 800</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE PROTECTION
				DU PUBLIC..... 9 258 860

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2104				
BIENS IMMOBILISÉS				
				Sécurité publique et intervention en cas
4	8 490 100	4 377 000	12 867 100	d'urgence – biens immobilisés.....
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DE PROTECTION DU
	8 490 100	4 377 000	12 867 100	PUBLIC.....
				5 372 149

Description du programme:

Le programme de protection du public guide les activités du Programme de gestion des situations d'urgence du ministère en matière de protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : feux de végétation; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol et de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel (y compris l'entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures); situations d'urgence résultant de l'extraction de soluté salin; autres situations d'urgence importantes à l'échelle provinciale pour lesquelles de l'aide est nécessaire.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2105				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES
				Information et technologie
				de l'information – Groupement
1	29 443 700	3 294 200	32 737 900	pour les terres et les ressources..... 32 237 853
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES..... 32 237 853
	<u>29 443 700</u>	<u>3 294 200</u>	<u>32 737 900</u>	<u>32 237 853</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Groupement ITI pour les terres et les
2	1 000	(1 000)	0	ressources..... 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)-PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES..... 0
	<u>1 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>0</u>	<u>0</u>

Description du programme :

Le Groupement pour les terres et les ressources assure la prestation des programmes et offre son leadership pour l'élaboration et l'application de la technologie de l'information et de la gestion de l'information aux ministères qui sont ses clients, à savoir : Richesses naturelles et Forêts, Affaires autochtones, Environnement, de la Protection de la nature et Parcs, Agriculture, Alimentation et Affaires rurales et Énergie, Développement du Nord et Mines. Il est chargé de mettre en place une infrastructure de technologie de l'information intégrée pour faciliter et rationaliser les activités du gouvernement grâce à la prestation électronique des services et d'améliorer les services publics grâce aux affaires électroniques et aux services gouvernementaux en direct.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION
– GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES – CRÉDIT 2105

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CHARGES DE FONCTIONNEMENT		\$
Information et technologie de l'information		
– Groupement pour les terres et les ressources (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	21 586 258	
Avantages sociaux.....	2 888 771	
Transports et communications.....	794 381	
Services.....	41 363 970	
Fournitures et matériel.....	90 871	
	66 724 251	
Moins : Recouvrements.....	34 486 398	
	32 237 853	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME D'INFORMATION ET DE		
TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION		
– GROUPEMENT POUR LES TERRES		
ET LES RESSOURCES.....		32 237 853

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021–2022
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Emploi des jeunes	210101	Oui	Oui	151 574
Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources forestières	210301	Oui	Oui	62 698 101
Partage des revenus tirés des ressources en agrégats	210301	Oui	Oui	249 017
Programmes de soutien aux opérations régionales	210301	Oui	Oui	10 920 567
Politique des ressources naturelles et intendance des ressources	210301	Oui	Oui	2 536 821
Initiatives forestières	210301	Oui	Oui	9 857 486
Protection du poisson et de la faune - intendance des ressources	210301	Oui	Oui	202 500
Programme du Grand Nord	210301	Oui	Oui	393 587
Soutien à l'exploitation de la région des lacs expérimentaux	210301	Oui	Oui	2 000 000
Intendance des ressources des services provinciaux	210301	Oui	Oui	370 000
Initiative ontarienne Collectivités Intelli-feu	210401	Oui	Oui	30 000
Intendance des services provinciaux	210401	Oui	Oui	50 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Infrastructures des autorités de conservation	210303	Oui	Oui	4 858 241
TOTAL				94 317 895

*Remarque : Deux des paiements de transfert compris dans les programmes de paiements de transfert ci-dessus ne sont pas considérés comme discrétionnaires – un paiement de transfert pour les programmes de soutien aux opérations régionales (1 508 748 \$ en paiements versés en remplacement de l'imposition municipale) et un paiement de transfert pour les politiques relatives aux richesses naturelles et l'intendance de ces ressources (110 000 \$ en annuités et suppléments versés aux Autochtones en vertu du Traité no 9).

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022 \$	2021 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	1 934 945	4 381 040
Programme d'infrastructures Canada-Ontario.....	40 885	40 884
Autres.....	181 140	4 892 989
	<u>2 156 970</u>	<u>9 314 913</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>14 280 050</u>	<u>5 187 234</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis - Agréats.....	19 728 365	8 951 195
Autres.....	719 239	696 748
	<u>20 447 604</u>	<u>9 647 943</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>384 206</u>	<u>320 069</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations.....	65 860	3 457 163
Autres.....	12 295 431	16 126 932
	<u>12 361 291</u>	<u>19 584 095</u>
REDEVANCES		
Énergie hydraulique.....	113 365 597	120 282 161
Droits de la Couronne.....	235 894 888	122 347 149
Ressources pétrolières en mer.....	1 829 960	1 230 607
Agrégats.....	4 414 316	1 594 297
Autres.....	40 532	817
	<u>355 545 293</u>	<u>245 455 031</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>356 110</u>	<u>606 986</u>
DIVERS.....	<u>8 600 541</u>	<u>887 714</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u><u>414 132 065</u></u>	<u><u>291 003 985</u></u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

EXERCICE 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-284
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-286
POLITIQUES DE SANTÉ ET RECHERCHE.....	2-289
PROGRAMME DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES POUR LA SANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION.....	2-291
ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO.....	2-293
SANTÉ DE LA POPULATION ET SANTÉ PUBLIQUE.....	2-296
PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE.....	2-299
SYSTÈMES INFORMATIQUES.....	2-302
SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ.....	2-304
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....	2-308
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-288, 2-295, 2-298, 2-301, 2-303
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-310
ÉTAT DES RECETTES.....	2-311

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020-2021		2021-2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
96 445 743	Administration du ministère	88 370 492	145 067 203
751 729 104	Politiques de santé et recherche	803 999 300	803 999 236
	Programme des solutions numériques pour la		
248 711 443	santé et de gestion de l'information	236 521 600	236 513 069
20 970 686 139	Assurance-santé de l'Ontario	22 893 617 500	22 893 679 845
1 739 141 398	Santé de la Population et santé publique	4 701 044 500	4 196 243 631
2 472 018 989	Programmes provinciaux et intendance	2 644 358 900	2 644 592 555
161 891 429	Systèmes informatiques	248 595 900	246 270 708
34 799 449 516	Services et programmes de santé	33 630 743 600	33 568 599 958
61 240 073 761	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	65 247 251 792	64 734 966 205
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Politiques de santé et recherche	4 500 000	0
779 710 854	Assurance-santé de l'Ontario	13 000 000	13 000 000
10 750 000	Santé de la Population et santé publique	1 435 419 400	1 435 418 351
5 729 400	Programmes provinciaux et intendance	5 729 400	5 329 400
38 106 600	Services et programmes de santé	38 107 600	38 106 600
834 296 854	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	1 496 758 400	1 491 854 351

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020-2021		2021-2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
15 370 032	Systèmes informatiques	15 837 100	15 593 201
1 695 770 630	Services et programmes de santé	1 558 928 400	1 558 925 161
	Programme d'immobilisations dans le		
9 578 358	domaine de la santé	19 629 100	5 000 000
1 720 719 020	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	1 594 394 600	1 579 518 362
BIENS IMMOBILISÉS			
9 484 170	Systèmes informatiques	28 034 300	10 831 035
9 484 170	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	28 034 300	10 831 035

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	91 953 000	(11 028 000)	80 925 000	Administration du ministère..... 80 838 306
2	7 102 100	257 000	7 359 100	Commission ontarienne d'examen..... 6 600 703
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
				Traitement versé au ministre sans portefeuille en
L	22 378	0	22 378	vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 22 378
				Traitements versés aux adjoints
				parlementaires en Vertu de la
L	16 173	0	16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
				Médicopharmaceutique du
				gouvernement de l'Ontario,
L	0	0	0	<i>Loi sur l'administration financière</i> 57 539 848
	99 141 492	(10 771 000)	88 370 492	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 145 067 203
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	1 000	0	1 000	Service d'approvisionnement médicopharmaceutique
				du gouvernement de l'Ontario..... 0
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	2 000	0	2 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère apporte son soutien au ministre de la Santé et au ministre des Soins de longue durée pour leur permettre de remplir les exigences de leurs portefeuilles et des cadres ministériels de gestion, de reddition des comptes, de contrôle financier et de gestion du risque de manière à assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et d'atteindre ainsi les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels pour faciliter l'exécution efficace de tous les programmes et services du ministère : planification des activités et du budget; politiques et décisions en matière d'investissement et de financement du système de santé; approvisionnement; installations; Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; ressources humaines stratégiques, y compris les stratégies de changement organisationnel et leur mise en œuvre, la gestion du talent, du rendement et de la relève, la planification de l'effectif et la gestion des ressources, la participation et l'inclusion, les stratégies de santé, de sécurité et de mieux-être, les relations de travail stratégiques et la planification d'urgence; gestion des documents, accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; processus de nominations; liaison avec les organismes et supervision; services juridiques; communications, gestion de projet et refonte des programmes en vue d'une amélioration de la qualité, de l'efficience et de l'efficacité; gestion financière, notamment la prestation de services, de soutien et de conseils financiers à d'autres intervenants pour contribuer à l'atteinte des buts et objectifs ministériels en appliquant des pratiques modernes de contrôle financier s'appuyant sur des prévisions, la préparation de rapports et le contrôle des dépenses de gestion pour l'année en cours ainsi que la présentation de rapports ministériels aux organismes centraux dans le cadre des documents financiers internes et publics.

De plus, des fonds sont prévus pour le soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services juridiques□		
Traitements et salaires.....	42 778 545		Transports et communications.....	25 619	
Avantages sociaux.....	10 273 001		Services.....	3 859 658	
Transports et communications.....	820 040		Fournitures et matériel.....	8 092	
Services.....	26 856 798				3 893 369
Fournitures et matériel.....	127 922				
	80 856 306				
Moins : Recouvrements.....	18 000				
	80 838 306				
<i>Bureau principal</i>			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	5 838 685		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	750 671		<i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		49 301
Transports et communications.....	58 371		Traitement versé au ministre sans portefeuille en		
Services.....	1 129 831		<i>vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		22 378
Fournitures et matériel.....	6 586		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
			en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif..</i>		16 667
	7 784 144		Médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario,		
			<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	57 539 848	
					57 628 194
<i>Services financiers et administratifs</i>			Commission ontarienne d'examen (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	26 104 893		Traitements et salaires.....	1 377 897	
Avantages sociaux.....	8 061 486		Avantages sociaux.....	198 456	
Transports et communications.....	680 115		Transports et communications.....	36 595	
Services.....	19 098 768		Services.....	4 975 429	
Fournitures et matériel.....	79 201		Fournitures et matériel.....	12 326	
	54 024 463				6 600 703
Moins : Recouvrements.....	18 000				
		54 006 463			
<i>Ressources humaines</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Traitements et salaires.....	2 623 778				145 067 203
Avantages sociaux.....	345 479				
Transports et communications.....	16 950				
Services.....	550 573				
Fournitures et matériel.....	2 955				
		3 539 735			
<i>Services de communication</i>					
Traitements et salaires.....	8 211 189				
Avantages sociaux.....	1 115 365				
Transports et communications.....	38 985				
Services.....	2 217 968				
Fournitures et matériel.....	31 088				
		11 614 595			

non vérifié

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1402				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE
1	1 178 774 700	(374 775 400)	803 999 300	Politiques de santé et recherche..... 803 999 236
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES
	<u>1 178 774 700</u>	<u>(374 775 400)</u>	<u>803 999 300</u>	DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE. 803 999 236
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	4 500 000	0	4 500 000	Politiques de santé et recherche..... 0
				FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES
	<u>4 500 000</u>	<u>0</u>	<u>4 500 000</u>	DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE. 0

Description du programme:

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre les données de recherche probantes sur le système de santé, l'innovation, la stratégie et les politiques relatives aux programmes à l'appui des priorités stratégiques et de planification dans l'ensemble du ministère, y compris la surveillance réglementaire et la planification de la main-d'œuvre dans le domaine de la santé en Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir l'élaboration des lois et des politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques et de sélectionner et gérer les portefeuilles, la stratégie et d'autres initiatives au sein du ministère pour faire avancer les objectifs et les priorités dans tout le ministère, notamment en ce qui concerne la main-d'œuvre du système de santé de l'Ontario et le cadre de réglementation provincial régissant cette main-d'œuvre (les professions réglementées de la santé et les autres fournisseurs du système). Ce travail comprend l'investissement ciblé, l'administration des programmes de financement, le soutien à la recherche appliquée fondée sur des données probantes sur la santé, l'application intégrée des connaissances, la surveillance et la synthèse de la recherche sur la santé de la population et les services de santé, l'innovation dans le système de santé, les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au recrutement, au maintien en poste, à la détermination du champ d'exercice et à l'éducation et la formation des fournisseurs de soins de santé. Le travail englobe également le fonds pour la participation des Autochtones en matière de santé, qui vise à améliorer les résultats relatifs à la santé des Premières Nations, des Inuits, des Métis et des Autochtones vivant en milieu urbain en Ontario, et inclut un soutien continu au dialogue entre le ministère et les partenaires autochtones, de même que des services renforcés de promotion de la vie et de soutien dans des situations d'urgence.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE – CRÉDIT 1402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		13 126 384
Avantages sociaux.....		1 754 928
Transports et communications.....		63 330
Services.....		4 170 597
Fournitures et matériel.....		10 051
Paielements de transfert		
Formation clinique.....	753 770 430	
Programme de recherche appliquée fondée sur des données probantes sur la santé.....	31 103 516	
		784 873 946
		<u>803 999 236</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE.....		<u>803 999 236</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1403				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES SOLUTIONS NUMÉRIQUÉS
				POUR LA SANTÉ ET DE GESTION
				DE L'INFORMATION
				Programme des solutions numériques.....
				pour la santé et de gestion
1	323 507 300	(86 985 700)	236 521 600	de l'information..... 236 513 069
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SOLUTIONS
				NUMÉRIQUÉS POUR LA SANTÉ ET
				DE GESTION DE L'INFORMATION... 236 513 069
	<u>323 507 300</u>	<u>(86 985 700)</u>	<u>236 521 600</u>	

Description du programme:

Le programme des solutions numériques pour la santé et de la gestion de l'information s'appuie sur la technologie numérique de l'Ontario en matière de santé pour donner aux patients accès à un système de santé plus moderne, mieux intégré et renforcé par des solutions numériques.

Le programme des solutions numériques pour la santé rationalisera l'approche de l'Ontario en matière de prestation de services de santé par des solutions numériques en s'orientant vers des soutiens de nature normative pour améliorer l'interopérabilité des systèmes et réduire la fragmentation et les doublons. Le programme établira les fondements numériques de l'Ontario en matière de santé et mettra à profit la technologie connexe pour offrir plus de choix aux patients et plus d'outils aux fournisseurs afin de prodiguer les meilleurs soins possible. Par la centralisation administrative, le ministère fait en sorte que les ressources soient dépensées de manière responsable et donnent des résultats tangibles.

Le programme de gestion de l'information et de protection de la vie privée soutient la planification stratégique des systèmes, l'élaboration des politiques, la législation et la réglementation afin d'orienter l'utilisation appropriée des données sur la santé de la population ontarienne et de veiller à la gestion et au partage de ces données dans un cadre protégeant la vie privée.

De plus, la prestation des services de conception, d'élaboration et d'exécution de l'analytique des mégadonnées fait partie des objectifs du programme d'intégration des données et d'analytique prédictive de la stratégie Priorité au numérique pour la santé.

La Division de la planification de la capacité et de l'analytique soutient la planification des systèmes, l'élaboration des politiques, la conception des programmes, le rendement, l'amélioration de la qualité et la responsabilisation en régissant et recueillant les données pour les transformer en perspectives, et les perspectives en orientation stratégique afin de préserver notre système de santé et d'assurer la santé des plus de 14 millions d'Ontariennes et d'Ontariens.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES POUR LA SANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION –
CRÉDIT 1403

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programme des solutions numériques pour la santé et de gestion de l'information (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		18 561 222
Avantages sociaux.....		2 402 099
Transports et communications.....		119 646
Services.....		7 857 564
Fournitures et matériel.....		16 535
Paiements de transfert		
Stratégie des solutions numériques pour la santé et programmes connexes.....	177 820 251	
Gestion de l'information sur le système de santé.....	29 735 752	
		207 556 003
		236 513 069
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
– PROGRAMME DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES POUR LA SANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION.....		236 513 069

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1405				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ASSURANCE - SANTÉ DE L'ONTARIO
1	17 463 884 800	(419 325 300)	17 044 559 500	Assurance-santé de l'Ontario..... 17 044 559 235
2	5 469 352 400	(132 314 100)	5 337 038 300	Programmes de médicaments..... 5 337 037 063
4	531 387 100	(19 369 400)	512 017 700	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels..... 512 016 555
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 42 686
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 24 306
	<u>23 464 626 300</u>	<u>(571 008 800)</u>	<u>22 893 617 500</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO..... 22 893 679 845
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	13 000 000	0	13 000 000	Programme d'assurance- santé de l'Ontario..... 13 000 000
	<u>13 000 000</u>	<u>0</u>	<u>13 000 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO..... 13 000 000

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Description du programme:

Le programme d'assurance-santé de l'Ontario vise des volets essentiels du système de santé ontarien : les politiques relatives à l'admissibilité des clients et aux cartes de santé, la rémunération des médecins pour les services pris en charge en vertu de la Loi sur l'assurance maladie, la rémunération des autres praticiens, le remboursement des services hors province ou hors pays, les Équipes de santé familiale, les centres d'accès aux services de santé pour les Autochtones, les cliniques dirigées par du personnel infirmier praticien, les services de sages-femmes, les services aux régions insuffisamment desservies, les subventions aux résidents du Nord pour frais de transport à des fins médicales, les services de télétriage, la prévention des maladies, la qualité des services de santé, les programmes de médicaments, les laboratoires communautaires (y compris les tests génétiques), l'intervention en faveur des patients des établissements psychiatriques et les conseils sur leurs droits, les appareils et accessoires fonctionnels (p. ex., l'oxygénothérapie à domicile) ainsi que la protection contre la fraude et la gestion des risques connexes, tant pour les fournisseurs que pour les abonnés.

La Division des programmes publics de médicaments de l'Ontario est déterminée à maintenir un régime public de médicaments durable et efficient qui soutiendra la reprise des investissements et la relance économique afin de donner à la population ontarienne accès à de nouveaux traitements médicamenteux de pointe.

Les services de santé financés par les deniers publics sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu'aux centres hospitaliers universitaires et aux hôpitaux, en passant par Télésanté Ontario, où sont offerts des conseils permettant le triage et des renseignements sur la santé. Les services financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies aide les collectivités des régions rurales, éloignées et du Nord à recruter et retenir des professionnels de santé et à garantir l'accès aux services de santé dans ces collectivités. Le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales aide à payer les coûts de transport engagés à des fins médicales par des résidents du Nord de l'Ontario pour accéder aux services d'un spécialiste médical ou d'un établissement de soins de santé auxquels ils n'ont pas accès dans leur collectivité.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1406				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE
4	5 187 542 700	(486 498 200)	4 701 044 500	Santé de la population et santé publique..... 4 160 061 554
L	0	0	0	Radiation des stocks, Loi sur l'administration financière... 36 182 077
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE..... 4 196 243 631
	<u>5 187 542 700</u>	<u>(486 498 200)</u>	<u>4 701 044 500</u>	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	750 000	1 434 669 400	1 435 419 400	Santé de la population et santé publique..... 1 435 418 351
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE..... 1 435 418 351
	<u>750 000</u>	<u>1 434 669 400</u>	<u>1 435 419 400</u>	

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Description du programme :

Le médecin hygiéniste en chef (MHC) a un rôle unique en matière de protection de la santé de la population ontarienne. Il joue un rôle essentiel dans la direction de l'ensemble du système de santé publique par le rôle et les pouvoirs législatifs que lui confère la Loi sur la protection et la promotion de la santé, en procurant des conseils liés à la santé publique au sein du gouvernement et au-delà et en soulevant des questions de santé publique qui ont des effets notables sur la santé de la population ontarienne.

La Division de la santé de la population et de la santé publique a pour mandat de procurer de l'orientation et du leadership afin de soutenir le plan du ministère en matière de santé publique, qui comprend la Modernisation du système de santé publique (en association avec la Division de l'intervention contre la pandémie et de la modernisation du système de santé publique), et son engagement d'améliorer les résultats relatifs à la santé de la population et d'assurer la prestation de services de qualité par une coordination efficiente et efficace dans l'ensemble du secteur de la santé publique de l'Ontario et des secteurs connexes.

Les programmes et services visent à améliorer les résultats en matière de santé à toutes les étapes de la vie en planifiant et en élaborant des textes législatifs et réglementaires ainsi que des normes et des mesures de rendement, en préparant, en mettant en œuvre et en évaluant des politiques et programmes à l'appui de la prévention des maladies, de la protection de la santé et de la vie saine et en dirigeant et en mobilisant nos partenaires à tous les échelons (tout en collaborant avec eux) pour veiller à l'efficacité de l'exécution des programmes, de la gestion budgétaire, de la responsabilisation et de la transparence et pour promouvoir un système de santé prêt à répondre aux incidents et aux situations d'urgence.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 1406

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

\$	\$		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Santé de la population et santé publique (Poste 4)		Santé de la population et santé publique (Poste 6)	
Traitements et salaires.....	24 358 664	Avances et montants récupérables	
Avantages sociaux.....	3 038 445	Organismes de santé locaux officiels.....	3 259 000
Transports et communications.....	2 140 332	Agence ontarienne de protection et	
Services.....	264 506 420	de promotion de la santé.....	50 000 000
Fournitures et matériel.....	172 575 072	Intervention contre	
Paiements de transfert		la COVID-19.....	8 050 000
Organismes de santé			<u>61 309 000</u>
locaux officiels.....	1 197 581 143	Stocks d'équipement de protection individuelle	
Épidémies.....	222 968 580	Équipement de protection individuelle.....	1 374 109 351
Prévention de la tuberculose.	9 505 822		<u>1 374 109 351</u>
Lutte contre les maladies			
transmissibles sexuellement	1 160 699		
Agence ontarienne de			
protection et de promotion			
de la santé.....	268 937 900		
Prévention des maladies, des			
traumatismes et des			
dépendances.....	54 863 717		
Ontario sans fumée.....	13 363 412		
Intervention contre			
la COVID-19.....	<u>1 925 061 348</u>		
	3 693 442 621		
	<u>4 160 061 554</u>		
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Radiation des stocks,			
Loi sur l'administration financière.....	36 182 077		
	<u>36 182 077</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA		PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA	
POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE.....	<u>4 196 243 631</u>	POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE..	<u>1 435 418 351</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1412				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	1 313 420 100	4 952 700	1 318 372 800	Programmes provinciaux..... 1 318 370 486
2	1 244 148 000	32 538 100	1 276 686 100	Services de santé d'urgence..... 1 276 667 200
4	48 075 700	1 223 300	49 299 000	Intendance..... 49 252 869
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 302 000
	2 605 644 800	38 714 100	2 644 358 900	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMMES PROVINCIAUX
				ET INTENDANCE..... 2 644 592 555
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	5 729 400	0	5 729 400	Programmes provinciaux et intendance FONCTIONNEMENT) 5 329 400
	5 729 400	0	5 729 400	– PROGRAMMES PROVINCIAUX
				ET INTENDANCE..... 5 729 400

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Description du programme :

Ce crédit englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence et l'intendance. Ce programme est responsable de la reddition des comptes à l'égard des paiements de transfert et de l'élaboration des politiques opérationnelles, y compris la planification et le financement d'un large éventail de programmes spécialisés. Parmi ces programmes de paiements de transfert, mentionnons les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes, les programmes de lutte contre le VIH/sida et l'hépatite C et les programmes de santé mentale et de lutte contre les dépendances. Le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario. Ce crédit inclut également les programmes de santé mentale et de lutte contre les dépendances gérés par le ministère, qui assurent le soutien à la mise en œuvre, l'échange des connaissances et la formation, l'amélioration de la qualité et la gestion de l'information à l'appui des fournisseurs de services directs en matière de santé mentale et de lutte contre les dépendances.

Outre les activités liées aux paiements de transfert, les programmes provinciaux et l'intendance comprennent aussi les dépenses de fonctionnement directes pour la planification des immobilisations dans le domaine de la santé, pour la gestion et la prestation des paiements de transfert à l'intérieur du crédit et pour l'administration de la supervision (l'intendance) de l'agence Santé Ontario et des programmes connexes.

Les services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le système se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé Ornge, huit bases hospitalières assurant une surveillance médicale et les services de répartition d'ambulances. Par l'entremise des services de santé d'urgence, le ministère encadre, accrédite et réglemente les auxiliaires médicaux de l'Ontario, ainsi que les services d'ambulance terrestre et aérienne en vertu de la Loi sur les ambulances. Les services de santé d'urgence gèrent l'exécution à l'échelle de la province des opérations dans onze Centres de répartition d'ambulances exploités directement, assument les fonctions de surveillance et de paiement de transfert pour les onze Centres de répartition d'ambulances financés par des paiements de transfert et veillent à une stricte harmonisation opérationnelle entre tous les fournisseurs de services d'ambulance terrestre et aérienne, les fournisseurs de soins de santé, les partenaires municipaux et les collectivités des Premières Nations.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Programmes provinciaux (Poste 1)			Crédits législatifs	
Paiements de transfert			Autres opérations	
Fonctionnement des établissements connexes....	18 719 053		Créances irrécouvrables,	
Société canadienne du sang.....	651 546 473		<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	302 000
Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C	101 575 316			302 000
Services communautaires et prioritaires.....	546 485 565			
Crédit d'impôt pour l'aménagement du logement				
axé sur le bien-être.....	44 079			
	<u>1 318 370 486</u>		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
			PROGRAMMES PROVINCIAUX	
			ET INTENDANCE.....	2 644 592 555
Services de santé d'urgence (Poste 2)			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Traitements et salaires.....	53 416 733		Programmes provinciaux et intendance (Poste 5)	
Avantages sociaux.....	11 640 442		Avances et montants récupérables	
Transports et communications.....	2 004 398		Services d'ambulance	
Services.....	20 850 168		municipaux.....	500 000
Fournitures et matériel.....	329 517		Programmes de lutte contre le sida et	
Paiements de transfert			l'hépatite C.....	375 000
Services d'ambulance			Services communautaires et prioritaires.....	3 993 400
municipaux.....	898 571 918		Autres services d'ambulance et services.....	
Autres services d'ambulance			d'urgence connexes.....	461 000
et services d'urgence				5 329 400
connexes.....	78 901 627			
Ambulances aériennes.....	210 952 398			
	<u>1 188 425 942</u>			
	<u>1 276 667 200</u>		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
			PROGRAMMES PROVINCIAUX	
			ET INTENDANCE.....	5 329 400
Intendance (Poste 4)				
Traitements et salaires.....	33 227 672			
Avantages sociaux.....	4 864 713			
Transports et communications.....	152 628			
Services.....	10 972 008			
Fournitures et matériel.....	35 848			
	<u>49 252 869</u>			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1413				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	174 144 500	74 451 400	248 595 900	
				Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé..... 245 255 931
L	0	0	0	
				Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 014 777
	174 144 500	74 451 400	248 595 900	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE SYSTÈMES
				INFORMATIQUES..... 246 270 708
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	
				Systèmes informatiques..... 0
L	15 836 100	0	15 836 100	
				Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> 15 593 201
	15 837 100	0	15 837 100	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE SYSTÈMES
				INFORMATIQUES..... 15 593 201
BIENS IMMOBILISÉS				
4	28 034 300	0	28 034 300	
				Systèmes informatiques..... 10 831 035
	28 034 300	0	28 034 300	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE SYSTÈMES
				INFORMATIQUES..... 10 831 035

Description du programme :

Systèmes informatiques permet la réalisation des résultats opérationnels du ministère de la Santé et du ministère des Soins de longue durée en proposant des solutions et des services numériques et d'ITI économiques et efficaces.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation efficace des programmes du ministère.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES – CRÉDIT 1413

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé (Poste 1)		Systèmes informatiques (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	48 817 303	Logiciels d'application de gestion -	
Avantages sociaux.....	6 669 256	coûts relatifs aux biens immobilisés.....	10 831 035
Transports et communications.....	3 401 002		<u>10 831 035</u>
Services.....	182 661 020		
Fournitures et matériel.....	3 707 350		
	<u>245 255 931</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	
		– PROGRAMME DE SYSTÈMES	
		INFORMATIQUES.....	<u>10 831 035</u>
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables,			
Loi sur l'administration financière.....	1 014 777		
	<u>1 014 777</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
– PROGRAMME DE SYSTÈMES			
INFORMATIQUES.....	<u>246 270 708</u>		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement –			
Loi sur l'administration financière.....			
	15 593 201		
	<u>15 593 201</u>		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
– PROGRAMME DE SYSTÈMES			
INFORMATIQUES.....	<u>15 593 201</u>		

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1416				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ
1	29 171 294 300	1 575 453 500	30 746 747 800	Services de santé..... 30 684 604 981
2	2 606 807 800	277 188 000	2 883 995 800	Programmes et administration..... 2 883 994 977
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ... 33 568 599 958
	31 778 102 100	1 852 641 500	33 630 743 600	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
10	38 107 600	0	38 107 600	Avances et montants récupérables 38 106 600
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) - SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ... 38 106 600
	38 107 600	0	38 107 600	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	19 216 100	0	19 216 100	Solutions numériques pour la santé — immobilisations 5 000 000
L	413 000	0	413 000	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ..... 5 000 000
	19 629 100	0	19 629 100	

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Description du programme :

Le ministère de la Santé collabore avec Santé Ontario pour mettre en œuvre les stratégies liées au système de santé élaborées par le ministère. Le ministère se charge de l'orientation et des conseils stratégiques, tandis que Santé Ontario assume la responsabilité de la planification, de l'intégration et du financement des fournisseurs de services de santé.

Santé Ontario exerce les pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de la Loi de 2019 pour des soins interconnectés. Des responsabilités administratives supplémentaires sont énoncées dans le protocole d'entente, tandis que les attentes en matière de financement opérationnel et de rendement sont définies dans la lettre du mandat de Santé Ontario émise par le ministère et dans l'entente de responsabilité conclue entre Santé Ontario et le ministère.

Santé Ontario gère les services offerts par les hôpitaux publics, privés et psychiatriques spécialisés, les foyers de soins de longue durée, les centres de santé communautaire, les services communautaires de soutien, les services communautaires aux victimes de traumatismes crâniens, les logements avec services de soutien et les organismes de toxicomanie et de santé mentale.

De plus, dans le cadre de ses programmes (cancer et dépistage du cancer, traitement des troubles rénaux, Services numériques, qualité des services de santé, services de dons et de greffes d'organes et de tissus, programmes pour la main-d'œuvre dans le domaine de la santé et soutien aux activités de coordination régionale), Santé Ontario est responsable des activités suivantes :

- fournir du soutien d'arrière-guichet aux organismes qui gèrent et exécutent les soins à domicile (TI, services financiers, ressources humaines, approvisionnement, base de données sur les soins à domicile, etc.);
- superviser les soins hautement spécialisés (p. ex., cancer, troubles rénaux, dons d'organes);
- gérer les programmes provinciaux de santé de la population (p. ex., dépistage du cancer);
- élaborer des normes cliniques et de qualité renforçant la prise en charge et la sécurité des patients;
- faciliter l'engagement des patients et les relations avec les patients;
- promouvoir et soutenir la mise en œuvre de la stratégie Priorité au numérique en matière de santé du ministère pour offrir aux patients accès à un système de santé plus moderne, mieux intégré et renforcé par des solutions numériques;
- soutenir le recrutement et le maintien en poste des professionnels de la santé;
- planifier, coordonner, réaliser et soutenir les activités liées aux dons et aux greffes d'organes et de tissus;
- soutenir le Bureau de l'ombudsman des patients dans l'exercice de ses fonctions conformément à la Loi de 2010 sur l'excellence des soins pour tous;
- soutenir ou fournir des services de gestion de la chaîne d'approvisionnement aux fournisseurs de services de santé et aux organisations connexes;
- promouvoir l'intégration des services de santé et les équipes Santé Ontario pour permettre la prestation de services de santé appropriés, coordonnés et efficaces.

Ce crédit comprend également le financement de programmes de soins à domicile (p. ex., soins infirmiers, services de soutien à la personne et traitements) et d'autres services professionnels rendus à domicile, à l'école ou dans la collectivité. Les programmes de soins à domicile incluent également les services de soins palliatifs fournis à domicile et dans les maisons de soins palliatifs.

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ – CRÉDIT 1416**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

non vérifié

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ – CRÉDIT 1416

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Avances et montants récupérables (Poste 10)			Solutions numériques pour la santé — immobilisations (Poste 3)	
Avances et montants récupérables			Paiements de transfert	
Exploitation des hôpitaux.....	24 000 000		Solutions numériques pour la santé -	
Soins à domicile.....	700 000		immobilisations.....	5 000 000
Services communautaires				<u>5 000 000</u>
de soutien.....	2 966 800			
Logements avec services			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS -	
de soutien.....	793 500		SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ	<u>5 000 000</u>
Centres de santé				
communautaire.....	3 000 000			
Traumatismes crâniens.....	246 300			
Services communautaires				
de santé mentale.....	5 500 000			
Programme de lutte contre				
les dépendances.....	<u>900 000</u>			
		38 106 600		
		<u>38 106 600</u>		
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –				
SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ		<u>38 106 600</u>		

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Projets visant les		
grands hôpitaux.....	1 151 646 561	
Fonds pour le réaménagement		
de l'infrastructure du		
système de santé.....	175 000 000	
Projets visant les petits hôpitaux	130 158 329	
Fonds pour l'équipement		
médical et diagnostique.....	34 500 000	
Programmes de santé		
communautaire.....	64 057 893	
Programmes des		
établissements de services		
de santé intégrés.....	2 718 150	
		1 558 080 933
Autres opérations		
Dessalement des hôpitaux		
psychiatriques provinciaux.....	30 209	
Systèmes informatiques pour		
l'infrastructure du système		
de santé.....	814 019	
		844 228
		1 558 925 161
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS		
DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....		1 558 925 161

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée*	CRÉDIT et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021–2022
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Mobilisation pour la santé des Autochtones	140201	Oui	Oui	62 500
Recherche et transfert et échange de connaissances	140201	Oui	Oui	969 548
Infrastructure provinciale fondée sur des données probantes	140201	Oui	Oui	15 158 000
Mesures de soutien personnalisées et fondées sur des données probantes	140201	Oui	Oui	12 464 068
Fonds d'innovation en matière d'analyses et de technologies				
Projet pilote d'accès communautaire	140501	Oui	Oui	11 100 000
Services communautaires et prioritaires – centres de santé communautaire – Subvention d'intendance environnementale	141201	Oui	Oui	122 900
TOTAL				39 877 016

* Remarque : Cadre avec le rapport d'audit de l'optimisation des ressources 2019, 3.11 Surveillance des subventions discrétionnaires de durée limitée du Bureau de la vérificatrice générale de l'Ontario

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds pour les services de soins à domicile et les services de santé mentale.....	581 481 725	484 604 654
Priorités pancanadiennes en matière de soins virtuels.....	37 426 591	8 588 000
Accord sur la relance sécuritaire - COVID-19.....	22 395 800	0
Services sociaux dispensés aux Indiens.....	7 649 596	6 313 900
Logement en milieu de soutien.....	4 725 628	5 152 987
Ontario sans fumée - Ligne sans frais pour arrêter de fumer.....	683 286	617 425
Fonds de partenariat d'immunisation.....	1 500 000	0
Dons de fournitures du gouvernement fédéral en lien avec la COVID-19.....	855 681 268	0
	<u>1 511 543 894</u>	<u>505 276 966</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Subrogation - Médecine / Hôpitaux.....	26 305 393	29 831 138
	<u>26 305 393</u>	<u>29 831 138</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Services d'avocats – enquêtes.....	2 982 983	3 770 262
Quote-part des usagers des services d'ambulance.....	1 540 798	1 757 122
Vérification de la qualité des services des laboratoires.....	1 125 034	1 167 041
Inspection des installations radiologiques.....	372 600	346 000
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail.....	333 333	400 000
Octroi de permis aux laboratoires.....	289 486	281 046
Droits de permis – Centres de prélèvement.....	236 074	243 361
Droits d'examen – Préposés aux soins médicaux d'urgence.....	230 560	160 208
Droits pour effectuer le paiement des réclamations.....	67 423	76 266
Droits de permis – maisons de soins infirmiers.....	14 980	51 501
Autres.....	150 011	136 850
	<u>7 343 282</u>	<u>8 389 657</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>12 199</u>	<u>700</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>407 750 629</u>	<u>259 218 481</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
DIVERS		
Pénalités – intérêt.....	204 220	177 582
Autres.....	254 448	400 885
	<u>458 668</u>	<u>578 467</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>1 953 414 065</u>	<u>803 295 409</u>

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

EXERCICE 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-314
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-316
RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION.....	2-319
AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR).....	2-321
SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR.....	2-324
PROGRAMME DU CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT.....	2-327
GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX.....	2-329
ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES.....	2-331
BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL.....	2-332
SERVICES NUMÉRIQUES DE L'ONTARIO.....	2-334
MODERNISATION POUR L'AVENIR.....	2-337
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-318, 2-322, 2-333
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-339
ÉTAT DES RECETTES.....	2-340

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020-2021		2021-2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
26 152 581	Administration du ministère	23 021 587	22 242 824
24 789 673	Relations de travail et rémunération	27 911 200	27 846 393
	Avantages sociaux et prestations de retraite		
1 528 858 015	(Part prise en charge par l'employeur)	2 247 503 000	2 678 419 878
27 729 711	Soutien au conseil du trésor	430 138 400	26 535 758
	Programme du Centre pour le personnel, la culture		
42 155 176	organisationnelle et le talent	45 459 700	44 823 415
36 781 174	Groupement des organismes centraux	38 110 100	37 876 299
0	Achat groupé de services médiatiques	979 300	0
46 239 418	Bureau du contrôleur général	54 641 300	48 099 325
16 226 951	Services numériques de l'Ontario	30 755 500	29 366 035
0	Modernisation pour l'avenir	32 834 200	2 063 453
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU			
1 748 932 699	MINISTÈRE	2 931 354 287	2 917 273 380
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
862 803 658	Bureau du contrôleur général	1 000	1 233 164 795
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU			
862 803 658	MINISTÈRE	2 000	1 233 164 795

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020-2021		2021-2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Soutien au conseil du trésor	31 482 900	0
0	Groupement des organismes centraux	2 000	0
0	Services numériques de l'Ontario	2 000	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU			
0	MINISTÈRE	31 488 900	0
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Soutien au conseil du trésor	7 741 000	1 352 382
0	Groupement des organismes centraux	1 000	0
0	Services numériques de l'Ontario	1 000	0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE		7 744 000	1 352 382

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	24 390 600	(1 450 200)	22 940 400	Administration du ministère..... 22 172 331
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	32 346	0	32 346	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 21 192
	<u>24 471 787</u>	<u>(1 450 200)</u>	<u>23 021 587</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 22 242 824
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
3	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3401				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000	0	1 000	
				Administration du ministère.....
				Amortissement, <i>Loi sur</i>
L	1 000	0	1 000	<i>l'administration financière</i>
				0
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME
				D'ADMINISTRATION DU
				MINISTÈRE
	2 000	0	2 000	0
BIENS IMMOBILISÉS				
3	1 000	0	1 000	
				Administration du ministère.....
				0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE
	1 000	0	1 000	0

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui permettent au ministère d'obtenir des résultats soutenant les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les secteurs de programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....	14 509 863		Traitements et salaires.....	3 502 719	
Avantages sociaux.....	1 873 094		Avantages sociaux.....	502 139	
Transports et communications.....	134 728		Transports et communications.....	16 842	
Services.....	8 266 077		Services.....	1 735 942	
Fournitures et matériel.....	56 244		Fournitures et matériel.....	11 813	
	24 840 006			5 769 455	
Moins: Recouvrements.....	2 667 675		Moins: Recouvrements.....	2 667 675	
	22 172 331				3 101 780
<i>Bureau principal</i>			<i>Ressources humaines</i>		
Traitements et salaires.....	3 256 532		Traitements et salaires.....	2 396 440	
Avantages sociaux.....	465 711		Avantages sociaux.....	209 200	
Transports et communications.....	51 651		Transports et communications.....	7 824	
Services.....	116 445		Services.....	163 283	
Fournitures et matériel.....	17 374		Fournitures et matériel.....	887	
	3 907 713				2 777 634
<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	5 341 272		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	694 573		<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i>		
Transports et communications.....	35 488				49 301
Services.....	1 242 211		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Fournitures et matériel.....	9 586		<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i>		
	7 323 130				21 192
<i>Services juridiques</i>					70 493
Traitements et salaires.....	12 900		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Avantages sociaux.....	1 471		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Transports et communications.....	22 923				22 242 824
Services.....	5 008 196				
Fournitures et matériel.....	16 584				
	5 062 074				

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3402				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION
1	54 589 900	(26 678 700)	27 911 200	Relations de travail et rémunération..... 27 846 393
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION..... 27 846 393
	54 589 900	(26 678 700)	27 911 200	

Description du programme:

Le programme des relations de travail et de la rémunération soutient l'engagement du gouvernement à l'égard de relations de travail constructives au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO) et du secteur parapublic.

Le programme représente la Couronne en tant qu'employeur dans toutes les négociations collectives et les questions de relations de travail touchant la FPO, fournit des conseils consultatifs sur les relations de travail et avec le personnel, soutient les relations patronales-syndicales régulières et gère les stratégies et les programmes de rémunération de la FPO. Il assure également la gouvernance budgétaire de tous les régimes d'avantages sociaux et de retraite pour le compte des employés et des retraités de la FPO et du système judiciaire.

Le programme analyse les facteurs internes et externes qui influent sur les résultats des négociations collectives dans le secteur parapublic afin de formuler et d'offrir au gouvernement, aux ministères et aux employeurs du secteur parapublic des orientations et des avis stratégiques fondés sur des éléments probants relativement aux questions courantes liées aux négociations collectives et aux relations de travail. De plus, le programme sert de centre d'expertise à l'appui des initiatives gouvernementales ayant une incidence sur la politique de rémunération totale dans le secteur parapublic (p. ex., politique de rémunération et d'avantages sociaux des cadres de direction).

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION - CRÉDIT 3402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Relations de travail et rémunération (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	17 516 697
Avantages sociaux.....	2 539 756
Transports et communications.....	64 606
Services.....	8 820 503
Fournitures et matériel.....	65 272
	<u>29 006 834</u>
Moins: Recouvrements.....	1 160 441
	<u>27 846 393</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
– PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL	
ET DE LA RÉMUNÉRATION.....	<u><u>27 846 393</u></u>

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3403				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)
1	1 354 000 000	385 000 000	1 739 000 000	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)..... 1 595 513 065
L	508 503 000	0	508 503 000	Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 082 906 813
	1 862 503 000	385 000 000	2 247 503 000	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)..... 2 678 419 878

Description du programme:

Le Programme des avantages sociaux et des prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur) prend en charge les dépenses que le gouvernement effectue en qualité d'employeur au chapitre des services assurés, des programmes prévus par la loi, des services non assurés et de certains régimes de retraite de la fonction publique, notamment les coûts d'arbitrage et d'administration par des tiers. Les charges dépendent de l'évolution des charges à payer du gouvernement à titre de répondant ou de co-répondant de certains régimes de services assurés, régimes de retraite et droits aux indemnités de cessation d'emploi.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) (Poste 1)			Crédits législatifs Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
Avantages sociaux			Avantages sociaux		
Régime de retraite agréé			Régime de retraite agréé		
des juges provinciaux.....	5 329 027		des juges provinciaux.....	13 090 554	
Convention de retraite			Convention de retraite		
des juges provinciaux.....	35 870 250		des juges provinciaux.....	4 486 000	
Régime de retraite complémentaire			Régime de retraite complémentaire		
des juges provinciaux.....	20 454 060		des juges provinciaux.....	12 733 522	
Régime de pensions			Régime de retraite complémentaire		
du Canada.....	218 604 551		des protonotaires chargés de		
Régime de retraite complémentaire			la gestion des causes.....	3 914 061	
des protonotaires chargés de			Continuation des prestations		
la gestion des causes.....	1 293 505		pour la CSPAA et la		
Régime de soins dentaires.....	59 522 534		protection du revenu à long		
Impôt-santé des employeurs.....	123 833 484		terme.....	14 200 000	
Assurance-emploi.....	74 188 080		Assurance-vie collective*.....	(43 351 605)	
Assurance-vie collective.....	7 665 686		Régime de retraite		
Régime de retraite complémentaire			complémentaire des juges de		
des juges de paix.....	1 265 723		paix.....	2 392 514	
Indemnités légales de			Indemnités légales		
cessation d'emploi.....	60 392 169		de cessation d'emploi*.....	(25 002 494)	
Protection du revenu			Protection du revenu		
à long terme.....	157 392 537		à long terme*.....	(137 800 000)	
Avantages sociaux - Association			Régime de retraite du Syndicat		
de la Police provinciale			des employés de la fonction		
de l'Ontario.....	38 559 406		publique de l'Ontario.....	32 434 334	
Régime de retraite du Syndicat			Régime de retraite		
des employés de la fonction			des fonctionnaires*.....	(308 016 134)	
publique de l'Ontario.....	226 258 131		Compte des avantages sociaux		
Régime de retraite			supplémentaires des		
des fonctionnaires.....	980 484 260		fonctionnaires.....	69 778 983	
Compte des avantages sociaux			Prestations aux		
supplémentaires des			employés retraités.....	705 729 973	
fonctionnaires.....	20 242 100		Absences et congés rémunérés.....	4 542 405	
Prestations aux employés retraités...	216 283 971		Commission de la sécurité		
Régime d'assurance			professionnelle et de		
complémentaire maladie et			l'assurance contre les		
hospitalisation.....	155 121 733		accidents du travail (CSPAAT)....	735 300 000	
Autres avantages sociaux.....	15 153 907		Autre avantages*.....	(1 525 300)	
		2 417 915 114			1 082 906 813
Moins : Recouvrements.....		822 402 049			
		1 595 513 065			

*Le crédit est attribuable au rajustement de fin d'exercice découlant d'une nouvelle évaluation actuarielle, qui a révélé une hausse moins importante que prévu du passif non capitalisé par rapport aux projections antérieures.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR).....	<u><u>2 678 419 878</u></u>

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3404				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR
1	48 751 400	(20 768 700)	27 982 700	Conseil du Trésor – Soutien et planification financière.....
2	2 035 110 100	(1 632 954 400)	402 155 700	Fonds de prévoyance.....
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR.....
	2 083 861 500	(1 653 723 100)	430 138 400	26 535 758
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	365 310 000	(333 829 100)	31 480 900	Fonds de prévoyance pour les immobilisations.....
7	1 000	0	1 000	Soutien au Conseil du Trésor – charges d'immobilisations.....
L	1 000	0	1 000	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR.....
	365 312 000	(333 829 100)	31 482 900	0
BIENS IMMOBILISÉS				
6	7 741 000	0	7 741 000	Soutien au Conseil du Trésor – biens immobilisés
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR.....
	7 741 000	0	7 741 000	1 352 382

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Description du programme:

Le programme de soutien au Conseil du Trésor procure du leadership et des services consultatifs qui étayent une prise de décision fondée sur des données probantes, une gestion financière prudente et une reddition des comptes transparente dans toute la fonction publique de l'Ontario. Le programme offre aussi du leadership aux ministères et aux organismes provinciaux par la prestation de politiques, de directives et de conseils stratégiques de portée gouvernementale visant à promouvoir l'excellence dans la fonction publique, notamment en dirigeant et en soutenant l'examen des organismes provinciaux de l'Ontario.

Le programme favorise la responsabilité et l'intégrité budgétaire en offrant son expertise et ses conseils sur l'élaboration et la mise en œuvre de cadres pour la gestion budgétaire et financière, la mesure du rendement et l'infrastructure. Il veille à l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement en soutenant le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement et en offrant des conseils sur les plans pluriannuels préparés chaque année, la gestion des dépenses pour l'exercice en cours et la conception des programmes. De plus, le programme aide le président du Conseil du Trésor, le sous-ministre et secrétaire du Conseil du Trésor et du Conseil de gestion du gouvernement ainsi que le gouvernement à rendre compte à la population des plans et des résultats en publiant par exemple le Budget des dépenses. Le programme fournit également à la fonction publique de l'Ontario et au secteur parapublic des conseils en matière de reddition des comptes et de surveillance.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			BIENS IMMOBILISÉS	
Conseil du Trésor – Soutien et planification financière (Poste 1)			Soutien au Conseil du Trésor – biens immobilisés (Poste 6)	
Traitements et salaires.....	21 388 232		Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs	
Avantages sociaux.....	2 799 435		aux biens immobilisés.....	1 352 382
Transports et communications.....	109 760			<u>1 352 382</u>
Services.....				
Autres services.....	<u>2 396 533</u>		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME	
	2 396 533		DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR.....	<u>1 352 382</u>
Fournitures et matériel.....	17 654			
	26 711 614			
Moins : recouvrements□.....	175 856			
	<u>26 535 758</u>			
<i>Gestion des dépenses</i>				
Traitements et salaires.....	14 455 078			
Avantages sociaux.....	1 798 464			
Transports et communications.....	86 295			
Services.....				
Autres services.....	542 240			
Fournitures et matériel.....	<u>12 152</u>			
	16 894 229			
<i>Planification et performance</i>				
Traitements et salaires.....	6 933 154			
Avantages sociaux.....	1 000 971			
Transports et communications.....	23 465			
Services.....				
Autres services.....	1 854 293			
Fournitures et matériel.....	<u>5 502</u>			
	9 817 385			
Moins : recouvrements□.....	<u>175 856</u>			
	9 641 529			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL				
DU TRÉSOR.....	<u>26 535 758</u>			

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3405				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU CENTRE POUR LE
				PERSONNEL, LA CULTURE
				ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT
				Centre pour le personnel, la culture
1	41 688 100	3771 600	45 459 700	organisationnelle et le talent
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME
				DU CENTRE POUR LE PERSONNEL
				LA CULTURE ORGANISATIONNELLE
	41 688 100	3771 600	45 459 700	ET LE TALENT..... 44 823 415

Description du programme:

Le Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent (auparavant appelé Bureau de la Commission de la fonction publique) dirige et supervise l'établissement d'une stratégie et de politiques des ressources humaines soutenant l'engagement du gouvernement à l'égard d'un lieu de travail sain, inclusif et antiraciste dans tout le secteur public en Ontario. Le programme favorise la culture organisationnelle, la capacité de leadership, l'apprentissage et le perfectionnement des compétences dans l'optique de contribuer à un effectif divers, qualifié et engagé dans la fonction publique de l'Ontario (FPO). Il soutient également le rendement organisationnel par des analyses de la main-d'œuvre au niveau gouvernemental, des initiatives de participation des employés et la gouvernance des organismes.

Le Centre fournit également des services de secrétariat à la Commission de la fonction publique et soutient l'atteinte des objectifs établis en vertu de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* pour garantir que la FPO demeure une organisation impartiale, professionnelle, éthique et compétente.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
PROGRAMME DU CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT-
CRÉDIT 3405

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		30 382 452
Avantages sociaux.....		4 521 916
Transports et communications.....		171 507
Services.....		6 090 070
Fournitures et matériel.....		65 474
Paiements de transfert		
Club du quart de siècle.....	137 709	
		137 709
Autres opérations.....		9 918 458
		51 287 586
Moins : recouvrements□.....		6 464 171
		44 823 415
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
– PROGRAMME DU CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT.....		44 823 415

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3409				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX
1	36 942 600	1 167 500	38 110 100	Groupement des organismes centraux..... 37 876 299
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX..... 37 876 299
	<u>36 942 600</u>	<u>1 167 500</u>	<u>38 110 100</u>	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	Groupement des organismes centraux..... 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement, Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATION) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX..... 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	
BIENS IMMOBILISÉS				
4	1 000	0	1 000	Groupement des organismes centraux..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	

Description du programme:

Le programme du Groupement des organismes centraux fournit à ses clients du leadership et un soutien efficient en technologie de l'information (TI) afin de renforcer la capacité du gouvernement à offrir des services centrés sur le citoyen. Le Groupement élabore et maintient les solutions sous-jacentes en TI nécessaires au soutien d'un gouvernement plus moderne, ouvert, transparent et accessible numériquement et aide ses clients de toute la FPO à optimiser la valeur de leurs services aux contribuables.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX - CRÉDIT 3409

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Groupement des organismes centraux (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	49 826 025	
Avantages sociaux.....	6 907 870	
Transports et communications.....	371 006	
Services.....	55 665 616	
Fournitures et matériel.....	59 700	
	112 830 217	
Moins: Recouvrements.....	74 953 918	
	37 876 299	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
– PROGRAMME DU GROUPEMENT DES		
ORGANISMES CENTRAUX.....	<u>37 876 299</u>	

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3412				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL
1	57 185 200	(2 543 900)	54 641 300	Bureau du contrôleur général..... 48 099 325
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- BUREAU DU CONTRÔLEUR
	<u>57 185 200</u>	<u>(2 543 900)</u>	<u>54 641 300</u>	GÉNÉRAL..... 48 099 325
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
L	1 000	0	1 000	Taxe de vente harmonisée, Loi sur l'administration financière..... 1 233 164 795
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) -
				BUREAU DU CONTRÔLEUR
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	GÉNÉRAL..... 1 233 164 795

Description du programme:

Le programme du Bureau du contrôleur général est responsable de l'orientation et du leadership, à l'échelle du gouvernement, du contrôle financier provincial, de la gestion du risque d'entreprise et de la surveillance administrative à l'égard de la fonction de vérification interne. Ce programme assure la supervision des fonctions garantissant une responsabilité financière solide, la transparence en matière de rapports, un cadre moderne de contrôle financier du secteur public et des capacités dans les domaines de la gestion financière, du risque et de la vérification.

Le programme aide la fonction publique de l'Ontario et le secteur parapublic à atteindre leurs objectifs opérationnels en assumant une fonction de remise en question à l'appui de la planification et de la prise de décision, tout en réalisant des évaluations et en présentant des recommandations pour renforcer les processus de gouvernance, de gestion du risque, de contrôle, de reddition des comptes et de conformité ainsi que pour améliorer l'efficacité, l'efficience et l'économie des activités des ministères et des organismes provinciaux.

De plus, le programme soutient le président du Conseil du Trésor et le gouvernement dans la présentation à la population des Comptes publics, du Rapport annuel et des états financiers consolidés. Il assure pour la fonction publique de l'Ontario et le secteur parapublic une surveillance interne renforcée, notamment en ce qui concerne la reddition des comptes, les politiques de gestion financière et les principales pratiques de gestion du risque à l'échelle du gouvernement.

Par ailleurs, le programme offre des conseils, de l'orientation et des activités d'élaboration d'un cadre stratégique pour bâtir et renforcer les communautés de gestion financière, de gestion du risque et de vérification interne.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL – CRÉDIT 3412

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Bureau du contrôleur général (Poste 1)			Division de la vérification interne de l'Ontario		
Traitements et salaires.....	37 434 505		Traitements et salaires.....	23 522 688	
Avantages sociaux.....	4 887 935		Avantages sociaux.....	3 022 493	
Transports et communications.....	126 794		Transports et communications.....	80 648	
Services.....	7 336 391		Services.....	2 087 752	
Fournitures et matériel.....	103 123		Fournitures et matériel.....	26 088	
Paiements de transfert				28 739 669	
Subventions à l'appui des pratiques			Moins: recouvrements.....	2 789 423	
efficaces en matière de					25 950 246
gestion financière et					
de gestion des risques.....	1 000 000				
		1 000 000	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -		
		50 888 748	BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL.....		48 099 325
Moins: recouvrements.....		2 789 423			
		48 099 325			
			ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
Division du directeur général de la gestion des risques			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	4 631 967		Avances et montants récupérables		
Avantages sociaux.....	590 046		Taxe de vente harmonisée,		
Transports et communications.....	11 983		<i>Loi sur l'administration financière</i>	1 233 164 795	
Services.....	404 791			1 233 164 795	
Fournitures et matériel.....	16 449				
Paiements de transfert			TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) -		
Subventions à l'appui des pratiques			BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL.....		1 233 164 795
efficaces en matière de					
gestion financière et					
de gestion des risques.....	1 000 000				
		6 655 236			
Division du contrôleur provincial					
Traitements et salaires.....	9 279 850				
Avantages sociaux.....	1 275 396				
Transports et communications.....	34 163				
Services.....	4 843 848				
Fournitures et matériel.....	60 586				
		15 493 843			

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3413				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE SERVICES NUMÉRIQUES DE L'ONTARIO
1	14 205 800	16 549 700	30 755 500	Services numériques de l'Ontario – fonctionnement..... 29 366 035
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE SERVICES NUMÉRIQUES DE L'ONTARIO..... 29 366 035
	<u>14 205 800</u>	<u>16 549 700</u>	<u>30 755 500</u>	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000	0	1 000	Services numériques de l'Ontario – charges d'immobilisations..... 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement, Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE SERVICES NUMÉRIQUES DE L'ONTARIO..... 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	
BIENS IMMOBILISÉS				
3	1 000	0	1 000	Services numériques de l'Ontario – biens immobilisés..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DE SERVICES NUMÉRIQUES DE L'ONTARIO..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Description du programme:

Les Services numériques de l'Ontario aident à créer un gouvernement moderne et axé sur le numérique qui munit toute la population ontarienne des éléments nécessaires pour s'épanouir à l'ère numérique. Ils contribuent à améliorer la qualité, la valeur et la gamme de services gouvernementaux en faisant en sorte qu'ils soient plus efficaces et disponibles en plus grand nombre en format numérique. Pour ce faire, les Services numériques de l'Ontario transforment les processus internes, établissent de nouvelles normes et équipent la fonction publique de l'Ontario pour l'utilisation des méthodes de l'époque d'Internet.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DE SERVICES NUMÉRIQUES DE L'ONTARIO – CRÉDIT 3413

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services numériques de l'Ontario – fonctionnement (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	17 779 919	
Avantages sociaux.....	2 306 798	
Transports et communications.....	78 981	
Services.....	9 080 317	
Fournitures et matériel.....	120 020	
	<u>29 366 035</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -		
PROGRAMME DE SERVICES NUMÉRIQUES DE		
L'ONTARIO.....		
	<u><u>29 366 035</u></u>	

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3414				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE MODERNISATION POUR L'AVENIR
				Bureau du renouvellement relatif
1	2 000 000	70 300	2 070 300	à la modernisation pour l'avenir..... 2 063 453
				Fonds d'accélération Faire
2	123 355 700	(92 591 800)	30 763 900	progresser l'Ontario..... 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE MODERNISATION POUR L'AVENIR..... 2 063 453
	125 355 700	(92 521 500)	32 834 200	

Description du programme:

Le programme de modernisation pour l'avenir soutient la mise en œuvre du changement transformationnel à l'échelle gouvernementale. Il permet l'exécution de projets de modernisation visant à rendre les services gouvernementaux plus accessibles par voie numérique, à réduire le fardeau administratif et simplifier les politiques et à améliorer le processus d'achat du gouvernement. Cette transformation organisationnelle améliore la commodité, la fiabilité et l'accessibilité des services pour la population et les entreprises de tout l'Ontario.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DE MODERNISATION POUR L'AVENIR – CRÉDIT 3414

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau du renouvellement relatif à la modernisation pour l'avenir (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	1 785 712	
Avantages sociaux.....	197 380	
Transports et communications.....	25 623	
Services.....	38 541	
Fournitures et matériel.....	16 197	
	<u>2 063 453</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE MODERNISATION POUR L'AVENIR.....	<u>2 063 453</u>	

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021–2022
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Club du quart de siècle*	340501	Oui	Oui	137 709
Subventions à l'appui des pratiques efficaces en matière de gestion financière et de gestion des risques**	341201	Oui	Oui	1 000 000
TOTAL				1 137 709

*L'entente de paiements de transfert actuelle est en vigueur depuis le 1er juin 2017 et se termine le 21 mars 2023.

** L'entente de paiements de transfert est d'une durée de trois ans et expire à la fin de l'exercice 2022-2023.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
<i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.....</i>	164	629
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursement de la taxe de vente harmonisée.....	17 855 478	83 129 417
Autre.....	850 261	181 607
	18 705 739	83 311 024
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	18 705 903	83 311 653

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 2021–2022

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-342
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-344
SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES.....	2-347
STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ.....	2-352
SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES.....	
- PROGRAMME D'IMMOBILISATION.....	2-353
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-346, 2-349, 2-355
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-356
ÉTAT DES RECETTES.....	2-357

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
103 064 686	Administration du ministère	114 845 165	110 909 834
17 470 963 437	Services aux enfants et aux adultes	17 244 118 200	17 117 066 308
1 448 525	Programme de la Stratégie de réduction de la pauvreté	1 000	0
17 575 476 648	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	17 358 964 365	17 227 976 142
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
72 107 000	Services aux enfants et aux adultes	90 021 000	86 360 319
0	Programme de la Stratégie de réduction de la pauvreté	1 000	0
	Services à l'enfance et Services sociaux		
0	et communautaires - Programme d'immobilisations	1 000	0
72 107 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	90 024 000	86 360 319
CHARGES D'IMMOBILISATION			
	Services à l'enfance et Services sociaux		
63 550 911	et communautaires - Programme d'immobilisations	80 504 500	79 159 007
63 550 911	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	80 504 500	79 159 007

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
	Services à l'enfance et Services sociaux		
17 114 041	et communautaires - Programme d'immobilisations	20 304 600	20 072 188
17 114 041	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	20 304 600	20 072 188

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	74 963 000	14 028 300	88 991 300	Administration du ministère..... 85 807 733
2	25 770 300	(20 000)	25 750 300	Politiques stratégiques..... 24 997 088
				Traitement versé au ministre en vertu de
L	70 219	0	70 219	<i>la Loi sur le Conseil exécutif</i> 71 679
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la
L	32 346	0	32 346	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 33 334
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	100 836 865	14 008 300	114 845 165	DU MINISTÈRE..... 110 909 834
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	1 000	0	1 000	DU MINISTÈRE..... 0

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère appuie l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du ministère en offrant à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, une planification et une gestion stratégiques des ressources et des finances, des services juridiques et de communication et des services d'aide administrative et opérationnelle.

Le programme des politiques stratégiques stimule l'exécution du mandat du ministère en offrant du leadership, des analyses stratégiques et de l'expertise qui touchent ou sous-tendent les programmes ministériels (que ce soit un seul programme ou plusieurs d'entre eux) ou qui concernent plusieurs ministères, ordres de gouvernements, partenariats et engagements.

Le programme de la veille stratégique et du fonctionnement organisationnel impulse l'innovation dans l'application et l'intégration des données, la veille stratégique, la gestion de l'information et les mesures fondées sur des données probantes avec le concours des partenaires du ministère afin de soutenir l'efficacité organisationnelle et de démontrer l'amélioration des résultats aux Ontariennes et Ontariens.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services juridiques		
Traitements et salaires.....	26 258 510		Avantages sociaux.....	142 953	
Avantages sociaux.....	3 864 049		Transports et communications.....	17 153	
Transports et communications.....	307 283		Services.....	8 341 455	
Services.....	49 034 182		Fournitures et matériel.....	18 500	
Fournitures et matériel.....	6 343 709				8 520 061
	<u>85 807 733</u>		Gestion des locaux		
Bureau de la direction			Traitements et salaires.....	883 122	
Traitements et salaires.....	4 434 690		Avantages sociaux.....	140 787	
Avantages sociaux.....	507 441		Transports et communications.....	25 159	
Transports et communications.....	49 162		Services.....	36 032 275	
Services.....	247 727		Fournitures et matériel.....	3 683	
Fournitures et matériel.....	5 621				37 085 026
	<u>5 244 641</u>		Crédits législatifs		
Services opérationnels			Traitement versé au ministre en vertu de la		
Traitements et salaires.....	13 393 745		Loi sur le Conseil exécutif.....		71 679
Avantages sociaux.....	1 971 449		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Transports et communications.....	157 585		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		33 334
Services.....	2 908 190				<u>105 013</u>
Fournitures et matériel.....	6 312 319		Politiques stratégiques (Poste 2)		
	<u>24 743 288</u>		Traitements et salaires.....	19 090 056	
Ressources humaines			Avantages sociaux.....	2 944 760	
Traitements et salaires.....	2 609 394		Transports et communications.....	93 622	
Avantages sociaux.....	531 473		Services.....	2 851 282	
Transports et communications.....	38 847		Fournitures et matériel.....	17 368	
Services.....	478 655				24 997 088
Fournitures et matériel.....	863		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
	<u>3 659 232</u>		PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Services de communication			DU MINISTÈRE.....		
Traitements et salaires.....	4 794 606				110 909 834
Avantages sociaux.....	712 899				
Transports et communications.....	19 377				
Services.....	1 025 880				
Fournitures et matériel.....	2 723				
	<u>6 555 485</u>				

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
702				PROGRAMME DES SERVICES AUX	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ENFANTS ET AUX ADULTES	
3	9 861 302 000	(734 720 200)	9 126 581 800	Soutien financier et soutien à l'emploi....	9 116 082 288
7	40 221 100	3 558 700	43 779 800	Bureau des obligations familiales.....	42 663 933
20	2 049 765 200	40 758 500	2 090 523 700	Enfants et jeunes à risque.....	2 080 211 167
				Soutiens aux particuliers	
21	4 617 384 300	108 832 800	4 726 217 100	et aux familles	4 618 044 781
22	1 203 194 700	(132 900 000)	1 070 294 700	Prestation ontarienne pour enfants.....	1 069 843 466
				Groupement de l'information et de la	
				technologie de l'information pour	
				les services sociaux et les	
				services à l'enfance et à	
26	76 562 700	25 302 200	101 864 900	la jeunesse.....	99 485 964
28	21 394 200	(76 500)	21 317 700	Condition féminine.....	21 122 252
				Créances irrécouvrables,	
L	63 538 500	0	63 538 500	Loi sur l'administration financière....	69 612 457
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES SERVICES	
	17 933 362 700	(689 244 500)	17 244 118 200	AUX ENFANTS ET AUX ADULTES	17 117 066 308
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
9	66 706 000	23 315 000	90 021 000	Services aux enfants et aux adultes.....	86 360 319
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES SERVICES	
	66 706 000	23 315 000	90 021 000	AUX ENFANTS ET AUX ADULTES	86 360 319

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

Description du programme :

Le programme des services aux enfants et aux adultes offre des services communautaires efficaces et responsables aux personnes nécessitant des aides financières et en matière d'emploi, aux adultes ayant des déficiences intellectuelles, aux enfants ayant des déficiences intellectuelles ou physiques ou des besoins particuliers, aux enfants et aux jeunes à risque, aux jeunes en conflit avec la loi et aux victimes de violence.

Les programmes d'aide sociale aident les gens à retrouver un travail en fournissant des aides à l'emploi et au revenu aux personnes admissibles dans le besoin, y compris les personnes handicapées, et leurs familles. Le Bureau des obligations familiales améliore la sécurité financière des familles en percevant et en distribuant les pensions alimentaires pour enfant et pour conjoint.

Le programme destiné aux enfants et aux jeunes à risque comprend les services de protection de l'enfance fournis par les sociétés d'aide à l'enfance et les sociétés autochtones pour protéger les enfants et les jeunes qui risquent d'être victimes de mauvais traitements ou de négligence, les services de justice pour les jeunes pour réduire le taux de récidive et fournir des services de prévention, de rééducation et de réinsertion ainsi que d'autres services adaptés sur le plan culturel à l'intention des collectivités francophones et autochtones, ainsi que des services de divulgation de l'information relativement aux adoptions.

Le programme de soutiens aux particuliers et aux familles comprend des services aux enfants et aux jeunes ayant des déficiences intellectuelles ou physiques, des programmes de santé et de mieux-être adaptés sur le plan culturel à l'intention des Autochtones, des soutiens communautaires aux jeunes à risque et aux femmes et aux enfants victimes de violence, ainsi que des services spécialisés pour les enfants et les jeunes, notamment des services en autisme, des services de réadaptation et des soutiens à ceux ayant des besoins particuliers complexes.

La Prestation ontarienne pour enfants fournit une aide financière non imposable directe aux familles admissibles à revenu faible ou moyen. La Subvention équivalant à la Prestation ontarienne pour enfants offre aux enfants et des jeunes pris en charge par les sociétés d'aide à l'enfance accès à des possibilités sociales, éducatives et récréatives et un programme d'épargne à l'intention des jeunes plus âgés pris en charge.

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse propose des conseils stratégiques et exploite des solutions de technologie de l'information pour soutenir les activités et le mandat du ministère.

L'Office de la condition féminine travaille avec l'ensemble du gouvernement pour promouvoir la sécurité et l'autonomie économique et sociale des femmes et pour renforcer la sensibilisation à la violence contre les femmes et à la traite des personnes.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3)			Enfants et jeunes à risque (Poste 20)		
Traitements et salaires.....	162 224 370		Traitements et salaires.....	110 098 298	
Avantages sociaux.....	29 543 402		Avantages sociaux.....	22 837 661	
Transports et communications.....	8 872 421		Transports et communications.....	1 710 656	
Services.....	29 445 248		Services.....	21 253 057	
Fournitures et matériel.....	1 076 612		Fournitures et matériel.....	2 971 516	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées			Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités et à la prévention.....	61 168 097	
– Soutien financier.....	5 305 914 634		Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités autochtones et à la prévention.....	104 633 623	
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées			Services de justice pour la jeunesse.....	119 732 268	
– Soutien à l'emploi.....	39 643 962		Services de protection de l'enfance.....	1 635 806 099	1 921 340 087
Programme Ontario au travail					(108)
– Soutien financier.....	2 249 208 118		Autres opérations.....		2 080 211 167
Programme Ontario au travail					
– Soutien à l'emploi.....	182 759 037				
Programme de médicaments de l'Ontario.....	1 107 394 484				
	8 884 920 235				
	9 116 082 288				
Crédits législatifs			Services de protection de l'enfance		
Autres opérations			Traitements et salaires.....	12 668 934	
Créances irrécouvrables,			Avantages sociaux.....	1 907 483	
<i>Loi sur l'administration financière</i>	69 612 457		Transports et communications.....	123 896	
	69 612 457		Services.....	6 468 382	
			Fournitures et matériel.....	11 992	
			Paiements de transfert		
Bureau des obligations familiales (Poste 7)			Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités et à la prévention.....	61 168 097	
Traitements et salaires.....	27 272 222		Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités autochtones et à la prévention.....	104 633 623	
Avantages sociaux.....	4 986 292		Services de protection de l'enfance.....	1 635 806 099	1 822 788 506
Transports et communications.....	943 580				
Services.....	9 356 971				
Fournitures et matériel.....	104 868				
	42 663 933				

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
Services de justice pour la jeunesse			Services aux personnes ayant une déficience intellectuelle		
Traitements et salaires.....	97 429 365		Traitements et salaires.....	9 775 467	
Avantages sociaux.....	20 930 178		Avantages sociaux.....	1 440 564	
Transports et communications.....	1 586 760		Transports et communications.....	128 191	
Services.....	14 784 675		Services.....	1 190 734	
Fournitures et matériel.....	2 959 524		Fournitures et matériel.....	5 665	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Services de justice pour la			Services de soutien.....	942 561 782	
jeunesse.....	119 732 268		Services en établissement.....	2015 042 463	
Autres opérations.....	(108)		Autres opérations.....	328	
		257 422 661			2 970 145 194
Soutiens aux particuliers et aux familles (Poste 21)			Populations vulnérables		
Traitements et salaires.....	87 051 582		Traitements et salaires.....	2 781 824	
Avantages sociaux.....	16 959 061		Avantages sociaux.....	422 598	
Transports et communications.....	963 004		Transports et communications.....	26 043	
Services.....	9 665 499		Services.....	783 969	
Fournitures et matériel.....	1 160 537		Fournitures et matériel.....	2 458	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Services de soutien.....	942 561 782		Soutiens pour l'intégration		
Initiatives jeunesse.....	43 686 561		communautaire.....	55 986 517	
Soutiens pour l'intégration			Soutien aux victimes de violence	197 861 221	
communautaire.....	55 986 517		Stratégie de ressourcement		
Soutien aux victimes			pour le mieux - être des		
de violence.....	197 861 221		Autochtones.....	46 094 692	
Stratégie de ressourcement			Initiatives jeunesse.....	43 686 561	
pour le mieux - être des					347 645 883
Autochtones.....	46 094 692				
Familles en santé.....	76 439 102		Services à l'enfance et à la jeunesse		
Soutien communautaire aux			Traitements et salaires.....	32 629 096	
enfants et aux jeunes.....	137 403 435		Avantages sociaux.....	6 134 705	
Autisme.....	557 701 509		Transports et communications.....	290 459	
Services de traitement et de			Services.....	5 763 808	
réadaptation pour enfants.....	305 278 765		Fournitures et matériel.....	1 039 039	
Besoins particuliers complexes.	124 028 327		Paiements de transfert		
Crédit d'impôt pour les activités			Soutien communautaire aux		
des enfants.....	160 396		enfants et aux jeunes.....	137 403 435	
Services en établissement.....	2 015 042 463		Autisme.....	557 701 509	
		4 502 244 770	Services de traitement et de		
Autres opérations.....		328	réadaptation pour enfants.....	305 278 765	
		4 618 044 781	Besoins particuliers complexes.	124 028 327	
			Crédit d'impôt pour les activités		
			des enfants.....	160 396	
			Familles en santé.....	76 439 102	
					1 246 868 641

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
Bureaux régionaux			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Traitements et salaires.....	41 865 195		Services aux enfants et aux adultes (Poste 9)	
Avantages sociaux.....	8 961 194		Avances et montants récupérables	
Transports et communications.....	518 311		Soutien financier et soutien à l'emploi.....	86 360 319
Services.....	1 926 988			<u>86 360 319</u>
Fournitures et matériel.....	113 375			
		53 385 063		
Prestation ontarienne pour enfants (Poste 22)			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Paiements de transfert			PROGRAMME DES SERVICES AUX	
Subvention équivalant à la			ENFANTS ET AUX ADULTES.....	<u>86 360 319</u>
Prestation ontarienne pour				
enfants.....	9 935 666			
Prestation ontarienne pour				
enfants.....	1 059 907 800			
		1 069 843 466		
Groupement de l'information et de la technologie de l'information				
pour les services sociaux et les services à l'enfance et				
à la jeunesse (Poste 26)				
Traitements et salaires.....		37 318 216		
Avantages sociaux.....		5 313 064		
Transports et communications.....		328 099		
Services.....		78 510 303		
Fournitures et matériel.....		37 338		
		121 507 020		
Moins : Recouvrements.....		22 021 056		
		<u>99 485 964</u>		
Condition féminine (Poste 28)				
Traitements et salaires.....		2 420 127		
Avantages sociaux.....		393 372		
Transports et communications.....		12 903		
Services.....		236 665		
Fournitures et matériel.....		1 871		
Paiements de transfert				
Initiatives d'autonomisation				
économique.....	7 875 272			
Initiatives de prévention de				
la violence.....	10 182 042			
		18 057 314		
		<u>21 122 252</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DES SERVICES AUX				
ENFANTS ET AUX ADULTES.....		<u>17 117 066 308</u>		

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
703				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	1 000	0	1 000	- PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ 0
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000	0	1 000	Stratégie de réduction de la pauvreté.... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	1 000	0	1 000	PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ 0

Description du programme :

Le Programme de réduction de la pauvreté s'acquitte des responsabilités découlant de la *Loi de 2009 sur la réduction de la pauvreté*.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
704				
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES PROGRAMME D'IMMOBILISATION
				Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - programme d'immobilisations dans l'infrastructure - actifs
9	1 000	0	1 000	fonctionnement..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES PROGRAMME D'IMMOBILISATION
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	<u>0</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires -
1	34 526 000	6 650 000	41 176 000	infrastructure..... 40 129 584
				Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - logiciels et applications de gestion..... 0
2	1 000	0	1 000	
				Amortissement, Loi sur l'administration financière.... 39 029 423
L	39 326 500	0	39 326 500	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière.... 0
L	1 000	0	1 000	
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES PROGRAMME D'IMMOBILISATION
	<u>73 854 500</u>	<u>6 650 000</u>	<u>80 504 500</u>	<u>79 159 007</u>

non vérifié

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
704				
BIENS IMMOBILISÉS				
				SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICE SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES PROGRAMME D'IMMOBILISATION
				Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - biens immobilisés liés à l'infrastructure.....
3	1 000	605 300	606 300	606 300
				Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - logiciels et applications de gestion - biens immobilisés.....
4	18 253 400	1 444 900	19 698 300	19 465 888
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES PROGRAMME D'IMMOBILISATION
	18 254 400	2 050 200	20 304 600	20 072 188

Description du programme :

Le programme d'immobilisations du ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires finance les projets d'infrastructure de toutes tailles du ministère ainsi que les logiciels d'application de gestion.

Le financement de l'infrastructure est fourni aux bénéficiaires des paiements de transfert dans les collectivités et aux installations exploitées directement par le ministère pour l'acquisition, la construction et la rénovation d'immobilisations, et ce, afin de faciliter la prestation efficace des programmes du ministère et la gestion des activités de base du ministère.

Les logiciels d'application de gestion acquis, construits ou développés sont capitalisés et imputés sur la durée de vie utile de l'actif.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME
D'IMMOBILISATION
- CRÉDIT 704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			BIENS IMMOBILISÉS	
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires infrastructure (Poste 1)			Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - biens immobilisés liés à l'infrastructure (Poste 3)	
Paiements de transfert			Investissements dans des immobilisations	
Renouvellement des installations			corporelles.....	606 300
des partenaires.....	25 019 619			<u>606 300</u>
Subventions d'immobilisations...	11 951 683			
		36 971 302	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires logiciels et applications de gestion biens immobilisés (Poste 4)	
Autres opérations			Logiciels d'application de gestion -	
Investissements dans les			traitements et salaires.....	2 886 405
immobilisations.....	3 158 282	3 158 282	Logiciels d'application de gestion -	
		<u>40 129 584</u>	avantages sociaux.....	407 921
			Logiciels d'application de gestion -	
Crédits législatifs			coûts relatifs aux immobilisations.....	16 171 562
Amortissement,				<u>19 465 888</u>
Loi sur l'administration financière.....	39 029 423	39 029 423	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
			SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES	
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES -	
SERVICES A L'ENFANCE ET SERVICES			PROGRAMME D'IMMOBILISATION.....	<u><u>20 072 188</u></u>
SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES -				
PROGRAMME D'IMMOBILISATION.....		<u><u>79 159 007</u></u>		

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	CRÉDIT et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021–2022
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Aide à l'égard d'enfants qui ont un handicap grave (aide financière du POSPH)	070203	Oui	Non	110 505 372
Services de protection de l'enfance	070220	Oui	Non	1 635 806 099
Bien-être de l'enfance – soutiens aux collectivités et à la prévention	070220	Oui	Non	61 168 097
Bien-être de l'enfance – soutiens aux collectivités autochtones et à la prévention	070220	Oui	Non	104 633 623
Justice pour la jeunesse	070220	Oui	Non	119 732 268
Services de soutien	070221	Oui	Non	942 561 783
Services aux personnes ayant une déficience intellectuelle - Logements avec services de soutien (services résidentiels)	070221	Oui	Non	2 015 042 463
Soutiens pour l'intégration communautaire	070221	Oui	Non	55 986 517
Soutien aux victimes de violence	070221	Oui	Non	197 861 221
Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	070221	Oui	Non	46 094 692
Soutien communautaire aux enfants et aux jeunes	070221	Oui	Non	43 686 561
Soutien communautaire aux enfants et aux jeunes	070221	Oui	Non	137 403 435
Autisme	070221	Oui	Non	557 701 509
Services de traitement et de réadaptation pour enfants	070221	Oui	Non	305 278 765
Besoins particuliers complexes	070221	Oui	Non	124 028 327
Familles en santé	070221	Oui	Non	76 439 102
Initiatives d'autonomisation économique	070228	Oui	Non	7 875 272
Initiatives de prévention de la violence	070228	Oui	Non	10 182 042
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Subventions d'immobilisations/principales immobilisations	070401	Oui	Oui	11 951 683
Renouvellement des installations des partenaires	070401	Oui	Oui	25 019 619
TOTAL				6 588 958 449

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens.....	313 734 267	300 502 784
Entente sur le développement de la main-d'œuvre.....	79 809 832	70 371 565
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents.....	66 936 548	53 259 716
Logement en milieu de soutien.....	2 108 787	2 157 429
Gouvernement/Canada – Fonds pour initiative familiale.....	1 028 858	1 028 858
Autres.....	2 089 000	478 442
	<u>465 707 292</u>	<u>427 798 794</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Autres.....	(1 260 870)	235 008 763
	<u>(1 260 870)</u>	<u>235 008 763</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais d'administration – BOF.....	929 298	298 917
Accès à l'information - Droits.....	31 349	25 464
Maison pour groupe d'enfants.....	27 372	5 100
Frais pour chèques refusés.....	210	0
Justice pour les jeunes – Droits de permis.....	0	800
	<u>988 229</u>	<u>330 281</u>
VENTES ET LOCATIONS	<u>0</u>	<u>126</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement.....	133 918 714	153 604 402
Frais de fonctionnement.....	32 903 575	10 624 357
Subventions.....	4 735 514	130 615
	<u>171 557 803</u>	<u>164 359 374</u>
DIVERS		
Autres.....	3 737 254	529 865
Pénalités – intérêt.....	1 655 877	6 732
Comptes de subrogation.....	420 526	476 561
	<u>5 813 657</u>	<u>1 013 158</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u><u>642 806 111</u></u>	<u><u>828 510 496</u></u>

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

EXERCICE 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-360
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-361
POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES.....	2-364
ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ONTARIO.....	2-367
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-363, 2-368
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-369
ÉTAT DES RECETTES.....	2-370

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020-2021		2021-2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
5 350 156	Administration du ministère	7 194 214	7 093 504
188 706 592	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	104 191 300	101 965 378
11 733 064	Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario	8 559 400	6 857 755
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
205 789 812	DU MINISTÈRE	119 944 914	115 916 637
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)			
0	DU MINISTÈRE	1 000	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	2 000	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
0	DU MINISTÈRE	4 000	0
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	1 000	0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE		2 000	0

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	3 775 200	3 355 000	7 130 200	Administration du ministère..... 7 027 536
L	47 841	0	47 841	Traitement versé à ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>3 839 214</u>	<u>3 355 000</u>	<u>7 194 214</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D' ADMINISTRATION DU MINISTÈRE. 7 093 504
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3501				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
				Administration du ministère -
3	1 000	0	1 000	Immobilisations.....
				Amortissement –
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière.....
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME
	2 000	0	2 000	D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..
BIENS IMMOBILISÉS				
				Administration du ministère -
2	1 000	0	1 000	Immobilisations.....
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	1 000	0	1 000	DU MINISTÈRE.....

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre et offre des services de gestion stratégique, du leadership et des conseils ainsi que des services de communication, de technologie de l'information et d'administration à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration du ministère (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	5 122 313
Avantages sociaux.....	678 960
Transports et communications.....	21 250
Services.....	1 176 579
Fournitures et matériel.....	28 434
	<u>7 027 536</u>
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la	
<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu	
de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667
	<u>65 968</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	<u>7 093 504</u>

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3502				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES
1	62 683 900	41 506 400	104 190 300	Politiques, programmes et partenariats stratégiques..... 101 965 378
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>62 684 900</u>	<u>41 506 400</u>	<u>104 191 300</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES..... 101 965 378
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	Politiques, programmes et partenariats stratégiques..... 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES..... 0
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000	0	1 000	Politiques, programmes et partenariats stratégiques..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES..... 0

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

Description du programme :

Le ministère élabore et met en œuvre des politiques, des programmes et des partenariats stratégiques dans toutes les administrations pour aider les adultes et les personnes handicapées à rester autonomes, en santé, actifs et intégrés socialement dans leur communauté et l'économie. Cela comprend des initiatives aux objectifs divers : favoriser les collectivités-amies des aînés et exemptes d'obstacles; aider les résidents vieillissants à rester en santé, actifs, intégrés et en sécurité, tout en optimisant leur apprentissage continu, leur emploi, leur autonomie et leur dignité (p. ex., Programme de subventions aux projets communautaires pour l'inclusion des personnes âgées, programmes des centres de vie active pour personnes âgées); s'associer avec les collectivités pour éviter les mauvais traitements à l'égard des personnes âgées et y remédier; superviser l'Office de réglementation des maisons de retraite, qui veille à ce que les personnes âgées qui résident dans des maisons de retraite soient en sécurité et reçoivent des soins de qualité; favoriser l'accessibilité et aider les personnes handicapées à s'épanouir pleinement; soutenir financièrement les organismes sans but lucratif qui servent les personnes âgées et les personnes handicapées.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES - CRÉDIT 3502

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques, programmes et partenariats stratégiques (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		5 084 664
Avantages sociaux.....		675 758
Transports et communications.....		36 327
Services.....		678 114
Fournitures et matériel.....		14 939
Paiements de transfert		
Paiement de transfert, Affaires des		
personnes âgées.....	65 039 576	
Crédit d'impôt aux aînés		
pour la sécurité à domicile.....	30 000 000	
Programme de certification en		
matière d'accessibilité de la		
Fondation Rick Hansen.....	436 000	
		95 475 576
		101 965 378
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS		
STRATÉGIQUES.....		101 965 378

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3503				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ONTARIO
1	15 125 400	(6 567 000)	8 558 400	Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario..... 6 831 586
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 26 169
	<u>15 126 400</u>	<u>(6 567 000)</u>	<u>8 559 400</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ONTARIO..... 6 857 755

Description du programme :

Le ministère encadre l'élaboration, la mise en œuvre et l'application de la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario (LAPHO)* et du *règlement 191/11 (Normes d'accessibilité intégrées)* s'y rattachant. Cela comprend la gérance générale de l'examen et de l'élaboration des normes et de la réglementation régissant l'accessibilité en vertu de la *LAPHO*, l'examen législatif de la *LAPHO* même ainsi que la gestion de la conformité avec cette loi et de son application. Le ministère a également des responsabilités dans la surveillance de la *Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l'Ontario (LPHO)*.

Le ministère finance des initiatives stratégiques visant à supprimer les obstacles à l'accessibilité et mène un certain nombre d'activités de sensibilisation et d'éducation du public. Cela inclut l'apport de formation et de soutien pratique (p. ex., des webinaires et des ressources pédagogiques) à l'intention des organismes œuvrant pour les personnes handicapées et des organisations des secteurs privé, sans but lucratif et parapublic pour les aider à comprendre, à faire progresser et à promouvoir l'accessibilité et à se conformer à la *LAPHO*.

Le ministère administre également le programme de paiements de transfert InterActions pour le changement, qui verse des fonds à des associations sans but lucratif, œuvrant pour les personnes handicapées, de l'industrie et professionnelles pour élaborer des ressources visant à renforcer l'accessibilité, à impulser des initiatives favorisant une plus grande inclusion et à éduquer les intervenants sur la *LAPHO* et l'accessibilité en général.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3503

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		4 395 373
Avantages sociaux.....		625 779
Transports et communications.....		73 020
Services.....		954 278
Fournitures et matériel.....		11 700
Paievements de transfert		
Accessibilité - paiement de		
transfert.....	771 436	
		771 436
		6 831 586
Crédits législatifs		
Créances irrécouvrables,		
<i>Loi sur l'administration financière</i>		26 169
		26 169
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES		
HANDICAPÉES DE L'ONTARIO.....		6 857 755

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Nom du paiement de transfert disccrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021–2022
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Programme de certification en matière d’accessibilité de la Fondation Rick Hansen ^{MC}	350201	Oui	Oui	436 000
Crédit d’impôt aux aînés pour la sécurité à domicile	350201	Non	Oui	30 000 000
Paiement de transfert, Affaires des personnes âgées	350201	Oui	Oui	65 039 576
Accessibilité - paiement de transfert	350301	Oui	Oui	771 436
TOTAL				96 247 012

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022 \$	2021 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme du marché du travail.....	268,978	0
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	1 554 241	509 275
DIVERS.....	169	211
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	1 823 388	509 486

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

EXERCICE 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-372
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-374
INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES.....	2-377
SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO.....	2-379
SERVICE ONTARIO.....	2-383
SERVICES AUX CONSOMMATEURS.....	2-386
GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....	2-389
PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT.....	2-392
SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION.....	2-395
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-376, 2-381, 2-385, 2-391, 2-394, 2-397
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-398
ÉTAT DES RECETTES.....	2-399

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020-2021		2021-2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
30 073 396	Administration du ministère	33 137 914	32 548 599
	Information, protection de la vie privée et		
15 163 641	archives publiques	16 088 900	16 062 131
542 202 497	Services communs de l'Ontario	262 675 800	255 014 028
218 795 873	ServiceOntario	283 921 400	263 770 795
25 517 840	Services aux consommateurs	21 795 600	21 359 753
	Groupement pour l'intégration des		
65 194 340	services gouvernementaux	73 788 100	73 786 940
327 404 870	Projets d'infrastructure du gouvernement	359 631 200	358 278 586
	Services organisationnels de technologie		
116 768 035	de l'information	146 371 400	144 023 413
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
1 341 120 492	DU MINISTÈRE	1 197 410 314	1 164 844 245
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	0	0
0	Services communs de l'Ontario	226 501 000	200 573 374
0	Services aux consommateurs	0	0
	Groupement pour l'intégration des		
837 005	services gouvernementaux	1 200 000	971 335
	Services organisationnels de technologie		
29 901 589	de l'information	38 000 000	31 572 113
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)			
30 738 594	DU MINISTÈRE	265 701 000	233 116 822

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020-2021 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2021-2022	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	1 000	0
	Information, protection de la vie privée et		
3 155 089	archives publiques	3 060 700	3 060 643
6 446 246	Services communs de l'Ontario	7 357 900	7 316 372
6 544 576	ServiceOntario	8 352 600	7 489 941
0	Services aux consommateurs	1 000	0
	Groupement pour l'intégration des		
2 160 967	services gouvernementaux	2 478 400	2 153 867
95 467 229	Projets d'infrastructure du gouvernement	96 457 900	95 602 249
	Services organisationnels de technologie		
9 555 298	de l'information	10 694 300	9 549 158
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
123 329 405	DU MINISTÈRE	128 403 800	125 172 230
BIENS IMMOBILISÉS			
3 830 642	Services communs de l'Ontario	2 468 600	1 690 069
7 813 762	ServiceOntario	10 688 300	9 131 045
0	Services aux consommateurs	0	0
	Groupement pour l'intégration des		
0	services gouvernementaux	0	0
219 598 426	Projets d'infrastructure du gouvernement	259 925 500	244 633 682
	Services organisationnels de technologie		
54 010 201	de l'information	59 028 100	55 741 234
285 253 031	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	332 110 500	311 196 030

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1801				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	32 546 100	527 800	33 073 900	Administration du ministère..... 32 482 631
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 16 667
	<u>32 610 114</u>	<u>527 800</u>	<u>33 137 914</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 32 548 599
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	(1 000)	0	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>0</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000	(1 000)	0	Administration du ministère..... 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>2 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

non vérifié

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à réaliser des résultats conformes aux objectifs et priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines et la coordination des initiatives de politiques et ministérielles. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels et de développement organisationnel.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....	19 521 733		Traitements et salaires.....	3 221 496	
Avantages sociaux.....	2 852 674		Avantages sociaux.....	431 147	
Transports et communications.....	148 708		Transports et communications.....	17 869	
Services.....	9 916 161		Services.....	1 984 039	
Fournitures et matériel.....	43 355		Fournitures et matériel.....	5 414	
	32 482 631			5 659 965	
<i>Bureau principal</i>			<i>Ressources humaines</i>		
Traitements et salaires.....	3 142 291		Traitements et salaires.....	2 730 264	
Avantages sociaux.....	479 720		Avantages sociaux.....	460 615	
Transports et communications.....	35 538		Transports et communications.....	12 217	
Services.....	185 724		Services.....	64 217	
Fournitures et matériel.....	3 050		Fournitures et matériel.....	2 594	
	3 846 323			3 269 907	
<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	10 427 682		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	1 481 192		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
Transports et communications.....	55 246		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Services.....	975 653		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667	
Fournitures et matériel.....	17 657			65 968	
	12 957 430				
<i>Services juridiques</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Transports et communications.....	27 838		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Services.....	6 706 528			32 548 599	
Fournitures et matériel.....	14 640				
	6 749 006				

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1809				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES
7	16 643 800	(554 900)	16 088 900	Information, protection de la vie privée et Archives publiques.....
				16 062 131
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES.....
	<u>16 643 800</u>	<u>(554 900)</u>	<u>16 088 900</u>	<u>16 062 131</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
8	3 060 700	0	3 060 700	Information, protection de la vie privée et Archives publiques.....
				3 060 643
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES.....
	<u>3 060 700</u>	<u>0</u>	<u>3 060 700</u>	<u>3 060 643</u>

Description du programme:

Information, protection de la vie privée et Archives publiques est responsable du leadership stratégique général concernant la garde des documents, l'accès à l'information et la protection de la vie privée pour la fonction publique de l'Ontario, les organismes et certains éléments du secteur parapublic. Elle supervise le fonctionnement et la prestation des services publics offerts par les Archives de l'Ontario (les plus grandes archives provinciales au Canada). Cette fonction inclut la collecte, la préservation, la gestion et l'accessibilité des documents gouvernementaux et privés d'importance historique et provinciale. La Division veille également à l'apport continu d'améliorations à l'accès, la protection et l'utilisation de l'information du gouvernement par la modernisation des services et le renforcement des canaux numériques.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

**PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES –
CRÉDIT 1809**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

\$		\$			\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMOBILISATIONS		
Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 7)			Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 8)		
Traitements et salaires.....	8 417 149		Services.....	3 060 643	
Avantages sociaux.....	1 414 787			<u>3 060 643</u>	
Transports et communications.....	364 959				
Services.....	14 817 590				
Fournitures et matériel.....	61 896				
Paiements de transfert					
Subventions à l'appui des					
archives publiques de					
l'Ontario.....	<u>20 000</u>				
	20 000				
	<u>25 096 381</u>				
Moins: Recouvrements.....	9 034 250				
	<u>16 062 131</u>				
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME DES INFORMATION,			PROGRAMME DES INFORMATION,		
PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET			PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET		
ARCHIVES PUBLIQUES			ARCHIVES PUBLIQUES		
	<u>16 062 131</u>			<u>3 060 643</u>	

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO
5	180 907 100	68 266 700	249 173 800	Services communs de l'Ontario..... 246 635 906
				Services centralisés de la FPO –
				Commission de la sécurité
				professionnelle et de l'assurance
27	1 000	0	1,000	contre les accidents du travail..... 0
				Fonds d'indemnisation des victimes
				d'accidents de véhicules
31	1 000	0	1 000	automobiles..... 0
L	13 500 000	0	13 500 000	Loi sur les actions contre la Couronne..... 8 378 122
	<u>194 409 100</u>	<u>68 266 700</u>	<u>262 675 800</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO..... 255 014 028
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
6	1 000	226 500 000	226 501 000	Services communs de l'Ontario..... 200 573 374
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO..... 200 573 374
	<u>1 000</u>	<u>226 500 000</u>	<u>0</u>	

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
12	2 000	(2 000)	0	
				Services communs de l'Ontario..... 0
				Amortissement – Services
				communs de l'Ontario, <i>Loi sur</i>
L	7 357 900	0	7 357 900	<i>l'administration financière</i> 7 316 372
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME DES SERVICES
				COMMUNS DE L'ONTARIO 7 316 372
	<u>7 359 900</u>	<u>(2 000)</u>	<u>7 357 900</u>	
BIENS IMMOBILISÉS				
14	3 000	2 465 600	2 468 600	Services communs de l'Ontario..... 1 690 069
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				COMMUNS DE L'ONTARIO 1 690 069
	<u>3 000</u>	<u>2 465 600</u>	<u>2 468 600</u>	

Description du programme:

Les Services communs de l'Ontario offrent à tous les ministères, aux fonctionnaires, à certains organismes et à certaines entités du secteur parapublic des services internes centralisés. Le programme permet l'exécution efficiente et efficace des activités internes essentielles du gouvernement, notamment l'approvisionnement à l'échelle du gouvernement, le traitement des opérations financières, le traitement et l'administration des paiements de transfert, les ressources humaines, la paie et les avantages sociaux ainsi que des services opérationnels à l'échelle de la FPO, et ce, par divers canaux, en particulier numériques. Le programme est aussi responsable de l'orientation générale et de l'obligation de rendre compte en matière de paiements de transfert pour Approvisionnement Ontario, un organisme d'approvisionnement centralisé qui permet l'application d'une approche pangouvernementale dans l'achat de biens et de services.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

\$		\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Services communs de l'Ontario (Poste 5)		Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 31)			
Traitements et salaires.....	116 361 345	Traitements et salaires.....		2 302 344	
Avantages sociaux.....	18 028 688	Avantages sociaux.....		386 438	
Transports et communications.....	26 465 546	Transports et communications.....		9 471	
Services.....	69 597 162	Services.....		6 815 709	
Fournitures et matériel.....	39 762 995	Fournitures et matériel.....		2 599	
Paiements de transfert				9 516 561	
Gestion centralisée de la chaîne				9 516 561	
d'approvisionnement	16 887 395	Moins: Recouvrements.....			0
	16 887 395				
Autres opérations	29 588 272				
	316 691 403				
Moins: Recouvrements.....	70 055 497				
	246 635 906				
Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l' assurance contre les accidents du travail (Poste 27)					
Services.....	65 664 563				
Moins: Recouvrements.....	65 664 563				
	0				
Crédits législatifs					
Autre opérations					
<i>Loi sur les actions contre la Couronne.....</i>	8 378 122				
	8 378 122				

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	
BIENS IMMOBILISÉS		
Services communs de l'Ontario (Poste 14)		
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	931 469	
Machines et équipement.....	758 600	
	<u>1 690 069</u>	
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)		
PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS		
DE L'ONTARIO.....	<u>1 690 069</u>	

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1814				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			SERVICEONTARIO	
1	239 780 800	38 838 600	278 619 400	ServiceOntario..... 263 769 617
				Demandes d'indemnisation adressées
				à la Caisse d'assurance des droits
				immobiliers, <i>Loi sur</i>
				<i>l'enregistrement des droits</i>
L	5 001 000	0	5 001 000	<i>immobiliers</i> 0
				Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>
L	301 000	0	301 000	<i>l'administration financière</i> 1 178
	<u>245 082 800</u>	<u>38 838 600</u>	<u>283 921 400</u>	TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				SERVICEONTARIO <u>263 770 795</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000	(1 000)	0	ServiceOntario..... 0
				Amortissement – <i>Loi sur</i>
L	8 352 600	0	8 352 600	<i>l'administration financière</i> 7 489 941
	<u>8 353 600</u>	<u>(1 000)</u>	<u>8 352 600</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS
				– SERVICEONTARIO <u>7 489 941</u>
BIENS IMMOBILISÉS				
3	6 934 300	3 754 000	10 688 300	ServiceOntario..... 9 131 045
	<u>6 934 300</u>	<u>3 754 000</u>	<u>10 688 300</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				SERVICEONTARIO <u>9 131 045</u>

non vérifié

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

Description du programme:

ServiceOntario est pour les particuliers et les entreprises de l'Ontario la voie d'accès aux services du gouvernement – carte Santé, services liés aux conducteurs et aux véhicules, permis d'activités de plein air (pêche et chasse), événements de la vie, enregistrement des biens fonciers et mobiliers personnels et service d'inscription des entreprises. Il aide les Ontariens par divers canaux (en personne, par téléphone, par courrier, en ligne, etc.).

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

SERVICEONTARIO – CRÉDIT 1814

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
ServiceOntario (Poste 1)		ServiceOntario (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	120 568 632	Logiciels d'application de gestion –	
Avantages sociaux.....	21 741 044	traitements et salaires.....	1 628 659
Transports et communications.....	15 563 691	Logiciels d'application de gestion –	
Services.....	112 802 016	avantages sociaux.....	322 163
Fournitures et matériel.....	11 259 132	Logiciels d'application de gestion – coûts	
	281 934 515	relatifs aux immobilisations.....	7 180 223
Moins: Recouvrements.....	18 164 898		9 131 045
	<u>263 769 617</u>		
		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
		SERVICEONTARIO.....	<u>9 131 045</u>
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>			
<i>L'administration financière</i>	1 178		
	<u>1 178</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
SERVICEONTARIO.....	<u>263 770 795</u>		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement, <i>Loi sur</i>			
<i>L'administration financière</i>	7 489 941		
	<u>7 489 941</u>		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			
SERVICEONTARIO.....	<u>7 489 941</u>		

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1816				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				SERVICES AUX CONSOMMATEURS
1	16 930 400	4 863 200	21 793 600	Services aux consommateurs..... 21 359 753
				Créances irrécouvrables, <i>Loi</i>
L	2 000	0	2 000	<i>sur l'administration financière</i> 0
	<u>16 932 400</u>	<u>4 863 200</u>	<u>21 795 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SERVICES AUX CONSOMMATEURS..... 21 359 753
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
3	1 000	(1 000)	0	Services aux consommateurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>0</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – SERVICES AUX CONSOMMATEURS..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	2 000	(2 000)	0	Services aux consommateurs..... 0
				Amortissement, <i>Loi</i>
L	1 000	0	1 000	<i>sur l'administration financière</i> 0
	<u>3 000</u>	<u>(2 000)</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SERVICES AUX CONSOMMATEURS..... 0

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**
PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS – CRÉDIT 1816
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services aux consommateurs (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	13 413 461
Avantages sociaux.....	2 037 544
Transports et communications.....	182 537
Services.....	1 923 535
Fournitures et matériel.....	31 350
Paiements de transfert	
Subventions pour les services aux	
consommateurs.....	3 771 326
	<u>21 359 753</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
PROGRAMME DES SERVICES AUX	
CONSOMMATEURS.....	<u>21 359 753</u>

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1817				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
				Groupement pour l'intégration des
3	2 000	(2 000)	0	services gouvernementaux..... 0
				Amortissement – <i>Loi sur</i>
L	2 478 400	0	2 478 400	<i>l'administration financière</i> 2 153 867
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– GROUPEMENT POUR
				L'INTÉGRATION DES SERVICES
	2 480 400	(2 000)	2 478 400	GOUVERNEMENTAUX..... 2 153 867
BIENS IMMOBILISÉS				
				Groupement pour l'intégration des
6	1 000	(1 000)	0	services gouvernementaux..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– GROUPEMENT POUR
				L'INTÉGRATION DES SERVICES
	1 000	(1 000)	0	GOUVERNEMENTAUX..... 0

Description du programme:

Le Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux fournit des conseils stratégiques et des solutions technologiques rentables à certains ministères (Développement économique, Création d'emplois et Commerce, Services aux aînés et Accessibilité, Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs, Infrastructure et Affaires francophones). Le Groupement fournit la technologie de l'information dont les ministères et organismes partenaires ont besoin pour réaliser, moderniser et transformer leurs activités et la prestation des services au public, aux entreprises et au personnel. Le Groupement est également responsable de la Solution organisationnelle de l'InfoCentre qui, en tant que service central commun obligatoire, rend possible l'exécution de 40 programmes dans tout le gouvernement.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX – CRÉDIT 1817

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBLISATIONS	
Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (Poste 1)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	31 387 319	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	4 087 186	Amortissement – <i>Loi sur</i>	
Transports et communications.....	1 317 490	<i>l'administration financière</i>	3 346 367
Services.....	85 455 753	Moins: Recouvrements.....	1 192 500
Fournitures et matériel.....	32 380		<u>2 153 867</u>
	<u>122 280 128</u>		
Moins: Recouvrements.....	48 493 188		
	<u>73 786 940</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		TOTAL (CHARGES D'IMMOBLISATIONS) –	
– GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION		GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION	
DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....	<u>73 786 940</u>	DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....	<u>2 153 867</u>
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (Poste 7)			
Dépôts et charges payées d'avance.....	971 335		
	<u>971 335</u>		
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)			
– GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION			
DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....	<u>971 335</u>		

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1820				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT
1	373 878 900	(14 247 700)	359 631 200	Biens immobiliers..... 358 243 308
L	0	0	0	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 35 278
	<u>373 878 900</u>	<u>(14 247 700)</u>	<u>359 631 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT..... 358 278 586
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	97 386 800	(929 900)	96 456 900	Biens immobiliers..... 95 602 249
4	1 000	(1 000)	0	Biens immobiliers - charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>97 388 800</u>	<u>(930 900)</u>	<u>96 457 900</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT..... 95 602 249
BIENS IMMOBILISÉS				
3	436 847 400	(176 921 900)	259 925 500	Biens immobiliers..... 244 633 682
	<u>436 847 400</u>	<u>(176 921 900)</u>	<u>259 925 500</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT..... 244 633 682

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

Description du programme:

Le programme des projets d'infrastructure du gouvernement est responsable de la gestion du portefeuille immobilier général du gouvernement par prépare les politiques, les lois et l'exécution des programmes. Le programme supervise les activités de gestion immobilière de la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) pour mettre en œuvre des stratégies immobilières, la planification du portefeuille, gérer l'acquisition et l'aliénation des biens excédentaires ainsi que la planification des immobilisations. Le Plan de gestion des sites contaminés, le programme des biens sociaux confisqués et le Programme d'utilisation des couloirs de transport de l'électricité du ministère sont gérés par ce programme.

Le programme est aussi responsable de l'optimisation des immeubles de bureaux de la province et de la direction de la transformation des lieux de travail en vue de réduire les coûts et de renforcer l'efficacité. Pour ce faire, le programme assure une meilleure gestion des biens immobiliers et de la prestation de services, en éliminant les espaces de bureau aux loyers élevés loués à des tiers et en refaçonnant les lieux et les processus de travail de la fonction publique de l'Ontario afin d'offrir les meilleurs résultats et services à la population ontarienne. Il exécute de grands projets immobiliers, notamment la reconstruction de l'édifice Macdonald et la rénovation de l'édifice Whitney.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT – CRÉDIT 1820

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			BIENS IMMOBILISÉS	
Biens immobiliers (Poste 1)			Biens immobiliers (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	8 718 345		Terrains.....	18 998 320
Avantages sociaux.....	1 243 990		Immeubles – diversification des modes	
Transports et communications.....	66 227		financement et de l'approvisionnement.....	225 635 362
Services.....	360 951 208			<u>244 633 682</u>
Fournitures et matériel.....	22 829			
Paiements de transfert.....				
Transactions immobilières.....	<u>2 726 400</u>		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	
	2 726 400		– PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU	
Autres opérations.....	15 031 924		GOUVERNEMENT.....	<u>244 633 682</u>
	<u>388 760 923</u>			
Moins: Recouvrements.....	30 517 615			
	<u>358 243 308</u>			
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>				
<i>L'administration financière</i>	<u>35 278</u>			
	<u>35 278</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)				
– PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU				
GOUVERNEMENT.....	<u>358 278 586</u>			
CHARGES D'IMMOBLISATIONS				
Biens immobiliers (Poste 2)				
Transports et communications.....	28,529			
Services.....	93,517,028			
Paiements de transferts				
Transactions immobilières	<u>2,056,692</u>			
	<u>95 602 249</u>			
TOTAL (CHARGES D'IMMOBLISATIONS) –				
– PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU				
GOUVERNEMENT	<u>95 602 249</u>			

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés		Total	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil		
	\$	\$	\$	\$

1821

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

**PROGRAMME DES SERVICES
ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE
DE L'INFORMATION**

				Services organisationnels d'information et de technologie de l'information.....	144 023 413
1	133 364 100	13 006 300	146 370 400	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> sur l'administration financière.....	0
L	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>		
	<u>133 365 100</u>	<u>13 006 300</u>	<u>146 371 400</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION.....	<u>144 023 413</u>

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

				Services organisationnels d'information et de technologie de l'information.....	31 572 113
4	<u>25 000 000</u>	<u>13 000 000</u>	<u>38 000 000</u>		
	<u>25 000 000</u>	<u>13 000 000</u>	<u>38 000 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	<u>31 572 113</u>

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1821				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION
2	9 183 500	0	9 183 500	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information..... 9 180 733
L	1 510 800	0	1 510 800	Amortissement, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 368 425
	<u>10 694 300</u>	<u>0</u>	<u>10 694 300</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION..... 9 549 158
BIENS IMMOBILISÉS				
3	63 528 100	(4 500 000)	59 028 100	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information..... 55 741 234
	<u>63 528 100</u>	<u>(4 500 000)</u>	<u>59 028 100</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION..... 55 741 234

Description du programme:

Le programme des services organisationnels de technologie de l'information assume le leadership relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information (ITI) en vue de moderniser les services publics de l'Ontario et de répondre aux besoins changeants de la population ontarienne, de la fonction publique de l'Ontario, des organismes et du secteur parapublic. Cela comprend l'élaboration d'un plan axé sur l'évolution des capacités en ITI afin de transformer la prestation des services au public et l'apport de solutions numériques axées sur les utilisateurs et d'une valeur accrue pour les contribuables. Le programme veille à la sécurité permanente des systèmes et des données, à la mise en œuvre d'une infrastructure, d'une gouvernance et d'une responsabilité commune et à la prestation des services communs à l'échelle de la fonction publique de l'Ontario, tels que les services d'hébergement, la gestion des services et les fonctions réseau.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1821

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	CHARGES D'IMMOBLISATIONS
Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 1)	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 2)
Traitements et salaires..... 121 025 416	Services..... 9 180 733
Avantages sociaux..... 16 991 838	<u>9 180 733</u>
Transports et communications..... 24 717 494	
Services..... 310 851 506	Crédits législatifs
Fournitures et matériel..... 12 622 077	
<u>486 208 331</u>	Autres opérations
Moins : Recouvrements..... 342 184 918	Amortissement – <i>Loi sur</i>
<u>144 023 413</u>	<i>l'administration financière</i> 43 882 408
	<u>43 882 408</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	Moins: Recouvrements..... 43 513 983
– PROGRAMME DES SERVICES	<u>368 425</u>
ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE	
DE L'INFORMATION..... 144 023 413	TOTAL (CHARGES D'IMMOBLISATIONS) –
	– PROGRAMME DES SERVICES
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE
Services organisationnels de technologie de l'information (Poste 4)	DE L'INFORMATION..... 9 549 158
Dépôts et charges payées d'avance..... 31 572 113	
<u>31 572 113</u>	BIENS IMMOBILISÉS
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 3)
– PROGRAMME DES SERVICES	Matériel de technologie de l'information..... 50 225 762
ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE	Logiciels d'application de gestion - coûts
DE L'INFORMATION..... 31 572 113	relatifs aux immobilisations..... 5 515 472
	<u>55 741 234</u>
	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	– PROGRAMME DES SERVICES
	ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE
	DE L'INFORMATION..... 55 741 234

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021–2022
				Dépenses réelles \$
OPERATING EXPENSE				
Subventions à l'appui des Archives publiques de l'Ontario	180907	Oui	Non	20 000
Subventions pour les services aux consommateurs	181601	Oui	Non	3 771 326
Transactions immobilières	182001	Non	Oui	2 726 400
TOTAL				6 517 726

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Dons de fournitures du gouvernement fédéral en lien avec la COVID-19.....	63 966 840	0
Travaux statistiques.....	2 860 351	30 521 469
	<u>66 827 191</u>	<u>30 521 469</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>655 305</u>	<u>1 532 963</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi sur les sûretés mobilières.....	54 160 526	60 647 210
Constitutions en sociétés.....	30 837 990	31 028 045
Loi sur les statistiques de l'état civil.....	17 194 328	14 112 020
Loi sur les noms commerciaux.....	11 077 525	9 579 968
Recherches et certificats.....	9 681 051	8 558 686
Loi sur le mariage.....	3 222 718	1 958 380
Loi sur les organismes d'application délégués.....	1 945 397	1 706 301
Loi sur le changement de nom.....	1 587 011	1 411 281
Loi sur les sociétés en commandite.....	1 275 466	798 808
Certificat d'authenticité.....	1 092 577	694 167
Loi de concernant les prêts sur salaire.....	614 670	669 205
Commissaire aux affidavits.....	441 406	266 586
Permis extraprovinciaux.....	107 174	138 773
Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette.....	17 589	25 332
Déclarations annuelles obligatoires.....	1 025	1 700
Autres.....	1 045 433	1 107 875
	<u>134 301 886</u>	<u>132 704 336</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>5 915</u>	<u>0</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Publications Ontario – Ventes.....	1 180 975	1 421 756
Autres.....	199 614 038	97 452 137
	<u>200 795 013</u>	<u>98 873 893</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>10 610 751</u>	<u>6 942 955</u>
DIVERS		
Intérêt.....	8 248	3 387
Autres.....	114 208 909	18 510 329
	<u>114 217 157</u>	<u>18 513 716</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>527 413 218</u>	<u>289 089 332</u>

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-402
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-403
FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE.....	2-405
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-404
ÉTAT DES RECETTES.....	2-408

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
5 151 064	Administration du ministère	7 496 414	7 428 229
5 986 786 186	Foyers de soins de longue durée	7 036 787 200	6 840 823 271
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
5 991 937 250	DU MINISTÈRE	7 044 283 614	6 848 251 500
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
20 429 959	Foyers de soins de longue durée	20 430 000	20 429 959
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)			
20 429 959	DU MINISTÈRE	20 431 000	20 429 959
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
187 556 938	Foyers de soins de longue durée	524 641 500	511 752 975
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
187 556 938	DU MINISTÈRE	524 641 500	511 752 975

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	6 036 700	1 395 700	7 432 400	Administration du ministère..... 7 372 863
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	de la Loi sur le Conseil exécutif..... 38 699
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la
L	16 173	0	16 173	Loi sur le Conseil exécutif..... 16 667
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	6 100 714	1 395 700	7 496 414	DU MINISTÈRE..... 7 428 229
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	1 000	0	1 000	DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre et la Direction des communications. Il assure l'orientation générale du ministère. □

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		5 825 734
Avantages sociaux.....		681 042
Transports et communications.....		120 588
Services.....		730 933
Fournitures et matériel.....		14 566
		<u>7 372 863</u>
Bureau principal		
Traitements et salaires.....	3 615 060	
Avantages sociaux.....	399 959	
Transports et communications.....	105 120	
Services.....	159 659	
Fournitures et matériel.....	4 684	
		<u>4 284 482</u>
Services de communication		
Traitements et salaires.....	2 210 674	
Avantages sociaux.....	281 083	
Transports et communications.....	15 467	
Services.....	571 274	
Fournitures et matériel.....	9 883	
		<u>3 088 381</u>
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		38 699
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en <i>vertu de la Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
		<u>55 366</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		<u><u>7 428 229</u></u>

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4502				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE
1	6 403 685 600	632 851 600	7 036 537 200	Programme de foyers de soins de longue durée..... 6 840 823 271
L	250 000	0	250 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>6 403 935 600</u>	<u>632 851 600</u>	<u>7 036 787 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE..... 6 840 823 271
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	20 430 000	0	20 430 000	Programme de foyers de soins de longue durée..... 20 429 959
	<u>20 430 000</u>	<u>0</u>	<u>20 430 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE..... 20 429 959
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	524 641 500	0	524 641 500	Programme de foyers de soins de longue durée..... 511 752 975
	<u>524 641 500</u>	<u>0</u>	<u>524 641 500</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE..... 511 752 975

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Description du programme :

Le gouvernement bâtit des collectivités plus saines et plus sûres en créant un secteur des soins de longue durée du 21^e siècle axé sur les résidents et sur des lieux que les personnes les plus vulnérables de notre province peuvent considérer comme leur foyer. À l'appui de cette vision, le ministère des Soins de longue durée (le « ministère ») se concentrera sur la création de 15 000 places et le réaménagement de 15 000 places supplémentaires qui répondront aux normes de conception modernes.

Notre gouvernement dispose d'un plan novateur et souple visant à stimuler de manière responsable l'aménagement de places pour que notre population vieillissante puisse recevoir les soins qu'elle nécessite et mérite. Ce plan inclut des réponses aux diverses expériences régionales que connaissent les exploitants et définit plusieurs obstacles auxquels l'ensemble du secteur est confronté à l'échelle de la province. Le gouvernement de l'Ontario investit dans le développement des soins de longue durée pour que nous puissions commencer les travaux et veiller à ce que les Ontariennes et Ontariens les plus vulnérables passent plus rapidement des listes d'attente aux lits.

Le ministère dirige également la réponse, en collaboration avec les partenaires du secteur, aux recommandations formulées dans le rapport de l'Enquête publique sur la sécurité des résidents des foyers de soins de longue durée.

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE - CRÉDIT 4502

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Programme de foyers de soins de longue durée (Poste 1)			Programme de foyers de soins de longue durée (Poste 2)	
Traitements et salaires.....		37 458 827	Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....		6 238 681	Foyers de soins de longue durée –	
Transports et communications.....		1 118 733	immobilisations.....	511 752 975
Services.....		12 544 006		<u>511 752 975</u>
Fournitures et matériel.....		100 193		
Paiements de transfert			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Foyers de soins de longue			PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE	
durée – fonctionnement.....	6 783 362 831		LONGUE DURÉE.....	<u>511 752 975</u>
		<u>6 783 362 831</u>		
		<u>6 840 823 271</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE				
LONGUE DURÉE.....		<u>6 840 823 271</u>		
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
Programme de foyers de soins de longue durée (Poste 10)				
Avances et montants récupérables				
Foyers de soins de longue durée –				
fonctionnement.....		20 429 959		
		<u>20 429 959</u>		
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE				
LONGUE DURÉE.....		<u>20 429 959</u>		

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA.....		
Fonds pour la sécurité des soins de longue durée.....	379 575 486	0
Accord sur le développement de la main-d'œuvre.....	86 636 920	0
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	9 544 607	0
Lits d'accès prioritaire pour anciens combattants.....	3 299 171	3 230 167
	<u>479 056 184</u>	<u>3 230 167</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	 31 725	 63 772
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	 21 175 735	 8 162 842
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	 <u>500 263 644</u>	 <u>11 456 781</u>

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

EXERCICE 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-410
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-412
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	2-415
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....	2-419
SERVICES CORRECTIONNELS.....	2-423
SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	2-427
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS.....	2-430
PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....	2-432
POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION.....	2-435
SERVICE D'INSPECTION.....	2-438
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME.....	2-440
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)....	2-414, 2-418, 2-421, 2-426, 2-429, 2-434
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-442
ÉTAT DES RECETTES.....	2-443

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
193 751 538	Administration du ministère	224 830 887	236 311 947
357 477 098	Division de la sécurité publique	375 674 400	371 721 914
1 223 811 986	Police provinciale de l'Ontario	1 349 463 800	1 346 894 698
1 095 954 367	Services correctionnels	1 124 005 000	1 118 824 375
90 590 041	Services technologiques pour la justice	106 068 500	105 757 765
777 079	Organismes, conseils et commissions	1 190 300	1 088 946
93 883 820	Planification et gestion des situations d'urgence	111 464 000	108 483 912
5 452 584	Politiques stratégiques, recherche et innovation	7 185 000	6 906 174
1 746 407	Service d'inspection	4 056 000	3 779 749
5 204 945	Direction générale de l'action contre le racisme	10 993 700	10 065 209
3 068 649 865	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	3 314 931 587	3 309 834 690
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Division de la sécurité publique	2 000	0
0	Police provinciale de l'Ontario	2 000	0
0	Services correctionnels	2 000	0
5 435 502	Services technologiques pour la justice	9 209 600	4 465 562
0	Organismes, conseils et commissions	2 000	0
0	Planification et gestion des situations d'urgence	2 000	0
0	Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000	0
0	Service d'inspection	2 000	0
0	Direction générale de l'action contre le racisme	2 000	0
5 435 502	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	9 226 600	4 465 562

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020-2021		2021-2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1 175 065	Administration du ministère	619 200	77 689
23 007 883	Division de la sécurité publique	26 317 700	25 505 479
26 622 800	Police provinciale de l'Ontario	37 373 000	36 838 390
58 631 671	Services correctionnels	77 755 500	73 034 394
1 838 481	Services technologiques pour la justice	6 256 900	2 154 004
429 295	Planification et gestion des situations d'urgence	655 500	530 779
0	Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000	0
111 705 195	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	148 979 800	138 140 734
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
942 606	Division de la sécurité publique	1 828 000	390 000
47 195 172	Police provinciale de l'Ontario	35 356 800	24 918 833
15 078 478	Services correctionnels	102 179 200	87 555 725
36 469 244	Services technologiques pour la justice	18 491 500	18 326 241
2 943 098	Planification et gestion des situations d'urgence	1 195 000	1 195 000
0	Politiques stratégiques, recherche et innovation	1 000	0
102 628 598	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	159 052 500	132 385 799

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	145 802 900	78 896 800	224 699 700	Administration du ministère..... 220 211 134
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	32 346	0	32 346	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000	0	1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> 15 984 845
L	50 000	0	50 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 50 000
	<u>145 934 087</u>	<u>78 896 800</u>	<u>224 830 887</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE. 236 311 947
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE. 0

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2601				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
2	701 600	(84 400)	617 200	Renouvellement des installations..... 77 689
				Administration du ministère – charges
5	1 000	0	1 000	liées aux biens immobilisés..... 0
				Amortissement - <i>Loi sur</i>
L	1 000	0	1 000	<i>l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS)
	703 600	(84 400)	619 200	– ADMINISTRATION DU MINISTÈRE. 77 689
BIENS IMMOBILISÉS				
4	1 000	0	1 000	Administration du ministère..... 0
				TOTAL (BIENS D'IMMOBILISATIONS)
	1 000	0	1 000	– ADMINISTRATION DU MINISTÈRE. 0

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère offre une grande variété de services de gestion relatifs à l'administration générale du ministère : ressources humaines, planification financière et opérationnelle, contrôle financier, approvisionnement et amélioration opérationnelle, communications, services juridiques, gestion des installations et d'autres fonctions spécialisées à durée limitée. Le programme partage les services du secteur de la justice en matière d'accès à l'information, de services en français et de vérification.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Locaux – Frais de location</i>		
Traitements et salaires.....	36 584 627		Services.....	128 912 253	
Avantages sociaux.....	5 178 718				128 912 253
Transports et communications.....	631 033		<i>Modernisation</i>		
Services.....	177 687 389		Traitements et salaires.....	8 791 239	
Fournitures et matériel.....	129 367		Avantages sociaux.....	1 161 364	
	220 211 134		Transports et communications.....	88 764	
<i>Bureau principal</i>			Services.....	3 671 687	
Traitements et salaires.....	3 799 360		Fournitures et matériel.....	11 999	
Avantages sociaux.....	462 680				13 725 052
Transports et communications.....	103 493		<i>Crédits législatifs</i>		
Services.....	291 864		Traitement versé au ministre en vertu		
Fournitures et matériel.....	7 930		<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
	4 665 328		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
<i>Services ministériels</i>			<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
Traitements et salaires.....	20 633 738		Autres opérations		
Avantages sociaux.....	3 048 106		Paiements effectués en vertu de la		
Transports et communications.....	375 672		<i>Loi sur l'administration financière</i>		15 984 845
Services.....	36 480 447		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
Fournitures et matériel.....	62 908		<i>l'administration financière</i>		50 000
	60 600 871				16 100 813
<i>Services de communication</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	3 360 290		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Avantages sociaux.....	506 568				236 311 947
Transports et communications.....	21 845		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services.....	308 384		<i>Renouvellement des installations (Poste 2)</i>		
Fournitures et matériel.....	36 458		Services.....	76 585	
	4 233 545		Fournitures et matériel.....	1 104	
<i>Services juridiques</i>					77 689
Transports et communications.....	41 259		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -		
Services.....	8 022 755		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Fournitures et matériel.....	10 072				77 689
	8 074 086				

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2603				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
				Division de la sécurité publique –
1	583 200	329 300	912 500	Bureau du sous-ministre adjoint..... 912 382
5	302 505 100	(7 629 100)	294 876 000	Direction des relations extérieures..... 293 010 767
6	21 640 800	4 563 800	26 204 600	Services privés de sécurité et d'enquête.... 24 157 240
7	30 523 100	(1 519 400)	29 003 700	Centre des sciences judiciaires..... 29 003 426
10	24 886 900	(209 300)	24 677 600	Collège de police de l'Ontario..... 24 638 099
	<u>380 139 100</u>	<u>(4 464 700)</u>	<u>375 674 400</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– DIVISION DE LA SÉCURITÉ
				PUBLIQUE..... 371 721 914
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
				Division des programmes de sécurité
4	2 000	0	2 000	publique et des politiques..... 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)
				– DIVISION DE LA SÉCURITÉ
				PUBLIQUE..... 0

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2603				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
9	27 215 100	(1 849 100)	25 366 000	Division de la sécurité publique..... 24 831 195
				Amortissement – Loi sur
L	951 700	0	951 700	<i>l'administration financière</i> 674 284
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– DIVISION DE LA SÉCURITÉ
	28 166 800	(1 849 100)	26 317 700	PUBLIQUE..... 25 505 479
BIENS IMMOBILISÉS				
8	1 926 000	(98 000)	1 828 000	Division de la sécurité publique..... 390 000
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– DIVISION DE LA SÉCURITÉ
	1 926 000	(98 000)	1 828 000	PUBLIQUE..... 390 000

Description du programme :

La Division de la sécurité publique travaille avec ses partenaires des services de police, des municipalités, des Premières Nations et des collectivités afin de promouvoir la sécurité communautaire et le bien-être. Elle a notamment les activités suivantes : analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; surveillance de l'industrie des services privés de sécurité et d'enquête; élaboration et modification de lois, de règlements et d'orientations sur les services de police; formation et soutien spécialisés du personnel des services de police et d'autres agents de la sécurité publique; administration des subventions pour la sécurité communautaire; mise en œuvre et soutien à la planification pour la sécurité et le bien-être dans les collectivités de toute la province; soutien aux opérations axées sur le renseignement; gestion des nominations provinciales et surveillance des outils du Système de sélection des agents de police; mise en œuvre du Système de gestion des cas graves de l'Ontario; administration et application de la *Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux*, notamment la protection des animaux; engagement plus général de soutenir les services policiers des Premières Nations en Ontario, notamment l'administration des ententes de financement avec les collectivités des Premières Nations, en partenariat avec le gouvernement fédéral.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint (Poste 1)			Services privés de sécurité et d'enquête (Poste 6)	
Traitements et salaires.....	762 997		Traitements et salaires.....	11 679 804
Avantages sociaux.....	127 171		Avantages sociaux.....	1 974 060
Transports et communications.....	5 300		Transports et communications.....	378 245
Services.....	16 914		Services.....	9 804 730
	<u>912 382</u>		Fournitures et matériel.....	<u>320 401</u>
				24 157 240
Direction des relations extérieures (Poste 5)			Centre des sciences judiciaires (Poste 7)	
Traitements et salaires.....	6 072 281		Traitements et salaires.....	19 931 811
Avantages sociaux	851 658		Avantages sociaux	3 346 752
Transports et communications.....	345 547		Transports et communications.....	357 400
Services.....	8 958 407		Services.....	2 274 624
Fournitures et matériel.....	415 314		Fournitures et matériel.....	<u>3 092 839</u>
Paiements de transfert				29 003 426
Subventions pour les services			Collège de police de l'Ontario (Poste 10)	
bien-être dans les			Traitements et salaires.....	11,225,371
collectivités.....	66 747 794		Avantages sociaux	1,308,826
Subventions pour les			Transports et communications.....	1,044,764
programmes municipaux RIDE..	2 400 000		Services.....	8,939,855
Subventions diverses –			Fournitures et matériel.....	<u>2,119,283</u>
Services policiers.....	27 496 295			24 638 099
Subvention pour des			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
collectivités sûres et			DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	
dynamiques.....	1 214 728			<u>371 721 914</u>
Entente fédérale-provinciale sur			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
les services policiers des			Division de la sécurité publique (Poste 9)	
Premières nations.....	60 959 887		Services.....	291 401
Financement des enquêtes			Paiements de transfert	
municipales sur les crimes			Ententes fédérales-provinciales sur les	
haineux et l'extrémisme.....	231 029		services policiers des Premières nations.....	6 656 387
Ontario Association of Crime			Équipement des services policiers.....	1 095 969
Stoppers.....	225 000		Autres opérations	
Sécurité des tribunaux.....	123 801 296		Investissements dans les immobilisations.....	<u>16 787 438</u>
	<u>283 076 030</u>			<u>24 831 195</u>
	299 719 237			
Moins : Recouvrements.....	<u>6 708 470</u>			
	<u>293 010 767</u>			

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – <i>Loi sur l'administration</i>	
<i>financière</i>	674 284
	<u>674 284</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
 DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	<u>25 505 479</u>
 BIENS IMMOBILISÉS	
Division de la sécurité publique (Poste 8)	
Machines et équipement- coûts	
relatifs aux immobilisations.....	390 000
	<u>390 000</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -	
 DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	<u>390 000</u>

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2604				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO
1	191 336 000	32 982 000	224 318 000	Services ministériels et stratégiques..... 224 168 161
2	7 167 300	(925 300)	6 242 000	Bureau du contrôleur des armes à feu... 6 239 067
3	181 539 300	(4 008 000)	177 531 300	Enquêtes et crime organisé..... 177 425 051
4	826 698 500	42 955 600	869 654 100	Services régionaux et circulation..... 866 984 260
5	66 490 600	5 226 800	71 717 400	Gestion du parc automobile..... 71 644 288
				Paiements en vertu de la <i>Loi sur</i>
L	1 000	0	1 000	<i>les services policiers</i> 433 871
	<u>1 273 232 700</u>	<u>76 231 100</u>	<u>1 349 463 800</u>	TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – POLICE
				PROVINCIALE DE L'ONTARIO <u>1 346 894 698</u>
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
6	2 000	0	2 000	Police provinciale de l'Ontario..... 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) –
				POLICE PROVINCIALE DE
				L'ONTARIO <u>0</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
8	26 170 900	(1 743 500)	24 427 400	Police provinciale de l'Ontario..... 23 820 540
				Amortissement – <i>Loi sur l'administration</i>
L	12 945 600	0	12 945 600	<i>financière</i> 13 017 850
	<u>39 116 500</u>	<u>(1 743 500)</u>	<u>37 373 000</u>	TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) – POLICE
				PROVINCIALE DE L'ONTARIO <u>36 838 390</u>

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2604				POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO
BIENS IMMOBILISÉS				
7	36 308 900	(952 100)	35 356 800	Police provinciale de l'Ontario..... 24 918 833
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– POLICE PROVINCIALE DE
	36 308 900	(952 100)	35 356 800	L'ONTARIO..... 24 918 833

Description du programme :

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale offre directement des services de police de première ligne dans des centaines de municipalités et de collectivités des Premières Nations de toute la province, en appliquant le Modèle ontarien de mobilisation et de participation. La Police provinciale enquête sur les crimes concernant l'ensemble de la province et plusieurs paliers de gouvernement, en particulier des affaires de fraude complexes et des activités criminelles organisées. De plus, elle patrouille sur les routes provinciales et est responsable d'un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers dans la province. La Police provinciale gère des registres provinciaux spécialisés comme le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV), la lutte contre la traite des personnes et le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario. Elle se charge également de la surveillance de stratégies provinciales comme celles touchant l'exploitation des enfants, les cas de fraudes graves et la lutte contre les bandes de motards. De plus, conformément à son mandat provincial, la Police provinciale réalise des enquêtes dans le domaine de la lutte anti-terrorisme et de la cybercriminalité, fournit un soutien en matière de services d'urgence, est responsable de la sécurité pour les événements internationaux très médiatisés, et offre des services spécialisés de sécurité et de protection pour le gouvernement de l'Ontario dans toute la province.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Services ministériels et stratégiques (Poste 1)		Gestion du parc automobile (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	130 975 290	Transports et communications.....	63 951
Avantages sociaux.....	15 968 466	Services.....	26 883 039
Transports et communications.....	15 255 653	Fournitures et matériel.....	46 616 249
Services.....	51 512 081		<u>73 563 239</u>
Fournitures et matériel.....	11 574 188	Moins : Recouvrements.....	1 918 951
	<u>225 285 678</u>		<u>71 644 288</u>
Moins : Recouvrements.....	1 117 517	Crédits législatifs	
	<u>224 168 161</u>		
Bureau du contrôleur des armes à feu (Poste 2)		Autres opérations	
Traitements et salaires.....	3 834 647	Paielements en vertu de la	
Avantages sociaux.....	398 599	Loi sur les services policiers.....	433 871
Transports et communications.....	55 093		<u>433 871</u>
Services.....	1 926 147		
Fournitures et matériel.....	24 581		
	<u>6 239 067</u>		
		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
		POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....	
		<u>1 346 894 698</u>	
		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Enquêtes et crime organisé (Poste 3)		Police provinciale de l'Ontario (Poste 8)	
Traitements et salaires.....	142 298 044	Services.....	10 743 790
Avantages sociaux.....	13 241 188	Autres opérations	
Transports et communications.....	4 536 171	Investissements dans les immobilisations.....	13 076 750
Services.....	17 849 586		<u>23 820 540</u>
Fournitures et matériel.....	1 723 730	Crédits législatifs	
	<u>179 648 719</u>		
Moins : Recouvrements.....	2 223 668		
	<u>177 425 051</u>		
Services régionaux et circulation (Poste 4)		Autres opérations	
Traitements et salaires.....	730 260 402	Amortissement – Loi sur l'administration	
Avantages sociaux.....	127 556 000	financière.....	13 017 850
Transports et communications.....	5 689 343		<u>13 017 850</u>
Services.....	27 661 329		
Fournitures et matériel.....	7 558 691		
	<u>898 725 765</u>		
Moins : Recouvrements.....	31 741 505	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
	<u>866 984 260</u>	POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....	
		<u>36 838 390</u>	

LE MINISTÈRE DU SOL LICITEUR GENERAL

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$
BIENS IMMOBILISÉS	
Police provinciale de l'Ontario (Poste 7)	
Avions - coûts relatifs aux immobilisations.....	1 273 100
Immeubles – partenariats publics-privés.....	8 415 435
Machines et équipement – coûts	
relatifs aux immobilisations.....	8 245 631
Matériel de technologie de l'information.....	212 847
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts	
relatifs aux immobilisations.....	6 771 820
	<u>24 918 833</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....	<u>24 918 833</u>

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2605				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS
1	21 229 100	5 077 100	26 306 200	Soutien opérationnel..... 26 289 056
2	15 818 000	2 248 400	18 066 400	Formation du personnel..... 17 518 483
3	890 739 600	46 849 200	937 588 800	Services en établissement..... 934 653 303
4	143 980 400	(7 633 400)	136 347 000	Services communautaires..... 134 786 653
				Surveillance et enquêtes pour les
5	5 894 700	(198 100)	5 696 600	services correctionnels..... 5 576 880
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS..... 1 118 824 375
	1 077 661 800	46 343 200	1 124 005 000	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
7	2 000	0	2 000	Services correctionnels..... 0
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS..... 0
	2 000	0	2 000	

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2605				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS
6	84 200 000	(10 587 300)	73 612 700	Établissements correctionnels..... 69 802 848
				Services en établissement – charges
10	1 000	0	1 000	liées aux biens immobilisés..... 0
				Services communautaires – charges
11	1 000	0	1 000	liées aux biens immobilisés..... 0
				Amortissement – Services en
				établissement – <i>Loi sur</i>
L	4 140 800	0	4 140 800	<i>l'administration financière</i> 3 231 546
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME DES SERVICES
				CORRECTIONNELS 73 034 394
	88 342 800	(10 587 300)	77 755 500	
BIENS IMMOBILISÉS				
8	150 577 900	(48 398 700)	102 179 200	Services en établissement..... 87 555 725
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				CORRECTIONNELS 87 555 725
	150 577 900	(48 398 700)	102 179 200	

Description du programme:

Le ministère est déterminé à réformer le système correctionnel pour adultes de l'Ontario de manière à accroître l'efficacité, à renforcer les résultats à long terme et à améliorer l'expérience du personnel de première ligne. Ces objectifs seront atteints par l'utilisation de la technologie pour automatiser et numériser les processus opérationnels, la mise en place de solutions de remplacement à l'incarcération, l'élaboration de ressources pour mieux soutenir le personnel de première ligne, la mise en œuvre de mécanismes de gouvernance et d'examen ainsi que la collaboration avec d'autres ministères, les intervenants et les collectivités de tout l'Ontario. La réforme des services correctionnels de l'Ontario contribuera à créer un système de justice criminelle intégré, efficace et viable qui favorise la prévention et la réintégration des contrevenants tout en assurant la sécurité du public.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Soutien opérationnel (Poste 1)			Services communautaires (Poste 4)		
Traitements et salaires.....	19 541 496		Traitements et salaires.....	96 276 616	
Avantages sociaux.....	2 953 214		Avantages sociaux.....	18 119 279	
Transports et communications.....	256 731		Transports et communications.....	1 400 734	
Services.....	2 434 276		Services.....	8 077 680	
Fournitures et matériel.....	6 818 795		Fournitures et matériel.....	730 246	
	32 004 512		Paiements de transfert		
Moins: Recouvrements.....	5 715 456		Services à la clientèle en		
	26 289 056		résidences communautaires		
			ou résidences externes	10 182 098	
Formation du personnel (Poste 2)				10 182 098	
Traitements et salaires.....	10 454 231			134 786 653	
Avantages sociaux.....	1 682 133				
Transports et communications.....	330 735		Surveillance et enquêtes pour les services		
Services.....	4 310 566		correctionnels (Poste 5)		
Fournitures et matériel.....	740 818				
	17 518 483		Traitements et salaires.....	4 553 653	
Services en établissement (Poste 3)			Avantages sociaux.....	634 954	
Traitements et salaires.....	641 896 370		Transports et communications.....	67 180	
Avantages sociaux.....	128 373 626		Services.....	317 118	
Transports et communications.....	6 646 509		Fournitures et matériel.....	3 975	
Services.....	73 737 030			5 576 880	
Fournitures et matériel.....	80 869 035				
Paiements de transfert			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Subventions tenant lieu			PROGRAMME DES SERVICES		
d'impôt aux municipalités.....	96 900		CORRECTIONNELS.....	1 118 824 375	
Allocation exceptionnelle aux					
détenus atteints d'un					
handicap permanent.....	2 292				
Programme de sensibilisation					
à la violence.....	62 586				
Programmes de réadaptation					
des délinquants.....	2 968 955				
	3 130 733				
	934 653 303				

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Établissements correctionnels (Poste 6)	
Services.....	13 692 205
Fournitures et matériel.....	191 813
Autres opérations	
Investissements dans les immobilisations.....	55 918 830
	<u>69 802 848</u>
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – Services en établissement –	
Loi sur l'administration financière.....	3 231 546
	<u>3 231 546</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DES SERVICES	
CORRECTIONNELS.....	<u>73 034 394</u>
BIENS IMMOBILISÉS	
Services en établissement (Poste 8)	
Immeubles – partenariats publics-privés.....	72 308 396
Machines et équipement –	
coûts relatifs aux immobilisations.....	15 247 329
	<u>87 555 725</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
PROGRAMME DES SERVICES	
CORRECTIONNELS.....	<u>87 555 725</u>

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2606				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE
1	221 429 300	(115 360 800)	106 068 500	Services technologiques pour la justice..... 105 757 765
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES SERVICES
				TECHNOLOGIQUES POUR LA
	<u>221 429 300</u>	<u>(115 360 800)</u>	<u>106 068 500</u>	JUSTICE..... 105 757 765
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
3	9 209 600	0	9 209 600	Services technologiques pour la justice..... 4 465 562
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES SERVICES
				TECHNOLOGIQUES POUR LA
	<u>9 209 600</u>	<u>0</u>	<u>9 209 600</u>	JUSTICE..... 4 465 562
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	1 000	0	1 000	Services technologiques pour la justice – charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	6 255 900	0	6 255 900	Amortissement – <i>Loi sur l'administration</i> <i>financière</i> 2 154 004
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				PROGRAMME DES SERVICES
				TECHNOLOGIQUES POUR LA
	<u>6 256 900</u>	<u>0</u>	<u>6 256 900</u>	JUSTICE..... 2 154 004

Description du programme:

non vérifié

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE – CRÉDIT 2606

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Services technologiques pour la justice (Poste 1)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	36 452 062	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	5 153 545	Amortissement, <i>Loi sur l'administration</i>	
Transports et communications.....	48 741 312	<i>financière</i>	2 154 004
Services.....	106 027 393		<u>2 154 004</u>
Fournitures et matériel.....	144 599		
	<u>196 518 911</u>		
Moins: Recouvrements.....	90 761 146	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
	<u>105 757 765</u>	PROGRAMME DES SERVICES	
		TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	<u>2 154 004</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DES SERVICES			
TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	<u>105 757 765</u>		
		BIENS IMMOBILISÉS	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		Services technologiques pour la justice (Poste 4)	
Services technologiques pour la justice (Poste 3)		Barrages et ouvrages d'art – coûts	
Dépôts et charges payées d'avance		relatifs aux bien immobilisés.....	2 477 479
Avances et montants récupérables.....	4 465 562	Technologie de l'information.....	15 848 762
	<u>4 465 562</u>		<u>18 326 241</u>
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
PROGRAMME DES SERVICES		PROGRAMME DES SERVICES	
TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	<u>4 465 562</u>	TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE	<u>18 326 241</u>

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2607				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS
1	892 600	297 700	1 190 300	Organismes, conseils et commissions... 1 088 946
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS..... 1 088 946
	905 800	(24 000)	881 800	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2	2 000	0	2 000	Organismes, conseils et commissions... 0
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS..... 0
	2 000	0	2 000	

Description du programme:

Le programme des organismes, conseils et commissions assure le fonctionnement des organismes relevant du ministère, comme la Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario et le Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS – CRÉDIT 2607

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		635 278
Avantages sociaux.....		88 634
Transports et communications.....		7 648
Services.....		356 271
Fournitures et matériel.....		1 115
		<u>1 088 946</u>
<i>Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario</i>		
Traitements et salaires.....	222 249	
Avantages sociaux.....	33 572	
Transports et communications.....	3 640	
Services.....	201 795	
Fournitures et matériel.....	854	
		<u>462 109</u>
<i>Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès</i>		
Traitements et salaires.....	413 029	
Avantages sociaux.....	55 062	
Transports et communications.....	4 008	
Services.....	154 476	
Fournitures et matériel.....	261	
		<u>626 837</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES ORGANISMES,		
CONSEILS ET COMMISSIONS.....		<u>1 088 946</u>

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2609				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
5	46 076 200	13 543 400	59 619 600	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario..... 59 335 420
8	37 249 900	14 594 500	51 844 400	Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence..... 49 148 492
	<u>83 326 100</u>	<u>28 137 900</u>	<u>111 464 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE..... 108 483 912
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
3	2 000	0	2 000	Planification et gestion des situations d'urgence..... 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE..... 0

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2609				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
				Planification et gestion des situations d'urgence – charges liées aux biens immobilisés.....
7	1 000	0	1 000	0
				Amortissement – Loi sur l'administration financière.....
L	654 500	0	654 500	530 779
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....
	655 500	0	655 500	530 779
BIENS IMMOBILISÉS				
				Planification et gestion des situations d'urgence.....
6	140 000	1 055 000	1 195 000	1 195 000
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....
	140 000	1 055 000	1 195 000	1 195 000

Description du programme:

Planification et gestion des situations d'urgence se consacre à la prestation de services de qualité relatifs à la sûreté, à la sécurité publique et aux enquêtes sur les décès. Ces activités sont menées par l'entremise du Bureau du coroner, du Service de médecine légale de l'Ontario et du Bureau du commissaire des incendies et de Gestion des situations d'urgence Ontario. Toutes les activités visent la détection rapide des problèmes et leur résolution par des initiatives efficaces d'atténuation, de prévention, de préparation, de réponse, de rétablissement, à caractère scientifique, d'enquête, de continuité des opérations et d'éducation du public. Ces sections s'attachent à être à la pointe des efforts déployés pour assurer la sûreté et la sécurité dans toutes les collectivités diverses de l'Ontario, ce qui aide le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE – CRÉDIT 2609

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario (Poste 5)			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	23 452 975		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	3 030 079		Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	530 779
Transports et communications.....	567 638			<u>530 779</u>
Services.....	29 182 430			
Fournitures et matériel.....	902 298		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Paiements de transfert			PROGRAMME DE LA PLANIFICATION	
Subventions pour les services judiciaires.....	2 200 000		ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....	<u>530 779</u>
		2 200 000		
		<u>59 335 420</u>		
			BIENS IMMOBILISÉS	
Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence (Poste 8)			Planification et gestion des situations d'urgence (Poste 6)	
Traitements et salaires.....	24 303 661		Machines et équipement.....	1 195 000
Avantages sociaux.....	3 997 367			<u>1 195 000</u>
Transports et communications.....	1 504 570			
Services.....	10 605 123		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
Fournitures et matériel.....	1 220 055		PROGRAMME DE LA PLANIFICATION	
Paiements de transfert			ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....	<u>1 195 000</u>
Subventions pour la sécurité-incendie.....	2 463 030			
Subventions pour les opérations d'urgence.....	5 054 687			
		7 517 716		
		<u>49 148 492</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE LA PLANIFICATION				
ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....	<u>108 483 912</u>			

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2610				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION
				Politiques stratégiques, recherche
1	6 624 400	560 600	7 185 000	et innovation..... 6 906 174
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	4 550 800	560 600	7 185 000	- POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION..... 6 906 174
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
				Politiques stratégiques, recherche
2	2 000	0	2 000	et innovation..... 0
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)
	2 000	0	2 000	- POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Politiques stratégiques, recherche et
				innovation – charges liées aux biens
4	1 000	0	1 000	immobilisés..... 0
				Amortissement – Loi sur
L	1 000	0	1 000	l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	2 000	0	2 000	- POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION..... 0

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2610				
BIENS IMMOBILISÉS				
				POLITQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION
				Politiques stratégiques, recherche et
3	1 000	0	1 000	innovation..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -
				POLITQUES STRATÉGIQUES,
	1 000	0	1 000	RECHERCHE ET INNOVATION..... 0

Description du programme:

La Division des politiques stratégiques, de la recherche et de l'innovation est chargée de diriger l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et de textes législatifs et réglementaires, ainsi que la coordination des activités intergouvernementales dans le secteur de la justice à l'appui du ministère et du gouvernement.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION – CRÉDIT 2610

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Politiques stratégiques, recherche et innovation (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	5 838 159
Avantages sociaux.....	897 312
Transports et communications.....	21 734
Services.....	132 724
Fournitures et matériel.....	16 245
	<u>6 906 174</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION.....	<u>6 906 174</u>

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

2612

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

SERVICE D'INSPECTION

2	5 345 500	(1 289 500)	4 056 000	Service d'inspection.....	3 779 749
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SERVICE	
	5 345 500	(1 289 500)	4 056 000	D'INSPECTION.....	3 779 749

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT

5	2 000	0	2 000	Service d'inspection.....	0
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)	
	2 000	0	2 000	– SERVICE D'INSPECTION.....	0

Description du programme:

La Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers (la Loi), qui a reçu la sanction royale, mais n'est toujours pas en vigueur, prescrit un inspecteur général des services policiers provincial qui travaillera au ministère. L'inspecteur général et les Services d'inspection qui l'appuient surveilleront, conseilleront et mèneront les inspections consacrées à la prestation des services policiers et à la conformité avec la Loi et ses règlements d'application. De plus, les Services d'inspection enquêteront sur les plaintes concernant l'inconduite de membres des commissions, la prestation des services policiers et le non-respect de la Loi et de ses règlements d'application (y compris les défaillances systémiques). L'inspecteur général peut émettre des directives et imposer certaines mesures pour régler les problèmes de non-conformité et pour assurer la prestation de services policiers conformément aux normes provinciales. Les Services d'inspection amélioreront la capacité du ministère à surveiller la conformité avec la Loi et à ses règlements d'application dans l'ensemble de la province, et rendront compte chaque année de leurs activités.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

SERVICE D'INSPECTION – CRÉDIT 2612

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Service d'inspection (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	2,935,450	
Avantages sociaux.....	405,201	
Transports et communications.....	34,224	
Services.....	385,164	
Fournitures et matériel.....	19,710	
	<u>3,779,749</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
SERVICE D'INSPECTION.....	<u>3,779,749</u>	

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2613				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME
				Direction générale de l'action
1	4 914 500	6 079 200	10 993 700	contre le racisme..... 10 065 209
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– DIRECTION GÉNÉRALE DE
	4 914 500	6 079 200	10 993 700	L'ACTION CONTRE LE RACISME.... 10 065 209
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Direction générale de l'action
4	2 000	0	2 000	contre le racisme..... 0
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) –
				DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION
	2 000	0	2 000	CONTRE LE RACISME..... 0

Description du programme:

La Direction générale de l'action contre le racisme (DGAR) s'emploie à éliminer le racisme systémique dans les politiques, décisions et programmes du gouvernement et à assurer l'équité à l'égard des communautés noires, autochtones et racisées de l'Ontario. Le ministère est déterminé à soutenir la DGAR dans la mise en place d'un gouvernement de l'Ontario plus inclusif et plus sensible aux besoins, afin de veiller à ce que toute la population soit servie équitablement, dans le cadre d'un plan reposant sur l'expérience et la recherche.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME – CRÉDIT 2613

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Direction générale de l'action contre le racisme (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	3 681 500
Avantages sociaux.....	444 930
Transports et communications.....	18 647
Services.....	1 019 439
Fournitures et matériel.....	4 728
Paiements de transfert	
Initiatives contre le racisme.....	4 895 965
	<u>10 065 209</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION	
CONTRE LE RACISME.....	<u>10 065 209</u>

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021–2022
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Subvention pour la sécurité et le bien-être dans les collectivités	2603-05	Oui	Non	66 747 794
Premières Nations – agents de police	2603-05	Oui	Non	60 959 887
Subventions pour les programmes municipaux RIDE	2603-05	Oui	Non	2 400 000
Subventions diverses - Services policiers	2603-05	Oui	Non	27 496 295
Association ontarienne d'échec au crime	2603-05	Oui	Non	225 000
Subvention pour des collectivités sûres et dynamiques	2603-05	Oui	Non	1 214 728
Financement des enquêtes municipales sur les crimes haineux et l'extrémisme	2603-05	Oui	Non	231 029
Programme de sensibilisation à la violence	2605-03	Oui	Non	62 586
Programmes de réadaptation des délinquants	2605-03	Oui	Non	2 968 955
Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes	2605-04	Oui	Non	10 182 098
Subventions pour les sciences judiciaires	2609-05	Oui	Non	2 200 000
Subvention pour la sécurité-incendie	2609-08	Oui	Non	2 463 030
Initiatives contre le racisme	2613-01	Oui	Non	4 895 965
Subventions pour les opérations d'urgence	2609-08	Oui	Non	5 054 687
Stratégie de sécurité dans les tribunaux	2603-05	Oui	Non	123 801 296
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	2605-03	Oui	Non	2 292
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	2605-03	Oui	Non	96 900
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Infrastructure des Premières Nations	2603-09	Oui	Oui	6 656 387
Équipement des services policiers (systèmes de TCF)	2603-09	Oui	Oui	1 095 969
TOTAL				318 754 898

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente de placement dans un établissement pénitencier.....	14 376 096	7 745 878
Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones.....	12 826 988	1 489 507
Entente sur la surveillance des immigrants.....	8 288 903	5 732 345
Les services policiers des Premières nations.....	7 488 308	7 215 611
Fonds pour la lutte contre les bandes criminalisées et les armes à feu.....	7 036 642	5 641 711
Contrôle des armes à feu.....	6 150 000	6 150 000
Entente relative aux services de biologie – SCF.....	3 450 000	3 450 000
Formation sur la détection des conducteurs dont les facultés sont affaiblies par la drogue et matériel de dépistage de drogues approuvé.....	1 610 452	975 321
Autres.....	1 197 697	3 529 269
	<u>62 425 086</u>	<u>41 929 643</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités.....	294 977 801	297 338 962
Remaniement des services locaux.....	148 998 935	142 600 476
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario.....	2 730 055	1 952 105
Programme d'intervention en cas d'urgence nucléaire.....	1 125 000	1 125 000
Acquittement – Compte Bell.....	395 862	1 255 862
Autres.....	1 665 879	2 581 169
	<u>449 893 531</u>	<u>446 853 574</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations.....	28 853 307	28 839 961
Frais pour chèques refusés.....	1 635	240
	<u>28 854 942</u>	<u>28 840 201</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>100</u>	<u>346 886</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations.....	85 250	100 965
Les Industries Trilcor.....	73 484	95 413
	<u>158 734</u>	<u>196 378</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>8 640 278</u>	<u>6 201 698</u>
DIVERS.....	<u>539 097</u>	<u>858 681</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>550 511 768</u>	<u>525 227 061</u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-446
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-448
SURVEILLANCE DES ORGANISMES ET DES PARTENARIATS.....	2-452
SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT.....	2-455
GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT.....	2-458
GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS.....	2-461
POLITIQUES ET PLANIFICATION INTÉGRÉES.....	2-463
OPÉRATIONS.....	2-465
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-450, 2-454, 2-457, 2-460, 2-462
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-467
ÉTAT DES RECETTES.....	2-468

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
36 838 943	Administration du ministère	43 941 392	41 977 035
3 183 072 421	Surveillance des organismes et des partenariats	1 498 741 600	1 345 089 829
159 856 246	Sécurité en matière de transport	186 540 600	221 327 478
25 423 588	Gestion de l'infrastructure de transport	38 700 500	33 487 208
65 623 290	Groupement du travail et des transports	73 608 000	72 844 926
21 169 342	Politiques et planification intégrées	23 048 200	21 592 521
553 798 547	Opérations	608 873 300	608 020 855
4 045 782 377	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	2 473 453 592	2 344 339 852
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Surveillance des organismes et des partenariats	1 000	0
0	Sécurité en matière de transport	1 000	0
0	Gestion de l'infrastructure de transport	1 000	0
0	Groupement du travail et des transports	1 000	0
0	Politiques et planification intégrées	1 000	0
0	Opérations	1 000	0
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	8 000	0

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020–2021		2021–2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
245 772	Administration du ministère	601 000	245 893
4 527 179 171	Surveillance des organismes et des partenariats	6 263 434 000	5 959 223 276
21 147 292	Sécurité en matière de transport	26 828 900	34 035 733
1 076 854 233	Gestion de l'infrastructure de transport	1 281 947 600	1 177 446 950
43 533 020	Opérations	40 593 000	39 299 989
5 668 959 488	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	7 613 404 500	7 210 251 841
BIENS IMMOBILISÉS			
10 752 845	Administration du ministère	13 158 000	8 858 038
0	Surveillance des organismes et des partenariats	1 000	0
37 510 403	Sécurité en matière de transport	23 130 376	23 130 376
2 117 606 122	Gestion de l'infrastructure de transport	25 200 000	2 069 053 714
2 165 869 370	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	61 489 376	2 101 042 128

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	38 248 000	5 606 000	43 854 000	Soutien opérationnel..... 41 807 582
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 71 679
L	22 378	0	22 378	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 0
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 16 667
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 81 107
	<u>38 335 392</u>	<u>5 606 000</u>	<u>43 941 392</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 41 977 035
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000	0	1 000	Soutien opérationnel..... 0
10	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2701				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
4	1 000	0	1 000	Administration du ministère..... 0
				Amortissement –
L	600 000	0	600 000	Loi sur l'administration financière..... 245 893
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	601 000	0	601 000	DU MINISTÈRE..... 245 893
BIENS IMMOBILISÉS				
3	20 158 000	(7 000 000)	13 158 000	Administration du ministère..... 8 858 038
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	20 158 000	(7 000 000)	13 158 000	DU MINISTÈRE..... 8 858 038

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère offre du leadership et des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services de soutien opérationnel spécialisés et rentables à valeur ajoutée pour aider le ministère à atteindre ses objectifs généraux.

Le programme fournit des conseils et un appui stratégiques dans les domaines des finances générales, des ressources humaines stratégiques et des soutiens opérationnels, et il supervise le programme du parc de véhicules de la fonction publique de l'Ontario.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Soutien opérationnel (Poste 1)			Ressources humaines		
Traitements et salaires.....	23 646 996		Traitements et salaires.....	4 563 965	
Avantages sociaux.....	3 439 975		Avantages sociaux.....	593 609	
Transports et communications.....	253 159		Transports et communications.....	23 764	
Services.....	25 427 330		Services.....	495 091	
Fournitures et matériel.....	8 911 570		Fournitures et matériel.....	20 195	
	61 679 030				5 696 624
Moins : Recouvrements.....	19 871 448				
	41 807 582		Services juridiques		
Bureau principal			Transports et communications.....	11 313	
Traitements et salaires.....	5 312 664		Services.....	2 483 320	
Avantages sociaux.....	644 847		Fournitures et matériel.....	7 447	
Transports et communications.....	72 290				2 502 080
Services.....	480 751		Crédits législatifs		
Fournitures et matériel.....	10 249		Traitement versé au ministre en vertu de la		
	6 520 801		Loi sur le Conseil exécutif.....		71 679
Services financiers et administratifs			Traitement versé au ministre sans portefeuille en		
Traitements et salaires.....	4 146 950		vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		0
Avantages sociaux.....	551 759		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Transports et communications.....	65 170		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		16 667
Services.....	1 690 455				88 346
Fournitures et matériel.....	2 359		Crédits législatifs		
	6 456 693		Créances irrécouvrables, Loi sur		
Installations et services opérationnels			l'administration financière.....		81 107
Traitements et salaires.....	5 817 305				81 107
Avantages sociaux.....	997 597		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Transports et communications.....	62 886		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Services.....	19 756 981				41 977 035
Fournitures et matériel.....	8 848 110		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
	35 482 879		Crédits législatifs		
Moins : Recouvrements.....	19 871 448		Autres opérations		
	15 611 431		Amortissement – Loi sur l'administration.....		13 851 937
Services de communication			Moins : Recouvrements.....		13 606 044
Traitements et salaires.....	3 806 112				245 893
Avantages sociaux.....	652 163		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Transports et communications.....	17 736		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Services.....	520 732				245 893
Fournitures et matériel.....	23 210				
	5 019 953				

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification ☐

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$
BIENS IMMOBILISÉS	
Administration du ministère (Poste 3)	
Parc automobile et flotte de bateaux	
- coûts relatifs aux biens immobilisés.....	8 858 038
	<u>8 858 038</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	<u>8 858 038</u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2702				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	16 547 500	1 500 000	18 047 500	
				Administration de la surveillance des organismes et partenariats..... 17 720 833
2	897 221 500	583 470 600	1 480 692 100	
				Surveillance des organismes et partenariats..... 1 327 368 996
L	1 000	0	1 000	
				Financement des transports en commun municipaux, <i>Loi réservant</i> <i>des fonds aux transports en commun</i> 0
L	1 000	0	1 000	
				Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 0
	913 771 000	584 970 600	1 498 741 600	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SURVEILLANCE DES ORGANISMES ET DES PARTENARIATS..... 1 345 089 829
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
4	1 000	0	1 000	
				Surveillance des organismes et partenariats..... 0
	1 000	0	1 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE SURVEILLANCE ET DE ORGANISMES ET DES PARTENARIATS..... 0

		Crédits autorisés		
CRÉDIT et poste	Prévisions	par le Conseil	Total	Dépenses réelles
	\$	\$	\$	\$
PROGRAMME DE SURVEILLANCE				
DES ORGANISMES ET DES				
PARTENARIATS				
Surveillance des organismes				
3	6 263 401 000	32 000	6 263 433 000	et partenariats..... 5 959 223 276
Amortissement - Loi sur l'administration				
L	1 000	0	1 000	financière..... 0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)				
- PROGRAMME DE				
SURVEILLANCE DES ORGANISMES				
ET DES PARTENARIAT..... 5 959 223 276				
BIENS IMMOBILISÉS				
Surveillance des organismes				
7	1 000	0	1 000	et partenariats..... 0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -				
- PROGRAMME DE				
SURVEILLANCE DES ORGANISMES				
ET DES PARTENARIAT..... 0				

Le Programme de la surveillance des organismes et des partenariats supervise la prise de décision et l'exécution des programmes de financement et des investissements pour ce qui a trait à l'infrastructure des transports relevant d'organismes provinciaux ou d'ententes de financement relatives aux transports en commun des municipalités.

Le programme est responsable des politiques, de la législation, de la réglementation, de la gouvernance et de la supervision liées aux programmes des organismes et des partenaires. Il supervise l'exécution par les organismes des projets d'immobilisations pour les transports en commun ainsi que la conception et l'application de stratégies pour la planification, le financement et l'exécution de projets de transport en commun provinciaux et municipaux prioritaires dans la région du Grand Toronto.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE SURVEILLANCE DES ORGANISMES ET DES PARTENARIATS – CRÉDIT 2702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Administration de la surveillance des organismes et partenariats (Poste 1)			Surveillance des organismes et partenariats (Poste 3)		
Traitements et salaires.....	11 368 391		Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....	1 468 293		Metrolinx.....	5 334 807 084	
Transports et communications.....	49 616		Transports en commun des municipalités.....	558 892 328	
Services.....	4 818 638		Commission de transport		
Fournitures et matériel.....	15 895		Ontario Northland.....	61 913 508	
	<u>17 720 833</u>		Société de transport d'Owen		
			Sound.....	3 610 356	
Surveillance des organismes et partenariats (Poste 2)				<u>5 959 223 276</u>	
Transports et communications.....	631		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Services.....			PROGRAMME DE SURVEILLANCE DES		
Paiements de transfert			ORGANISMES ET DES PARTENARIATS.....	5 959 223 276	
Subventions de fonctionnement ...					
de Metrolinx.....	946 171 757				
Transports en commun des municipalités.....	329 476 455				
Commission de transport					
Ontario Northland.....	43 283 370				
Société de transport d'Owen					
Sound.....	4 757 689				
Crédit d'impôt de l'Ontario aux personnes âgées pour le transport en commun.....	3 679 094				
	<u>1 327 368 365</u>				
	<u>1 327 368 996</u>				
Crédits législatifs					
Financement des transports en commun municipaux, <i>Loi réservant des fonds aux transports en commun</i>	260 595 151				
Moins : Recouvrements.....	260 595 151				
	<u>0</u>				
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)					
– PROGRAMME DE SURVEILLANCE DES					
ORGANISMES ET DES PARTENARIATS.....	1 345 089 829				

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2703				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT
1	130 031 400	56 209 200	186 240 600	Sécurité en matière de transport..... 185 973 552
				Créances irrécouvrables,
L	<u>300 000</u>	<u>0</u>	<u>300 000</u>	<i>Loi sur l'administration financière</i> <u>35 353 926</u>
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT..... 221 327 478
	<u>130 331 400</u>	<u>56 209 200</u>	<u>186 540 600</u>	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	Sécurité en matière de transport..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000	0	1 000	Sécurité en matière de transport..... 0
				Amortissement - <i>Loi sur</i>
S	<u>26 827 900</u>	<u>0</u>	<u>26 827 900</u>	<i>l'administration financière</i> <u>34 035 733</u>
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT..... 34 035 733
	<u>26 828 900</u>	<u>0</u>	<u>26 828 900</u>	

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS				
3	13 200 000	12 000 000	25 200 000	Sécurité en matière de transport..... 23 130 376
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE
				TRANSPORT..... 23 130 376
	<u>13 200 000</u>	<u>12 000 000</u>	<u>25 200 000</u>	

Description du programme :

Le Programme de sécurité en matière de transport élabore, gère et supervise l'exécution de tous les programmes liés à la sécurité en matière de transport, des politiques opérationnelles et relatives à la conformité ainsi que de la législation et de la réglementation du ressort de la province. Cela inclut la délivrance des permis de conduire et l'immatriculation des véhicules, la recherche, les véhicules automobiles et les transporteurs commerciaux, l'amélioration de la conduite ainsi que l'éducation et la sensibilisation du public.

Le programme collabore activement à des projets (qu'il dirige dans certains cas) pour élaborer, promouvoir et évaluer des pratiques exemplaires et des initiatives de sécurité routière. Le programme travaille avec de nombreux partenaires (organismes chargés de l'application de la loi ou voués à la sécurité, milieu médical, industrie des assurances, etc.) pour réduire le nombre de collisions, d'accidents mortels et de blessures sur les routes provinciales, quel que soit le moyen de transport.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT – CRÉDIT 2703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Sécurité en matière de transport (Poste 1)			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	65 909 588		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	11 299 425		Amortissement -	
Transports et communications.....	1 477 146		Loi sur l'administration financière.....	34 035 733
Services.....	113 250 201			<u>34 035 733</u>
Fournitures et matériel.....	1 857 179			
Autres opérations	2 971		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Paiements de transfert.....			SECURITE EN MATIERE DE TRANSPORT.....	34 035 733
Subventions pour la				
sécurité publique.....	231 625			
Subventions de recherche.....	108 637			
Projet pilote de lignes directrices				
de Transports Canada				
concernant l'installation de				
ceintures de sécurité dans				
certain autobus scolaires.....	31 665			
Sensibilisation à la traite des				
personnes.....	<u>23 000</u>			
	394 927			
	194 191 437			
Moins : Recouvrements.....	8 217 885			
	<u>185 973 552</u>			
Crédits législatifs			BIENS IMMOBILISÉS	
Autres opérations			Sécurité en matière de transport (Poste 3)	
Créances irrécouvrables,			Logiciels d'application de	
Loi sur l'administration financière.....	35 353 926		gestion – traitements et salaires.....	3 744 133
	<u>35 353 926</u>		Logiciels d'application de	
			gestion – avantages sociaux.....	396 151
			Logiciels d'application de	
			gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	18 337 326
			Machines et équipements	
			- coûts relatifs aux immobilisations.....	652 766
				<u>23 130 376</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT.....	<u>221 327 478</u>		SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT.....	<u>23 130 376</u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2704				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT
				Infrastructure des transports
1	27 699 500	11 000 000	38 699 500	– fonctionnement..... 33 026 508
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 460 700
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE GESTION
	27 700 500	11 000 000	38 700 500	L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT 33 487 208
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	1 000	0	1 000	Infrastructure des transports – gestion... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE GESTION
	1 000	0	1 000	L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	90 792 400	(14 900 000)	75 892 400	Génie des transports et construction..... 67 364 369
4	1 000	0	1 000	Travaux routiers en cours..... 0
6	1 000	1 200 000	1 201 000	Assainissement de l'environnement..... 1 200 000
				Amortissement, Génie et construction
L	1 204 853 200	0	1 204 853 200	<i>Loi sur l'administration financière</i> 1 108 882 581
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE GESTION
	1 295 647 600	(13 700 000)	1 281 947 600	L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT 1 177 446 950

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2704				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DE GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT
3	2 018 996 200	295 000 000	2 313 996 200	Infrastructure des transports – gestion... 2 069 053 714
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE GESTION
	2 018 996 200	295 000 000	2 313 996 200	L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT 2 069 053 714

Description du programme:

Le Programme de gestion de l'infrastructure de transport est responsable des investissements dans l'infrastructure, de la gestion des actifs, de la conception et du génie ainsi que des activités d'exécution des projets d'immobilisations liés à l'infrastructure qui appartient à la province ou que celle-ci exploite. L'infrastructure de base gérée par ce programme est le réseau routier provincial, qui permet le transport sécuritaire des personnes et des biens et qui favorise la durabilité économique, environnementale et sociale en Ontario.

Les activités du programme comprennent la planification des investissements, le génie et la conception, l'acquisition de propriétés, la planification des projets de construction, la réfection et le renouvellement des immobilisations, la gestion des contrats et les évaluations environnementales.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification □

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Infrastructure des transports – fonctionnement (Poste 1)			Assainissement de l'environnement – actifs (Poste 6)	
Traitements et salaires.....	8 869 394		Services.....	1 200 000
Avantages sociaux.....	5 201 758			1 200 000
Transports et communications.....	290 542			
Services.....	10 641 894		Crédits législatifs	
Fournitures et matériel.....	51 350			
Paiements de transfert			Autres opérations	
Paiements tenant lieu d'impôt			Amortissement, Génie et construction, <i>Loi sur</i>	
aux municipalités.....	7 971 570		<i>l'administration financière</i>	1 108 882 581
		7 971 570		1 108 882 581
		33 026 508		
Crédits législatifs			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
			– PROGRAMME DE GESTION	
Autres opérations			L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT.....	1 177 446 950
Créances irrécouvrables -				
<i>Loi sur l'administration financière</i>		460 700		
		460 700	BIENS IMMOBILISÉS	
			Infrastructure des transports – gestion (Poste 3)	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			Terrains.....	491 025 779
– PROGRAMME DE GESTION			Infrastructure des transports -	
L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT.....		33 487 208	coûts relatifs aux biens immobilisés.....	2 073 912 514
			Machines et équipement -	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			coûts relatifs aux biens immobilisés.....	1 117 813
Génie des transports et construction (Poste 2)			Logiciels d'application de gestion -	
Transports et communications.....	1 729		coûts relatifs aux biens immobilisés.....	3 865 764
Services.....	163 763		Parc automobile et flotte de bateaux -	
Paiements de transfert			coûts relatifs aux biens immobilisés.....	82 197 516
Routes et cession immobilière.....	35 481 815			2 652 119 386
		35 481 815	Moins : Recouvrements.....	583 065 672
		35 647 307		2 069 053 714
Autres opérations.....		31 717 062	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
		67 364 369	– PROGRAMME DE GESTION	
			L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT.....	2 069 053 714
Travaux routiers en cours (Poste 4)				
Traitements et salaires.....	92 729 218			
Avantages sociaux.....	13 447 413			
Transports et communications.....	1 046 234			
Services.....	5 256 247			
Fournitures et matériel.....	657 530			
		113 136 642		
Moins : Recouvrements.....		113 136 642		
		0		

non vérifié

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2705				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	62 509 500	11 000 000	73 509 500	Services d'information et de technologie de l'information..... 72 766 505
3	97 500	0	97 500	Recouvrements d'autres ministères..... 78 379
S	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 42
	62 608 000	11 000 000	73 608 000	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS..... 72 844 926
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000	0	1 000	Information et technologie de l'information..... 0
	1 000	0	1 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS..... 0

Description du programme :

Le Groupement du travail et des transports offre au ministère du Travail, de la Formation et du Développement des compétences et au ministère des Transports son leadership relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information (ITI). Le Groupement est également le fournisseur central de solutions technologiques .NET dans toute la fonction publique de l'Ontario.

Le Groupement aide les ministères à offrir des services modernes, de haute qualité, accessibles, économiques et durables en soutenant la gestion efficace des ressources en ITI, en optimisant les investissements en ITI et en permettant de nouvelles possibilités opérationnelles.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS – CRÉDIT 2705

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification □

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services d'information et de technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	33 106 485
Avantages sociaux.....	4 709 664
Transports et communications.....	259 163
Services.....	68 249 435
Fournitures et matériel.....	38 776
	<u>106 363 523</u>
Moins : Recouvrements.....	33 597 018
	<u>72 766 505</u>
Recouvrements d'autres ministères (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	786 172
Avantages sociaux.....	109 237
Transports et communications.....	2 588
Services.....	2 528 991
	<u>3 426 988</u>
Moins : Recouvrements.....	3 348 609
	<u>78 379</u>
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables -	
Loi sur l'administration financière.....	42
	<u>42</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU GROUPEMENT DU	
TRAVAIL ET DES TRANSPORTS.....	<u>72 844 926</u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2706				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INTÉGRÉES
1	27 247 200	(4 200 000)	23 047 200	Politiques et planification intégrées..... 21 592 521
				Créances irrécouvrables,
S	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	27 248 200	(4 200 000)	23 048 200	PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INTÉGRÉES 21 592 521
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000	0	1 000	Politiques et planification intégrées..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	1 000	0	1 000	PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INTÉGRÉES 0

Description du programme:

Le programme des politiques et de la planification intégrées élabore des politiques et des plans stratégiques de transport pour garantir que les besoins de la population ontarienne en la matière soient intégrés et satisfaits, et ce, en soutenant un réseau de transport multimodal efficient.

Le programme élabore des outils et des politiques afin d'optimiser les investissements en infrastructure pour favoriser le développement économique et communautaire tout en soutenant un réseau de transport sécuritaire, propre, moderne, fiable et accessible.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INTÉGRÉES – CRÉDIT 2706

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification □

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et planification intégrées (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		16 125 052
Avantages sociaux.....		2 337 423
Transports et communications.....		83 784
Services.....		2 674 788
Fournitures et matériel.....		20 051
Paielements de transfert		
Subventions pour la participation		
et la sensibilisation.....	351 423	
		351 423
		21 592 521
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES POLITIQUES ET		
DE LA PLANIFICATION INTÉGRÉES.....		21 592 521

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2707				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES OPÉRATIONS
1	562 272 300	46 600 000	608 872 300	Opérations et entretien..... 608 020 855
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>562 273 300</u>	<u>46 600 000</u>	<u>608 873 300</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				PROGRAMME DES OPÉRATIONS... 608 020 855
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Services aux usagers du
3	1 000	0	1 000	système de transport..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				PROGRAMME DES OPÉRATIONS... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Services aux usagers du
2	44 593 000	(4 000 000)	40 593 000	système de transport..... 39 299 989
	<u>44 593 000</u>	<u>(4 000 000)</u>	<u>40 593 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				PROGRAMME DES OPÉRATIONS... 39 299 989

Description du programme:

Le programme des opérations est responsable des politiques opérationnelles, des services aux usagers des transports, de l'exploitation du réseau de transport régional, de la gestion des urgences en matière de transport et des activités d'entretien afin de soutenir un accès sécuritaire et continu aux actifs appartenant à la province ou exploités par celle-ci.

Le programme est responsable des aéroports éloignés dans le Grand Nord ontarien, des services de traversiers à divers endroits disséminés dans la province, du financement des routes et chemins des Premières Nations, de l'apport d'améliorations routières dans les communautés non enregistrées, des aires de service autoroutières (Onroute), de la production de la carte routière de l'Ontario et de la supervision de la Société de transport d'Owen Sound.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

OPÉRATIONS – CRÉDIT 2707

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification □

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Opérations et entretien (Poste 1)			Services aux usagers du système de transport (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	62 945 598		Transports et communications.....	69 790	
Avantages sociaux.....	10 125 576		Services.....	1 046 311	
Transports et communications.....	3 229 098		Fournitures et matériel.....	3 106 066	
Services.....	537 549 195		Paiements de transfert		
Fournitures et matériel.....	30 107 744		Routes de raccordement.....	29 556 288	
Paiements de transfert			Premières Nations.....	5 021 534	
Traversiers municipaux.....	4 573 123		Fonds de transition.....	500 000	
Transport actif.....	500 000				35 077 822
		5 073 123			39 299 989
		649 030 334			
Moins : Recouvrements.....	41 009 479		Paiements de transfert - opérations		
		608 020 855	Paiements de transfert		
			Routes de raccordement.....	29 556 288	
Opérations et entretien			Premières Nations.....	5 021 534	
Traitements et salaires.....	58 280 993		Fonds de transition.....	500 000	
Avantages sociaux.....	9 389 903				35 077 822
Transports et communications.....	2 535 389				
Services.....	532 880 074		L'aviation à distance □		
Fournitures et matériel.....	27 491 654		Transports et communications.....	69 790	
Paiements de transfert			Services.....	1 046 311	
Traversiers municipaux.....	4 573 123		Fournitures et matériel.....	3 106 066	
Transport actif.....	500 000				4 222 167
		635 651 136			
Moins : Recouvrements.....	40 975 428				
		594 675 708			
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
L'aviation à distance □			PROGRAMME DES OPÉRATIONS.....		
Traitements et salaires.....	4 664 605				39 299 989
Avantages sociaux.....	735 673				
Transports et communications.....	693 709				
Services.....	4 669 121				
Fournitures et matériel.....	2 616 090				
		13 379 198			
Moins : Recouvrements.....	34 051				
		13 345 147			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME DES OPÉRATIONS.....					
		608 020 855			

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021–2022
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Sensibilisation à la traite des personnes	270301	Oui	Oui	23 000
Subventions pour la sécurité publique	270301	Oui	Non	231 625
Subventions de recherche	270301	Oui	Non	108 637
Projet pilote de lignes directrices de Transports Canada concernant l'installation de ceintures de sécurité dans certains autobus scolaires	270301	Oui	Oui	31 665
Subventions pour la participation et la sensibilisation	270601	Oui	Non	351 423
Transport actif	270701	Oui	Non	500 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Transports en commun des municipalités	270203	Non	Oui	5 334 807 084
Routes et cession immobilière	270402	Oui	Non	35 481 815
Routes de raccordement	270702	Oui	Non	29 556 288
Premières Nations	270702	Oui	Non	5 021 534
Fonds de transition	270702	Oui	Non	500 000
TOTAL				5 406 613 071

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
GOVERNMENT OF CANADA		
Fonds Chantiers Canada□.....	22 738 158	20 585 663
Fonds pour l'infrastructure de transport en commun□.....	14 517 024	364 934 282
Fonds pour l'infrastructure frontalière□.....	8 041 491	8 089 628
Programme stratégique d'infrastructures routières.....	6 720 142	6 720 142
Autres Infrastructure.....	5 716 307	4 124 827
Validations des véhicules de défense.....	2 653 389	3 078 024
Fonds de stimulation de l'infrastructure.....	2 451 853	2 451 853
Code nationale de sécurité.....	1 123 233	1 123 234
Accord de redémarrage sécurisé□.....	0	1 182 730 000
Païement du gouvernement fédéral.....	0	0
Autres.....	143 160 310	75 374 764
	<u>207 121 906</u>	<u>1 669 212 417</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>14 400</u>	<u>619 485</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules.....	33 009 318	1 886 166 155
Frais pour chèques refusés.....	5 250	13 104
Autres.....	77 068 503	119 156 938
	<u>110 083 071</u>	<u>2 005 336 197</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Indemnités de non-exécution.....	3 301 851	4 014 714
Autres.....	6 916 420	14 136
	<u>10 218 271</u>	<u>4 028 850</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – Immobilisations.....	32 877 443	2 903 072
Ventes et locations – Fonctionnement.....	4 710 754	2 865 103
Ventes et locations – Autres.....	5 488 854	4 956 671
	<u>43 077 051</u>	<u>10 724 846</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>266 660 681</u>	<u>38 778 467</u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
DIVERS		
Pénalités – intérêt.....	47 969	60 990
Autres.....	168 659	239 326
	<u>216 628</u>	<u>300 316</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>637 392 008</u>	<u>3 729 000 578</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

EXERCICE 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-472
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-474
COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE.....	2-477
RELATIONS DE TRAVAIL.....	2-479
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....	2-481
DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI.....	2-486
EMPLOI ONTARIO.....	2-488
TALENTS ÉTRANGERS ET FORMATION LINGUISTIQUE POUR ADULTES.....	2-491
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-476, 2-484, 2-487, 2-490
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-494
ÉTAT DES RECETTES.....	2-495

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020-2021		2021-2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
23 947 011	Administration du ministère	29 817 482	28 370 536
2 368 622	Commission de l'équité salariale	3 266 200	2 989 869
22 477 069	Relations de travail	23 960 100	22 914 304
218 444 599	Santé et sécurité au travail	235 685 800	230 459 346
38 837 437	Droits et responsabilités en matière d'emploi	249 086 200	246 745 602
1 411 514 434	Emploi Ontario	1 748 951 100	1 724 259 730
	Talents étrangers et formation		
90 170 016	linguistique pour adultes	88 294 900	85 144 877
1 807 759 188	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	2 379 061 782	2 340 884 264
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
	Talents étrangers et formation		
0	linguistique pour adultes	1 000	0
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	1 000	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
564 638	Santé et sécurité au travail	4 352 800	3 833 749
874 008	Droits et responsabilités en matière d'emploi	972 400	960 286
14 397 239	Emploi Ontario	25 594 000	23 557 952
15 835 885	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	30 921 200	28 351 987

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

2020-2021		2021-2022	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
644 044	Santé et sécurité au travail	1 908 000	1 555 403
497 843	Droits et responsabilités en matière d'emploi	0	0
0	Emploi Ontario	3 243 900	2 068 314
1 141 887	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	5 152 900	3 623 717

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	20 010 500	9 676 000	29 686 500	Administration du ministère..... 28 239 444
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	49 301	97 142	de la Loi sur le Conseil exécutif..... 88 057
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la
L	16 173	16 667	32 840	Loi sur le Conseil exécutif..... 27 849
				Créances irrécouvrables, Loi sur
L	1 000	0	1 000	l'administration financière..... 15 186
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				PROGRAMME
				D'ADMINISTRATION
	20 075 514	9 741 968	29 817 482	DU MINISTÈRE..... 28 370 536
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	Administration du ministère..... 0
				Amortissement –
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière.... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	2 000	0	2 000	DU MINISTÈRE..... 0

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....	14 998 551		Traitements et salaires.....	3 738 689	
Avantages sociaux.....	2 024 717		Avantages sociaux.....	575 537	
Transports et communications.....	228 509		Transports et communications.....	30 739	
Services.....	10 929 839		Services.....	1 013 359	
Fournitures et matériel.....	57 828		Fournitures et matériel.....	10 176	
	<u>28 239 444</u>				<u>5 368 500</u>
<i>Bureau principal</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	4 962 502		Transports et communications.....	17 438	
Avantages sociaux.....	583 584		Services.....	8 181 552	
Transports et communications.....	147 029		Fournitures et matériel.....	4 536	
Services.....	491 178				<u>8 203 526</u>
Fournitures et matériel.....	<u>10 604</u>		<i>Systèmes informatiques</i>		
	<u>6 194 897</u>		Services.....	<u>270 069</u>	
<i>Services financiers et administratifs</i>					<u>270 069</u>
Traitements et salaires.....	2 096 680		<i>Crédits législatifs</i>		
Avantages sociaux.....	264 106		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Transports et communications.....	16 323		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		88 057
Services.....	583 682		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Fournitures et matériel.....	<u>29 206</u>		<i>vertu de la Loi sur le Conseil exécutif</i>		27 849
	<u>2 989 997</u>		Autres opérations		
<i>Services ministériels</i>			Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
Traitements et salaires.....	1 690 709		<i>l'administration financière</i>		15 186
Avantages sociaux.....	227 387				<u>131 092</u>
Transports et communications.....	7 931		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Services.....	<u>291 045</u>		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
	<u>2 217 072</u>				<u><u>28 370 536</u></u>
<i>Activités stratégiques des ressources humaines</i>					
Traitements et salaires.....	2 509 971				
Avantages sociaux.....	374 103				
Transports et communications.....	9 049				
Services.....	98 954				
Fournitures et matériel.....	<u>3 306</u>				
	<u>2 995 383</u>				

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1602				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE
1	2 999 900	0	2 999 900	Bureau de l'équité salariale..... 2 818 572
2	466 300	(200 000)	266 300	Tribunal de l'équité salariale..... 171 297
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE..... 2 989 869
	3 466 200	(200 000)	3 266 200	

Description du programme :

Le rôle de la Commission de l'équité salariale est de corriger le problème de discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail essentiellement accompli par les femmes. Cet objectif est mis à exécution par le Bureau de l'équité salariale (BES) et le Tribunal de l'équité salariale (TES).

Le mandat du BES est d'administrer et de faire appliquer la Loi sur l'équité salariale de l'Ontario. Afin de mener à bien son mandat, le Bureau fournit de la formation et des conseils aux employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé afin de mettre en place et de maintenir l'équité salariale sur leurs lieux de travail. Le Bureau enquête également sur les plaintes, exécute des programmes de surveillance, cherche à régler les différends liés à l'équité salariale opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la Loi sur l'équité salariale.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – CRÉDIT 1602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau de l'équité salariale (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 778 884
Avantages sociaux.....	254 724
Transports et communications.....	19 168
Services.....	761 240
Fournitures et matériel.....	4 556
	<u>2 818 572</u>
Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	126 166
Avantages sociaux.....	12 372
Transports et communications.....	514
Services.....	32 245
	<u>171 297</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE.....	<u>2 989 869</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1603				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL
				Commission des relations de
1	11 968 900	129 400	12 098 300	travail de l'Ontario..... 12 036 872
2	2 673 500	0	2 673 500	Commission de règlement des griefs..... 2 293 851
				Solutions en matière de relations de
3	9 188 300	0	9 188 300	travail..... 8 583 581
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL..... 22 914 304
	23 830 700	129 400	23 960 100	

Description du programme:

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres, des services modernisés d'information sur les négociations collectives, le renforcement des relations et la formation.

La Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, notamment les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne (CRGEC) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique.

La Division des solutions en matière de relations de travail fournit une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres, la fourniture d'information sur les négociations collectives, la recherche et l'analyse.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL – CRÉDIT 1603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	8 468 897
Avantages sociaux.....	1 107 512
Transports et communications.....	100 827
Services.....	2 335 476
Fournitures et matériel.....	24 160
	<u>12 036 872</u>
Commission de règlement des griefs (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	418 528
Avantages sociaux.....	70 136
Transports et communications.....	9 164
Services.....	3 667 024
Fournitures et matériel.....	664
	<u>4 165 516</u>
Moins : Recouvrements.....	<u>1 871 665</u>
	<u>2 293 851</u>
Solutions en matière de relations de travail (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	6 335 323
Avantages sociaux.....	801 326
Transports et communications.....	35 332
Services.....	1 390 283
Fournitures et matériel.....	21 317
	<u>8 583 581</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL.....	<u>22 914 304</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1604				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL
1	96 729 000	378 800	97 107 800	Santé et sécurité au travail..... 95 609 079
				Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance
2	606 300	0	606 300	contre les accidents du travail..... 605 300
				Bureau des conseillers
3	12 916 700	(1 200 000)	11 716 700	des travailleurs..... 10 922 089
				Bureau des conseillers
4	4 028 300	(626 000)	3 402 300	des employeurs..... 3 098 088
7	124 147 700	(1 295 000)	122 852 700	Bureau de la prévention..... 120 224 790
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL..... 230 459 346
	238 428 000	(2 742 200)	235 685 800	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
6	2 829 000	500 000	3 329 000	Santé et sécurité au travail..... 2 953 691
				Bureau de la prévention –
8	490 000	400 000	890 000	Immobilisations..... 844 279
				Amortissement – <i>Loi sur</i>
L	133 800	0	133 800	<i>l'administration financière</i> 35 779
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL..... 3 833 749
	3 452 800	900 000	4 352 800	

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1604				
BIENS IMMOBILISÉS				
5	212 000	1 695 000	1 907 000	Santé et sécurité au travail..... 1 555 403
				Système de gestion de l'agrément lié
				à la prévention - santé et sécurité
9	1 000	0	1 000	au travail..... 0
	213 000	1 695 000	1 908 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE SANTÉ
				ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL..... 1 555 403

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Description du programme :

Le programme de santé et sécurité au travail (SST) a pour principal rôle d'élaborer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail et de coordonner le système ontarien de prévention des blessures et maladies liées au lieu de travail afin de réduire ou d'éliminer ces blessures ou ces maladies.

Grâce principalement à des inspections et des enquêtes sur les lieux de travail, le programme de SST veille au respect de la Loi sur la santé et la sécurité au travail (la Loi) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'administration et l'application de la Loi et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau de la prévention est responsable d'initiatives visant à prévenir les blessures, les maladies et les décès liés au travail en Ontario. Ce rôle englobe l'élaboration d'une stratégie provinciale en matière de santé et de sécurité afin d'harmoniser les priorités de SST entre tous les partenaires du secteur, ainsi que les activités connexes de mise en œuvre, comme la formation obligatoire relative à la santé et la sécurité au travail, les normes, la recherche et la sensibilisation. Le Bureau établit des normes applicables aux fournisseurs et aux programmes de formation sur les risques élevés et définit les exigences pour l'agrément des membres des comités mixtes sur la santé et la sécurité. Il supervise également des programmes de subventions à l'innovation et à la recherche sur la prévention qui financent des bénéficiaires remplissant des critères d'admissibilité précis. Dans le cadre d'ententes de paiements de transfert, le Bureau désigne et encadre des associations en santé et sécurité qui proposent de la formation, des conseils et des services cliniques précis.

Le Bureau des conseillers des travailleurs offre des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants dans les affaires d'assurance contre les accidents du travail, notamment par une représentation devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit un même éventail de services aux travailleurs non syndiqués dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la Loi sur la santé et la sécurité au travail, avec notamment la représentation devant la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Le Bureau des conseillers des employeurs offre des services de consultation et d'éducation à tous les employeurs ontariens ainsi que des services de représentation, principalement aux petites entreprises ayant moins de 100 employés, concernant des affaires liées à la sécurité professionnelle et à l'assurance devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit également aux employeurs comptant moins de 50 travailleurs des services de représentation à la Commission des relations de travail de l'Ontario dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la Loi sur la santé et la sécurité au travail.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Santé et sécurité au travail (Poste 1)			Bureau de la prévention (Poste 7)		
Traitements et salaires.....	69 284 042		Traitements et salaires.....	8 571 944	
Avantages sociaux.....	10 895 725		Avantages sociaux.....	1 349 759	
Transports et communications.....	1 460 057		Transports et communications.....	39 113	
Services.....	12 912 761		Services.....	4 560 203	
Fournitures et matériel.....	962 964		Fournitures et matériel.....	27 167	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Subventions pour la promotion			Associations en santé		
de l'amélioration des pratiques			et sécurité.....	94 774 066	
de santé et sécurité.....	93 530		Recherche en matière		
	93 530		de prévention.....	8 567 238	
	95 609 079		Subventions aux programmes		
			de prévention.....	2 335 300	
Administration du Programme de consultation				105 676 604	
portant sur la sécurité professionnelle et				120 224 790	
l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2)					
Traitements et salaires.....	505 200		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Avantages sociaux.....	75 900		PROGRAMME DE SANTÉ		
Transports et communications.....	8 200		ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....	230 459 346	
Services.....	5 600				
Fournitures et matériel.....	10 400				
	605 300				
			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3)			Santé et sécurité au travail (Poste 6)		
Traitements et salaires.....	7 079 795		Autres opérations.....	2 953 691	
Avantages sociaux.....	2 227 833			2 953 691	
Transports et communications.....	88 597				
Services.....	1 478 573		Bureau de la prévention – Immobilisations (Poste 8)		
Fournitures et matériel.....	47 291		Paiements de transfert		
	10 922 089		Associations en santé et sécurité		
			– Immobilisations.....	844 279	
Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4)				844 279	
Traitements et salaires.....	2 317 654				
Avantages sociaux.....	596 011		Crédits législatifs		
Transports et communications.....	29 642		Autres opérations		
Services.....	136 476		Amortissement,		
Fournitures et matériel.....	18 305		<i>Loi sur l'administration financière</i>	35,779	
	3 098 088			35,779	
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
			PROGRAMME DE SANTÉ		
			ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....	3 833 749	

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$
BIENS IMMOBILISÉS	
Santé et sécurité au travail (Poste 5)	
Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés.....	684 669
Machines et équipement – coûts relatifs immobilisations.....	870 734
	<u>1 555 403</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
PROGRAMME DE SANTÉ	
ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....	<u><u>1 555 403</u></u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1605				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI
1	42 799 200	206 287 000	249 086 200	Normes d'emploi..... 246 745 602
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI..... 246 745 602
	42 799 200	206 287 000	249 086 200	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000	0	1 000	Normes d'emploi..... 0
				Amortissement -
L	971 400	0	971 400	Loi sur l'administration..... 960 286
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI..... 960 286
	972 400	0	972 400	

Description du programme:

Le Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi assure l'administration et l'application de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* et de ses règlements, ainsi que de la *Loi de 2009 sur la protection des étrangers dans le cadre de l'emploi* et de la *Loi de 2015 sur la protection des enfants artistes*.

Le Programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'enquêtes et de mesures d'application et encourage l'autonomie par des initiatives d'éducation, de sensibilisation et de partenariat.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI – CRÉDIT 1605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Normes d'emploi (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	26 262 222	
Avantages sociaux.....	4 461 123	
Transports et communications.....	307 517	
Services.....	6 231 639	
Fournitures et matériel.....	58 101	
Paiements de transfert		
Prestation ontarienne pour la		
protection du revenu des		
travailleurs en raison de la		
COVID-19.....	209 425 000	
		209 425 000
		246 745 602
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES DROITS ET		
RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI.....		246 745 602
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement,		
<i>Loi sur l'administration financière</i>	960 286	
		960 286
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME DES DROITS ET		
RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI.....		960 286

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1607				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				EMPLOI ONTARIO
1	1 642 067 300	89 770 500	1 731 837 800	Système Emploi Ontario..... 1 723 030 795
2	1 778 100	(375 000)	1 403 100	Commissaire à l'équité de l'Ontario..... 1 228 935
				Formation, agrément et réglementation
7	13 823 800	(4 613 600)	9 210 200	pour les métiers spécialisés..... 0
				Créances irrécouvrables – Prêts pour
				l'acquisition d'outils de travail,
S	503 600	0	503 600	Loi sur l'administration financière..... 0
				Créances irrécouvrables – autres,
S	5 996 400	0	5 996 400	Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
	1 664 169 200	84 781 900	1 748 951 100	EMPLOI ONTARIO 1 724 259 730
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	15 498 500	10 000 000	25 498 500	Système Emploi Ontario..... 23 530 519
				Amortissement,
S	95 500	0	95 500	Loi sur l'administration financière..... 27 433
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	15 594 000	10 000 000	25 594 000	– EMPLOI ONTARIO 23 557 952

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1607				
BIENS IMMOBILISÉS				
				Système Emploi Ontario,
6	3 243 900	0	3 243 900	Biens immobilisés.....
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	3 243 900	0	3 243 900	– EMPLOI ONTARIO.....
				2 068 314

Description du programme:

Emploi Ontario (EO), le réseau d'emploi et de formation en Ontario, aide les employeurs à accéder à une main-d'œuvre qualifiée et les Ontariens et Ontariennes à trouver les programmes et services d'emploi et de formation dont ils ont besoin. Pour que la province demeure compétitive dans l'économie actuelle et future, les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle jouent un rôle de premier plan en préparant les travailleuses et travailleurs à occuper des emplois qui assureront la prospérité future dans une économie fondée sur le savoir. Les programmes et les services d'Emploi Ontario relèvent de six catégories : apprentissage, soutiens et services à l'emploi, formation professionnelle, éducation des adultes, alphabétisation, projets locaux en matière d'emploi et crédits d'impôt.

La majorité des programmes et services d'EO sont exécutés par l'entremise du réseau EO, formé du réseau communautaire ontarien de fournisseurs de services d'emploi, de fournisseurs de services d'alphabétisation, des collèges publics, des bureaux de l'apprentissage chargés de la prestation directe et des agents responsables de la formation, entre autres. EO a pour but de fournir des services d'emploi et de formation intégrés, axés sur le client et efficaces afin d'accroître l'avantage économique de l'Ontario. Le secteur de programme dirige également l'élaboration des politiques et stratégies d'analyse du marché du travail et de formation de la main-d'œuvre afin de faciliter l'établissement de liens entre l'économie, les établissements d'enseignement et de formation, les employeurs et les personnes à la recherche d'un emploi.

Le Bureau du commissaire à l'équité travaille avec les professions réglementées et les métiers à accréditation obligatoire en Ontario pour veiller à ce que les pratiques d'inscription soient transparentes, objectives, impartiales et équitables. Le travail du Bureau contribue à veiller à ce que les gens soient traités équitablement et puissent mettre leurs compétences et leur expérience à profit, qu'ils aient étudié au Canada ou à l'étranger, et concerne à la fois les Canadiens qui ont étudié à l'étranger et les immigrants.

Le rôle du programme de formation, d'accréditation et de réglementation liées aux métiers spécialisés est de fournir pour les métiers spécialisés et l'apprentissage un système de formation et d'accréditation modernisé, souple, capable de s'adapter aux besoins de l'industrie et conforme à la *Loi de 2019 sur la modernisation des métiers spécialisés et de l'apprentissage*.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

EMPLOI ONTARIO – CRÉDIT 1607

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Système Emploi Ontario (Poste 1) □			Système Emploi Ontario (Poste 4) □	
Traitements et salaires.....	72 926 850		Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	12 096 059		Fonds pour l'amélioration des installations	
Transports et communications.....	1 232 459		d'apprentissage.....	23 530 519
Services.....	26 904 184			<u>23 530 519</u>
Fournitures et matériel.....	150 923			
Paiements de transfert			Crédits législatifs	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour				
la formation en apprentissage...	12 505 191		Autres opérations	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour			Amortissement,	
l'éducation coopérative.....	92 885 000		Loi sur l'administration financière.....	27 433
Crédit d'impôt de l'Ontario pour				<u>27 433</u>
la formation.....	265 000 000			
Emploi et formation.....	<u>1 239 330 129</u>		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
		1 609 720 320	EMPLOI ONTARIO.....	<u>23 557 952</u>
		<u>1 723 030 795</u>		
			BIENS IMMOBILISÉS	
Commissaire à l'équité de l'Ontario (Poste 2)			Programme Emploi Ontario, biens immobilisés (Poste 6)	
Traitements et salaires.....	1 020 279		Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs	
Avantages sociaux.....	129 339		aux biens immobilisés.....	2 068 314
Transports et communications.....	9 163			<u>2 068 314</u>
Services.....	64 906			
Fournitures et matériel.....	<u>5 248</u>		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -	
		1 228 935	– EMPLOI ONTARIO □.....	<u>2 068 314</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
EMPLOI ONTARIO.....	<u>1 724 259 730</u>			

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1608				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				TALENTS ÉTRANGERS ET FORMATION
				LINGUISTIQUE POUR ADULTES
				Programme ontarien des candidats
1	11 292 000	875 000	12 167 000	à l'immigration..... 10 627 604
				Programme de formation
2	73 810 100	2 317 800	76 127 900	linguistique pour adultes..... 74 517 273
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – TALENTS
				ÉTRANGERS ET FORMATION
	85 102 100	3 192 800	88 294 900	LINGUISTIQUE POUR ADULTES..... 85 144 877
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
				Programme d'établissement et
				d'intégration actifs de
3	1 000	0	1 000	fonctionnement..... 0
				TOTAL (ACTIFS DE
				FONCTIONNEMENT) – TALENTS
				ÉTRANGERS ET FORMATION
	1 000	0	1 000	LINGUISTIQUE POUR ADULTES..... 0

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

Description du programme:

Le programme relatif aux talents étrangers et à la formation linguistique pour adultes aide à répondre aux besoins des employeurs ontariens et contribue au vivier d'un capital humain de grande valeur dans la province.

Le Programme ontarien des candidats à l'immigration travaille en partenariat avec le gouvernement du Canada par l'entremise d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada pour choisir et désigner les candidats à la résidence permanente qui ont les compétences professionnelles et scolaires nécessaires pour contribuer à l'économie de la province.

Le Programme de formation linguistique pour adultes offre à des immigrants de la formation en anglais et en français langue seconde afin de les aider à acquérir les compétences dont ils ont besoin dans les langues officielles pour s'établir et s'intégrer à la société et au marché du travail. De plus, le Programme propose de l'information, de l'orientation et des conseils sur l'utilisation des services afin de faciliter l'établissement social et économique des immigrants en Ontario.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

TALENTS ÉTRANGERS ET FORMATION LINGUISTIQUE POUR ADULTES – CRÉDIT 1608

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programme ontarien des candidats à l'immigration (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		6 991 810
Avantages sociaux.....		1 225 678
Transports et communications.....		38 074
Services.....		2 356 176
Fournitures et matériel.....		15 866
		<u>10 627 604</u>
Programme de formation linguistique pour adultes (Poste 2)		
Traitements et salaires.....		3 633 662
Avantages sociaux.....		521 191
Transports et communications.....		18 678
Services.....		257 580
Fournitures et matériel.....		1 497
Paielements de transfert		
Paielement de transfert concernant		
l'établissement et l'intégration.....	70 084 665	
		<u>70 084 665</u>
		<u>74 517 273</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
TALENTS ÉTRANGERS ET FORMATION		
LINGUISTIQUE POUR ADULTES.....		<u><u>85 144 877</u></u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021–2022
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques de santé et sécurité	160401	Oui	Non	93 530
Associations en santé et sécurité	160407	Oui	Non	94 774 066
Recherche en matière de prévention	160407	Oui	Non	8 567 238
Subventions aux programmes de prévention	160407	Oui	Non	2 335 300
Associations en santé et sécurité - Immobilisations	160408	Oui	Non	844 279
Crédit d'impôt de l'Ontario pour la formation en apprentissage	160701	Oui	Non	12 505 191
coopérative	160701	Oui	Non	92 885 000
Crédit d'impôt de l'Ontario pour la formation	160701	Non	Oui	265 000 000
Emploi et formation	160701	Oui	Non	1 239 330 129
Fonds pour l'amélioration des installations d'apprentissage	160704	Oui	Non	23 530 519
D'établissement et d'intégration	160802	Oui	Non	70 084 665
Prestation ontarienne pour la protection du revenu des travailleurs en raison de la COVID- 19	160501	Non	Oui	209 425 000
TOTAL				2 019 374 917

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022 \$	2021 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur le développement du marché du travail.....	768 422 198	741 361 740
Entente sur le développement de la main-d'œuvre.....	489 659 352	417 046 504
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire.....	33 302	31 374
	<u>1 258 114 852</u>	<u>1 158 439 618</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Loi sur la santé et la sécurité au travail - CSPAAT.....	236 873 597	221 960 610
Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail – CSPAAT.....	14 625 478	15 525 809
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO.....	1 963 664	1 931 753
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur.....	346 552	377 377
Recouvrement auprès des clients des coûts de médiation pour des griefs (services de règlement des différends).....	3 000	1 500
	<u>253 812 291</u>	<u>239 797 049</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Programme ontarien des candidats à l'immigration.....	16 282 129	17 543 000
Laboratoire de manipulation de matériaux.....	952 503	1 016 787
Demande de renseignements – Loi sur l'accès à l'information□ et la protection de la vie privée.....	4 567	3 764
Application de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée	2 470	7 197
Programme de perfectionnement des arbitres.....	164	0
Frais pour chèques refusés.....	139	40
	<u>17 241 972</u>	<u>18 570 788</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur les normes d'emploi – Frais administratifs (Ordonnance de versement).....	1 504 820	696 296
Pénalité monétaire (Avis de contravention).....	100 875	114 530
Amendes et pénalités – Amendes administratives.....	17 000	5 000
	<u>1 622 695</u>	<u>815 826</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
VENTES ET LOCATIONS		
Abonnements.....	7 200	1 600
	<u>7 200</u>	<u>1 600</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>98 271 043</u>	<u>41 349 548</u>
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction.....	476 625	511 500
Autres.....	193 420	427 465
	<u>670 045</u>	<u>938 965</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>1 629 740 098</u>	<u>1 459 913 394</u>

COMPTE DE LIQUIDATION DU PROGRAMME DE PLAFONNEMENT ET D'ÉCHARGE
Au 31 mars 2022

Sorties de fonds					
Autorisation d'engager des dépenses 1 ^{er} avril 2020	Revenus*	Charge d'immobilisations	Charge de fonctionnement	Immobilisations	Autorisation d'engager des dépenses 31 mars 2021
9 620 722 \$	-	-	-	-	9 620 722 \$

1. Un compte à fin désignée est un compte du Trésor pour lequel l'autorisation de financer des frais relève d'une loi autre que la *Loi de crédit*.
2. Les revenus, charges et investissements liés aux actifs provenant du compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange se trouvent, s'il y a lieu, dans les états financiers du ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs.

Section 3

Annexe – Dette

(non vérifié)

DETTE À LONG TERME**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2022**

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-13 à 3-38 le solde enregistré à la fin de l'exercice pour les comptes de passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

DMTN241	2,30	8 septembre 2024	750 000 000
DMTN246	1,90	2 décembre 2051	5 050 000 000
DMTN249	2,15	2 juin 2031	8 850 000 000
DMTN250	1,35	8 septembre 2026	1 250 000 000
DMTN251	1,55	1 ^{er} novembre 2029	4 500 000 000
DMTN252	2,55	2 décembre 2052	6 650 000 000
DMTN253	2,25	2 décembre 2031	6 350 000 000

			33 400 000 000

AUGMENTATION DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

– EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS.....	33 400 000 000

DETTE À LONG TERME – Suite
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS AUSTRALIENS EN DOLLARS AUSTRALIENS

ADI6	3,20	12 octobre 2028	35 000 000
ADI9	2,50	10 décembre 2031	36 000 000
ADI10	2,60	10 décembre 2032	36 000 000
			107 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,91648 \$			98 062 900

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

G89	1,05	14 avril 2026.....	3 000 000 000
G90	1,80	14 octobre 2031	1 000 000 000
G91	2,125	21 janvier 2032.....	1 500 000 000
			5 500 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,25779 \$			6 917 840 000

DETTE À LONG TERME – Suite
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)			
PAYABLE SUR LES MARCHÉS EUROPÉENS EN EUROS			
EMTN123	0,25	9 juin 2031	1 000 000 000
EMTN124	0,76	3 décembre 2046	160 000 000
EMTN125	0,70	9 décembre 2041	75 000 000

			1 235 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,47349 \$			1 819 758 132

DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN EN FRANCS SUISSES			
EMTN122	0,05	12 mai 2023.....	250 000 000

			250 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,37304 \$			343 260 000
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DEVICES ÉTRANGÈRES			9 178 921 032

DETTE À LONG TERME – Suite
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
Écarts dus à la conversion en dollars canadiens de la dette contractée en devises étrangères.....			(101 408 021)
Redressement en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC) pour les obligations à rendement réel			121 869 960
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			42 599 382 971
Consolidation nette et autres ajustements – Autres organisations gouvernementales			0
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS.....			42 599 382 971
Dette contractée ou réévaluée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			46 263 000
TOTAL – DETTE À LONG TERME			42 645 645 971

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

CP689	6,45	3 juillet 2021	60 000 000
CP690	6,47	7 août 2021	63 500 000
CP691	6,22	4 septembre 2021	87 494 000
CP693	6,23	11 mars 2022	120 000 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS (Suite)			
Société canadienne d'hypothèque et de logement :			
CMHC	9,75 à 15,75	1 ^{er} avril 2021 – 31 mars 2022	66 467
CMHC	6,089	3 janvier 2022	23 943 054
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
OIIC 182	1,51	22 avril 2021	132 824
OIIC 183	1,318	21 mai 2021	279 870
OIIC 184	1,25	23 juin 2021	845 629
OIIC 185	1,212	23 juillet 2021	139 935
OIIC 186	1,297	23 septembre 2021	139 935
OIIC 187	1,344	22 octobre 2021	139 935
OIIC 188	1,709	23 février 2022	149 819
REMBOURSEMENTG DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES			
MARCHÉS PUBLICS			356 831 468

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

DMTN207	4,00	7 mai 2021 – 2 juin 2021	8 915 000 000
DMTN180	4,50	2 juin 2021	75 000 000
DMTN233	3M CBA	27 octobre 2021	1 200 000 000
DMTN232	1,35	8 mars 2022	6 750 000 000

			16 940 000 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO			
1995	Divers	1 ^{er} mars 2000	51 200
1996	Divers	21 juin 2001	5 000
1997	Divers	21 juin 2000 – 21 juin 2004	3 900
1998	Divers	21 juin 2001 – 21 juin 2005	22 600
1999	Divers	21 juin 2002 – 21 juin 2006	39 000
2000	Divers	21 juin 2003 – 21 juin 2007	3 700
2001	Divers	21 juin 2004 – 21 juin 2008	287 100
2002	Divers	21 juin 2005 – 21 juin 2009	55 800
2003	Divers	21 juin 2006 – 21 juin 2010	122 500
2004	Divers	21 juin 2007 – 21 juin 2011	294 500
2005	Divers	21 juin 2008 – 21 juin 2012	67 100
2006	Divers	21 juin 2009 – 21 juin 2013	63 900
2007	Divers	21 juin 2010 – 21 juin 2014	284 800
2008	Divers	21 juin 2011 – 21 juin 2015	43 500
2009	Divers	21 juin 2012 – 21 juin 2016	1 113 600
2010	Divers	21 juin 2013 – 21 juin 2020	2 027 800
2011	Divers	21 juin 2014 – 21 juin 2021	21 970 200
2012	Divers	21 juin 2015 – 21 juin 2022	447 500
2013	Divers	21 juin 2016 – 21 juin 2023	217 900
2014	Divers	21 juin 2017 – 21 juin 2024	934 100
2015	Divers	21 juin 2018 – 21 juin 2025	318 600
2016	Divers	21 juin 2019 – 21 juin 2026	6 679 900
2017	Divers	21 juin 2020 – 21 juin 2027	1 127 400
2018	Divers	21 juin 2021 – 21 juin 2028	8 947 100

			45 128 700

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			
G67	2,50	10 septembre 2021	2 000 000 000
G74	2,40	8 février 2022	2 500 000 000

			4 500 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,30933 \$			5 892 000 000

TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS EN DEVISES ÉTRANGÈRES			5 892 000 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
Contribution au fonds d'amortissement de la dette du trust des conseils scolaires et rendement.....			21 762 293
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			23 255 722 461
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux			132 212 108
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS...			23 387 934 569
Remboursement de la dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			1 804 461 000
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME			25 192 395 569

VARIATION NETTE DE LA DETTE À COURT TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
Aux fins de la province			
Bons du Trésor			(1 735 496 000)
Effets de commerce américains			1 734 998 356

			(497 644)
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			
Bons du Trésor			950 000

			950 000
Redressement net de consolidation et autres redressements –			
Autres organismes gouvernementaux			(61 741 002)

TOTAL – AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA DETTE À COURT TERME ...			(61 288 646)
			=====

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
Dette contractée aux fins de la province :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	8 146 753 000	8 477 747 000
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	149 819	1 977 766
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)	42 442 296	66 451 817
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS	8 189 345 115	8 546 176 583
Investisseurs publics	384 730 685 781	364 972 129 369
Obligations d'épargne de l'Ontario	225 660 000	270 788 700
Bons du Trésor	22 017 999 000	23 753 495 000
Effets de commerce américains	1 734 998 356	–
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS	408 709 343 137	388 996 413 069
Dette de la School Board Trust	538 805 848	560 568 141
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE	417 437 494 100	398 103 157 793
Redressement net de consolidation et autres redressements ..	1 575 135 815	1 769 088 924
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS	419 012 629 915	399 872 246 717
Dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	38 130 000	211 091 000
Investisseurs publics	10 069 287 357	10 110 324 911
Bons du Trésor	653 940 000	652 990 000
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SFIEO ...	10 761 357 357	10 974 405 911
Dette directe de la SFIEO	3 741 370 000	5 287 870 000
TOTAL – DETTE DE LA SFIEO	14 502 727 357	16 262 275 911
TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE	433 515 357 272	416 134 522 628
Moins : Détention d'Obligations d'épargne		
..... et de bons du Trésor de l'Ontario	(7 098 261 000)	(11 122 585 000)
TOTAL RÉVISÉ – DETTE CONSOLIDÉE	426 417 096 272	405 011 937 628
Dette contractée aux fins d'investissement* :		
Ontario Power Generation Inc.	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc.	1 677 516 013	1 677 516 013
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	6 803 516 013	6 803 516 013

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Fin**Au 31 mars 2022**

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1er juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1er janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OICPP assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de reconduction sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment de la reconduction.

La Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants (SOGFI) est un organisme opérationnel du gouvernement de l'Ontario qui a été constitué en personne morale le 30 avril 1999 en vertu de la *Loi sur les sociétés de développement*. La Société a été créée dans le but de recevoir, pour le compte de la province, les fonds d'investisseurs immigrants dans le cadre du Programme Immigrants Investisseurs (PII) offert par le gouvernement fédéral. L'Office ontarien de financement administre ces fonds en vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec la SOGFI, et investit les fonds reçus du PII dans des obligations de l'Ontario.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a accepté d'acheter des débentures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction des installations d'élimination des déchets appartenant à la province. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux. La dette comprend 42,4 millions de dollars de dette de la SCHL transférée de la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) lors de la dissolution de cette dernière durant l'exercice 2020-2021.

La province de l'Ontario a émis pour les investisseurs publics qui transigent sur les marchés financiers des obligations en dollars canadiens, en dollars américains, en dollars australiens, en euros, en francs suisses et en livres sterling du Royaume-Uni.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OEO) ont été émises pour la première fois en 1995. Elles sont vendues par la province aux résidents de l'Ontario. Elles sont émises une fois par an et peuvent être achetées dans la majorité des institutions financières. Il existe trois types d'obligations : les obligations à taux variable, les obligations à taux accélérateur et les obligations à taux fixe. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé. Il n'y a plus d'émission d'obligations d'épargne de l'Ontario depuis 2019.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

Les effets de commerce américains ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 270 jours.

La School Board Trust (une fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars, 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures ont été versés aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.

Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent la dette contractée par d'autres organismes gouvernementaux auprès de tiers après l'élimination de la dette provinciale détenue par ces organismes.

Dette contractée aux fins de la SFIEO : La province emprunte, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), des fonds à l'Office d'investissement du régime de pensions du

Canada et émet sur les marchés publics des débentures et des bons du Trésor. Le produit de tous ces emprunts est avancé à la SFIEO en échange d'obligations et de billets à court terme assortis de conditions semblables.

Dette contractée aux fins d'investissement : Le 1er avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la Loi sur la concurrence dans le secteur de l'énergie pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. sont deux de ces sociétés. OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que leur structure financière soit concurrentielle avec celle des autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif d'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars). Le changement de valeur de la dette contractée pour Hydro One Inc. est le résultat des produits de la vente de parts de Hydro One en 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2019-2020.

ENCOURS DE LA DETTE**Au 31 mars 2022**

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE**DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS****PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS****À l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada :**

Exercice se terminant le 31 mars

2024	2004	RPC	5,26 – 5,97.....	688 007 000	
2025	2005	RPC	5,15 – 5,79.....	1 133 182 000	
2026	2006	RPC	4,67 – 5,19.....	574 612 000	
2031	2009	RPC	4,79.....	43 880 000	
2032	2009	RPC	4,75.....	52 000 000	
2036	2006-2014	RPC	3,41 – 4,73.....	725 953 000	
2037	2007	RPC	4,50 – 4,76.....	351 269 000	
2038	2008-2017	RPC	2,64 – 4,68.....	375 952 000	
2039	2009	RPC	4,70 – 5,48.....	493 439 000	
2040	2010-2012	RPC	4,36 – 5,03.....	1 179 395 000	
2041	2011	RPC	4,20 – 4,86.....	799 613 000	
2042	2012	RPC	4,23 – 4,56.....	954 179 000	
2043	2013	RPC	3,36 – 3,62.....	775 272 000	
				8 146 753 000	(3)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2022

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
À la Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2023	2018	OIIC189	2,015	149 819	

				149 819	(4)

Société canadienne d'hypothèque et de logement					
Exercice se terminant le 31 mars					
2023	1999	CMHC	6,089	6 037 989	
2024	1999	CMHC	6,089	9 493 593	
2025	1999	CMHC	6,089	11 723 444	
2026	1999	CMHC	6,089	6 258 013	
2027	1999	CMHC	6,089	7 604 978	
2028	1999	CMHC	6,089	1 324 279	

				42 442 296	(5)

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS.....				8 189 345 115	
				=====	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2022

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

2 juin 2022	8 novembre 2011	DMTN212	3,15	11 771 700 000	
27 juin 2022	27 juin 2017	DMTN235	TCAB 3M + 0,15.....	1 601 500 000	(6)
13 juillet 2022	13 juillet 1992	HC	9,50	1 590 438 000	
2 juin 2023	6 novembre 2012	DMTN215	2,85	9 322 700 000	
21 août 2023	21 août 2018	DMTN239	TCAB 3M + 0,05.....	2 650 000 000	(6)
8 septembre 2023	8 septembre 1993	HP	8,10	940 570 000	
8 septembre 2023	31 juillet 2007	DMTN177	4,95	75 000 000	
8 septembre 2023	8 février 2018	DMTN237	2,60	4 750 000 000	
2 juin 2024	25 novembre 2013	DMTN223	3,50	10 000 000 000	
8 septembre 2024	21 février 2019	DMTN241	2,30	3 500 000 000	
2 juin 2025	20 décembre 1994	JE	9,50	460 000 000	
2 juin 2025	9 janvier 2015	DMTN227	2,60	12 550 000 000	
8 septembre 2025	24 février 2020	DMTN245	1,75	9 050 000 000	
2 décembre 2025	5 octobre 1995	JQ	8,50	1 000 000 000	
6 février 2026	6 février 1996	JY	8,00	12 500 000	
2 juin 2026	21 décembre 1995	JU	8,00	1 000 000 000	
2 juin 2026	3 février 2016	DMTN229	2,40	7 500 000 000	
8 septembre 2026	19 avril 2021	DMTN250	1,35	1 250 000 000	
2 décembre 2026	13 février 1997	KR	8,00	386 500 000	
2 décembre 2026	20 janvier 1999	MH	7,00	124 584 000	(7)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2022

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

1 ^{er} février 2027	14 février 2020	DMTN244	1,85	3 250 000 000	
3 février 2027	5 août 1997	KN	7,50	58 220 000	
3 février 2027	5 août 1997	KT	6,95	8 726 000	
3 février 2027	1 ^{er} avril 1998	KY	7,50	11 549 000	
3 février 2027	4 décembre 1998	LA	7,50	5 507 000	
4 février 2027	4 février 1998	KQ	7,375	990 000	
2 juin 2027	9 février 2017	DMTN234	2,60	8 400 000 000	
2 juin 2027	17 octobre 1996	KJ	7,60	4 734 700 000	
8 septembre 2027	24 août 2020	DMTN247	1,05	2 000 000 000	
2 juin 2028	6 avril 2018	DMTN238	2,90	9 550 000 000	
25 août 2028	25 février 1998	LQ	6,25	2 020 000	
8 mars 2029	8 janvier 1998	LK	6,50	4 727 000 000	
2 juin 2029	7 février 2019	DMTN240	2,70	9 258 201 000	
1 ^{er} novembre 2029	29 juillet 2021	DMTN251	1,55	4 500 000 000	
2 juin 2030	27 janvier 2020	DMTN243	2,05	11,650,000,000	
2 décembre 2030	13 octobre 2020	DMTN248	1,35	7 000 000 000	
13 janvier 2031	8 septembre 1995	JN	9,50	125 000 000	
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20	3 000 000 000	
2 juin 2031	25 novembre 2010	DMTN206	5,20	133 300 000	
2 juin 2031	12 avril 2021	DMTN249	2,15	8 850 000 000	
2 décembre 2031	14 octobre 2021	DMTN253	2,25	6 350 000 000	
8 mars 2033	17 février 2003	DMTN61	5,85	4 674 610 000	
8 mars 2033	29 avril 2004	DMTN110	5,85	188 000 000	
8 mars 2033	23 juillet 2004	DMTN116	5,85	100 000 000	(6)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2022

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE PUBLIQUE (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS CANADIENS EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

13 juillet 2034	21 septembre 2005	DMTN157	5,00	47 500 000	(8)
3 novembre 2034	3 novembre 1994	HY	9,75	248 800 000	
10 janvier 1995 au					
10 janvier 2035	30 novembre 1994	HZ	9,4688	2 315 904	(9)
“	“	JA	9,4688	2 315 904	(9)
“	“	JB	9,4688	8 482 324	(9)
“	“	JC	9,4688	4 764 354	(9)
“	“	JD	9,4688	3 171 134	(9)
12 janvier 2035	12 janvier 2007	JG	9,50	110 950 000	
8 février 2035	8 février 1995	JJ	9,875	32 000 000	
2 juin 2035	25 août 2004	DMTN119	5,60	7 338 509 000	
2 juin 2035	12 janvier 2005	DMTN133	5,35	150 000 000	
20 juin 2036	20 juin 1996	KC	8,25	98 984 000	
1 ^{er} décembre 2036	8 mars 2006	DMTN158	2,00 Rendement réel..	2 905 613 121	(10)
2 juin 2037	22 février 2006	DMTN164	4,70	8 700 000 000	
2 décembre 2037	1 ^{er} février 2005	DMTN138	5,20	100 000 000	
2 juin 2038	28 juillet 2004	DMTN117	10,00	75 000 000	(11)
20 juin 2038	16 septembre 1996	KG	8,10	120 000 000	
13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75	50 000 000	
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	86 500 000	
2 juin 2039	15 janvier 2008	DMTN182	4,60	9 600 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2022

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE PUBLIQUE (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS CANADIENS EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

13 juillet 2039	2 février 1999	MK	5,65	223 858 000	
2 décembre 2039	25 février 2000	NE	5,70	1 489 000 000	
13 juillet 2040	18 avril 2002	DMTN44	6,20	100 000 000	
2 juin 2041	15 juin 2010	DMTN204	4,65	11 368 000 000	
2 décembre 2041	15 août 2001	DMTN10	6,20	340 000 000	
8 mars 2042	4 décembre 2001	DMTN29	6,00	41 000 000	
2 juin 2042	18 janvier 2002	DMTN33	6,00	240 000 000	
2 juin 2043	24 février 2003	DMTN62	5,75	75 000 000	
2 juin 2043	31 janvier 2012	DMTN214	3,50	11 000 000 000	
2 juin 2044	13 septembre 2006	DMTN169	4,60	27 000 000	
10 janvier 2045	25 mai 1995	JL	8,435	35 531 176	(12)
1 ^{er} mars 2045	1 ^{er} mars 1995	JK	9,50	150 000 000	
2 juin 2045	31 août 2005	DMTN153	4,50	175 000 000	
2 juin 2045	10 mai 2013	DMTN220	3,45	15 525 000 000	
2 juin 2046	24 mai 2006	DMTN166	4,85	154 700 000	
2 décembre 2046	2 février 2015	DMTN228	2,90	14 550 250 000	
2 juin 2047	28 février 2007	DMTN176	4,50	158 000 000	
2 juin 2048	6 mai 2008	DMTN184	4,70	50 000 000	
2 juin 2048	21 juin 2016	DMTN231	2,80	12 049 000 000	
2 juin 2049	30 novembre 2017	DMTN236	2,90	12 624 500 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2022

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE PUBLIQUE (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS CANADIENS EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 décembre 2050	28 mai 2019	DMTN242	2,65	14 073 900 000	
2 décembre 2051	20 août 2000	DMTN246	1,90	12 750 000 000	
2 décembre 2052	25 août 2021	DMTN252	2,55	6 650 000 000	
2 juin 2054	22 juillet 2008	DMTN185	4,60	40 000 000	
2 juin 2062	8 novembre 2012	DMTN216	3,25	475 000 000	
				312 162 959 917	
Rajustement des contrats d'échange à rendement réel en fonction de l'IPC				(103 297 614)	(10)
				312 059 662 303	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2022

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

21 juin 2022	21 juin 2012	Annuel	2,80	3 679 000	
21 juin 2022	21 juin 2012	Composé	2,80	4 722 200	
21 juin 2022	21 juin 2017	Annuel	Accélérateur	5 504 200	
21 juin 2022	21 juin 2017	Composé	Accélérateur	3 671 500	
21 juin 2023	21 juin 2013	Annuel	3,10	10 316 100	
21 juin 2023	21 juin 2013	Composé	3,10	7 050 300	
21 juin 2023	21 juin 2018	Annuel	Accélérateur	57 504 900	
21 juin 2023	21 juin 2018	Composé	Accélérateur	20 846 600	
21 juin 2024	21 juin 2014	Annuel	3,10	18 042 900	
21 juin 2024	21 juin 2014	Composé	3,10	9 394 100	
21 juin 2025	21 juin 2015	Annuel	2,35	3 809 100	
21 juin 2025	21 juin 2015	Composé	2,35	2 735 900	
21 juin 2026	21 juin 2016	Annuel	2,20	5 941 100	
21 juin 2026	21 juin 2016	Composé	2,20	5 114 800	
21 juin 2027	21 juin 2017	Annuel	2,15	4 024 900	
21 juin 2027	21 juin 2017	Composé	2,15	2 736 400	
21 juin 2028	21 juin 2018	Annuel	2,85	711 200	
21 juin 2028	21 juin 2018	Composé	2,85	1 108 500	
Séries en circulation				166 913 700	(13)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2022

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite)

Séries arrivées à échéance	58 746 300	(14)

TOTAL – OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO	225 660 000	

TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS	312 285 322 303	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2022

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS

27 janvier 2023	29 janvier 2016	G72	1,95	1 550 000 000
7 février 2024	7 février 1994	HS	7,50	1 106 700 000
5 février 2025	5 février 2018	G77	2,65	2 700 000 000

TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS				5 356 700 000

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS

13 juillet 2034	13 juillet 1994	EMTN5	9,40	300 000 000

TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				300 000 000

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2022

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
Dettes en devises étrangères					(15)
PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
22 août 2024	22 août 2014	ADI3	4,25	350 000 000	
26 août 2025	26 février 2015	ADI4	3,10	365 000 000	
27 janvier 2027	27 janvier 2017	ADI5	3,50	315 000 000	
12 octobre 2028	12 avril 2018	ADI6	3,20	115 000 000	
26 octobre 2029	26 avril 2019	ADI7	2,70	40 000 000	
10 décembre 2031	10 décembre 2021	ADI9	2,50	36 000 000	
10 décembre 2032	10 décembre 2021	ADI10	2,60	36 000 000	
3 octobre 2034	3 octobre 2019	ADI8	2,00	320 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				1 577 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU					
TAUX DE CHANGE DE 0,96278 \$				1 518 308 900	(15a)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2022

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE PUBLIQUE (Suite)					
PAYABLE EN EUROPE EN EUROS					
21 mai 2024	21 mai 2014	EMTN110	1,875	1 750 000 000	
14 juin 2024	14 juin 2017	EMTN114	0,375	1 500 000 000	
21 janvier 2025	21 janvier 2015	EMTN111	0,875	1 250 000 000	
17 avril 2025	17 avril 2018	EMTN116	0,625	1 500 000 000	
8 avril 2027	8 avril 2020	EMTN117	0,375	1 000 000 000	
25 novembre 2030	24 novembre 2020	EMTN120	0,01	2 500 000 000	
9 juin 2031	9 juin 2021	EMTN123	0,25	1 000 000 000	
2 octobre 2040	6 mai 2020	EMTN118	0,699	50 000 000	
28 juin 2041	29 janvier 2016	EMTN112	1,82	52 000 000	
9 décembre 2041	9 décembre 2021	EMTN125	0,70	75 000 000	
3 décembre 2046	3 décembre 2021	EMTN124	0,76	160 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN EUROS				10 837 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU					
TAUX DE CHANGE DE 1,54803 \$				16 775 990 050	(15b)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2022

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS EUROPÉENS EN LIVRES STERLING

15 décembre 2023	3 juin 2020	EMTN119	0,50	1 000 000 000	
15 décembre 2026	13 janvier 2021	EMTN121	0,25	1 750 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING				2 750 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,71310 \$				4 711 017 553	(15c)

PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES

29 juin 2029	28 juin 2017	EMTN115	0,25	400 000 000	
12 mai 2033	12 mai 2021	EMTN122	0,05	250 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				650 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,36067 \$				884 433 920	(15d)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2022

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

25 avril 2022	25 avril 2019	G81	2,55	1 750 000 000
18 mai 2022	18 mai 2017	G76	2,25	2 000 000 000
29 juin 2022	29 juin 2012	G58	2,45	1 000 000 000
3 octobre 2022	3 octobre 2017	G75	2,20	2 000 000 000
24 janvier 2023	24 janvier 2020	G82	1,75	3 000 000 000
17 octobre 2023	17 octobre 2018	G80	3,40	2 500 000 000
29 janvier 2024	29 janvier 2019	G79	3,05	2 500 000 000
16 mai 2024	16 mai 2014	G66	3,20	1 250 000 000
21 janvier 2026	21 janvier 2021	G87	0,625	3 500 000 000
14 avril 2026	14 avril 2021	G89	1,05	3 000 000 000
27 avril 2026	27 avril 2016	G69	2,50	1 000 000 000
15 juin 2026	20 juin 2019	G83	2,30	1 750 000 000
21 mai 2027	21 mai 2020	G85	1,05	1 750 000 000
2 octobre 2029	2 octobre 2019	G84	2,00	1 250 000 000
7 octobre 2030	7 octobre 2020	G86	1,125	1 250 000 000
25 février 2031	25 février 2021	G88	1,60	1 500 000 000
14 octobre 2031	14 octobre 2021	G90	1,80	1 000 000 000
21 janvier 2032	21 janvier 2022	G91	2,125	1 500 000 000

TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

EN DOLLARS AMÉRICAINS	33 500 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU

TAUX DE CHANGE DE 1, 28727 \$	43 123 473 100	(15e)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2022

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
TOTAL – OBLIGATIONS.....				384 955 245 826	
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				1 099 955	

TOTAL – OBLIGATIONS NETTES DES GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				384 956 345 781	
BONS DU TRÉSOR				22 017 999 000	

BILLET DE TRÉSORERIE AMÉRICAIN (en dollars américains).....				1 358 430 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS AMÉRICAINS					
TAUX DE CHANGE DE 1,27721 \$				1 734 998 356	
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS.....				408 709 343 137	

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS ET SUR LES MARCHÉS PUBLICS				416 898 688 252	
				=====	
DETTE DE LA SCHOOL BOARD TRUST					
Exercice se terminant le 31 mars					
2034	2004		5,90	891 000 000	
Fonds d'amortissement				(352 194 152)	

				538 805 848	(16)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2022

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE				417 437 494 100	
REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION – AUTRES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX					
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :					
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants.....				161 000	(4)
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :					
Fair Hydro Trust.....				1 764 706 000	
Infrastructure Ontario.....				300 000 000	
Commission des parcs du Niagara				14 003 472	
Ornge.....				216 508 165	
Centre des congrès d'Ottawa				837 667	
TITRES ONTARIENS DÉTENUS PAR LES ORGANISMES :					
Obligations.....				(350 109 109)	
Bons du Trésor				(370 971 380)	
TOTAL – REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION				1 575 135 815	(17)
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION				419 012 629 915	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2022

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

**DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE
L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)**

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

2023	2003	RPC	6,16	38 130 000	
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS.....				38 130 000	(3)

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

2 juin 2022	3 mai 2012	DMTN212	3,15	478 300 000	
2 juin 2023	6 novembre 2012	DMTN215	2,85	2 777 300 000	
8 septembre 2023	29 novembre 2004	HP	8,10	50 000 000	
2 juin 2024	25 novembre 2013	DMTN223	3,50	1 550 000 000	
2 juin 2025	9 janvier 2015	DMTN227	2,60	1 050 000 000	
2 juin 2027	11 février 2000	KJ	7,60	100 500 000	
25 août 2028	13 avril 1999	LQ	6,25	78 600 000	
2 juin 2029	30 août 2019	DMTN240	2,70	66 799 000	
1 ^{er} décembre 2036	4 octobre 2005	DMTN158	2,00 Rendement réel	948 661 000	(10)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite
Au 31 mars 2022

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE PUBLIQUE (Suite)**PAYABLE SUR LES MARCHÉS CANADIENS EN DOLLARS CANADIENS (Suite)**

2 juin 2037	1 ^{er} septembre 2006	DMTN164	4,70	400 000 000	
2 juin 2039	10 juillet 2009	DMTN182	4,60	100 000 000	
2 juin 2041	9 mars 2011	DMTN204	4,65	282 000 000	
2 juin 2043	15 mai 2012	DMTN214	3,50	200 000 000	
2 juin 2045	1 octobre 2013	DMTN220	3,45	525 000 000	
2 décembre 2046	2 février 2015	DMTN228	2,90	149 750 000	
2 juin 2048	19 juin 2017	DMTN231	2,80	651 000 000	
2 juin 2049	25 janvier 2018	DMTN236	2,90	625 500 000	
2 décembre 2050	21 août 2019	DMTN242	2,65	26 100 000	
TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				10 059 510 000	
TOTAL – OBLIGATIONS.....				10 059 510 000	
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				9 777 357	
TOTAL – OBLIGATIONS NETTES DES GAINS/(PERTES)					
SUR CHANGE NON AMORTIS				10 069 287 357	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2022

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
BONS DU TRÉSOR				653 940 000	

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				10 723 227 357	

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE AUX FINS DE LA SFIEO				10 761 357 357	

DETTE DIRECTE DE LA SFIEO				3 741 370 000	

TOTAL – DETTE DE LA SFIEO				14 502 727 357	

TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE				433 515 357 272	
Moins : DÉTENTION D'OBLIGATIONS D'ÉPARGNE ET DE BONS DU TRÉSOR DE L'ONTARIO				(7 098 261 000)	

TOTAL RÉVISÉ – DETTE CONSOLIDÉE				426 417 096 272	
				=====	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite
Au 31 mars 2022

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT*					
ONTARIO POWER GENERATION INC.				5 126 000 000	
HYDRO ONE INC.....				1 677 516 013	
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT.....				6 803 516 013	

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc., est éliminée au moment de la consolidation.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2022

Références :

1. Aucune émission obligataire n'est remboursable, sauf dans les cas indiqués ci-dessous. La dette est remboursable à un taux fixe ou variable selon un indice préétabli, habituellement rajusté tous les trois mois (3M). Ces indices à taux variables sont les suivants : TCAB – taux canadien d'acceptations bancaires et TIOL – taux interbancaire offert à Londres.
2. Les séries de dettes suivantes ont été contractées aux fins de la province et de la SFIEO : DMTN212, DMTN215, HP, DMTN223, DMTN227, KJ, LQ, DMTN240, DMTN158, DMTN164, DMTN182, DMTN204, DMTN214, DMTN220, DMTN228, DMTN231, DMTN236 et DMTN242.
3. L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1^{er} juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1^{er} janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de reconduction sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment de la reconduction. Ces débentures ne sont ni négociables ni transférables et peuvent être cédées uniquement à une filiale appartenant en propriété exclusive à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Le 1^{er} avril 2007, toutes les débentures détenues au nom du FPRPC ou achetées par le ministre des Finances du Canada en vertu de l'article 110 du Régime de pensions du Canada ont été transférées à l'OIRPC.
4. OIIC (SOGFII) : Le montant total de l'encours de la province est de 0,1 million de dollars.
5. CMHC (SCHL) : Selon les modalités de ces débentures, des versements égaux doivent être faits chaque année jusqu'à l'échéance, chacun consistant en un versement de principal et d'intérêt réunis. La dette comprend 42,4 millions de dollars de dette de la SCHL transférée de la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) lors de la dissolution de cette dernière durant l'exercice 2020-2021.
6. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt pour certaines obligations canadiennes afin de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements conformément à sa stratégie de gestion des risques. Ces obligations et leurs taux d'intérêt respectifs sont les suivants : DMTN235 1,70 %, DMTN239 2,61 % et DMTN116 4,22 %.
7. MH : Selon les modalités de ces débentures, un paiement d'intérêt ponctuel spécial de 25 % du montant principal dû doit être versé à la date d'échéance.
8. DMTN157 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 15,0 % jusqu'au 13 janvier 2006 et au taux de 5,0 % par la suite.
9. Séries HZ, JA, JB, JC, JD : Il s'agit d'obligations à coupon zéro aux termes desquelles des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers prédéterminés, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2035. Au cours de l'exercice 2021-2022, le principal remboursé s'est élevé à zéro million de dollars. Le montant total du principal et des intérêts à payer sur la durée de ces obligations est de 1 092 millions de dollars.
10. DMTN158 : Cette obligation à rendement réel porte un intérêt sur le principal rajusté en fonction de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation du Canada (« IPC »), qui comportait un indice de base de 127,54839 au 4 octobre 2005. Depuis que la Banque du Canada a changé l'année de référence de l'IPC (de 1992 à 2002), le 19 juin 2007, l'indice de base est passé à 107,18352. Le montant total de l'émission en principal s'élève à 2 844 millions de dollars, dont 700 millions de dollars ont été prêtés à la SFIEO, et 300 millions de dollars ont été convertis en une dette nominale à taux fixe de 4,23%. L'encours représente la valeur indexée du principal.
11. DMTN117 : L'obligation a été émise avec une forte prime en 2004 et offre un rendement de 5,74 %.
12. JL : Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêt réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le montant total du principal et des intérêts à payer sur la durée des débentures s'élève à 1 325 millions de dollars.

13. OSB (OEO) : Les obligations d'épargne de l'Ontario sont rachetables au gré des porteurs le 21 juin et le 21 décembre et jusqu'au 14^e jour civil suivant la date de rachat du 21 juin et du 21 décembre, à l'exception des obligations à taux fixe, qui sont rachetables à échéance seulement. Depuis 2009, les obligations à taux variable ne sont rachetables qu'une fois par an, le 21 juin. Toutes les OEO actuellement en circulation sont rachetables au décès du propriétaire bénéficiaire.
Les OEO ne sont plus émises depuis 2019.
OEO – Taux fixe :
En 2009, la province a émis des obligations à taux fixe pour des termes de deux, de trois et de cinq ans. En 2010 et en 2011, la province a émis des obligations à taux fixe pour des termes de trois, de sept et de dix ans. En 2012, en 2013, en 2014, en 2015, en 2016 et en 2018, les obligations à taux fixe émises avaient uniquement des termes de trois et de dix ans.
OEO – Taux accélérateur :
Série 2017 : l'intérêt est payable au taux de 0,60 %, de 0,8 %, de 1,05 %, de 1,3 % et de 1,65 %
Série 2018 : l'intérêt est payable au taux de 1,50 %, de 1,8 %, de 2,15 %, de 2,3 % et de 2,55 %
les première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième années respectivement.
14. OSB (OEO) : Le montant de l'encours représente les obligations arrivées à échéance dont le remboursement n'a pas encore été demandé. L'intérêt n'est payable sur ces obligations que jusqu'à la date d'échéance.
15. Le montant total de la dette en devises étrangères a été converti en dollars canadiens aux taux des contrats de change lorsque la dette était couverte, ou aux taux de change à la fin de l'exercice lorsqu'elle ne l'était pas. Au 31 mars 2022, 99,2 % de la dette en devises étrangères étaient couverts. Les taux de change des devises étrangères en dollars canadiens au 31 mars 2022 sont les suivants : dollar australien – 0,934802, euro – 1,381764, yen japonais – 0,010265, franc suisse – 1,352935, livre sterling – 1,639632, dollar américain – 1,248150. La province a également conclu des ententes sur taux d'intérêt afin de convertir ces engagements en accord avec sa stratégie de gestion des risques. Ces obligations et leurs taux d'intérêt respectifs sont les suivants :
(a) Australie en AUD 2,51 % (1 518 millions \$)
(b) EMTN en euros : 2,36 % (13 440 millions \$), 3M CBA + 0,28 % (1 512 millions \$), 1,20 % (1 825 millions \$)
(c) EMTN en GBP : TCAB 3M - 0,02 % (3 676 millions \$), 1,02 % (1 035 millions \$)
(d) EMTN en CHF : 541 millions \$ non couverts au taux de 0,29 %, 2,34 % (343 millions \$)
(e) Sur les marchés internationaux en dollars américains : 2,18 % (16 026 millions \$), 3M CBA - 0,35 (21 334 millions \$), 0,66 % (3 131 millions \$), 1,94 % (2 632 millions \$)
16. SBT: La School Board Trust (une fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars, 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures ont été versés aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.
17. Le montant total du redressement de consolidation comprend la dette contractée auprès de tiers par d'autres organismes gouvernementaux, et l'élimination de la dette provinciale détenue par ces organismes. Les titres de l'Ontario faisant partie de la dette provinciale détenue par ces organismes sont les suivants (en millions de dollars) :
Obligations d'épargne de l'Ontario :
Fonds de reboisement : DMTN240 – 5 millions de dollars.
Infrastructure Ontario : DMTN223 – 120 millions de dollars, DMTN237 – 62 millions de dollars et DMTN241 – 17 millions de dollars.
Fondation Trillium de l'Ontario : DMTN215 – 6 millions de dollars, DMTN223 – 11 millions de dollars, DMTN237 – 12 millions de dollars et DMTN241 – 12 millions de dollars.
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : OIIC 189 – 0,1 millions de dollars.
Secteur public élargi - Collèges : 64 millions de dollars de divers DMTN et 6 millions de dollars de divers marchés mondiaux.
Secteur public élargi - Hôpitaux : 31 millions de dollars de divers DMTN, 2 millions de dollars de LK et 2 millions de dollars de divers marchés mondiaux.
Bons du Trésor :
Société ontarienne de financement de la croissance : 282 millions de dollars; Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : 38 millions de dollars; Fondation Trillium de l'Ontario : 50 millions de dollars; et Secteur public élargi - Collèges : moins de 1 million de dollars.

**OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE
DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)**

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

	2022	2021
	\$	\$
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	(85 000 000)	(804 000 000)
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	(172 961 000)	(19 375 000)
Produits d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	46,263,000	9 058 000
Variation nette des emprunts à court terme	950 000	(2 077 000)
	-----	-----
Augmentation/(diminution) nette en débitures et billets aux fins de la SFIEO	(210 748 000)	(816 394 000)
	=====	=====
Dette garantie par la Province	(1 546 500 000)	(537 510 000)
	=====	=====
Intérêts sur titres provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	317 350 663	335 441 123
À court terme	1 885 156	947 552
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada.....	9 559 702	14 310 702
	-----	-----
	328 795 521	350 699 377
	-----	-----
Recouvrements de la SFIEO		
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	85 000 000	804 000 000
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime e pensions du Canada	172 961 000	19 375 000
Produits d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	(46 263 000)	(9 058 000)
Variation nette des emprunts à court terme	(950 000)	2 077 000
	-----	-----
Recouvrements/(avances) nets.....	210 748 000	816 394 000
	=====	=====

Dette garantie par la Province	1 546 500 000	537 510 000
	=====	=====
Intérêts sur avances provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme	(317 350 663)	(335 441 123)
À court terme	(1 885 156)	(947 552)
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du		
régime de pensions du Canada	(9 559 702)	(14 310 702)
	-----	-----
	(328 795 521)	(350 699 377)
	-----	-----

Section 4

Autres annexes supplémentaires (non vérifiées)

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2022

	Solde au 1 ^{er} avril 2021	Émissions	Remboursements	Autre	Solde au 31 mars 2022
	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales					
Débitures pour drainage au moyen de tuyaux	11 199 646	1 149 700	2 815 294	-	9 534 052
Débitures pour drainage au moyen de tuyaux – intérêts à recevoir.....	277 164	-	-	(39 483)	237 681
	11 476 810	1 149 700	2 815 294	(39 483)	9 771 733
Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalité	130 933	-	19 195	-	111 738
Prêts sous forme de débiteures pour drainage au moyen de tuyaux – intérêts à recevoir.....	3 792	-	-	(509)	3 283
	134 725	-	19 195	(509)	115 021
Ministère des Collèges et Universités					
Prêts d'études en souffrance.....	406 218 445	136 123	69 370 887	73 659 997	410 643 677
Prêt au débiteur-exploitant – Université Laurentienne.....	-	35 000 000	-	31 272	35 031 272
Principal des emprunts.....	2 000 325 105	243 602 885	246 183 157	(65 978 977)	1 931 765 856
Principal des emprunts – intérêts à recevoir.....	6 254 497	-	-	(938 623)	5 315 874
	2 006 579 603	243 602 885	246 183 157	(66 917 601)	1 937 081 730
Ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce					
Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile.....	138 358 999	-	197 656	-	138 161 343
Moins : escompte non amorti.....	(87 388 366)	-	-	2 511 920	(84 876 446)
	50 970 632	-	197 656	2 511 920	53 284 897
Stratégie d'investissement dans le secteur de la fabrication de pointe.....	15 735 871	-	3 131 194	3 642 817	12 604 677
Moins : escompte non amorti.....	-	-	-	-	-
	15 735 871	-	3 131 194	3 642 817	12 604 677
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques.....	15 689 394	-	5 777 372	42 440	9 912 023
Moins : escompte non amorti.....	-	-	-	-	-
	15 689 394	-	5 777 372	42 440	9 912 023
Programme MaRS Phase 2.....	84 348 161	-	(1 227 263)	(8 637)	83 112 261

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2022

	Solde au 1 ^{er} avril 2021	Émissions	Remboursements	Autre	Solde au 31 mars 2022
	\$	\$	\$	\$	\$
Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario.....	4 472 221	-	-	-	4 472 221
Moins : escompte non amorti.....	(118 774)	-	-	62 533	(56 241)
	4 353 447	-	-	62 533	4 415 980
Fonds pour l'emploi et la prospérité.....	22 434 293	3 306 902	6 112 202	3 879	19 632 872
Moins : escompte non amorti.....	(686 537)	-	-	196 982	(489 555)
	21 747 756	3 306 902	6 112 202	200 861	19 143 317
Ministère de l'Énergie, du Développement du Nord et des Mines					
Hydro One.....	1 248 339 072	-	-	-	1 248 339 072
Ontario Power Generation.....	5 912 720 000	-	-	-	5 912 720 000
Développement économique.....	395 258 337	279 600 000	3 063 597	-	671 794 740
Développement économique – intérêts à recevoir.....	2 815 919	-	-	4 927 403	7 743 321
	398 074 256	279 600 000	3 063 597	4 927 403	679 538 062
Ministère des Finances					
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier					
Prêt à long terme.....	1 719 680 827	-	85 000 000	-	1 634 680 827
Prêt avec amortissement.....	4 152 314 746	378 743 426	166 771 414	-	4 364 286 758
Facilité de crédit renouvelable à court terme.....	314 000 000	1 324 000 000	1 263 000 000	-	375 000 000
Gouvernement du Canada pour le secteur de l'automobile.....	54 626 699	-	-	(54 626 699)	-
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.....	400 000 000	-	-	-	400 000 000
Prêts de l'Office ontarien de financement :					
Conseils scolaires.....	4 538 762 096	-	258 476 110	-	4 280 285 986
Société des loteries et des jeux de l'Ontario.....	62 372 153	4 260 281	12 211 938	-	54 420 496
Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité).....	-	108 968 093	108 968 093	-	-
Musée royal de l'Ontario.....	23 433 613	-	100 000	-	23 333 613
Commission de transport Ontario Northland.....	1 244 507	-	101 010	-	1 143 497
Commission des parcs du Niagara.....	14 452 679	13 670 039	413 286	-	27 709 432
Société ontarienne de vente du cannabis.....	74 242 503	-	7 364 295	-	66 878 208
Centre des congrès d'Ottawa.....	44 114 847	-	1 000 000	-	43 114 847
Collèges d'arts appliqués et de technologie.....	345 608 235	31 505 519	20 706 574	-	356 407 180
Unity Health Toronto.....	96 830 349	-	2 192 892	-	94 637 457
Arnprior Regional Health.....	14 517 162	9 404 847	-	-	23 922 009
Régie des alcools de l'Ontario.....	4 533 300	42 461 813	-	-	46 995 113

Non vérifié

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2022

	Solde au 1 ^{er} avril 2021	Émissions	Remboursements	Autre	Solde au 31 mars 2022
	\$	\$	\$	\$	\$
Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.....	210 000 000	-	210 000 000	-	-
Hôpital Ross Memorial.....	-	15 001 923	-	-	15 001 923
Réseau universitaire de santé.....	-	84 501 466	-	-	84 501 466
	5 430 111 444	309 773 981	621 534 198	-	5 118 351 227
Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR)	143 000 000	-	11 000 000	-	132 000 000
Moins : escompte non amorti.....	(70 031 260)	-	-	5 387 020	(64 644 240)
	72 968 740	-	11 000 000	5 387 020	67 355 760
Hypothèques de la Société foncière de l'Ontario	195 273	-	-	-	195 273
Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique.....	66 320 836	-	1 511 870	-	64 808 966
Society of United Professionals.....	32 058 677	-	1 072 017	-	30 986 660
OFN Power Holdings LP.....	244 865 246	-	-	-	244 865 246
Autorité ontarienne de réglementation des services financiers.....	49 670 533	3 000 000	2 186 293	165 960	50 650 201
Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs					
Office du secteur des condominiums.....	4 181 851	-	659 075	-	3 522 776
Office du secteur des condominiums – intérêts à recevoir.....	428 538	-	-	-	428 538
	4 610 389	-	659 075	-	3 951 314
Ministère des Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture					
Théâtre IMAX de Science Nord.....	75 837	-	-	(75 837)	-
Ministère de l'Infrastructure					
Infrastructure communautaire – prêts.....	12 360 001	-	2 993 800	74 253	9 440 454
Société foncière de l'Ontario.....	2 670 328	-	173 750	-	2 496 578
	15 030 329	-	2 820 050	74 253	11 937 032
Ministère des Affaires municipales et du Logement					
Crédit d'impôts fonciers et scolaires.....	136 330	-	2 055	-	134 275
Ministère des Transports					
Commission de transport Ontario Northland.....	35 207 935	-	-	-	35 207 935
TOTAL DES PRÊTS ET DES INVESTISSEMENTS EN COURS AVANT PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2022.....					22 819 313 874
TOTAL DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2022.....					(793 927 578)

Non vérifié

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2022****Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales**

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour la construction afin de financer des prêts destinés aux propriétaires de terres agricoles pour l'installation d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Ces débentures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission. Ces prêts, que les propriétaires remboursent à la municipalité, sont garantis par des privilèges fonciers.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Ministère des Collèges et Universités

Le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) permet d'offrir une aide financière fondée sur l'évaluation des besoins, sous la forme de prêts et de bourses aux étudiants de niveau postsecondaire admissibles. Le remboursement des prêts au ministère par l'entremise d'un fournisseur de services commence six mois après la fin des études. Si le remboursement du prêt n'est pas effectué et que survient un défaut de paiement, l'Unité de gestion des services de recouvrement de la province entame le processus de recouvrement.

Par l'entremise du ministère des Collèges et Universités (MCU), la province est devenue le prêteur débiteur-exploitant de l'Université Laurentienne. Le prêt a été émis à court terme et vient à échéance le 30 septembre 2022.

Ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce

Le Fonds de la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile versait du financement au titre d'investissements stratégiques dans le secteur de l'automobile, pour soutenir l'avancement des capacités en conception et fabrication de véhicules, les technologies de fabrication novatrices et la formation. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

La Stratégie d'investissement dans le secteur de la fabrication de pointe accordait des prêts afin d'encourager les entreprises à investir dans les procédés et les technologies de pointe en vue d'améliorer leur productivité et leur compétitivité. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

Le Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques s'étale sur plusieurs années et consiste en subventions et prêts visant à attirer des investissements stratégiques dans des projets novateurs pour favoriser la transition de l'économie de l'Ontario et en assurer la compétitivité à l'échelle internationale et la prospérité à long terme. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

Le Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario est un fonds pluriannuel qui offre des subventions et des prêts visant à favoriser la création d'emplois, l'investissement, l'innovation, la mise sur pied de grappes industrielles et la collaboration dans le Sud-Ouest de l'Ontario. Ce programme est devenu le Programme pour le développement régional.

L'ancien Fonds pour l'emploi et la prospérité (FEP) a été annoncé dans le budget de l'Ontario de 2014 et lancé officiellement le 7 janvier 2015. Le FEP, étalé sur dix ans, était doté de 2,7 milliards de dollars et visait à favoriser un climat d'affaires dynamique et novateur ainsi qu'à améliorer la productivité et l'accès au marché pour les entreprises et les secteurs de l'Ontario. Le FEP comprend quatre volets : le volet Nouvelle économie, le volet Partenariats stratégiques, le Fonds de développement du secteur des aliments et des boissons et le Fonds de développement du secteur forestier. Les nouvelles demandes ne sont plus acceptées pour ces quatre volets. L'exercice 2020-2021 a marqué le lancement du Programme d'investissement et d'innovation dans le secteur forestier (PIISF) et du Programme pour le développement régional (PDR), dans lequel s'inscrivent le Fonds de développement de l'Est de l'Ontario (FDEO) et le Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario (FDSOO).

Le Programme pour le développement régional est le premier programme lancé dans le cadre de l'initiative de transformation des soutiens aux entreprises. Par l'entremise de ce programme, l'Ontario investira plus de 100 millions de dollars sur quatre ans dans les entreprises et les collectivités de l'Est et du Sud-Ouest de l'Ontario,

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2022**

tout en adoptant une nouvelle approche pour soutenir la croissance économique dans ces secteurs. En vertu de ce nouveau programme, les entreprises et les collectivités peuvent recevoir du soutien financier par l'entremise du Fonds de développement de l'Est de l'Ontario ou du Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario et ont accès à un éventail de services et de soutiens complémentaires. Le Programme pour le développement régional contribuera à faire en sorte que l'Est et le Sud-Ouest de l'Ontario soient ouverts aux affaires et aux emplois, que les contribuables en aient pour leur argent et que des occasions viables soient offertes aux entreprises et aux collectivités de la province pour les années à venir. Le Programme d'investissement et d'innovation dans le secteur forestier (PIISF) prévoit du financement pour les investissements stratégiques dans le secteur forestier qui améliorent la productivité et l'innovation, augmentent la compétitivité, soutiennent l'accès aux nouveaux marchés, procurent des avantages au secteur forestier de l'ensemble de l'Ontario et renforcent les économies régionales.

Le programme MaRS Phase 2 est un programme de prêt pluriannuel visant à soutenir la tour ouest du projet MaRS. Un prêt de 94 millions de dollars a été consenti pour terminer la location de la tour ouest du projet MaRS et remplir les obligations imposées par les tiers bailleurs de fonds. Ce prêt sera entièrement remboursé d'ici la fin de 2035.

Ministère de l'Énergie, du Développement du Nord et des Mines

À la fin de l'exercice 2022, un montant de 679,5 millions de dollars était dû au ministère pour soutenir la croissance économique et l'investissement dans le Nord de l'Ontario.

La province détient 282 412 648 actions ordinaires dans Hydro One Limited, représentant au total une valeur comptable de 1 248 millions de dollars.

La province détient 256 300 010 actions ordinaires et 18 343 815 actions de catégorie A dans l'Ontario Power Generation (OPG), représentant au total une valeur comptable de 5 913 millions de dollars.

Ministère des Finances

La Société d'hypothèques de l'Ontario a pris en charge les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution initiale le 31 mars 1987.

La Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) a été établie en vertu de la *Loi de 2011 sur la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier*. Au 31 mars 2022, il existe un billet à ordre de 279,7 millions de dollars (279,7 millions de dollars en 2021) qui arrive à échéance le 31 mars 2053. L'intérêt sur le billet, dont le taux est révisé trimestriellement en fonction du taux d'intérêt des bons du Trésor de trois mois de la province, est payable chaque trimestre. De plus, la Société avait obtenu des rétrocessions de prêts. Au 31 mars 2022, le solde était de 1 355,0 millions de dollars (1 440,0 millions de dollars en 2021).

En mai 2015, le programme ci-dessus a été remplacé par un programme de prêts qui correspond mieux au financement du programme de prêts de la Société. Au 31 mars 2022, le solde impayé de ce programme était de 4 364,3 millions de dollars (4 152,3 millions de dollars en 2021).

La Société a reçu une facilité de crédit renouvelable à court terme pouvant atteindre 600,0 millions de dollars. Au 31 mars 2022, le solde impayé du crédit était de 375,0 millions de dollars (314,0 millions en 2021) à des taux d'intérêt allant de 0,23 % à 0,78 %.

La province et le gouvernement du Canada, par l'entremise d'Exportation et développement Canada (EDC), une société de la Couronne appartenant entièrement au gouvernement du Canada, ont pris des mesures concertées pour assurer la viabilité et la compétitivité à long terme du secteur canadien de l'automobile. L'investissement de la province a représenté le tiers de l'aide financière canadienne totale accordée à General Motors et à General Motors du Canada Limitée, pour la restructuration de leurs opérations. EDC a radié le montant dû de l'ancienne société GM et, ainsi, la province radie également son prêt en cours de 54,6 millions de dollars (54,6 millions de dollars en 2021).

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) a reçu une facilité de crédit renouvelable à court terme de 400,0 millions de dollars à un taux d'intérêt de 1,14 % et remboursable en mars 2024. Au 31 mars 2022, le solde impayé était de 400,0 millions de dollars (400 millions de dollars en 2021).

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2022**

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers, offre des services de gestion des investissements à court terme, donne des conseils sur le financement de projets et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi de ces prêts sont empruntées à la province.

Des prêts sont accordés aux conseils scolaires dans le cadre de différents programmes depuis 2006. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, les conseils scolaires ont remboursé certains prêts et fait deux paiements semestriels en principal et intérêts, réduisant l'encours total à 4 280,3 millions de dollars (4 538,8 millions de dollars en 2021). Ces prêts, qui portent intérêt à des taux se situant entre 2,99 % et 5,38 %, arrivent à échéance entre 2024 et 2042.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG), un organisme provincial de la Couronne constitué aux termes de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*, a obtenu des prêts pour financer plusieurs projets. Au 31 mars 2022, le solde impayé de ce prêt était de 54,4 millions de dollars (62,4 millions de dollars en 2021).

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE), une société établie en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, a reçu des facilités de crédit renouvelables à court terme pour financer un projet dans le cadre du Programme de protection des tarifs dans les régions rurales ou éloignées (PPTRE) jusqu'à concurrence de 475,0 millions de dollars, un projet concernant la grille tarifaire réglementée jusqu'à concurrence de 950,0 millions de dollars et une liquidité générale jusqu'à concurrence de 100,0 millions de dollars. Au 31 mars 2022, toutes les avances avaient été remboursées et le solde impayé était de 0 \$ (0 \$ en 2021).

Le Musée royal de l'Ontario (ROM) est un organisme établi par la province de l'Ontario, en vertu d'une loi spéciale de l'Assemblée législative de l'Ontario. Il a contracté un emprunt de 26,0 millions de dollars à un taux variable, qui est actuellement de 0,53 %. Au 31 mars 2022, le solde se chiffrait à 23,3 millions de dollars (23,4 millions de dollars en 2021). Tous les prêts en cours seront remboursés d'ici mars 2027.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur la Commission de transport Ontario Northland*. Le prêt à terme de la CTON affichait un solde impayé de 1,1 million de dollars au 31 mars 2022 (1,2 million de dollars en 2021). Il porte intérêt au taux de 4,9 % et arrivera à échéance en 2031.

La Commission des parcs du Niagara, un organisme provincial de la Couronne régi par la *Loi sur les parcs du Niagara* (L.R.O. 1990), a reçu un prêt de 6,5 millions de dollars pour financer les coûts d'immobilisations supplémentaires engagés pour le réaménagement de la phase I de la Table Rock House dans le parc de la Reine Victoria à Niagara Falls. Ce prêt, qui porte intérêt au taux de 5,07 %, arrive à échéance en avril 2027. En outre, un autre prêt à taux d'intérêt variable pouvant atteindre 25,0 millions de dollars a été consenti pour le réaménagement de la Centrale électrique Canadian Niagara Power. Au 31 mars 2022, le solde impayé était de 27,7 millions de dollars (14,5 millions de dollars en 2021).

La Société ontarienne de vente du cannabis, une succursale de la Régie des alcools de l'Ontario et une société provinciale de la Couronne régie par la *Loi de 2017 sur la Société ontarienne de vente du cannabis*, a reçu une facilité de prêt de 150 millions de dollars pour déployer ses activités en Ontario. Le solde du prêt à terme au 31 mars 2022 était de 66,9 millions de dollars (74,2 millions de dollars en 2021).

Le Centre des congrès d'Ottawa (CCO) est un organisme provincial de la Couronne constitué aux termes de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*. L'Office ontarien de financement (OOF) lui a consenti un prêt de 40 millions de dollars le 11 août 2011 pour refinancer une dette qui avait été engagée pour réaménager l'établissement. Au cours de l'exercice 2016-2017, l'OOF a constitué une provision de 47,1 millions de dollars contre ce prêt, comprenant les intérêts accumulés. Le CCO a fait le quatrième paiement de 1,0 million de dollars aux termes de l'entente conclue entre la province et l'OOF. Au 31 mars 2022, le solde impayé était de 43,1 millions de dollars (44,1 millions de dollars en 2021).

Des prêts d'une valeur de 356,4 millions de dollars (345,6 millions de dollars en 2021) ont été accordés à des collèges d'arts appliqués et de technologie pour divers projets relatifs aux campus, notamment pour la

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2022**

construction de nouvelles résidences d'étudiants ou l'agrandissement de résidences, du matériel informatique, des terrains de stationnement et un projet d'immobilisations visant les économies d'énergie. Ces prêts ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 2,15 % et 5,75 % et arrivent à échéance entre 2024 et 2049. En février 2022, le Collège Lambton a remboursé en totalité, avant la date d'échéance, le prêt qu'il avait contracté et dont le solde s'élevait à 2,6 millions de dollars (dû en 2033).

Unity Health Toronto (autrefois appelé Providence St. Joseph's and St. Michael's Healthcare), un organisme sans but lucratif établi en vertu de la *Loi sur les personnes morales* de l'Ontario, a reçu un prêt d'un montant principal maximum de 100,0 millions de dollars portant intérêt de 2,99 % pour financer ses projets d'immobilisations et ses obligations opérationnelles. Au 31 mars 2022, le solde impayé était de 94,6 millions de dollars (96,8 millions de dollars en 2021).

Arnprior Regional Health, une société établie en vertu de la *Companies Act, 1937*, a reçu un prêt d'un montant principal maximum de 25,8 millions de dollars assorti d'intérêts capitalisés pour financer sa part proportionnelle des coûts de construction et de financement du projet à long terme. Au 31 mars 2022, le solde impayé du crédit pour la construction était de 23,9 millions de dollars (14,5 millions en 2021).

Au cours de l'exercice, la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO), une société établie en vertu de la *Loi sur les alcools*, a reçu un prêt pour un montant principal maximum de 51,2 millions de dollars avec capitalisation des intérêts pour financer les coûts en capital associés au déménagement de son siège social. Au 31 mars 2022, le solde de la facilité de crédit était de 47,0 millions de dollars (4,5 millions de dollars en 2021).

La Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (WSIB), un organisme fiduciaire régi par un conseil d'administration en vertu de la *Loi de 1997 sur l'assurance contre les accidents du travail* (de l'Ontario), a reçu une marge de crédit renouvelable pour un montant principal maximum de 900 millions de dollars à titre de liquidité supplémentaire pour l'initiative de report sur six mois des paiements exigés des employeurs dans le cadre du Plan d'action contre la COVID-19 du gouvernement de l'Ontario. En octobre 2021, toutes les avances avaient été remboursées en totalité (210,0 millions de dollars en 2021).

Au cours de l'exercice, l'Hôpital Ross Memorial, constitué en personne morale en vertu d'une loi intitulée *Act respecting the Ross Memorial Hospital*, L.O. 1903, chap. 132, telle que modifiée, et existant en vertu de la *Loi sur les hôpitaux publics*, L.R.O. 1990, chap. P.40, telle que modifiée, a reçu un prêt pour un montant principal maximum de 15,0 millions de dollars avec intérêts capitalisés pour financer la mise en œuvre du système d'information EPIC afin d'améliorer la santé et le bien-être communautaires. Au 31 mars 2022, le solde impayé était de 15,0 millions de dollars (0 million de dollars en 2021).

Durant l'exercice, le Réseau universitaire de santé, une association prorogée en vertu de la *Loi de 1997 sur le Réseau universitaire de santé*, a reçu un prêt d'un montant principal maximum de 250,0 millions de dollars : a) pour financer la mise en œuvre d'un système d'information sur la santé; b) pour financer les améliorations à apporter aux systèmes et aux dispositifs existants, ainsi que l'acquisition de systèmes et de dispositifs supplémentaires, afin de permettre le déploiement du système d'information sur la santé. Au 31 mars 2022, le solde impayé était de 84,5 millions de dollars (0 million de dollars en 2021).

Conformément au paragraphe 82 (4) de la *Loi sur les régimes de retraite*, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR) s'il arrive que le montant que le Fonds de garantie possède à son crédit est insuffisant pour payer des demandes de règlement, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc. au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au FGPR, remboursable en 30 versements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1^{er} décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

La province a consenti, à certaines conditions, des prêts distincts à la fiducie du Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique et à la fiducie de la Society of Energy Professionals (Société) afin de financer leur achat respectif d'actions ordinaires d'Hydro One Limited et certaines dépenses connexes. Le montant total du principal des prêts accordés aux fiducies s'élevait à 111 millions de dollars : 75 millions de dollars à la fiducie du Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique et 36 millions de dollars à la fiducie de la Société.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2022**

Un remboursement partiel des prêts consentis à la fiducie de syndicats du secteur de l'électricité à l'appui de l'achat d'actions dans Hydro One en 2015 s'est traduit par un profit réalisé de 1 130 840,72 \$ en 2021-2022.

La province a consenti à OFN Power Holdings LP un prêt assorti de conditions pour aider les Premières Nations participantes à financer l'achat d'actions ordinaires de Hydro One Limited. Le principal du prêt était de 259 millions de dollars.

En juin 2019, l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers (ARSF) a remplacé la Commission des services financiers de l'Ontario et la Société ontarienne d'assurance-dépôts à titre d'organisme de réglementation des services financiers, des services d'assurance et des régimes de retraite en Ontario.

Les coûts administratifs et opérationnels initiaux de l'ARSF ont été financés au moyen d'un prêt à terme du gouvernement de 40 000 000 \$. L'ARSF a également reçu un prêt de 20,0 millions de dollars sur trois ans pour soutenir les dépenses en immobilisations qu'elle a engagées pour moderniser ses systèmes et ses installations de base. L'ARSF a tiré la dernière tranche de son prêt le 30 mars 2022.

Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs

Pour constituer l'autorité du secteur des condominiums décrite dans la *Loi de 1998 sur les condominiums*, telle que modifiée.

Établir la gouvernance et l'infrastructure opérationnelle de l'emprunteur; élaborer et mettre en œuvre les programmes et les services que l'autorité du secteur des condominiums sera tenue par la loi et les règlements d'administrer et de fournir; et remplir les exigences nécessaires pour permettre la désignation de l'emprunteur à titre d'autorité du secteur des condominiums aux fins de la *Loi de 1998 sur les condominiums*.

Ministère des Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture

Autorisation accordée par décret pour la radiation d'un prêt à Science Nord de 75 837 \$.

(RÉFÉRENCE : En 1993, Science Nord a reçu, pour aider à construire le cinéma IMAX, un prêt sans intérêts de 500 000 \$ de ce qui était alors le ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport (MTCS), aujourd'hui devenu le ministère des Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture (MIPSTC). Il s'agissait d'un montant de 140 000 \$ prêté directement par le MIPSTC et d'un prêt de 360 000 \$ consenti par le MIPSTC par l'entremise de l'Office ontarien de financement. Science Nord a remboursé 64 163 \$ au titre du prêt direct reçu du MIPSTC, ce qui laisse un solde de 75 837 \$ dans les livres du MIPSTC, auquel ce montant reste dû.)

Ministère de l'Infrastructure

En mai 2018, le ministère de l'Infrastructure, de concert avec la SCHL, a conclu une entente conjointe concernant un prêt de 24 millions de dollars à la Young Men's Christian Association (YMCA) et à la Young Women's Christian Association (YWCA) d'Ottawa.

La part du prêt relatif à l'infrastructure communautaire assumée par la province est de 12 millions de dollars. Ce prêt, qui porte intérêt au taux annuel de 3 %, est arrivé à échéance le 24 avril 2022.

À la fin de l'exercice 2021-2022, la province a inscrit une créance irrécouvrable de 4 millions de dollars au poste de la provision pour créances douteuses en raison d'une forte probabilité de moins-value du prêt attribuable à l'incidence de la COVID-19 sur la fermeture continue des services clés de la YMCA.

Une activité de recouvrement progressif se poursuit en 2021-2022 et la YMCA a remboursé un montant forfaitaire de 6 millions de dollars aux deux prêteurs sur le montant principal du prêt en janvier 2022. De ces 6 millions de dollars, la province a compensé 3 millions de dollars par la portion qu'elle assume, portant ainsi le montant principal du prêt à 9 millions de dollars et les intérêts à recevoir à 0,4 million de dollars le 31 mars 2022.

En avril 2022, la province a prorogé l'échéance du prêt au 30 avril 2023.

L'entente de prêt à Hamilton Trunk Sewer a été conclue dans les années 60/70 entre le ministère des Services gouvernementaux et la Société foncière de l'Ontario pour favoriser l'octroi d'un prêt à long terme à la ville de Hamilton en vue de la construction d'un réseau d'égout sanitaire.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Fin**Pour l'exercice clos le 31 mars 2022**

La province a consenti ce prêt pour la construction ou l'amélioration du réseau d'égout de Hamilton et la ville versera annuellement à la province 250 \$ par logement ou unité d'habitation construit dans le vieux quartier.

Au 31 mars 2022, le ministère de l'Infrastructure détient un solde de 2,49 millions de dollars sur le prêt en cours concernant le réseau d'égout de Hamilton, déduction faite du montant de 0,174 million de dollars remboursé au cours de l'exercice 2021-2022.

Ministère des Affaires municipales et du Logement

Ce programme a été autorisé en vertu de la *Municipal and School Tax Credit Assistance Act, 1967*. Il prévoyait le paiement des impôts fonciers et scolaires applicables aux résidences principales que possédaient et occupaient des aînés. Chaque personne pouvait recevoir le moindre des montants suivants : 150 \$ ou 50 % des impôts fonciers et scolaires perçus pour le bien imposable et les bénéficiaires pouvaient recevoir ces fonds pour un seul bien foncier par année.

La municipalité ou le conseil scolaire devait enregistrer l'intérêt de la province au moyen d'un avis de privilège sur le bien foncier à l'égard duquel le crédit d'impôt avait été accordé. Le programme a pris fin en 1980. Le montant du privilège est exigible au moment de la vente ou de la cession du bien foncier à toute personne autre que la conjointe ou le conjoint de l'auteur de la demande. Ce programme ne comporte pas d'intérêts.

Ministère des Transports

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur la Commission de transport Ontario Northland*. La CTON exploite et maintient des services de transport, notamment par autobus et par rail, vers les régions du Nord de la province et dans leur périmètre. Au 1^{er} avril 2020, le MTO est le ministère chargé de la consolidation de la CTON. Le transfert des placements en actions du MEDNM était de 35,208 millions de dollars.

FONDS ET AUTRE PASSIF
Pour l'exercice clos le 31 mars 2022

	Solde au 1 ^{er} avril 2021 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2022 \$
Ministère du Procureur général			
Dépôts au titre des jeux, de l'alcool, des courses de chevaux et du cannabis.....	10 600 045	4 345 650	14 945 696
Fonds d'aide aux victimes.....	7 443 745	283 482	7 727 227
Produits de la criminalité.....	5 604 845	10 133 861	15 738 705
Ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires			
Bureau des obligations familiales.....	44 329 197	(237 634)	44 091 563
Ministère des Collèges et Universités			
Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF).....	14 186 111	746 620	14 932 731
Ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce			
Retenues sur les paiements de transfert.....	50 227 365	(23 701 489)	26 525 876
Ministère de l'Énergie, du Développement du Nord et des Mines			
Fonds de réhabilitation des mines.....	18 485 354	(5 503 540)	12 981 814
Fin des contrats d'énergie renouvelable.....	83 964 586	(26 225 184)	57 739 402
Annulation du projet de parc éolien White Pines.....	30 305 163	(6 891 495)	23 413 668
Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs			
Fonds en fiducie d'assurance.....	111 055 652	3 234 749	114 290 401
Parcs Ontario – <i>Loi de 2006 sur les parcs provinciaux et les réserves de conservation</i>	73 644 113	7 469 761	81 113 874
Ministère des Finances			
Réserve pour chèques en circulation.....	28 668 549	12 403 326	41 071 875
Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs			
Caisse d'assurance des sûretés mobilières.....	22 987 347	469 933	23 457 279
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules.....	71 775 759	14 833 797	86 609 556
Réserve de fonds non réclamés (programme).....	13 419 932	1 250 651	14 670 583

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2022

	Solde au 1 ^{er} avril 2021 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2022 \$
Ministère de la Santé			
Règlements relatifs à l'hépatite C.....	18 009 994	(75 000)	17 934 994
Réserve pour chèques en circulation.....	19 452 915	(9 170 197)	10 282 718
Initiatives reliées aux engagements de conformité volontaire de l'Alliance pancanadienne pharmaceutique.....	40 996 446	(4 311 165)	36 685 281
Ministère des Richesses naturelles et des Forêts			
Protection de la pêche et de la faune (CFP).....	18 542 804	(14 682 021)	3 860 783
Ministère du Solliciteur général			
Produits de la criminalité.....	16 080 533	7 186 951	23 267 484
Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique.....	5 455 426	12 329	5 467 755
Ministère des Transports			
Programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité.....	18 623 101	1 232 816	19 855 917
Fonds réservés au transport en commun.....	8 172 405	(1 745 506)	6 426 899
Réclamations de construction.....	130 090 035	28 793 259	158 883 294
Expropriations.....	56 436 834	118 125 381	174 562 215
Retenue de 10 % prévue dans la loi.....	121 008 549	(13 520 329)	107 488 221
TVH perçue, remise.....	5 259 552	(1 507 877)	3 751 675
Plan d'enregistrement international (IRP).....	4 113 825	1 181 054	5 294 879
Ministère du Secrétariat du Conseil du Trésor			
Pensions et prestations supplémentaires :			
Caisse de retraite des juges provinciaux.....	643 515 991	(4 398 336)	639 117 655
Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres – dépôts.....	40 300 231	(2 636 252)	37 663 979
Au-delà des prestations suppl. max. – RRF.....	506 066 439	(477 027 456)	29 038 983
Au-delà des prestations suppl. max. – SEFPO.....	23 310 943	633 186	23 944 129
Au-delà des prestations suppl. max. – CMM.....	10 423 943	3 000 504	13 424 446
Régime de retraite complémentaire des juges de paix.....	25 961 750	2 682 748	28 644 498
Autres.....	1 210 312 248	(512 297 325)	698 014 924

PRÊTS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2022****Ministère du Procureur général**

Les dépôts au titre des jeux, de l'alcool, des courses de chevaux et du cannabis ont été établis en vertu de la *Loi de 2019 sur la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario*, qui permet à la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario de fixer des droits et d'autres frais pour l'application des lois suivantes : la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, la *Loi de 2019 sur les permis d'alcool et la réglementation des alcools*, la *Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux* et la *Loi de 2018 sur les licences liées au cannabis*. En vertu de l'article 12 de la *Loi de 2019 sur la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario*, des amendes peuvent être imposées à titre de mesure administrative pour assurer l'observation des lois et règlements par toutes les entités que régit la Commission dans les industries des jeux, de l'alcool, des courses de chevaux et de la vente au détail du cannabis, et elles peuvent être utilisées uniquement à des fins de sensibilisation, d'information et de formation. Aux termes de l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, les auteurs d'une demande d'inscription et les personnes inscrites doivent payer les frais raisonnables associés aux demandes de renseignements ou aux enquêtes liées à leur inscription en vertu de la Loi. Aux termes de l'article 7 de la *Loi de 2019 sur les permis d'alcool et la réglementation des alcools*, un avis public concernant la demande de permis de vente d'alcool doit être donné de la manière prescrite. Aux termes de l'article 12 de la *Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux*, tous les auteurs de demande doivent payer les frais raisonnables liés à une enquête ou fournir une garantie au registrateur sous une forme que ce dernier juge acceptable. Aux termes de l'article 9 de la *Loi de 2018 sur les licences liées au cannabis*, tous les auteurs de demande doivent payer les frais raisonnables liés à une enquête ou fournir une garantie au registrateur sous une forme que ce dernier juge acceptable. Dans tous les cas, les dépôts servent à assumer les coûts en question. Au 31 mars 2022, les dépôts pour amendes étaient de 1 123 591 \$, ceux pour le jeu, de 11 558 842 \$, ceux pour l'alcool, de 554 792 \$, ceux pour les courses de chevaux, de 1 698 031 \$ et ceux pour le cannabis, de 0 \$, pour un total de 14 935 256 \$.

Le Fonds d'aide aux victimes est un compte à des fins particulières établi en vertu de la *Charte de 1995 des droits des victimes d'actes criminels*. La majorité (environ 90 %) des revenus de ce fonds provient de suramendes compensatoires imposées pour l'aide aux victimes en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales*. Le ministère du Procureur général veille à ce que les fonds provenant des suramendes compensatoires fédérales et provinciales servent à aider les victimes, assure la tenue d'un compte séparé de ces fonds et permet que les fonds non utilisés soient reportés sur l'exercice suivant.

Le ministère du Solliciteur général (SOLGEN) et le ministère du Procureur général (MPG) exploitent chacun un compte spécial pour l'argent des produits de la criminalité reçu par la Couronne ou pour le compte de celle-ci. Conformément à la *Loi sur l'administration des biens saisis* (1993), au *Règlement sur le partage du produit de l'aliénation des biens confisqués* (1995), à la Partie XII.2 du *Code criminel* (Canada) (1995) et à la *Loi sur les procureurs de la Couronne* (1990), l'Ontario a signé un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral qui indique l'engagement de la province à utiliser les produits de la criminalité pour financer des initiatives d'application de la loi et de prévention des crimes, ainsi que l'administration des frais de justice pénale associés aux causes liées aux produits de la criminalité. Les ministères font des paiements à partir de ces comptes conformément aux modalités établies et l'intérêt est crédité trimestriellement à ces comptes. Les deux ministères ont signé un accord de partage pour les montants reçus des produits de la criminalité à l'échelle fédérale et provinciale. Selon cet accord, le MPG reçoit 40 % des fonds versés par la province et le SOLGEN en reçoit 60 %; cette répartition est de 25 % et de 75 % respectivement pour les fonds versés par le gouvernement fédéral.

Ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires

Le ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires tient un compte spécial pour recevoir et verser les pensions alimentaires entre des tiers, comme cela est autorisé aux termes de la *Loi de 1996 sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments*. L'article 5 de la Loi autorise le directeur à exécuter les ordonnances alimentaires, à retenir les pensions alimentaires et à verser les montants recouvrés à la personne à qui ils sont dus.

Ministère des Collèges et Universités

Le Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF) est une disposition de la *Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel*. Le FAAF est administré par le surintendant des collèges privés d'enseignement professionnel. Les collèges privés d'enseignement professionnel de l'Ontario doivent être inscrits et contribuer au FAAF. Si un collège privé d'enseignement professionnel ferme, la sûreté financière de ce collège

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2022**

servira à l'achèvement de la formation des étudiants ou à des remboursements. Une fois la sûreté financière épuisée, le règlement des réclamations impayées des étudiants se fera à même le FAAF.

Ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce

Cela concerne de multiples programmes de paiements de transfert du ministère. Les montants retenus sont déterminés conformément aux modalités des ententes de paiement de transfert.

Ministère de l'Énergie, du Développement du Nord et des Mines

En vertu de la *Loi sur les mines* de l'Ontario, L.R.O. 1990, chap. M. 14 (article 145), le Fonds de réhabilitation des mines est un compte spécial établi en 1994, au sein du Trésor, aux fins de la gestion des rentrées d'argent provenant des sociétés minières à des fins de garantie financière pour appuyer les activités d'un plan de fermeture pour la réhabilitation d'un site ou pour un risque minier.

Coûts associés à la réduction de plus de 750 contrats de tarifs de rachat garantis et de gros contrats d'approvisionnement en énergie renouvelable qui n'avaient pas encore atteint les étapes contractuelles avancées. Le gouvernement a adopté une loi pour s'assurer que les coûts associés à la résiliation de ces contrats ne sont pas supportés par les contribuables d'électricité.

Coûts associés à l'annulation du projet de parc éolien White Pines conformément à la *Loi de 2018 sur l'annulation du projet de parc éolien White Pines* et au Règlement de l'Ontario 237/19 (FERMETURE DE LA CENTRALE ÉOLIENNE WHITE PINES).

Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs

Les particuliers et les sociétés sont tenus de verser un dépôt de garantie au ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Les contributions constituant la garantie financière sont en espèces et produisent des intérêts tant que le ministre des Finances en a la garde. Ces dépôts en espèces et les intérêts sont remboursables, mais seulement lorsque le ministère est convaincu qu'une garantie financière n'est plus requise.

La *Loi de 2006 sur les parcs provinciaux et les réserves de conservation* prévoit la création d'un compte distinct, au sein du Trésor pour le Programme de Parcs Ontario, pour la conservation des revenus issus de la perception de droits dans les parcs provinciaux ainsi que d'autres sources. Ces fonds sont utilisés pour compenser les dépenses occasionnées par le programme.

Ministère des Finances

La réserve pour les chèques en circulation s'applique aux chèques émis par le ministère des Finances qui n'avaient pas été encaissés au 31 mars 2022.

Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs

La réserve de fonds non réclamés comprend les montants détenus en fiducie concernant des transactions immobilières annulées que le Conseil ontarien de l'immobilier a transférés au ministre des Finances conformément à la *Loi de 2002 sur le courtage commercial et immobilier*. Le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs est chargé de l'administration des fonds non réclamés.

En vertu du Règlement 913 (R.R.O. 1990) pris en application de la *Loi sur les sûretés mobilières*, 1 % des droits perçus en vertu de la loi aux fins de l'enregistrement des états est versé à la Caisse d'assurance des sûretés mobilières, laquelle est maintenue pour indemniser les personnes qui peuvent subir une perte ou des dommages à cause de renseignements incorrects dans un certificat.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est exploité en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses revenus à même deux sources : les droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et les remboursements de créances (imputables aux automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2022****Ministère de la Santé**

La réserve pour les chèques en circulation s'applique aux chèques émis par le ministre de la Santé qui n'avaient pas été encaissés au 31 mars 2022 pour les paiements liés aux obligations de la province en matière de règlements relatifs à l'hépatite C.

L'Alliance pancanadienne pharmaceutique (APP) négocie les prix des médicaments sur ordonnance au nom des régimes de médicaments publics. Des comptes à des fins particulières ont été créés pour suivre les initiatives d'engagements de conformité volontaire de l'APP et en rendre compte.

Ministère des Richesses naturelles et des Forêts

La *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne* prévoyait la création du Fonds de réserve forestier. Ce fonds sert à financer : 1) les frais de sylviculture dans les forêts de la Couronne où les ressources forestières ont été détruites ou endommagées par un incendie ou des causes naturelles; 2) les frais de sylviculture sur les terres assujetties à un permis d'exploitation des ressources forestières, si le titulaire de permis devient non solvable; 3) l'aménagement intensif des peuplements et la lutte antiparasitaire visant les ressources forestières dans les forêts de la Couronne.

La *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne* prévoyait la création du Fonds de reboisement. Ce fonds vise à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, conformément à cet objectif, à gérer les forêts de la Couronne de façon à combler les besoins sociaux, économiques et environnementaux de la génération actuelle et des générations futures. Les paiements pour frais de reboisement sont perçus par le ministre des Finances auprès du titulaire de permis qui coupe du bois dans une zone assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

Un compte distinct au sein du Trésor est maintenu aux fins du Programme de gestion de la pêche et de la faune, pour la conservation des revenus issus de la vente de permis et d'autres sources. Ces fonds sont utilisés pour compenser les dépenses occasionnées par le programme.

Le compte à des fins particulières du Centre d'information sur le patrimoine naturel a été créé en vertu de la *Loi sur les parcs provinciaux* en 1992. Le Centre d'information sur le patrimoine naturel gère les données sur l'emplacement des espèces dont la conservation est préoccupante, les communautés végétales, les zones de concentration faunique et les zones naturelles en Ontario.

Ministère du Solliciteur général

Le ministère du Solliciteur général (SOLGEN) et le ministère du Procureur général (MPG) exploitent chacun un compte spécial pour l'argent des produits de la criminalité reçu par la Couronne ou pour le compte de celle-ci. Conformément à la *Loi sur l'administration des biens saisis* (1993), au *Règlement sur le partage du produit de l'aliénation des biens confisqués* (1995), à la Partie XII.2 du *Code criminel* (Canada) (1995) et à la *Loi sur les procureurs de la Couronne* (1990), l'Ontario a signé un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral qui indique l'engagement de la province à utiliser les produits de la criminalité pour financer des initiatives d'application de la loi et de prévention des crimes, ainsi que l'administration des frais de justice pénale associés aux causes liées aux produits de la criminalité. Les ministères font des paiements à partir de ces comptes conformément aux modalités établies et l'intérêt est crédité trimestriellement à ces comptes. Les deux ministères ont signé un accord de partage pour les montants reçus des produits de la criminalité à l'échelle fédérale et provinciale. Selon cet accord, le MPG reçoit 40 % des fonds versés par la province et le SOLGEN en reçoit 60 %; cette répartition est de 25 % et de 75 % respectivement pour les fonds versés par le gouvernement fédéral.

Dans le budget de mai 1997, en reconnaissance de l'énorme sacrifice fait par nos agents de sécurité publique pour que l'Ontario demeure un endroit sûr, un décret instituait le Fonds Joe MacDonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique à titre de compte à des fins particulières doté de 5 millions de dollars (portant des intérêts de 5 % par année lorsque le principal est inférieur à 5,5 millions de dollars). La bourse d'études fournit des fonds aux enfants et aux conjoints d'agents de sécurité publique morts dans l'exercice de leurs fonctions. Le financement est recommandé par un comité consultatif, qui a aussi été établi selon les directives du décret. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies et selon les directives du ministre, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2022****Ministère des Transports**

Le compte du Programme des routes des collectivités non érigées en municipalité représente les fonds déposés dans le compte à des fins particulières (CFP) qui se compose d'encaissements provenant notamment de régies de routes locales et de conseils des corvées légales ou faits en vertu d'ententes d'entretien spéciales. Le CFP comprend également les contributions provinciales correspondantes, ainsi que le financement reçu dans le cadre du programme fédéral de la taxe sur l'essence applicable aux travaux routiers que le ministère n'a pas encore effectués. Les conseils visés par le Programme des routes des collectivités non érigées en municipalité comprennent quelque 300 propriétaires de terrains situés dans des territoires non érigés en municipalité. Les travaux routiers à effectuer sont déterminés lors de la réunion annuelle entre les représentants des conseils et ceux du ministère, et peuvent comprendre les réparations d'urgence, les travaux d'entretien général et la modernisation des immobilisations. Les coûts engagés pendant l'exercice dans ce dernier cas sont considérés comme des retraits du compte à des fins particulières précité.

Le ministère administre le Programme de financement des transports en commun par la taxe sur l'essence. En 2004, la province a commencé à accorder une part des revenus provinciaux générés par la taxe sur l'essence correspondant à 1 cent le litre, montant qui est passé à 1,5 cent le litre en octobre 2005 et à 2 cents le litre en octobre 2006. Ce programme procure une source durable de financement à long terme qui permet aux municipalités de l'Ontario d'améliorer et d'accroître les transports en commun. Le financement de 2 cents le litre est devenu permanent lors de l'adoption de la *Loi de 2013 réservant des fonds aux transports en commun* par l'entremise du budget de l'Ontario de 2013. Un compte spécial, « Fonds réservés aux transports en commun », a été créé et des fonds, déterminés à l'aide d'une formule énoncée dans la Loi, y sont déposés et ultérieurement versés aux bénéficiaires. En 2013-2014, le ministère a changé l'année du programme de la taxe sur l'essence pour qu'elle corresponde à l'exercice provincial. Au total, 108 municipalités desservant 144 communautés de la province qui représentent plus de 90 % de la population totale de l'Ontario recevront des fonds de la taxe sur l'essence dans le cadre du programme de 2021-2022.

Un examen de toutes les réclamations en cours dans le domaine de la construction est effectué chaque année pour déterminer le passif que le ministère devrait enregistrer pour tenir compte de la résolution éventuelle de la réclamation à l'avenir.

Un passif est établi pour tenir compte des coûts d'expropriation immobilière lorsque des offres en vertu de l'article 25 sont faites aux propriétaires fonciers touchés par une expropriation.

Conformément à la *Loi sur la construction*, une retenue est l'obligation pour tous les propriétaires, entrepreneurs et sous-traitants de retenir 10 % du prix des services ou des matériaux qu'ils fournissent pour un projet. Cela permet de veiller à ce qu'il y ait suffisamment d'argent pour satisfaire à d'éventuelles réclamations en vertu de privilèges qui pourraient être exercés.

Le compte de la TVH perçue et remise est utilisé pour consigner la TVH perçue sur les biens et services fournis par le gouvernement de l'Ontario et remise à l'ARC au moment opportun.

Le plan d'enregistrement international (International Registration Plan ou IRP) est une entente internationale en vigueur sur tout le continent pour permettre la perception et la distribution des droits d'enregistrement de véhicules commerciaux applicables à tous les membres de l'IRP en fonction de la distance parcourue dans chaque territoire. Toutes les provinces canadiennes et tous les États américains sont membres de l'IRP. Le compte de passif de l'IRP représente les revenus d'enregistrement perçus pour le compte de compétences territoriales américaines et d'autres compétences territoriales canadiennes et déposés dans un compte bancaire américain du gouvernement de l'Ontario. Ces revenus d'enregistrement sont accumulés et distribués mensuellement aux compétences territoriales américaines et canadiennes membres de l'IRP.

Secrétariat du Conseil du Trésor

La province tient des comptes au sein du Trésor pour toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés, moins les prestations de retraite et avantages connexes versés au titre de la convention de retraite et du régime complémentaire des juges provinciaux. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

La province tient des comptes au sein du Trésor pour toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés, moins les prestations de retraite et avantages connexes versés au titre du Compte des avantages sociaux

FONDS ET AUTRE PASSIF – Fin**Pour l'exercice clos le 31 mars 2022**

supplémentaires des sous-ministres. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

La province tient des comptes au sein du Trésor pour toutes les cotisations et les revenus d'intérêts, moins les paiements concernant les caisses de retraite et les prestations connexes pour les comptes d'avantages sociaux supplémentaires. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

La province tient des comptes au sein du Trésor pour toutes les cotisations et les revenus d'intérêts, moins les paiements concernant les caisses de retraite et les prestations connexes pour les comptes d'avantages sociaux supplémentaires. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

La province tient des comptes au sein du Trésor pour toutes les cotisations et les revenus d'intérêts, moins les paiements concernant les caisses de retraite et les prestations connexes au titre du Régime de retraite complémentaire des juges de paix. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

**PASSIF ÉVENTUEL –
OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO**

Au 31 mars 2022

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2022	Références
		%	\$	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES				
Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles.....	Continu	Préférentiel	18 923 542	(1)
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage de bovins d'engraissement.....	Continu		25 931 599	(2)
TOTAL, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES.....			44 855 141	
MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS				
Prêts d'études de l'Ontario, catégorie « C ».....	Multiples	Préférentiel + 1	6 000 000	
TOTAL, MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS.....			6 000 000	
MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT				
Programme de logements sociaux	Multiples	Multiples	2 385 058 273	
TOTAL, MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT.....			2 385 058 273	
TOTAL, PRÊTS GARANTIS.....			2 435 913 414 =====	

**PASSIF ÉVENTUEL –
OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Fin
Au 31 mars 2022**

AUTRES GARANTIES

	Année d'émission	Taux d'intérêt %	Encours au 31 mars 2022 \$	Références
MINISTÈRE DES FINANCES				
Facilité de prêt consentie par United Communities Credit Union Ltd. à Pelee Island Co-operative Association.....	2010	3,70	384 434	(3)
Garanties d'emprunt dans le cadre du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones.....	2011-2012 à 2021-2022	Multiples	159 191 400	(4)
TOTAL, MINISTÈRE DES FINANCES			156 575 834	
TOTAL, AUTRES GARANTIES.....			156 575 834	
TOTAL, PRÊTS ET AUTRES GARANTIES.....			2 592 489 248 =====	

Références :

1. Le passif maximal de la province pour le programme est de 18 923 542 \$.
2. Le passif maximal de la province pour le programme est de 25 931 599 \$.
3. La province a garanti le remboursement d'une facilité de prêt de 600 000 \$ consentie par United Communities Credit Union Limited à Pelee Island Cooperative Association pour une période débutant le 11 mai 2010 et se terminant le premier en date des jours suivants : soit le 1^{er} avril 2015, soit lorsque toutes les sommes empruntées auront été remboursées. La garantie sera prolongée en conséquence mais ne s'étendra pas au-delà du 1^{er} avril 2035. Le montant maximal garanti est de 0,6 million de dollars, plus les intérêts impayés ainsi que les coûts et les frais y afférents.
4. En date du 31 mars 2022, la province a émis 11 garanties d'emprunt en vertu du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones : deux en 2011-2012, deux en 2013-2014, une en 2014-2015, deux en 2015-2016, une en 2016-2017, une en 2017-2018, une en 2019-2020 et une en 2021-2022. L'un des prêts sous-jacents a été remboursé en entier et la garantie le concernant est devenue caduque. Le montant principal total des prêts garantis représente approximativement 500 millions de dollars. Il convient de noter que tous les prêts garantis n'ont pas encore été tirés. Les prêts assortis de ces garanties arrivent à échéance entre 2026-2027 et 2049-2050 et leurs garanties respectives prennent fin à l'échéance du prêt qu'elles visent. En ce qui concerne les garanties à ce jour, les emprunteurs versent à la province des frais annuels de garantie d'emprunt établis à 0,15 % du montant garanti impayé. Le Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones est un programme discrétionnaire qui offre aux personnes qui en font la demande des garanties d'emprunt destinées à favoriser une participation équitable des Autochtones à des projets d'infrastructure électrique visant, par exemple, la distribution et le stockage d'électricité ainsi que la production d'énergie renouvelable. Le budget maximal approuvé pour ce programme s'élève à 1 milliard de dollars.

***DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE**
Au 31 mars 2022

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à l'égard de particuliers ou à de biens. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars..

1. Mallory, Richard, et autres c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Le demandeur réclame des dommages-intérêts pour arrestation, incarcération et condamnation injustifiées.
2. Quinte, Elaine, et autres c. Algoma Central Properties – Recours collectif découlant de l'effondrement au centre commercial Algo d'Elliot Lake le 23 juin 2012.
3. Grann, Toni c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, le MSSC (auparavant Papassay, Holly c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario). Recours collectif pour dommages et blessures subis par les membres lorsqu'ils étaient dans des familles d'accueil sous la responsabilité des sociétés d'aide à l'enfance relevant du ministère des services à l'enfance et à la jeunesse.
4. Johnson, Glenn, et autres c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Recours collectif pour dommages-intérêts envisagé par une groupe de prisonniers incarcérés au Centre de détention d'Elgin-Middlesex entre le 1^{er} janvier 2012 et le 25 août 2013.
5. Wright, Gregory c. l'Ontario. Recours collectif proposé concernant les conditions de vie au Centre de détention d'Elgin-Middlesex, notamment les allégations de violence, de surpeuplement, de confinement et d'absence de traitement médical.
6. Kanani, Alykhan, et autres c. Economical Insurance Company, et autres. Le BTCP a fait preuve de négligence dans la supervision d'un avocat qu'il avait employé pour représenter le demandeur à titre de tuteur aux biens en lien avec une poursuite judiciaire et les indemnités d'accident obligatoires découlant d'un grave accident de la route survenu en 1996.
7. Dadzie, Godday, et autres c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Avis de recours collectif déposé au nom de tous les immigrants détenus par l'ASFC.
8. Lapple c. Sa Majesté la Reine. Recours collectif proposé pour tous les prisonniers incarcérés ou détenus dans tous les établissements correctionnels de l'Ontario.
9. Recours collectif concernant les listes d'attente excessives (Leroux, Mark tuteur à l'instance de Leroux, Briana) alléguant la négligence, la violation de devoir judiciaire et atteinte aux droits prévus dans la Charte.
10. Francis, Conrey c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Avis de recours collectif concernant le recours excessif et systématique au confinement et à l'isolement cellulaire dans les établissements correctionnels.
11. Minotar Holdings Inc. Exécution irrégulière de la charge publique en lien avec l'inclusion continue de 60 acres des terres du plaignant dans la région de la Ceinture de verdure.

DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE – SUITE**Au 31 mars 2022**

12. Recours collectif proposé en lien avec le déraillement d'un train du CN près de Gogama (Ontario).
13. Ontario First Nations Limited Partnership; Société des loteries et des jeux de l'Ontario. Affaire concernant une entente de partage des recettes entre OLG et l'Ontario.
14. Ontario First Nations (2008) Limited Partnership ("OFNLP"). Nouvelle loterie, nouvel avis d'opposition concernant l'entente de partage des revenus de 2008 entre OFNLP (dont presque toutes les Premières Nations de l'Ontario sont des associés commanditaires), OLG et l'Ontario.
15. Jones, Kiwayne c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Recours collectif proposé de 110 millions de dollars en dommages-intérêts pour manquement à une obligation, défaut de maintenir des politiques et des procédures visant à protéger le statut d'immigrant des membres du groupe, défaut de préserver leur statut d'immigrant, et défaut de leurs aider.
16. Keeping, Kirk (recours collectif concernant les écoles de formation). La demande procède de la responsabilité du fait d'autrui, de la négligence et de la violation de devoir fiduciaire.
17. 1668153 Ontario Inc. Déclaration pour dommages-intérêts contre Sa Majesté la Reine (ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs) et un ingénieur du ministère, entre autres. Dans sa réclamation, il allègue que le ministère et la ville de Vaughan se sont faussement représentés et ont agi de mauvaise foi en retardant délibérément le projet de son ensemble résidentiel.
18. Bowman, Dana et autres, c. Ontario, ministre des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires. Recours collectif proposé concernant l'annulation du Projet pilote portant sur le revenu de base. Les demandeurs réclament des dommages-intérêts, des déclarations ou des ordres pour rectifier la violation anticipative du contrat, la négligence et l'exécution irrégulière d'une charge publique.
19. Mieyette, Jeanette c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, et autres, avec 14 dossiers connexes, proposition de recours collectif contre la CSFO concernant l'application de la TVH sur les indemnités d'accident. Le groupe entend faire valoir que l'application de la TVH réduit les indemnités.
20. Niyonzima, Prosper. L'Ontario a reçu une déclaration demandant des dommages-intérêts de 75 millions de dollars pour enquête bâclée, séquestration, poursuite malveillante et un certain nombre de prétendues violations de Charte, contre Sa Majesté la Reine.
21. Quantz c. Ontario. Recours collectif proposé pour dommages-intérêts découlant de la négligence alléguée de la Couronne relativement à une divulgation non autorisée de renseignements concernant un prestataire du POSPH.
22. Brasserie Labatt et Molson Canada. Intention de contester une loi en lien avec le projet de loi 115.

DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE – SUITE
Au 31 mars 2022

23. Betty Wei et Lawrence Vanderklei c. Ontario, Brian Mills, Anatol Monid, et autres. Les plaignants ont lancé un recours collectif pour dommages-intérêts découlant de la réglementation par la Commission des services financiers de l'Ontario des entités qui font la commercialisation et la vente de placements hypothécaires consortiaux en lien avec un projet d'aménagement à Kingston.
24. Banfi, Erwin c. Ontario, ville d'Oakville, et autres. 14 août 2020 – L'Ontario a reçu une déclaration demandant des dommages-intérêts de 900 millions de dollars au nom de toute personne qui possède (ou possédait entre le 23 juin 2018 et aujourd'hui) une propriété à Oakville et aurait subi des dommages en raison d'un événement météorologique équivalent à normes pouvant être utilisées en cas d'inondation, dont le secteur approximatif délimité par Burloak Drive, le lac Ontario, le boulevard Winston Churchill Boulevard et la rue Dundas (la plaine inondable réglementaire). Le 11 septembre 2019, l'Ontario a reçu un avis de recours collectif proposé au nom des résidents d'Oakville, aux termes de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, demandant des dommages-intérêts liés aux approbations des projets d'aménagement et au risque accru d'inondation dans les bassins versants, qui peuvent endommager et faire perdre des biens.
25. SFF Solar Ltd., Sunshine Solar 2016 Inc., et autres c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Avis de demande de règlement, au nom de huit fournisseurs de services ayant conclu 3, 4 et 5 contrats dans le cadre du Programme de tarifs de rachat garantis avec la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (la « SIERE ») entre 2016 et 2018. Les plaignants éventuels allèguent que la SIERE a reçu des directives du PC, avant qu'il prenne le pouvoir, exigeant qu'ils retardent la délivrance des ordres d'exécution (c.-à-d. approuver la construction des projets d'énergie solaire ou éolienne des promoteurs) ou de reporter ces décisions. 2387276 Ontario Inc. et autres c. SIERE et autres. Poursuite intentée au nom de 16 fournisseurs Programme de tarifs de rachat garantis avec la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (la « SIERE ») entre 2016 et 2018. Ils soutiennent qu'une directive ministérielle délivrée le 5 juillet 2018 exigeant la cessation du programme est était illégale.
26. Robertson et autres c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario et autres. Le 15 juillet 2020, l'Ontario a reçu un avis d'action pour un recours collectif concernant les écolosions de COVID-19 dans les foyers de soins de longue durée conformément à la *Loi de 1992 sur les recours collectifs*.
27. Ruben Stolove, et autres c. Centre de soins de santé mentale Waypoint et autres. Le 22 juillet 2020, l'Ontario a reçu un avis présenté en vertu de *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux* l'informant d'un recours collectif proposé au nom de tous les patients involontaires du Centre concernant des abus allégués dont ils ont été victimes de 2000 à aujourd'hui.
28. McAnsh, Scott c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Avis de créance dans un recours collectif proposé pour dommages-intérêts découlant du fait que l'Ontario n'aurait pas renommé les membres du recours à leurs postes de membres des tribunaux décisionnels de l'Ontario.
29. Fareau et autres c. Bell Canada et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Recours collectif proposé concernant le système Offender Telephone Management System (OTMS). Les demandeurs proposés soutiennent qu'une entente conclue en 2013 entre Bell Canada et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario qui prévoit une commission illégale pour les appels à frais virés, générant pour l'Ontario des revenus substantiels auxquels il n'a pas droit.

DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE – SUITE
Au 31 mars 2022

30. Recours collectif proposé concernant la *Loi de 2018 annulant le programme de plafonnement et d'échange* qui allègue qu'il y a eu malfeasance de la charge publique. Les membres du recours collectif allèguent que la promulgation de la Loi et la décision de l'Ontario de ne pas les dédommager pour leurs instruments d'émissions constitue une rupture de contrat.
31. Perte due à un incendie au York Memorial Collegiate – 2690 av. Eglinton Ouest. Le 20 juin 2019, le Toronto District School Board a signifié un avis de son intention de déposer une réclamation contre le Bureau du commissaire des incendies à la suite d'un incendie qui a eu lieu le 7 mai 2019 et brûlé une partie importante de l'école secondaire York Memorial Collegiate et d'un centre communautaire adjacent appartenant à la cité de Toronto.
32. Dell, James, et autres c. Ontario, MEPP, AGO, et autres. Avis de demande contre Sa Majesté la Reine portant sur la négligence de plusieurs personnes qui résident près d'une décharge sise au 2021 Four Milk Creek Road, Niagara.
33. Banman, Martha c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, et autres. Recours collectif proposé contre Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario en lien avec le programme judiciaire mis en œuvre à l'Hôpital psychiatrique de St. Thomas entre 1976 et 1988.
34. Poorkid Investment Inc., Coach Pyramids Inc. et Brian Haggith c. solliciteure générale de l'Ontario, Sylvia Jones, commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, Thomas Carrique, surintendant en chef de la Police provinciale de l'Ontario John Caine, et inspecteur de la Police provinciale de l'Ontario, Carter. Les plaignants demandent des dommages-intérêts pour une malfeasance de la charge publique, la négligence et l'incapacité des défendeurs à mettre à exécution les jonctions et à maintenir la paix dans la région de Caledonia.
35. Twain, Jim, chef. Déclaration pour négligence, rupture de contrat, obligation fiduciaire et droits conventionnels.
36. Première Nation Missanabie Cree c. Ontario et Canada. Les demandeurs prétendent qu'ils n'étaient pas parties au traité 9 et qu'ils ont donc un titre ancestral non éteint. Les demandeurs prétendent que s'ils sont parties au traité 9, ils n'ont pas encore reçu leurs droits fonciers issus du traité.
37. Bande Six Nations of the Grand River. Les plaignants demandent une comptabilisation de la gestion et de la vente par la Couronne des terres qui leur ont été concédées à l'origine dans les années 1780 et 1790 et du produit des ventes ultérieures de certaines parties de ces terres.
38. Bande indienne Wikwemikong. Titre ancestral dans les îles du lac Huron et de la baie georgienne.
39. First Nation Begetikong Anishnabe (alias Ojibways of Pic River). Le chef Roy Michano, le conseiller Duncan Michano et le conseiller Arthur H. Fisher, la Première Nation demanderesse prétend détenir un titre ancestral sur une vaste étendue de terre située sur la rive nord-est du lac Supérieur.
40. Première Nation Long Lake No. 58. Les plaignants allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une étendue de terre situé le long de la rive du lac Supérieur.

DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE – SUITE
Au 31 mars 2022

41. Première nation Biinjitiwaabik Zaaging Anishinabek (Rocky Bay Band). Les plaignants allèguent détenir un titre ancestral exclusif sur une étendue de terre située le long de la rive du lac Supérieur.
42. Première Nation Sand Point. Les plaignants allèguent détenir un titre ancestral exclusif sur une étendue de terre située le long de la rive du lac Supérieur.
43. Première Nation Pic Mobert : Les plaignants allèguent détenir un titre ancestral exclusif sur une étendue de terre située le long de la rive du lac Supérieur.
44. Atikameksheng Anishna-wbek c. le Procureur général du Canada et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Requête pour dommages-intérêts découlant de l'aliénation alléguée du demandeur des terres de la réserve décrites dans le traité Robinson-Huron.
45. Première Nation Pays Plat c. Canada et Ontario. Les plaignants allèguent détenir un titre ancestral exclusif sur une étendue de terre située le long de la rive du lac Supérieur.
46. Premières Nations Whitesand et Red Rock. Demandes de rentes. Les demandeurs réclament un redressement déclaratoire pour l'augmentation de la rente payable en vertu du traité Robinson-Supérieur de 1850 qui n'a pas été payée.
47. Première Nation Aundeck OMNI et autres. La demande modifiée cherche toujours à faire reconnaître le titre autochtone sur les eaux entourant l'île Manitoulin. Le litige est en suspens pendant que les parties tentent de négocier une résolution
48. Première Nation Northwest Angle No. 33. Demande relative à une inondation et aux dommages connexes et demande de déclaration de devoir fiduciaire aux plaignants.
49. Restoule et autres. c. Canada et Ontario. Les demandeurs réclament un redressement déclaratoire reconnaissant l'obligation de la Couronne, aujourd'hui et dans le passé, d'augmenter les annuités du traité [Robinson Huron] [de 1850] dans la mesure où la Couronne peut le faire à partir des revenus générés par les terres cédées, sans encourir de perte. Ils demandent également une comptabilisation et des dommages-intérêts
50. Grand Chef Coon Come, Mathew. Avis d'action pour le titre ancestral et les droits sur le territoire traditionnel.
51. Première Nation Gull Bay c. Canada et Ontario. Le plaignant prétend que la Couronne n'a pas arpenté en temps opportun la réserve à laquelle il a droit en vertu du traité Robinson-Supérieur de 1850, ce qui a donné lieu à une réserve plus petite que celle convenue.
52. Kitigan Zibi Anishinabeg et autres c. Procureur général du Canada, Commission de la capitale nationale et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Au nom de la Nation Algonquin Anishinabe Nation, les plaignants revendiquent un titre autochtone sur des terres situées à Ottawa, sur la rivière des Outaouais, à l'extrémité ouest du centre-ville.

DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE – SUITE
Au 31 mars 2022

53. Première Nation Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek c. Canada et Ontario. Le plaignant revendique des droits fonciers issus d'un traité en vertu du traité Robinson-Supérieur au motif que sa communauté a adhéré au traité en 1850 en percevant des rentes.
54. Première Nation Red Rock et Première Nation Whitesand c. Canada et Ontario. Les plaignants revendiquent des droits fonciers issus d'un traité en vertu du traité Robinson-Supérieur au motif que au motif que les communautés demanderesses ont adhéré au traité en 1850 en percevant des rentes.
55. Première Nation indépendante Iskatewizaagegan No. 39 Independent First Nation c. la cité de Winnipeg et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Le plaignant réclame une indemnisation à Winnipeg en vertu d'un décret de l'Ontario datant de 1913 et autorisant Winnipeg à pénétrer dans le lac Shoal, où se trouvent les réserves du demandeur, et à en détourner l'eau. Le demandeur réclame également des dommages-intérêts à l'Ontario pour violation de l'obligation fiduciaire.
56. Premières Nations Chippewas de Saugeen et Nawash, concernant la péninsule Bruce, affirment que le traité de 1854 par lequel la majeure partie de la péninsule Bruce a été cédée à la Couronne ne visait pas à inclure les lits des plans d'eau situés à l'intérieur de la péninsule, les rives de ces plans d'eau ou les rives du lac Huron ou de la baie Georgienne.
57. Foxgate Developments Inc. et autres c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Avis de demande en dommages-intérêts pour les pertes que les plaignants auraient subies en ce qui concerne la perturbation de leurs lotissements dans la région de Caledonia en raison de protestations.
58. Première Nation Ginoogaming c. Ontario et autres. Action d'une Première Nation du Traité 9 en vue d'obtenir des dommages-intérêts, des déclarations et des injonctions concernant un permis d'exploration minière précoce délivré en juin 2019 et une demande de permis en attente.
59. Revendication des Mississaugas of Credit Nation affirmant un titre autochtone sur des parties du lac Ontario, du lac Érié et des plans d'eau (comprenant les plaines inondables) situés sur des terres intermédiaires. Elle demande également une compensation monétaire pour les plans d'eau qui sont entre les mains de tiers.
60. OECTA c. ON; OSSTF/FEESO c. ON; ETFO/AEFO c. ON; OPSEU/SEFPO c. ON; AMAPCEO c. ON; UNIFOR c. ON; OFL Coalition c. ON; ERFP c. ON; CUASA c. ON; Society of United Professionals c. ON; PWU c. ON. Question de savoir sur le projet de loi 124, *Loi de 2019 visant à préserver la viabilité du secteur public pour les générations futures*, et le comportement de la Couronne lors des négociations centrales en 2019 avec les syndicats des enseignantes et des enseignants enfreint les alinéas 2 d) et 2 b).
61. Ontario Principals' Council et Catholic Principals' Council of Ontario c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario (Ministère de l'Éducation). Les requérants invoquent une inégalité salariale discriminatoire qui remonte à 1997, date à laquelle les repères salariaux prévus par le règlement sur les Subventions pour les besoins des élèves ont été établis.

DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE – FIN**Au 31 mars 2022**

62. Sifto Canada c. le ministre des Finances. Multiples appels fiscaux déposés par le même contribuable pour plusieurs années d'imposition. La question principale concerne la méthodologie que Sifto doit utiliser pour calculer ses « profits » aux fins de la Loi.
63. Bemco Confectionary and Sales Ltd. et autres c. ministère des Finances. Les cotisations faisant l'objet de l'appel concernant la vente de cigares et d'autres produits du tabac et comprennent des ventes remontant à avril 2010.
64. Tennant Energy LLC. c. Government du Canada. Tennant Energy LLC allègue que les mesures et les actions prises par le gouvernement de l'Ontario en ce qui concerne le programme de tarif de rachat garanti (TRG) et l'Entente d'investissement dans l'énergie violent ses droits en vertu du chapitre 11 de l'ALENA.
65. Windstream Energy LLC c. Government du Canada. Windstream Energy LLC allègue que les mesures et les actions prises par le gouvernement de l'Ontario relativement à son contrat de tarif de rachat garanti (TRG) dans le contexte du moratoire sur les éoliennes au large des rives de l'Ontario, y compris la résiliation du contrat de TRG, violent les droits de Windstream en vertu du chapitre 11 de l'ALENA.
66. Requête déposée par Access Copyright à la Commission du droit d'auteur du Canada afin de déterminer le taux tarifaire concernant une licence de reproduction de matériel didactique. La demande porte sur les années 2016-2019 et 2020-2022. Le Consortium du droit d'auteur a déposé une objection au tarif proposé par Access Copyright.
67. West Corridor Constructors General Partnership et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario représentée par la ministre des Transports, représentée par Infrastructure Ontario. Divers différends et réclamations par l'entrepreneur concernant des réclamations en lien avec la COVID-19 relatives au projet d'expansion de l'autoroute 401.
68. Wheatley Gas Leak – Avis de recours collectif liée à de fréquentes fuites de gaz et à une explosion à Wheatley (Ontario).
69. Katherine Gandy et Emily Walker c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario et al. Recours collectif proposé alléguant que les alertes de naissance faites par l'Ontario et les SAE vont à l'encontre des droits constitutionnels fondamentaux des femmes enceintes.
70. Grand Chef Stan Louttit, en son nom personnel et à titre de représentant, et George Wesley, c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Requête déposée en vertu du Code des droits de la personne de l'Ontario fondée sur l'ascendance, le lieu d'origine et la race dans la fourniture d'installations de police et la prestation de services policiers.

*Mis à jour pour tenir compte des changements survenus jusqu'à la publication des Comptes publics.

PERTES RADIÉES DES COMPTES
 (en vertu de la *Loi sur l'administration financière*)
 Pour l'exercice clos le 31 mars 2022

Ministère	2021-2022
	\$
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET AFFAIRES RURALES	2 630
PROCUREUR GÉNÉRAL	204 042 160
SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES	23 408 392
COLLÈGES ET UNIVERSITÉS	42 193 343
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, CRÉATION D'EMPLOIS ET COMMERCE	211 100 873
ÉDUCATION	1 844
FINANCES	119 785 901
SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET SERVICES AUX CONSOMMATEURS	2 061 369
SANTÉ	453 454
INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME ET DE LA CULTURE	230 485
AFFAIRES AUTOCHTONES	1 016
TRAVAIL, FORMATION ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	15 186
RICHESSSES NATURELLES ET FORÊTS	3 273 654
SERVICES AUX ÂÎNÉS ET ACCESSIBILITÉ	26 268
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	13 719
TRANSPORTS	50 049 643
TOTAL	656 659 937

REMISES DE REVENUS

Détails sur les remises accordées en vertu de la *Loi sur l'administration financière* à l'égard des revenus et autres dettes pour l'exercice clos le 31 mars 2022

Description d'une remise par le Président du Conseil du Trésor

En vertu du paragraphe 5.1 (3) de la *Loi sur l'administration financière*, le président du Conseil du Trésor a fait une remise à 284 Ontariens de la région de Barrie qui auraient pu être contraints de demander le remplacement de certains documents délivrés par le gouvernement à la suite de dégâts causés par une tornade qui a frappé la région de Barrie le 15 juillet 2021. Les coûts de remplacement de tels documents ne dépasseraient pas 10 000 \$ en ce qui concerne les permis de conduire, les cartes-photos, les plaques d'immatriculation, les permis et les vignettes de validation, les certificats de naissance et les copies certifiées d'enregistrement de naissance, pour la période du 15 juillet 2021 au 1^{er} septembre 2021 inclusivement.



Vous pouvez accéder au document en ligne à **[Ontario.ca/comptespublics](https://ontario.ca/comptespublics)**

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2022 | ISSN 0833-1189 (Imprimé) | ISSN 1913-5564 (En ligne)